

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°23

FEVRIER 1987

A NOS LECTEURS

La question kurde trouve un écho de plus en plus large dans la presse et cela nous amène à publier désormais notre bulletin mensuellement. Le prix au numéro ne change pas le tarif d'abonnement est modifié comme ci-dessous. Les abonnements en cours seront servis sans supplément.

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger) 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) : (France) 200 FF, (Etranger) 250 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE - 106, rue Lafayette - 75010 PARIS - FRANCE
tél : (1) 48 24 64 64

SOMMAIRE

- RECRUTEMENT DE BOURSIERS
 - LE PEUPLE KURDE EST MENACE DE DISPARITION DECLARE LE MINISTRE SUEDOIS DES AFFAIRES ETRANGERES
 - LA MORT D'IDRIS BARZANI
 - EXECUTIONS DE 29 ADOLESCENTS KURDES EN IRAK
 - MISSION D'OBSERVATION AU PROCES DE MEHDI ZANA
 - LA "GAFFE" DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE
 - UN CHANTEUR POPULAIRE DEVANT LA COUR TURQUE DE SURETE DE L'ETAT POUR AVOIR CHANTE EN KURDE... EN SUEDE
 - CHRONIQUE DE LA REPRESSION ORDINAIRE EN TURQUIE
 - DEPORTATION DE 50 000 KURDES EN TURQUIE
 - A SIGNALER
 - PUBLICATIONS RECENTES
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - LA REVUE DE PRESSE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE
-

RECRUTEMENT DE BOURSIERS

Comme les années précédentes, l'Institut Kurde disposera, pour l'année universitaire 1987-88, de quelques bourses destinées à former des cadres culturels et à donner une impulsion au développement des sciences humaines kurdes.

Ces bourses, d'un montant mensuel de 2700 F, sont d'une durée de 3 à 5 ans, selon la discipline et le cycle d'études choisis. Cette durée inclut une année de préparation linguistique. Elles seront accordées en priorité aux candidats souhaitant se former dans le domaine des sciences humaines (linguistique, histoire, ethnologie, sociologie, musicologie, etc.) ou encore à des candidats à des formations d'agronomie, des techniques d'élevage et du génie rural.

Les **DOSSIERS DE CANDIDATURES** doivent être déposés **avant le 31 juillet**, date limite, à l'Institut Kurde, et doivent comporter les pièces suivantes :

- une lettre manuscrite de candidature, précisant le programme d'études envisagé,
- un curriculum vitae (activités professionnelles et académiques),
- photocopie des diplômes, avec traduction certifiée en anglais ou en français,
- une photocopie d'une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, passeport ou carte de séjour).

Les candidats ne doivent pas bénéficier déjà d'une bourse ou d'une allocation d'études d'un autre organisme public ou privé.

MODALITES D'ATTRIBUTION : Une commission de sept membres, composée d'enseignants et de chercheurs kurdes originaires d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie, examinera les dossiers de candidature. Les candidats choisis lors de cette sélection sur dossier seront conviés à Paris, pour une série d'entretiens qui se dérouleront début septembre. La liste définitive des candidatures retenues sera connue au terme de ces entretiens. La **priorité** sera accordée aux femmes, aux candidats déjà titulaires d'un diplôme universitaire et désirant entreprendre des études de doctorat, ainsi qu'aux candidats les plus jeunes.

LE PEUPLE KURDE EST MENACE DE DISPARITION DECLARE LE MINISTRE SUEDOIS DES AFFAIRES ETRANGERES

A la suite de la mise en avant d'"une piste kurde" dans l'assassinat d'Olof Palme et des répercussions néfastes que cette hypothèse policière, qui s'est soldée par un fiasco total, a pu engendrer dans l'opinion publique, plusieurs responsables du gouvernement suédois ont tenu à intervenir pour rassurer la communauté kurde de Suède et l'ensemble du peuple kurde. Ce fut d'abord le Ministre de l'immigration qui a reçu une délégation de la Fédération kurde de Suède, puis s'est rendu le 14 février dernier à une réunion de celle-ci pour rappeler aux Kurdes que la politique de son gouvernement à l'égard du peuple kurde reste celle définie par Palme lui-même : une politique de sympathie et de solidarité active. Le fait que quelques individus d'origine kurde aient pu, à un moment donné, être suspectés par la police d'avoir trempé dans l'assassinat de l'ancien Premier Ministre suédois, a-t-il ajouté, n'incrimine nullement la communauté kurde dans son ensemble ; d'ailleurs tous ces suspects ont été relâchés faute d'indices.

A son tour, Monsieur Sven Andersson, Ministre des affaires étrangères, a accordé une interview au quotidien suédois **Aftonbladet** (repris et publié à la fois en turc et kurde par le bi-mensuel kurde de Stockholm *Kurdistan Press* du 11 février) dans laquelle il déclare notamment: "La Suède accorde une importance primordiale aux droits et libertés de l'homme, au respect de la dignité humaine. Cela est évidemment également valable pour les minorités vivant chez nous. Ce principe nous guide aussi dans notre attitude à l'égard des pays qui oppriment les minorités vivant sur leur sol. Ces pays doivent aider au développement économique et culturel de leurs minorités. Ces droits sont inaliénables. Notre gouvernement a toujours pris position entre le peuple kurde et les gouvernements qui l'oppriment. L'oppression subie dresse le peuple kurde contre ces gouvernements. Par exemple, en août dernier, notre gouvernement a adressé un avertissement au gouvernement turc lorsqu'il s'est livré au bombardement des villages kurdes d'Irak."

A la question "la presse et la police suédoise ont gravement endommagé l'image du peuple kurde tant en Suède qu'à l'étranger. Des centaines de milliers de Kurdes de la diaspora vivent dans l'inquiétude; comme ils n'ont pas d'Etat ils ne parviennent pas à se défendre suffisamment. Que peut faire l'Etat suédois dans ce domaine?" le ministre répond: "Notre gouvernement a jusqu'ici une attitude très positive à l'égard des réfugiés kurdes. Il les a tous aidés à s'installer chez nous. Dans le cadre des lois de notre pays les Kurdes sont totalement libres dans leurs activités et leurs opinions politiques. Notre gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'une communauté ne subisse pas de préjudice du fait du comportement irresponsable de quelques individus. Le Ministre de l'immigration, le Ministre de la justice et à présent moi-même avons exprimé et exprimons le point de vue de notre gouvernement sur cette question. (...) A mon avis personnel, en dépit de toute la campagne négative et incompréhensible de la presse suédoise, le peuple suédois n'a jamais nourri de sentiment d'hostilité à l'égard du peuple kurde. Je crois même que le peuple kurde qui subit la pire oppression du monde trouvera la solidarité la plus efficace chez le peuple suédois. Nous n'accepterons jamais la terreur politique en Suède. Et **nous**

ne modifierons pas nos opinions au sujet du peuple kurde qui est en péril de mort".

LA MORT D'IDRIS BARZANI

L'un des chefs politico-militaires du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak Idris Barzanî est mort le 31 janvier dernier au Kurdistan d'Irak à l'âge de 43 ans. D'après le communiqué de ce parti il a été terrassé par une crise cardiaque.

Fils du général Barzani, leader du mouvement kurde d'Irak jusqu'en 1975 et commandant en chef des forces armées de l'éphémère République kurde de 1946 (au Kurdistan iranien), Idris était né en 1944 à Barzan. Après un séjour de plus d'un an à Mahabad, capitale de la République kurde, et à la suite de la légendaire retraite vers l'URSS de son père avec ses partisans pourchassés par les troupes iraniennes, irakiennes et turques, il était, avec certains autres membres de sa famille, placé en résidence surveillée à Bagdad. C'est là qu'il passa son enfance et fit ses études secondaires. Le 14 juillet 1958 la monarchie fut renversée par le coup d'Etat du général Kassem (d'origine kurde) et la "république fraternelle des Arabes et des Kurdes" fut proclamée. Amnistié, le général Barzani rentra quelques mois plus tard en véritable héros national en Irak. Malheureusement, ce "printemps de Bagdad" aura été de courte durée. En septembre 1961 les Kurdes sont amenés à reprendre la lutte armée sous la direction de Barzani. Idris participe à celle-ci dès les premiers jours et en 1968 devient membre du Conseil de commandement de la révolution kurde. En 1970 il fait partie de la délégation kurde qui négocie avec Bagdad, négociation qui aboutira aux accords du 11 mars reconnaissant aux Kurdes une large autonomie. Pendant la période de "ni paix ni guerre" (mars 1970-mars 1974), parsemée de nombreux attentats d'inspiration gouvernementale contre des dirigeants kurdes, dont plusieurs contre le général Barzani, Idris est élu au bureau politique du PDK et devient de fait le bras droit de son père au sein de l'exécutif kurde. En mars 1974 c'est lui qui dirige la délégation kurde qui négocie avec le gouvernement irakien le respect des accords du 11 mars, mais les pourparlers achoppent notamment sur le statut de la province pétrolière kurde de Kirkouk que le régime baasiste s'emploie à arabiser et à exclure de la "région autonome". La guerre reprend de plus belle et Idris est nommé commandant de l'un des principaux fronts, celui de Zozek. Un an plus tard, le 5 mars 1975, le chah d'Iran et le vice-président irakien Saddam Hussein signent à Alger un accord de coopération qui démoralisera la direction de la résistance kurde et provoquera l'effondrement de celle-ci. Idris suit son père dans son exil en Iran, puis, avec son frère Massoud, prend l'initiative de mettre sur pied une "direction provisoire du PDK" pour réorganiser ce parti en pleine crise. A la mort du général Barzani, en février 1979 aux Etats-Unis, il assume avec Massoud la direction effective des Barzani et du PDK et relance, à partir d'automne 1980, la lutte armée contre le régime de Bagdad en s'alliant à l'extérieur à la République islamique et à l'intérieur au PC irakien, à l'organisation chiite "Al Dawa" et au Parti socialiste unifié du Kurdistan. Son dernier acte politique important aura été son rôle dans la conclusion en novembre dernier d'un vaste "Front kurde irakien" regroupant outre le PDK, l'Union patriotique de Jalal Talabani et le PC irakien (à dominance kurde), front qui constitue l'axe principal et combattant d'une vaste coalition comprenant pratiquement toutes les formations de l'opposition au régime de Saddam Hussein.

Avec la disparition subite et prématurée d'Idris Barzani le PDK et l'opposition irakienne ont perdu l'un de leurs dirigeants les plus importants. Diverses manifestations de deuil et d'hommage ont eu lieu tant au Kurdistan et à Téhéran que dans diverses capitales européennes, notamment à Londres.

EXECUTIONS DE 29 ENFANTS KURDES EN IRAK

En septembre 1985 plusieurs centaines d'enfants et adolescents kurdes avaient été arrêtés par les autorités irakiennes pour "participation aux manifestations anti-gouvernementales" (Voir le numéro de novembre 1985 de notre bulletin). Certains d'entre eux ont été relâchés quelques semaines plus tard après avoir été sérieusement torturés; d'autres, environ 300, ont été envoyés vers les prisons de Sulaimaniya et de Kirkouk. En janvier dernier la police a remis aux familles, contre paiement d'une forte taxe, les corps de 29 de ces jeunes, assassinés sous la torture. Les dépouilles portent des traces de sévices, certains enfants ont le corps mutilé, les yeux arrachés.

Voici la liste de ces jeunes suppliciés : Dara Hussein HASAN, 16 ans; Farhad SHEIKH HASAN, 17 ans; Rebwar HAJJ AMIN, 18 ans; Aras RASHID, 18ans; Awat ISMAIL, 18ans; Dilêr Mahmud ALI, 16 ans; Herish Kamal KADIR, 18 ans; Ali ABDULLA, 18 ans; Nebez TOFIQ, 18 ans; Azad OMAR, 18 ans; Salar OMAR, 18 ans; Omar Ahmad AMIN, 18 ans; Shamal ABDULLA, 20 ans; Luqman HAMAJAN, 19 ans; Ako Rasid FARAJ, 20 ans; Sherzad Darwish IBRAHIM, 19 ans; Nasir Mahmud DARWISH, 21 ans; Rizgar Hasan MULLA TAHIR, 19 ans; Kamaran OSMAN, 22 ans; Taha IBRAHIM, 19ans; Nizar Nuri AHMAD, 22 ans; Rizgar Hasan MAHMUD, 19ans; Aso Ali RAHIM, 19 ans; Salam SAYED RAMADAN, 19 ans; Abdulla ALI, 19 ans; Salar NURI, 19 ans; Abdulwahab SABIR, 20 ans; Akram Siddiq MARUF, 18 ans; Faridun HASAN, 18 ans.

UNE MISSION D'OBSERVATION AU PROCES DE MEHDI ZANA

Une mission conjointe de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.) et de la Fondation France-Libertés de Madame Danielle Mitterrand s'est rendue à Ankara pour assister au procès en appel de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi ZANA, devant la Cour de cassation militaire. Composée de Madame Lydie DUPUY, ancien député PS et président de l'intergroupe des Parlementaires membres de la Ligue des Droits de l'Homme, administrateur de France-Libertés, Maître Michel BLUM, président du Comité spécial des Organisations non gouvernementales auprès des Nations Unies et président d'honneur de la F.I.D.H., M. DUPUY, représentant symboliquement les maires de France solidaires de leur collègue de Diyarbakir et M. Henry SABY, vice-président du groupe socialiste au Parlement européen, la mission a eu, du 22 au 25 février, de nombreux entretiens avec des personnalités gouvernementales et d'opposition, notamment avec le Ministre turc de la justice, le président de la Commission des lois de la Grande Assemblée nationale turque, le président et le procureur général de la Cour de cassation militaire, MM. Demirel et İnönü leaders des deux principales formations de l'opposition turque légale. A tous elle a fait savoir l'importance que l'opinion publique européenne attache à l'instauration d'une démocratie véritable en Turquie, respectueuse des libertés et des droits de l'homme et que malgré quelques progrès enregistrés au cours des deux dernières années le chemin à parcourir pour prétendre intégrer pleinement la famille des démocraties européennes restait encore bien long; que, au delà des proclamations et des professions de foi, l'opinion attendait des actes concrets comme l'amnistie des prisonniers d'opinion, la libération des élus comme Mehdi Zana, l'abolition des lois restreignant les libertés fondamentales, etc... La presse turque a accordé une large place à la visite de cette mission et aux déclarations de ses membres (Cf. p.61 du bulletin)

Au cours de son audience du 24 février la Cour de cassation militaire a décidé une réduction de 6 ans (sur 32 ans) de la peine de Mehdi Zana. En raison d'une nouvelle loi sur l'application des peines l'ancien maire de Diyarbakir pourra recouvrer sa liberté dans quatre ans, après avoir purgé 40% de sa peine, c'est à dire au terme de 10,5 années passées derrière les barreaux, pour délit d'opinion.

LA "GAFFE" DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

La presse turque crie au "scandale diplomatique", à la "gaffe monumentale" à propos d'une plaquette d'information sur la Turquie éditée par le Ministère français des Affaires étrangères à l'occasion de la visite à Paris du Ministre turc Yahit Halefoglu. Ce document, destiné à la presse et rédigé en des termes fort courtois et aimables pour les autorités d'Ankara, mentionne, dans un passage consacré à la population de la Turquie, l'existence de 8 millions de Kurdes, sans cependant faire de remarque sur le sort que la République turque réserve à ceux-ci. Cette simple mention a suffi pour mettre les dirigeants turcs en colère, car ils persistent, vaille que vaille, à proclamer officiellement qu'il n'y a pas de Kurde en Turquie, ce qui ne les empêche évidemment pas de mobiliser dans le même temps les deux tiers de leur armée contre ces "séparatistes" kurdes qui n'existent pas et de jeter en prison des milliers de patriotes kurdes (Cf. p.55 du bulletin).

UN CHANTEUR POPULAIRE DEVANT LA COUR TURQUE DE SURETE DE L'ETAT POUR AVOIR CHANTE EN KURDE... EN SUEDE

Le 8 février dernier, Ibrahim Tatlis, l'un des chanteurs les plus populaires de la Turquie, a été déféré devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour avoir, lors d'un concert à Stockholm, chanté, à la demande insistante du public, une chanson kurde. Ce faisant, d'après M. Ataman, Substitut du Procureur de cette Cour d'exception, il aurait "porté atteinte à la réputation et aux intérêts nationaux du pays" et serait de ce fait "passible d'une peine minimale de 5 ans"

Dans un pays où chanter en kurde est considéré comme "crime contre la sûreté de l'Etat", I. Tatlis, comme beaucoup d'autres chanteurs d'origine kurde, avait choisi de mettre des paroles turques sur les mélodies kurdes populaires pour pouvoir les chanter en public, et grâce à son talent, il est devenu très populaire à la fois parmi les Kurdes et les Turcs. En attendant l'instruction de son dossier le "roi de la chanson" restera en liberté provisoire.

CHRONIQUE DE LA REPRESSION ORDINAIRE EN TURQUIE

Le 2 février, le parquet d'Istanbul a ouvert une information contre le directeur de la publication de l'hebdomadaire Yeni Gündem pour avoir, dans son numéro 41, publié un article sur le cinéaste Yilmaz Güney. D'après un décret du 15 avril 1983 "la publication, la diffusion et la possession de tout écrit, photographie, poster, film ou vidéo-film concernant Y.Güney sont strictement interdites sur le territoire de la République turque". Par ailleurs, d'après le quotidien d'Istanbul *Cumhuriyet* du 19 février (Cf. p.56 du bulletin) au cours des 3,5 dernières années au total 240 livres et publications ont été saisis par les tribunaux turcs, principalement pour "séparatisme" et "atteinte à l'unité nationale". Parmi ces publications dangereuses on relève les atlas "Map of the World", "Map of Europa" et "The World" publiés par les éditions The Penguin, le "National Geographic Atlas of the World", l'Atlas de poche Larousse, le "Nouveau Petit Larousse illustré", etc... coupables de "séparatisme" pour avoir sur leurs cartes de la région fait figurer les noms du Kurdistan et de l'Arménie. Les ouvrages saisis ont été envoyés au pilon.

Par ailleurs le 12 février M. Nevzat Helvacı, président de l'Association turque des Droits de l'Homme (dont le siège est à Ankara mais qui n'est pas encore reconnue par les autorités), a rendu publique la liste de 149 personnes décédées sous la torture et indiqué qu'une liste des prisonniers mutilés ou devenus fous en raison des sévices subis était en

cours d'élaboration. La torture continue de faire des victimes : au cours du seul mois de février, deux Kurdes, Zülfikar Bayram et Adnan Tivsiz, ont été torturés à mort par la police turque (Cf. p.42, 57,58,59 et 60 du bulletin).

DEPORTATION DE 50.000 KURDES EN TURQUIE

La province kurde de Dersim (Tunceli dans la nomenclature officielle) va bientôt être évacuée de sa population. Les habitants des 234 villages de cette province montagneuse qui constitue l'un des bastions du patriotisme kurde seront déportés vers l'Anatolie du Sud où ils seront éparpillés entre diverses localités. Cette mesure touche dans un premier temps environ 50.000 Kurdes. Ensuite 275 villages de la province d'Erzincan et un nombre encore non connu de villages des provinces d'Erzurum et de Kars subiront le même sort.

Préparée depuis de longs mois par l'armée et la police cette déportation n'a été connue de l'opinion publique que récemment, grâce à un dossier spécial publié par l'hebdomadaire turc *2000'e dogru*. Depuis, dans la presse turque, l'opportunité de cette mesure fait l'objet d'un débat d'où les principaux intéressés, les Kurdes, sont absents. Les responsables gouvernementaux font des déclarations contradictoires. Le Ministre d'Etat Celal Güzel affirme ne pas être au courant de cette affaire, tandis que son collègue à l'Agriculture Dogan déclare qu'il s'agit d'un malentendu et que son gouvernement n'obligera personne à partir. Pour M.Akbulut, Ministre de l'Intérieur et maître d'œuvre de cette opération, celle-ci "est nécessaire pour des raisons de sécurité et tous les villages situés le long des frontières seront également évacués". De son côté, M. Fikri Saglar, porte-parole du SHP, la principale formation de l'opposition parlementaire turque, affirme que son parti est en possession d'informations indiquant qu'au total 13,5 millions de paysans seront progressivement déportés dans le cadre d'une gigantesque opération (d'inspiration militaire) de remembrement du pays. Dans ce cadre des paysans turcs seront implantés au Kurdistan, en particulier dans les plaines fertiles du Tigre et de l'Euphrate.

Dans les années 1930 la Turquie avait déjà déporté, "pour des raisons de sécurité", plusieurs centaines de milliers de Kurdes dans l'espoir de régler une bonne fois pour toutes la question kurde en éparpillant la population compacte et homogène du Kurdistan à travers toutes les provinces de la Turquie. La deuxième guerre mondiale avait mis un terme à la réalisation de ce projet pharaonique des dirigeants kémalistes turcs. Ceux-ci ont assurément de la suite dans les idées, en reprenant en cette fin du XXe siècle leur projet favori de dispersion des Kurdes. Ces Kurdes qui, après la liquidation des Arméniens et le départ forcé des Grecs, restent pratiquement la dernière population autochtone ayant une certaine importance numérique et une cohésion nationale qui survive encore en Turquie.

A SIGNALER

- MAURICE BEJART EST D'ORIGINE KURDE. Dans une interview traitant de l'immigration et de l'Islam, publiée dans le magazine Jeune Afrique du 7 janvier 1987, le célèbre danseur et chorégraphe des Ballets du XXe siècle se définit comme "un travailleur immigré aux yeux bleus, descendant de Kurde et musulman".

- UNE EMISSION EN LANGUE KURDE A RADIO-DORTMUND EN RFA. Le Comité des étudiants du Kurdistan à Dortmund, Postlagerkarte Nr.081101 c, 4600 Dortmund 1, vient d'obtenir des autorités locales l'autorisation de diffuser sur les ondes de la radio

municipale une émission hebdomadaire en langue kurde. Celle-ci sera, dans un premier temps, diffusée le jeudi soir de 21h30 à 21h45 dans cette région industrielle qui compte une forte population de travailleurs immigrés kurdes. C'est la première fois qu'une émission en langue kurde est autorisée sur le territoire de la République fédérale où vivent environ 450.000 Kurdes. Les autorités turques ainsi que les organisations turques nationalistes et islamistes contrôlées par l'ambassade turque ont vigoureusement protesté contre ce qu'elles qualifient d'"atteinte à l'unité de la nation turque".

- COURS DE KURDE A L'ORIENT-AKADEMIE DE VIENNE. A partir du 14 février la Société orientaliste autrichienne Hammer-Purgstall dispense, trois fois par semaine, dans ses locaux de Dominikanerbastei 6/6, 1010 Wien (Tél. 512 89 36) des cours de langue kurde.

- IMPORTANT DOSSIER KURDE DANS LA REVUE BASQUE LARRUN. La dernière livraison de 1986 de la revue Larrun paraissant en langue basque consacre un dossier de 23 pages à la question kurde avec des articles sur l'histoire, la culture et le combat actuel du peuple kurde.

- Deux sénateurs italiens, Piero Pieralli et Arrigo Morandi, ont le 19 février, interpellé par une question écrite le Ministre italien des affaires étrangères sur l'attitude de son gouvernement face à "la persécution de la minorité nationale kurde, à la répression des militants communistes et des dirigeants syndicalistes en Turquie pays membre de l'OTAN, allié de l'Italie".

- L'AIDE MILITAIRE AMERICAINE A LA TURQUIE S'EST ELEVEE A 615 MILLIONS DE DOLLARS au cours de l'exercice budgétaire américain qui s'est achevé en septembre dernier. Et cette année Ankara a déjà obtenu 490 millions de dollars pour "poursuivre la modernisation de ses forces armées". La Turquie qui entretient une armée de 820 000 hommes - la deuxième armée de l'OTAN après celle des Etats-Unis au plan des effectifs - affirme avoir besoin d'un budget annuel de 1,2 à 1,5 milliards de dollars pour moderniser ses forces qui depuis 60 ans, hormis l'épisode de l'occupation du nord de l'île de Chypre en 1974, n'ont servi qu'à réprimer et martyriser le peuple kurde. Les crédits américains seront surtout utilisés pour l'achat de radars, de chars dernier cri et d'équipements électroniques. Consacrant officiellement 24 % de son budget national aux dépenses militaires ce pays pauvre fabrique sur place, sous licence, des bombardiers F-16 et des chars M-47 et M-48 américains

PUBLICATIONS RECENTES

JOHN S. GUEST, THE YEZIDIS, KPI Limited, 11 New Fetter Lane, London EC4P 4EE, 299p. Monographie sur les 150.000 Kurdes de confession yézidie cet ouvrage est de loin la meilleure étude publiée sur ce sujet depuis *l'Enquête sur les Yézidis* du regretté Roger Lescot.

HONRAWY KURDI, POESIA KURDA (Poésie kurde), Nuova Vita Editore, Padoue, 1987, 88p. Une anthologie de la poésie kurde classique et moderne, en italien. Traduction et introduction de Shorsh A. Surme.

DANS LA PRESSE KURDE

KURDISCHES INFORMATIONS BLATT, bulletin mensuel édité en allemand, KIB/WUK, 1090 Wien, Währingerstr 59, publie dans son numéro de février, 20p., un éditorial critiquant la visite récente du général Kenan Evren, président de la République turque, en Allemagne fédérale, la chronique historique de K. Aran consacrée à la révolte d'Ismail Agha SIMKO au Kurdistan iranien dans les années 1920, une interview de M. Hans Hauser, auteur de plusieurs ouvrages sur les Kurdes, président de l'Association autrichienne des amis du peuple kurde, un article de Memo Kurêsêx sur la "paranoïa de l'Etat turc contre ses voisins", des informations sur la situation au Kurdistan et sur Newroz, le nouvel an traditionnel que les Kurdes célèbrent le 21 mars.

KURDISTAN, mensuel en langue kurde (caractères arabes) du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, publie dans son numéro 123, daté de février, 18p., un article sur la célébration de la République kurde de Mahabad (1946), le message du PDKI à la récente Conférence islamique qui s'est tenue à Kuweit, le texte de l'allocution radio-diffusée du Dr. Ghassemlou, secrétaire général de ce parti, sur Radio-Kurdistan et un compte-rendu des articles parus dans la presse internationale sur la question kurde.

KURDISTAN PRESS, bi-mensuel d'information bilingue turc et kurde édité en Suède, Box 70 80, 172 07 Sundbyberg, publie dans son numéro 12, daté du 25 février, un article sur la déportation de 60 000 Kurdes en Turquie et sur "l'escalade de la politique de terreur d'Ankara à l'égard du peuple kurde", un communiqué de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak proposant d'échanger l'ingénieur turc qu'il a arrêté près de Souleimanieh contre 200 prisonniers politiques kurdes dont l'ancien maire de Diyarbakir Mendi Zana, le compte-rendu du 7^e Congrès de la Fédération kurde de Suède à laquelle a assisté M. George Andersson, Ministre suédois de l'immigration, un reportage sur les régions libérées du Kurdistan, les souvenirs du patriote kurde Hesên Hisyar sur l'insurrection kurde de 1925 en Turquie, une rubrique littéraire consacrée au romancier kurde soviétique Ereb Semo, la traduction de la lettre de l'écrivain allemand Günter Grass, membre de la section allemande de l'Institut kurde au Ministère fédéral des affaires étrangères le priant "d'aider les Kurdes à sauvegarder leur culture en Turquie mais aussi en RFA", la traduction turque des articles parus dans la presse australienne sur Ismail Beşikçi, sociologue turc en prison depuis 1970 en raison de ses travaux universitaires consacrés à la société kurde, des libres opinions, etc.

SIRWE, revue littéraire et culturelle trimestrielle éditée en kurde (caractères arabes) à Ourmiah (Kurdistan d'Iran) publie dans sa livraison d'automne, 100p., un article sur l'éducation des enfants, une étude sur le folklore kurde, un compte-rendu du Congrès de la littérature et de la culture kurdes qui s'est récemment tenu à Mahabad, une chronique sur les "savants kurdes célèbres", une autre sur les poètes et artistes kurdes, un texte sur la "géographie de la région de Saqqez", des poèmes et des contes, etc...

REVUE DE PRESSE EN BREF (Décembre - Janvier - Février 1987)

FILM sur un village kurde d'Iran : Bejve, diffusé par Antenne 2 (Le Figaro 20.2).

LA REVUE YENI GÜNDEM EN PROCES, pour avoir publié un article sur Yilmaz Güney (Cumhuriyet 3.2).

UN MENU A LA KURDE ou soirée dans une trattoria de Codroma des étudiants du Kurdistan (quotidien vénitien).

POURSUIVI EN JUSTICE POUR AVOIR CHANTE EN KURDE en Suède, le chanteur kurde de Turquie, Ibrahim Tatlis, risque 5 ans de prison (Tercüman 9 et 26.2).

SANS PAIX NI PATRIE : LES KURDES (PM/Magazine italien Oct. 86).

ENTRE LES BELLIGERANTS, les Kurdes trinquent. (L'Espresso, 28.12.86).

OLOF PALME . un coup de filet pour rien ? (La France, Le Méridional 21.1).

J'ATTENDS BEAUCOUP DE LA JUSTICE", un témoignage du frère de Kemal Özgül.

UN CRIME PATRONAL à la Cour d'Assises de Versailles. (Liberté 21 et 24.1, Toutes les nouvelles de Versailles 28.1).

DEUX MOIS CHEZ LES KURDES iraniens réfugiés en Irak pour une laborantine de La Roche-Chalais (Sud-Ouest 26.1).

Reportage sur les KURDES (France-Israel Informations, janv. 87).

KURDISTAN : LUTTE POUR L'AUTONOMIE, et la dure condition des femmes au Kurdistan irakien (Outwrite Janv. 87).

ETUDE sur l'Irak (Lloyds Bank, Economic Report 1986, 9.1).

FIASCO de la police, dans l'affaire Palme, en ce qui concerne la "piste kurde" (Proti, 21.1).

MARCHANDAGES sur le dos des peuples du Proche-Orient, notamment des Kurdes (Otetchestven Front 28.1).

AIDE MEDICALE AU KURDISTAN (France Journal 28.1).

IDRIS BARZANI MEURT D'UNE CRISE CARDIAQUE (Quotidien de Paris 2.2, Herald Tribune 3.2).

MEHDI ZANA, otage de la dictature turque (Liberté 3.2).

MISE AU PLACARD du policier chargé de l'enquête Olof Palme. - PALME : la piste était presque parfaite. - OLOF PALME : l'enquête repart à zéro (Libération, L'Express, Quotidien de Paris, Herald Tribune 6.2).

LES TURCS MANOEUVRENT LES DROITS DE L'HOMME et inquiètent les Européens (Libération 11.2).

LE REGIME IRAKIEN A L'EPREUVE DE LA GUERRE DU GOLFE, un lourd tribut humain (Le Monde diplomatique, Févr. 87).

PAS DE TREVE pour les 8 ans de la révolution en Iran bombardements irakiens sur Téhéran et 10 autres villes (Libération 13.2).

DES DIZAINES DE JEUNES KURDES EXECUTES en Irak (L'Espoir, 14.2).

RELANCE DE LA "GUERRE DES VILLES" entre l'Irak et l'Iran (Dernières Nouvelles J'Alsace 13.2).

VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'ANKARA à PARIS : la constitution d'une commission mixte devrait favoriser la relance des échanges franco-turcs (Le Monde 17.2).

L'ENQUETE N'A PAS AVANCE D'UN POUCE, 12 MOIS APRES L'ASSASSINAT D'OLOF PALME. La "piste kurde" a été abandonnée. (Financial Times 17.2)

POURSUITE DU CONFLIT IRAN-IRAK, violente reprise des combats et des bombardements, la station radar d'Erbil au Kurdistan irakien détruite, plus de 1000 soldats irakiens tués (AFP 11, 12 et 16.2).

ACQUITTEMENT pour 5 indépendantistes kurdes par le tribunal militaire de Diyarbakir (AFP 16.2).

PAUSE DANS LES RAIDS CONTRE LES VILLES EN IRAN (AFP, 17.2).

TURQUIE . 14 CIVILS TUES selon la police (AFP, 23.2).

"LA LOI MARTIALE SERA LEVEE" sur l'ensemble du territoire turc en mars prochain, a déclaré le ministre d'état Kazim Oksay (AFP 19.2, Telegramme de Brest, Ouest France 20.2).

LE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA LIGUE FRANCAISE DES DROITS DE L'HOMME assistera au proces de Mehdi Zana du 25 au 28 février à Ankara (Droits de l'Homme 10.2).

MANIFESTATION DE KURDES TURCS devant le siège de Radio France à Paris pour attirer l'attention sur la repression au Kurdistan turc (AFP 26.2, Le Monde 27.2).

ON N'A TOUJOURS PAS RETROUVE LE MEURTRIER, l'enquête piétine en Suède (Libération, l'Humanité 28 2).

UNE ATTAQUE KURDE FAIT 14 MORTS en Turquie près de la frontière irakienne (Financial Times, Herald Tribune 24 2).

DEPORTATIONS DE PAYSANS KURDES vers l'Anatolie (Pogrom, Février 1987).

IRAK . LES CORPS D'ENFANTS ET DE JEUNES arrêtés en septembre et octobre 1985, et morts sous la torture, auraient été retournés à leurs parents, à la fin janvier, indique un rapport d'Amnesty International (25.2).

LE CITOYEN EST FICHE à l'est du pays ; une fiche blanche signifie "soutient le gouvernement", une fiche bleue : "indécis", une fiche jaune : "sympathisant nationaliste", une fiche rouge : "militant". Les réactions des parlementaires. - TURQUIE : CEUX QUI SE SONT SUICIDES après avoir purgé une peine d'emprisonnement (Ikibine Dogru 1-7 fév)

UNE LISTE DE RECHERCHES établie par le commandement de l'état de siège ; 1 million de livres turques à qui dénoncera. - IDRIS BARZANI EST MORT D'UNE CRISE CARDIAQUE. Il était le chef militaire du PDK d'Irak (Milliyet 3.2).

"ANNEXONS LES VILLES DE KIRKOUK ET DE MOSSOUL", déclare le président du parti nationaliste du Travail. - "NOUS FERONS D'UNE PIERRE DEUX COUPS DANS CINQ PAYS, si nous découvrons du pétrole à nos frontières", déclare le Ministre d'état turc Kazim Oksay (Hürriyet 3.2).

JEUX DANGEREUX, un éditorial du journaliste Ali Sirmen. - LES PREFETS TURCS ET SYRIENS vont se rencontrer au sujet du PKK (Cumhuriyet 3.2)

DES CARAVANES DE DEPORTES pour le projet économique GAP (Tercüman 3.2).

Milliyet a interrogé les spécialistes sur "LE DANGER QUI EST DEVANT NOTRE PORTE"... Voilà l'avertissement unanime : "Attention au vent de la guerre, nous ne devons pas nous lancer dans une aventure". - LA TURQUIE SUR SES GARDES face à la montée des hostilités au Moyen-Orient - LE MOYEN-ORIENT ET NOUS - l'armée turque n'est pas pour une intervention à Kirkouk. Deux éditoriaux de ce journal sur les intentions de la Turquie (Milliyet 4.2)

59 ANS DE PRISON : c'est la peine totale infligée à la fondatrice du PKK, Sakine Polat. - OURMIYEH, VILLE KURDE D'IRAN, BOMBARDEE PAR L'IRAK ! les milieux diplomatiques ont le regard tourné vers la Turquie alors qu'Ankara suit les événements de près avec beaucoup de sang-froid (Tercüman 5.2).

PEINE DE MORT REQUISE POUR TOUS LES PREVENUS DU PKK au procès d'Urfa et d'Hilvan (Cumhuriyet 6.2).

NOUVELLES ALLEGATIONS DE LA POLICE SUEDOISE, dans l'assassinat d'Olof Palme, selon l'équipe de l'ex-patron de l'enquête, la décision a été prise à Damas et l'assassin se trouve en Belgique (Cumhuriyet 7.2).

UN NOUVEAU PAS DANS LES RELATIONS AVEC LA CEE (Cumhuriyet 14.2)

AHMED TURK ARRETE, il était l'ancien député du CHP (Parti Républicain du Peuple) de la ville de Mardin (Cumhuriyet, 11.2).

"LE SCENARIO D'OCCUPATION DE KIRKOUK" a nouveau à l'ordre du jour (Yeni Gundem/Revue hebdomadaire turque, 8-14.2).

AU PROCES DE RIZGARI ET DU PKK à DYARBAKIR, 4 personnes ont été condamnées, au total, à 40 ans d'emprisonnement. - LA MORT DE 149 PERSONNES EST "DOUTEUSE", selon un rapport de la Fédération des Droits de l'homme. - "LES ALLEGATIONS DE TORTURE SONT EXAGEREES", dit le procureur militaire en retraite (Cumhuriyet, 13 et 15.2).

"ZOZAN" EST DEvenu "SUZAN"... des prénoms changés à Bitlis (Nokta/Hebdomadaire turc, 15.2).

LES CITOYENS DE TUNCELI FORCES A LA DEPORTATION, 233 villages ont reçu des instructions dans ce sens - "20.000 personnes doivent quitter leurs villages", selon le Ministre des Forêts et des Villages - lequel ajoute : "Il ne s'agit pas d'une déportation forcée, mais d'une distribution des terres" (Ikibine Dogru 15-21.2, Cumhuriyet 16, 17 et 18.2, Tercüman 20.2, Milliyet 25.2)

AUTODAFE : durant les 3 dernières années, 240 décisions de destruction de livres ont été ordonnées (Cumhuriyet 19.2).

DESCENTE DU PKK CHEZ LE MAIRE DU VILLAGE : 2 morts (Cumhuriyet 20.2).

SCANDALE DIPLOMATIQUE : les Français, dans une brochure éditée, font la différence entre Kurde et Turc (Milliyet 18.2)

11 PEINES DE MORT aux procès de DEV-YOL et du PKK. - "NOS FORCES ARMEES SONT AMOUREUSES DE LA DEMOCRATIE", déclare le chef d'état major, Urug. - LES EMPLACEMENTS MAL-CHOISIS DES VILLAGES doivent être redéfinis, selon les mêmes forces armées. - LES VILLAGES FRONTALIERS VONT ETRE DEPLACES, les préparations commencent cette année, annonce le Ministre d'état turc (Cumhuriyet 18 et 28.2, Hürriyet 26.2)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DOIT SE PREOCCUPER DE LA TORTURE, selon le Secrétaire Général du SHP (Parti populiste social). - LES DEPUTES A LA RECHERCHE DE CADAVRES dans la région minée de Ceylanpinar (Turquie). - MORT SOUS LA TORTURE AU COMMISSARIAT - 4 GENDARMES AUX ARRETS. - LE DEPUTE DU SHP, Kadir Narin : "les allégations de torture sont réelles (Cumhuriyet 20,21, 23, 24 et 27.2, Milliyet 24 et 26.2).

PROCES DE MEHDI ZANA, devant la Cour de Cassation militaire, en présence de 4 Parlementaires européens. Une première peine de 15,5 années confirmée. Celle de 9 ans pour outrage à magistrat réduite à 3 ans. (Tercuman 22.2, Cumhuriyet 25 et 26.2, Milliyet 26.2).

COURS DE RELIGION ISLAMIQUE OBLIGATOIRE pour les Assyriens : les Chrétiens turcs se sont adressés au Conseil d'état (Yeni Gundem 22-28.2).

ENLEVEMENT D'UN INGENIEUR TURC EN IRAK par l'Union Patriotique du Kurdistan. (Cumhuriyet 21 et 23.2, Hürriyet 23.2).

PAS DE NOUVELLES DE L'INGENIEUR ALLEMAND enlevé par les Kurdes d'Irak. Les Allemands essaient d'établir des contacts. - EST-CE UN ORDRE D'APO ? L'agence du PKK rétorque : "nous n'avons pas enlevé l'ingénieur". - DE QUOI A-T-ON PARLE A LA REUNION DE L'ETAT MAJOR ? Au sujet de l'ingénieur enlevé par les Kurdes. - "NOUS NE MARCHANDERONS AVEC PERSONNE", a dit le Ministre de l'intérieur au sujet de l'otage turc des Kurdes (Cumhuriyet 22 et 24.2, Milliyet 24.2, Hürriyet 23, 24 et 25.2, Tercuman 26.2)

LE MASSACRE COMMIS PAR LE PKK DANS UN VILLAGE : 14 personnes assassinées dont 9 femmes et enfants - EN 3 ANS, 344 PERSONNES SONT MORTES au cours de 433 opérations réalisées par des séparatistes (Cumhuriyet 24.2)

SOMMET A QUATRE au Palais de la Présidence, pour analyser la situation dans les provinces du Sud-Est. Outre le Président, le Ministre des Affaires Etrangères, le Chef d'Etat-Major et le vice Premier Ministre y prendront part (Cumhuriyet 24.2)

LA PERSECUTION DES TURCS ceux qui ont fui Kirkouk et Mossoul attendent un visa d'entrée en Iran (Milliyet 24.2).

2 CONDAMNATIONS A PERPETUITE, au procès de Rizgari à Istanbul (Cumhuriyet 24.2).

"UNE SEULE SOLUTION A LA CONTREBANDE : IRRIGUER LES TERRES", disent les habitants de Dogubeyazit (ville kurde à la frontière turco-iranienne) (Tercuman 25.2)

IL N'Y AURA PAS D'OPERATION DE REPRESAILLES (contre le PKK) affirme le porte-parole du Gouvernement (Cumhuriyet 24.2).

IL FAUT DISSOUDRE LES MILICES DE PROTECTION DES VILLAGES, déclare le Parti de la Gauche démocratique (opposition) (Cumhuriyet 25.2)

L'ORDRE DE TUER est donné par Apo (A. Öcalan, leader du PKK) au moyen de video-cassettes (Milliyet 25.2).

TERREUR DANS LES PROVINCES DU SUD-EST (Tercüman 26.2).

JEU HORRIBLE A L'EST : on espère créer à Elbistan (ville kurde de Turquie majoritairement de confession chiite) une communauté favorable à l'Iran (Milliyet 25.2).

VOL DE RECONNAISSANCE le long de la frontière irako-turque (Cumhuriyet 25.2).

NOUVELLE CEINTURE DE CHAMPS DE MINES à LA FRONTIERE TURCO-SYRIENNE (Hürriyet 26.2).

"FERMONS NOS FRONTIERES AVEC LA SYRIE !" . Les réactions au massacre commis par le PKK (Tercüman 26.2).

L'UNITE SPECIALE DE CONTRE-GUERILLA EST PRETE : les opérations militaires continuent, pour l'instant séparément, en Irak et en Turquie. - MESURE DE RENFORCEMENT DES PROTECTEURS DE VILLAGES : un poste militaire d'un effectif de 100 personnes va être créé. - LES OPERATIONS MILITAIRES CONTINUENT A L'EST DU PAYS. CHASSE AUX "SEPARATISTES" A LA FRONTIERE. - "NOS AVIONS DE COMBAT AU-DESSUS DES TETES DES SEPARATISTES", c'est l'avertissement lancé à l'Iran. - LA SYRIE ET LA LYBIE SOUTIENNENT LES TRAITRES - LES EVENEMENTS DU SUD-EST en discussion au Conseil National de Sécurité (MGK) sous la présidence du Général Kenan Evren. - EMOTION A ANKARA suite aux informations faisant état d'une intervention des troupes turques en Irak (Cumhuriyet 26. 27 et 28.2, Milliyet 26 et 27.2, Tercüman 26.2, Hürriyet 27.2)

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIYRES

<u>EN FRANCAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 F
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, Gérard Chailand	40 F
	MEMOIRE DU KURDISTAN, Joyce Blau	60 F
	MANUEL DE KURDE, Joyce Blau	80 F
	GRAMMAIRE KURDE, Djeladet Bédîr Khan et Roger Lescot	140 F
	IMAGES DU KURDISTAN DE TURQUIE, Şueyîp Adlîğ	40 F
<u>EN ALLEMAND</u>	KURDISCHE VOLKSDICHTUNG, Thomas Bois	20 F
<u>EN TURC</u>	SALPA, Yılmaz Güney	28 F
	SANIK, Yılmaz Güney	28 F
	HÜCREM, Yılmaz Güney	30 F
	BOYNU BÜKÜK ÖLDÜLER, Yılmaz Güney	50 F
	SOBA, PENCERE CAMI YE İKİ EKMEK İSTİYORUZ, Yılmaz Güney	50 F
	UNESCO'YA MEKTUP, İsmail Beşikçi	20 F
	SANCI, Orhan Koton	20 F
	ŞİYAN'IN SEYDASI, Mahmut Beksî	30 F
	KÜRT MİLLİYETÇİLİĞİ ve Dr. ABDULLAH CEYDET, Malmîsenîj	30 F
	KÜRTLERDE SANAT, Nêrgîza Torî	20 F
<u>DISQUES</u>	ŞİYAN PERYER, The Kurdish Troubadour	70 F
<u>CASSETTES</u>	ŞİYAN PERYER, N°1 et 2	35 F
	ŞİYAN PERYER, Ji bo zarokên Kurdistan	35 F
	GÛLÎSTAN	35 F
	NÎZAMETTÎN ARIÇ, N°2-3-4 et 5	35 F
	MEHMET KOÇ, N°12 (en turc)	35 F
	BAWER, SERWAR, EMEKÇÎ, Bêrîvanê	35 F
	BARAN, N°1	35 F
	KURŞUN NEYLESÎN TÜRKÜYE, collectif	35 F
	CIWAN, N°3 (éd: Enstitut Kurde)	35 F
	LEYLANEN KURDÎ (éd: Enstitut Kurde)	35 F
<u>CARTES POSTALES</u>	Noir et blanc	2 F
	Couleur	3 F
<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY	10 F
	EXPOSITION DE PEINTRES KURDES	20 F
<u>PUBLICATIONS DE L'INSTITUT</u>	HEYI, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3, 4 et 5	50 F
	STUDIA KURDICA, revue d'études, n° 1 (arabe et persan)	40 F
	n° 2 (arabe), n° 3 (turc), n° 4 (persan)	30 F
	BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, (tous les numéros)	25 F

PUBLICATIONS EN VERTE, EN KURDE

LIYRES

EN KIRMANCÎ

ZEND AYISTA, Cegerxwîn	35 F
RONAK, Cegerxwîn	35 F
ŞEFAK, Cegerxwîn	35 F
HÊYÎ, Cegerxwîn	35 F
HÊLÎN, Mahmut Beksî	25 F
XANÊ, Birîndar	15 F
TU, Mehmet Uzun	40 F
QOLINÇ, Torî	40 F
DENGÊ ROJA DIL, Derwêş Ferho	30 F
DENGE XEZIKAN, Memoste	20 F
GIRTÎ, Fîrat Cewerî	50 F
KOMARA DEMOKRATÎK A KURDÎSTAN (MAHABAD), Kerîm Husemî	25 F
JİYANA REWŞENBIRÎ Û SIYASÎ YA KURDAN, Celîlê Celîl	30 F
ŞEX SEN'AN, Feqê Teyran	60 F

EN SORANÎ

HELBIJARDAN, Zencîra "Hewar"	20 F
ÇIROKÎ KURD, Rizgar Abdullah	20 F
SIYENE BO KURDISTAN, Yesîn Warzêr	15 F
HALWEST, Zencîra "Hewar"	30 F
DU TAQLAYÎ BE SUT, Sabah Ghalib Abdullah	30 F
PAS AS BETAL, Zencîra "Hewar"	30 F
CUREWERÎ Û BIREWERÎ, Zencîra "Hewar" - Şex R. Telebanî	25 F
KARWANÎ ŞOREŞ, Zencîra "Hewar"	30 F
JE, Ferhad Şekelî	50 F

LIYRES

D'ENFANTS

SERKETINA MIŞKAN, M. Emin Bozarslan	35 F
ZAROKÊN ÎHSAN, Mahmut Beksî	35 F
ALFONS Û CINAWIR, Ferick Carlbrand	35 F

REYUES

RONAHÎ, des frêres Bedir Khan de 1942 à 1945 (réédition)	100 F
ROJA NÛ, de Kamuran Bedir Khan de 1943 à 1946 (réédition)	100 F

PERIODIQUES

HÊLÎN, (revue pour enfant - en kurmancî)	6 F
KULÎLK, " " " "	10 F
ROJA NÛ, (revue culturelle - en kurmancî)	12 F
BERBANG, " " " "	10 F
TEKOŞER, " " " "	10 F
MAMOSTAYÊ KURD, (revue culturelle - en soranî)	30 F
JİYAN, " " " "	15 F
PEYIY, " " " "	35 F
HALWEST, " " " "	30 F
MÎRKUT, (revue humoristique - en kurmancî)	
ZENGIL, " " " "	
ÎSOT, " " " "	

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

----- ✂

BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA (revue en arabe, persan et turc
anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars
(pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

----- ✂

BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÊVÎ**, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÊVÎ** (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La République des Pyrénées

Midi
Midi Occidental

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТНА**

DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Le Monde

Die Grünen

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÊ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

THE GUARDIAN
vie culturelle

Le Parisien

Cumhuriyet

LE MONDE
diplomatique

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

EMISSION PROPOSEE ET PRESENTEE PAR SOPHIE RICHARD

ITINERAIRES

KURDISTAN IRANIEN : BEJVE
RÉALISATION RAFII PEYMAN

Bejve est un village très connu du Kurdistan, situé à l'ouest de l'Iran au cœur d'une région montagneuse pittoresque. La vie des paysans y est rude et soumise aux dures conditions de la guerre. En effet, depuis la révolution islamique de 1979, le gouvernement iranien est entré en conflit avec les Kurdes, refusant d'accéder à leur demande d'autodétermination. Rafii Peyman a tourné ce film durant l'été et l'automne 1983 dans des régions qui n'étaient pas encore sous la domination de l'armée iranienne - Régions libérées - comme les appellent les Kurdes. Le film montre des images de la vie quotidienne de ces paysans qui ont choisi de rester sur leurs terres, malgré le blocus économique. Hommes et femmes y cultivent la terre avec des méthodes archaïques. Les hommes se rendent ensuite au bazar - sorte de marché noir installée sous des branchages, à l'abri du regard des forces iraniennes pour vendre leurs produits à des marchands qui les achemineront clandestinement vers les villes. Les femmes consacrent huit heures par jour à la confection du pain, base de l'alimentation. Les enfants sont très présents dans le film. On les voit surtout travailler. Et lorsqu'ils jouent, c'est à la guerre. A la diffé-



Vision aujourd'hui disparue d'un village kurde traditionnel

rence des enfants de nos villes, ils ne s'inspirent pas des feuilletons télévisés, mais de la dure réalité quotidienne et des récits des rebelles qui ont établi leurs bureaux dans le village. Aujourd'hui, ces images n'évoquent plus que des fantômes. Bejve a été totalement rasé, ses habitants tués ou dispersés. A sa place s'élève maintenant une base militaire.

Cumhuriyet 3.2.1987

Yeni Gündem Dergisi'ne Yılmaz Güney için dava

Istanbul Haber Servisi - Yılmaz Güney'e ait bilgi ve fotoğrafları yayımlayan Yeni Gündem dergisi aleyhine "Olaganüstü Hal Yasası"na aykırılıktan dava açıldı.

Istanbul Basın Savcılığı'nca Yazı İşleri Müdürü Cengiz Turhan aleyhine açılan davada, derginin geçen yıl aralık ayında yayımlanan 41. sayısında yer alan "Göğedeği kızı Elif anlatıyor. Paytalamayın sergi" başlıklı Yılmaz Güney ile ilgili haber ve fotoğrafların 2935 sayılı Olaganüstü Hal Yasası'na aykırı olduğu öne sürüldü. 1. Ordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı'nın 67 nolu bildirisinin, 1 nolu Olaganüstü Hal Yasası'nın 6. maddesi ile yürürlükte olduğu belirtilen iddia-

namede, derginin 41. sayısından başka 42 ve 46. sayılarında da Yılmaz Güney ile ilgili bilgi ve fotoğraflar yayımlanarak suçun tekrarlandığı öne sürüldü. Olaganüstü Hal Yasası ile yürürlükte bırakılan 1. Ordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı'nın 15 Nisan 1983 tarih ve Haydar Saltık imzalı 67 nolu bildirisinde şöyle deniliyor: "Türk vatandaşlığından çıkarılan Yılmaz Güney (Pütüm) ile Cem Muhtar Karaca'ya ait her türlü resim, yazılı eser, kaset, plak, film ve video bantlarının basımı, yayımı, dağıtımı, bulundurulması, taşınması ve 1. Ordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı sorumluluk bölgelerine sokulması 1402 sayılı kanunun 3/ç maddesi uyarınca yasaklanmıştır."

Serata alla trattoria da Codroma degli studenti del Kurdistan

Un menu alla kurda



Un momento della festa kurda

Una serata kurda a Venezia. La scena è quella di una antica osteria del centro storico, che ha voluto e saputo conservare la sua caratteristica ambientale di un tempo. I protagonisti, invece, sono quegli studenti kurdi (una trentina a Venezia) che dal loro volontario esilio in terre straniere hanno malgrado un coraggioso battage di propaganda in favore del loro mediorientale Paese squartato dalle ingorde invasioni dei finitimi Iran, Irak, Turchia e Siria.

L'iniziativa, a livello gastronomico-folcloristico, è di Alfonso Sara, 36 anni, gestore con la sorella Rosanna dell'antica osteria da Codroma, situata nella zona fra San Barnaba e San Basilio, a un tiro di fionda dalla sede dell'Università di San Sebastiano. Ed è proprio di qui che arriva una fetta cospicua della clientela del locale, che per il resto risente del particolare dissanguamento demografico avutosi in questa pur caratteristica e suggestiva zona del centro storico. Sono stu-

denti veneziani, italiani e, molti, anche stranieri. Fra questi i kurdi... Di qui, dunque, l'idea di una serata da trascorrere in simbiosi veneto-orientale. Detto fatto, il varo è già avvenuto, l'altra sera, alla presenza di un gruppo di ospiti ed amici entusiasti. Hiner Saleem, studente ventisenero di Scienze politiche; Barzan Yazin, coetaneo del Conservatorio musicale; Yasin Warzer, coetaneo di Architettura; e la fresca spolina di quest'ultimo, la ventiduenne Shirin Musto, si sono

bravamente trasformati in cuochi, cantori e suonatori del loro sazi (una sorta di chitarra dal collo lunghissimo) per ammannire le specialità del loro lontano Kurdistan. Che cosa, precisamente? Potremmo dire, quali intingoli, lo Yaprax (verdure ripiene), il Biringi (riso kurdo), il Tikâ (spedini con salsa)... Chi volesse saperne di più, comunque, può recarsi da Codroma. Si dovrebbe replicare, inaffabilmente, tutti i lunedì. Fabio Marangoni

Tercüman

9.2.1987

İsveç'te soylediği türkü yüzünden DGM'de yargılanacak

İbrahim Tatlıses'e

Kürtçülük suçlaması

İsveç'te verdiği konser sırasında Kürtçe türkü söylediği iddia edilen Türk Halk Müziği'nin ünlü sesi İbrahim Tatlıses hakkında İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı soruşturma açtı.

İsveç'in Stockholm şehrinde verdiği konser sırasında Kürtçe türkü söylediği ileri sürülen Tatlıses hakkında Büyükelçiliğimiz Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne bir yazı gönderdi. Savcılık bu yazı üzerine Tatlıses hakkında soruşturma açtı. Bu sebeple Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcısı Aytekin Gani Ataman dün sabah türkücünün ifadesini aldı.

Savabtkta ifade veren Tatlıses'in daha sonra çevresindekilere, "Ben Kürtçe türkü söylemedim. Çok istedikler ama bu diliklefil yerine getirmedim" dedi.



İsveç'te Kürtçe türkü söyleyerek Kürtçülük propagandası yaptığı ileri sürülen İbrahim Tatlıses hakkında İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı soruşturma açtı.

Tercüman 26.2.1987

Tatlıses'in beş yıl hapsi isteniyor

Kürtçe şarkı Şarkıcı, yurt dışındaki bir turnede Kürtçe şarkı okuduğu gerekçesi ile İstanbul DGM'de yargılanmaya başlandı.

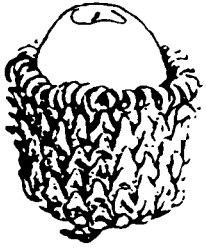
Ahmet TANYOLAC

Yurt dışında çıktığı bir turnede, Kürtçe türküler okuduğu iddia edilen İbrahim Tatlıses için İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde dava açıldı. Türkleri İsveç'in Oslo şehrinde yapılan bir konserte, istek üzerine Kürtçe okuduğu bildirilen İbrahim Tatlıses için 5 yıldan az olmamak üzere hapis cezası isteniyor.

İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcısı Aytekin Gani Ataman tarafından sürdürülen soruşturma sonunda ünlü türkücü, "devletin hürriyeti ihbar ve nüfuzuna zararlık şeklinde millî menfaatlere aykırı davranışta bulunmakla" suçlandırıldı.

İsveç'teki Türkler'in Büyükelçiliği uyarması ve Büyükelçiliğimiz'in de Dişçileri kanalıyla durumu Türkiye'ye bildirmesi üzerine başlatılan soruşturma sonunda Adalet Bakanlığı'nın da davanın açılmasına konusunda izin verdiği bildirildi.

The Kurdish Program



Notes by Dr. Lindley on the Acorns brought from Kurdistan

"In the year 1840, an account was published in the 'Botanical Register,' of certain oaks that had been found in Kurdistan, by Dr. Edward Dickson, while travelling with James Brant, esq., Her Majesty's Consul at Erzeroum. From the information thus obtained it appeared, that out of six or seven species inhabiting the country examined by Mr. Brant, three were previously unknown, and two were of great rarity

BY JUSTIN H. LATARD, M.P.

In this holiday season, the rare seeds of the Kurdish oaks - the national trees of Kurdistan - are ripe with meaning and with hope for the future. The oaks of Kurdistan symbolize the Kurdish people in whose homeland they were born.

In 1840 British horticulturists learned of their existence. It is now 146 years later and we of The Kurdish Program want to share with Americans this one of so many Kurdish contributions to this world of ours.

Thanks to your generosity over the past five years, the seeds of things Kurdish have been fertilized and tended on American soil. And they have grown.

For us it is a labor of love. But there is so much more to be done. We must continue to raise American consciousness of the existence and plight of the Kurdish people. We have enclosed a few examples of our latest efforts.

A generous contribution from you will help The Kurdish Program to continue to help the Kurdish people.

Please send your tax deductible gift now.



Анмени 128 януари 1987

КУЛТУРА И ИДЕОЛОГИЯ

ВЪПРЕКИ БУРИТЕ

● ВСИЧКО ДРУГО, НО НЕ И ШОРДИ ● ДЖЕГЕРХУИНИ — НАРАНЕНО СЪРЦЕ ● КОЛОНИ СТАРИ ВЕТЕРАНИ ● „ПОТЪПКВАНЕТО НА КУЛТУРАТА Е ПОТЪПКВАНЕ НА ЛИЧНОСТТА“

Думите „шорд“ и „Кюрдистан“ се свързват, от употреба в Турция. Те се срещат в турската литература. В националноосвободителната борба, която хората водят, особено през 80-те години, турската власт ги наричат размирници (бундождо), разбойници, бунтовници, четници. На 24 и 27 ноември 1986 г. по време на заседанията на работната група „Н“ (по гуманитарните въпроси) на Висшата среща на държавите — участници в Общоевропейското съещание за сигурност и сътрудничество в Европа, българският делегат запитва представителя на Турция: „Защо илюзията е, която представяват за вас хората, които са влязали в историята, а влязъл е народът, от официалните власти „дла някои турци“ и защо те са доложени на „безполезно физическо потребление, лишени са от правото да имат език и култура? Защо уваженият представител на Турция се стреми да каже думата „шорд“, а изключва всички неопитни за вас определени?“ Представителят на Турция не отговори на тези въпроси.

Всички досегашни турски вестници, независимо от явния разлик между тях, винаги са провъзгласявали и проповядвали анти кюрдската политика — жестоко терор, непрекъснати опити за асимилация. От преработен през септември 1980 г. досега кюрдският народ в Турция е подложен на непрекъснат геноцид. Този вестник обаче има образователно, просветна и културна.

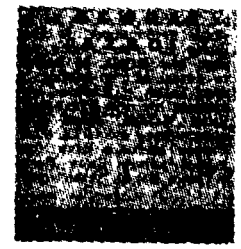
Кюрдският език е забранен в Турция. Оезик, който се осмеля да го говори, се наказват. Не се издават никакви вестници, списания и литература на кюрдски език. Турските радиостанции никога не са имали и нямат предавания на кюрдски език. Нещо повече. Отрича се, че той съществува, макар че милиони хора говорят на него от VI—VII в. насам. През последните години се правят опити за „научно“ обосноваване на турската езикова политика. И Саид Салим в книгата си „Различаване трезологията на Нютон Аналоу и Муш“, издадена през 1982 г., от „Института за изследване на турската култура“ в Анкара, пише, че кюрдският език има общо 8428 думи. От тях 3080 думи били турски и старотурски, 2000 — новотурски, които се употребяват в турския език, 3048 — азербайджански, персийски, арменски, грузински и черкески думи в само 300 кюрдски.

Турският автор М. Шераф Фари в своята книга „Източните области в историята на Византия“ пише, че в историята никога не е имало кюрдски език, нито кюрдски език, нито кюрдски език. В същата книга той твърди, че „живеещите в различните райони на азиатските области... древни турски в туркменски език, нито кюрдски език, че говорят на кюрдски език“ (аза (аза) думи на кюрдски език (аза) думи ги наричат кюрдски). И повече „говорят кюрдски и аза, разговарият с тях става трудно“, т. е. турците не ги разбират!

Кюрдската култура е подложена на непрекъснато ограбване от турската страна. Тя е славна и кюрдският език от XVI в. Шераф Фари: „Видели,“ потопени в мир в голям феодал. Той отглеждал кюрдското племе по обединителни русели, а същата на което влизали 24 племена. По-големите от тях — байки, муджи, андани, бибеси — дълго време не се



Джегерхуини — Наранено сърце



Корни на вестничния сборник „Сеира азид“ („Революция на свободата“)

подчинявала на султанаската власт. Султани успели да ги победят — след като ги освободил от дълга.

Във възгледи на Шераф Фари Бидлис има значение за кюрдската национална идеология. В своята книга „Шераф Фари“ той описва родо-племнената структура на кюрдското общество. Въпреки че кюрд и описва национален бит, характер и борбите на своя народ. Шераф Фари Бидлис и неговата книга „Шераф Фари“ в Турция се разглежда като част от турската култура. Такова е отношението и към други култури и думи от доръчния период и особено в наши дни. Представят ги за турци, а творчеството им — за част от турската култура. А които охватват спортата, биват лишавани от възможност за творчество, арестуват ги и даже ги убиват.

Терорът прихваща част от кюрдската творческа интелигенция в Турция да прихваща своя произход. Западването на техните възможности за творчество и личната им сигурност задължава и лишеният тези редове да не споменават имената им. У някои интелектуалци обаче личното съзнание стои по-високо от личното им съществуване и те напускат страната. В емиграция продължават своето творчество и изваждат кюрдската си самобитност. Такава е случаят с поета Джегерхуини.

Джесиме Хасан, с псевдоним Джегерхуини, е роден през 1903 г. в Хасаре, вилает Мардин (Турция). Родителите му са кюрдци и умрат, когато той е съвсем малък. Отглежда го семейството на сестра му.

Джегерхуини встъпва в кървова семейство училище за се учи за джамия. Много утре полюбва, той започва преди своите случвания. В края на учението си, обикаляйки из Турция Кюрдистан, момъкът вижда мизерията и нещастията на кюрдския народ. По това време започва революционен подвиг — публичен съставяне, колони от шейх Саид Парани (1925), турците во с турски език.

Опожарени са 206 села разрушени са 875А къщи убити са около 250 хиля души и близо един милион кюрдци са изгонени от родните им места. Полицейският, на който Джегерхуини става свидетел го потиска и той решава, че трябва

да направя нещо за своя народ — захарна палата, обрива брадата и се включва в освободителната борба. Перото му е връжне в борбата за национално освобождение. Тогава приема псевдонима Джегерхуини (Наранено сърце).

Първите му песни са публични куван през 1932 г. в списанието „Хавар“ и „Розади“, под редакцията на Делалиет Бавр — хан Турската поезия веднага започва да го проследява и Джегерхуини заминава за Сирия.

Първият том на сборника му „Сеира азид“ („Революция на свободата“) е публикуван през 1945 г. в Дамаск, а вторият — през 1954 година. Във втория том са поместени 117 стихотворения. В тях Джегерхуини възпява борбата на кюрдския народ за освобождение. Липо от сти хотворенията му е озглавено „Родната е последица от захар“, а в друго заглавие: „Ние не имаме войни“ Оезид да войната на САЩ в Корея. Поезията му има силно политическо оезие, насочено срещу империализма срещу създаването на НАТО, СЕНО и др. Творчеството на Джегерхуини е пропето и от силни демократици. В други четри тома поезия са поместени поемите му „Кой съм аз“, „Светлината“, „Зена Раваста“, „Зората“ и „Давидида“. Автор на три сборника къси разкази и на кюрдски граматика. Съставил е първите два тома на кюрдски речник, но не успява да го завърши. Има и 15 публицистики, които още не са изключени.

Джегерхуини е един от основоположниците на Кюрдския институт в Париж (1983) и е първият негов директор.

През 1980 г. емигрира в Швеция, където четирите години во-късно умира. Тези не му оставили са пренесени в Сирия и погребани в двора на къщата, в която е живял. На погребението му са присуствували 150 000 души.

В памет на Джегерхуини на 15 февруари 1985 г. Кюрдският институт в Париж провежда научна конференция. Г-жа Жюзе Балу, професор по кюрдска литература и индология в Националния институт за източни науки, вюрора за неговия живот и творчество. Кюрдският поет Исхак Ахсий, пристигнал от ФРГ, определя творчеството му като поезия на патриотизма, революцията и любовта. Редакцията била и ставана на Джегерхуини. Показан е филм, в който съществото погребението му в град Камалия (Сирия), заминал се запамет колониата на старите ветерани, участници в освободителната борба на кюрдски народ.

В Турция има и други думи, които творчество или погребано, ван къ самите се лишени от възможността да извадят своите многократна самобитност. Мнозина от тях, като Шинам Паркер (сво оед леко, „потъпкването на културата означава потъпкване на личността“). Темо и др. вимания в емиграция, разказат по света кюрдската национална култура.

Всичко, което — пората аси миланитата и колониата — не може да се публикува — получава своя оезие и оезие в ипаческия фолклор. Т а е или оезие са боят — кюрдски песни, изседат за и думи из терои, езикни анекдоти и поговорки.

Кюрдците са оини въпреки непрекъснатите буми, които през вековете са извършавали и продължават да ги вършат. Създаването турски ураган също не може да ги унищожи.

Радоб КРЕСТЕВ

SENZA PACE NE' PATRIA

I CURDI

Il governo iracheno li tollera a malapena. Gli iraniani di Khomeini cercano di sterminarli. Loro, i curdi, si nascondono, combattono, muoiono. A migliaia, senza cedimenti, perché hanno un sogno. Gli abbiamo chiesto di raccontarcelo.

di Sabine Vogel

I bombardamenti ci fanno da scorta, nel buio si sviluppano incendi. Sotto il soffio della brezza i braceri rosseggiano chiari come le finestre illuminate di un villaggio lontano. Attorno a noi la montagna brucia. Eppure, a forza di scendere versanti, attraversare torrenti, risalire gole, riusciamo a mettere della distanza tra noi e il cannone. Nella notte la squadra si crede ormai al sicuro. Ed è allora che ci sorprendono i razzi illuminanti, mentre attraversiamo un pianoro desertico. Bagliori rossi, implacabili, sulla nostra piccola colonna di partigiani curdi, colta come in pieno giorno in tutta la sua umana fragilità. Niente ripari, null'altro che pieghe calcinate del terreno in questa terra di nessuno tra l'Iraq e l'Iran in guerra, dalle parti di Suleimania. Un cielo incandescente, una terra sconvolta, dove il piede inciampa in ostacoli nascosti tra la sabbia e la cenere. Al minimo rallentamento un breve ordine: «Zuba, zù! Più presto».

Madidi di sudore, la gola soffocata da tumi e fetore di carogne, corriamo quasi alla cieca. Un partigiano cade, impreca. Un kalashnikov risuona urtando una pietra. «Silenzio!» sibila una voce. Proprio davanti, a ottocento metri si leva la massa di una guarnigione irachena. Ci viene incontro una carovana di mercanti armati. Le armi puntano, gli occhi si dilatano per cercare di sapere chi. «Amico? Nemico? Poi viene il saluto al viaggiatore: «Salam». «Shom», risponde una voce. E ognuno riprende la propria strada.

Alla fine sostiamo. Accanto a un ruscello, in una caverna strivata d'

uomini dall'aspetto brigantesco, soffia un samovar. Nove bicchieri di tè, due ore di sonno. Tutto qui. All'alba, ripartiamo per una tappa lunga, in un calore soffocante che ci porterà, la sera, ai primi nevai sotto alte pareti. «Dall'altra parte troverete parecchia neve», ci avverte un pastore. Poi, senza smettere di fumare la sua pipa di coccio, distende una quindicina di piumini fiorati attorno alla sua tenda bruna. L'indomani gettiamo il primo sguardo al di là del colle, a perdita d'occhio si estende davanti a noi, in un superbo susseguirsi di cime e vallate, il Kurdistan dell'Iran. E più vicino una base di partigiani curdi, i famosi peshmerga, come li chiamano in tutto il Grande Kurdistan.

Ci fanno entrare in una specie di ovile. Lo spettacolo è suggestivo. Lungo le pareti, una sessantina di guerrieri armati fino ai denti, sguardi che brillano, grandi turbanti in testa, ci accolgono. Entrare in una base dei peshmerga è come entrare in un'arma. Un brusio di saluti, di scambi di cortesia, di confidenze, di baci che schioccano, sonori, per quattro volte sulle guance. Tutto riflette la familiarità cortese che i curdi si testimoniano fra loro. E, in onore dello straniero, una raffinata ospitalità. In mezzo a tutta quell'effervescenza, ci si avvicina un uomo dai grandi sorrisi, bombe a mano alla cintola e mitra in spalla. Nella mano sinistra reca un asciugamano, nella destra, una sapo-netta pargina. Kak (fratello) Reza mi invita, col suo incerto francese: «Se desidera un bagno caldo, sarà pronto in un momento».

Il mio compagno si vede offrire una pipa carica, già accesa, insieme a una bustina di tabacco. Poi ognuno si siede. Prima di tutto, bere il tè. In seguito si discuterà. L'indomani lasceremo le cime per incontrare la popolazione curda dell'Iran, con cui resteremo, clandestinamente, due mesi. «Nel corso della nostra storia noi non abbiamo mai sofferto come oggi», ci confessa l'abitante di un villaggio invitandoci a cena sul tetto della sua casa. «Oltre ai bombardamenti dell'artiglieria e dell'aviazione irachena contro cui siamo senza difesa, ci sono gli iraniani», dice, puntando il dito verso una vedetta nemica che fa la ronda su una collina di fronte.

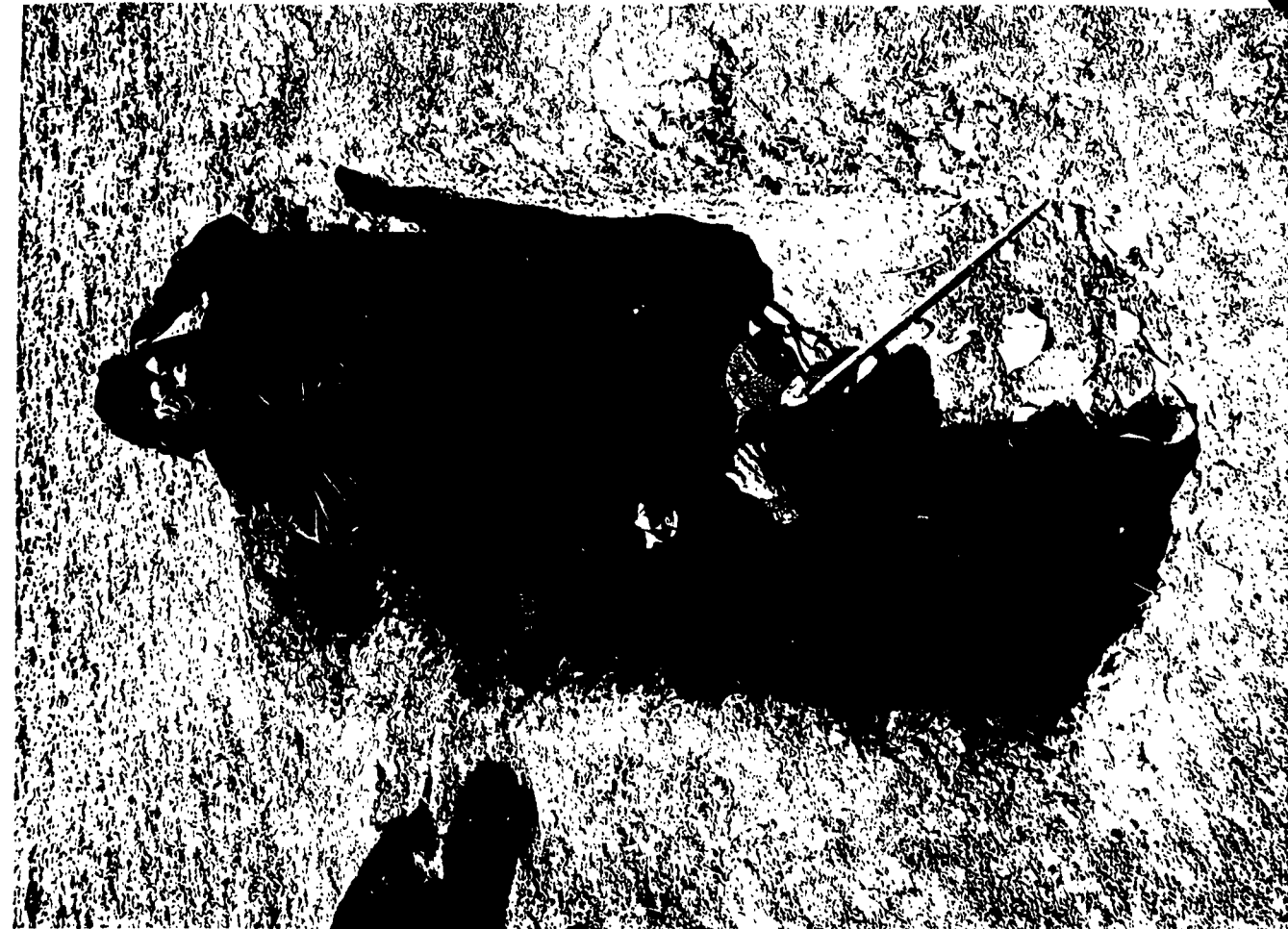
L'esercito iraniano presidia effettivamente il Kurdistan. Duecentomila soldati, essenzialmente pasdarans («guardiani della rivoluzione») sono raggruppati in duemilacinquecento guarnigioni. Una base principale (fino a dodicimila uomini), con una unità speciale anti-guerriglia, ha alle proprie dipendenze dieci basi più piccole in ogni zona di questo scacchiere. L'armata occupante iraniana è dappertutto. Dal 1979 in poi, quarantacinque mila civili sono stati uccisi. Agli inizi, avendo perduto tutto - case rase al suolo, bestiame massacrato, raccolti incendiati, beni personali rubati dai pasdarans - la gente fuggiva. Alcuni andavano ad ingrossare i campi di Ramadi o di Samawa, nei pressi di Bagdad. Altri si sono installati nella zona militarizzata, dall'altra parte della frontiera irano-irachena, quindi in Iraq, dove il governo di Bagdad li tollera, ma solo provvisoriamente: divieto di coltivare un orto, divieto di costruire durevolmente, nonostante i rigori dell'inverno.

Nella sua capanna di ramaglie, un rifugiato curdo mi racconta: «Un giorno sono arrivati i pasdarans. Hanno cominciato a sparare sulla gente. Molti sono caduti. Mia moglie è morta per strada. Noi siamo riusciti a fuggire con i ragazzi. Se ritorniamo uccideranno i miei due figli». Attualmente, i contadini non abbandonano più il loro paese, preferiscono nascondersi in montagna di giorno, per ridiscenderne di notte a irrigare le coltivazioni. Nel 1979, tuttavia, i rapporti tra l'imam Khomeini e i curdi erano buoni, avendo questi ultimi contribuito, armi alla mano, alla caduta dello Scià. Ma quando hanno reclamato il riconoscimento della loro identità culturale, il diritto di leggere, di scrivere, di cantare, di esprimersi, d'averne un'istruzione in lingua curda,

le relazioni si sono guastate. Cheikh Ezzedine Hasseri, un religioso curdo venerato dal suo popolo, in esilio in Iraq, ma da raccontato come si è prodotta la rottura. Era stato convocato a Qom nel 1979 da Khomeini. Quest'ultimo, al termine del colloquio, aveva concluso: «mi voglio che regni la calma nel Kurdistan, niente agiazioni». «Io voglio l'autonomia», aveva risposto il mullah curdo con la sua voce esile, quasi rotta. I due si erano levati in piedi. Afferrando il mullah «per il risvolto dell'abito» l'imam Khomeini, irritato, lo aveva scosso ripetendogli il suo perentorio invito alla calma, ma si era sentito dare la stessa risposta: autonomia per il Kurdistan?

Un'utopia? Non tanto. Il sogno dei nazionalisti curdi non si era forse già realizzato, su scala minore, nel 1946, con la costituzione della Repubblica curda di Mahabad? Questa rivendicazione, questo sogno, non sono mai stati dimenticati. Otto mesi dopo l'incontro di Qom, gli ayatollah (sciiti) scatenavano la «guerra santa» contro i curdi (sunniti). L'esercito e la milizia iraniana compivano sforzi per ottenere il controllo delle città e cacciarne i ribelli annientando i centri della resistenza nazionale: il Partito democratico del Kurdistan d'Iran (Pdki), membro fino al 1985 del Consiglio nazionale della resistenza (partito maggioritario, fondato dai mujahidin), al quale si era alleato il Komana, un organo marginale marxista-leninista, prima che diventassero fratelli-nemici in nome della lotta di classe. Per il regime islamico di Teheran tutti i mezzi sono buoni per farla finita con gli «infedeli», la cui parola d'ordine





soldati. I loro punti di forza sono la fede, l'energia e l'artiglieria. Ma si trovano di fronte dei partigiani che conoscono perfettamente il terreno e che ricevono il massiccio appoggio della popolazione. Inoltre, noi abbiamo l'appoggio dei partigiani civili che lasciano senza esitare il lavoro per darci man forte nel corso delle operazioni». Infine, i peshmerga sono armati perfettamente con materiale recuperato al nemico. «Abbiamo fin troppe armi, le rivendiamo», precisa il comandante Serdik. «Piuttosto, quel che ci manca sono le munizioni». Il Kandjar, un antico pugnale celato nella cintura di tela, non lascia mai il peshmerga. «Quando ci impadroniamo di una guarnigione, dentro e un corpo a corpo», precisa un vecchio partigiano Formati da un clima severo e una storia movimentata, i curdi sono dei combattenti vigorosi, d'aspetto feroce. Ma sono anche, di natura, gente piena di humour e di poesia. «Ogni curdo ed anche ogni donna curda è poeta», affermava lo scrittore armeno Abovian. Possiamo aggiungere che ogni curdo è pure musicista.

Per molti anni nel Kurdistan le scuole di canto tenute dai mullah hanno favorito il formarsi di bardhi locali che hanno avuto importanza capitale per la salvaguardia dell'identità nazionale. In effetti, sia a causa dell'analfabetismo dovuto al sotto-sviluppo in cui è stato mantenuto il Paese, sia come risultato della censura, questo popolo non ha accesso alla propria cultura. Da trent'anni, ogni pubblicazione, ogni insegnamento, ogni manifestazione artistica in lingua curda sono proibiti. È per questo che nella sua scuola militare di Galale, oltre ai corsi d'alfabetizzazione e di maneggio delle armi, il Pdki insegna ai futuri peshmerga la musica e la danza.

Uno stormo di bombardieri passa alto nel cielo blu purissimo. Davanti a noi il paesaggio si apre su vasti altipiani, terreni ideali per i cavallieri e i nomadi dalle tende brune. D'improvviso, più forte del rumore di un torrente, il tuonare degli obici scatenati l'inferno. Davanti, alla violenza dei tuoni che paiono risalire il sentiero, Kak Rassoul decide una sosta. «Risparmiaci in questo ovile», propone. Rispettando la cortesia curda e il costume islamico, entro per prima, dopo essermi tolta le scarpe. Subito un dolore lancinante al piede mi costringe a sedermi. In mezzo al locale, guardiano del posto, lo scorpione mi guarda col suo occhio malefico. Un



è diventata un obiettivo politico: «Un Kurdistan autonomo in un Iran democratico». I bombardamenti di borgate, di villaggi, le impiccagioni di massa, l'impiego dei gas, gli esodi forzati della popolazione si moltiplicano in mezzo alla indifferenza internazionale. «I primi anni di resistenza sono stati duri. Abbiamo subito delle perdite severe conducendo una guerra frontale», confida Kak Serdik, un comandante partigiano.

Il Pdki ha quindi cambiato tattica, nel 1984, scegliendo la guerriglia. «I nostri dodicimila peshmerga vi eccellono». Un esercito ombra che tormenta e demoralizza il nemico. Su venti basi militari di cui dispongono i curdi, diciotto sono mobili. Durante le operazioni, la loro efficacia è impressionante.

Nel giugno 1985 hanno attaccato in trecento la città di Baneh: centodieci soldati iracheni sono rimasti uccisi, contro appena tre feriti tra i curdi. Nel 1982, durante la grande battaglia di Mahabad, le forze governative hanno perduto duemilaquattrocento uomini, i peshmerga trecentocinquanta. Cifre stupefacenti che provocherebbero scetticismo se l'autenticità dell'informazione, diffusa quotidianamente dalla voce clandestina di Radio Kurdistan, captata fino a Teheran e in Turchia nonostante i disturbi, non fosse riconosciuta dall'avversario.

Da dove proviene questa supererita? «Statisticamente, le perdite si calcolano a un uomo nelle nostre file contro ventitre nel nemico. I pasdaran che ci mandano contro (le truppe di mestiere sono impegnate sul fronte sud contro l'Iraq) non sono dei buoni

VITA DI PARTIGIANO

Il letto di un peshmerga curdo di sentinella sulla cima di una collina in territorio iracheno. Nella pagina accanto, due donne curde si appressano a lasciare la buca-rifugio alla fine di un bombardamento dell'aviazione irachena

GLI UOMINI OMBRA

Su venti basi militari di cui dispongono i curdi del partito democratico in Iran, diciotto sono mobili. Un esercito ombra, forte di dodicimila effettivi, che applica alla perfezione la tattica della guerriglia.

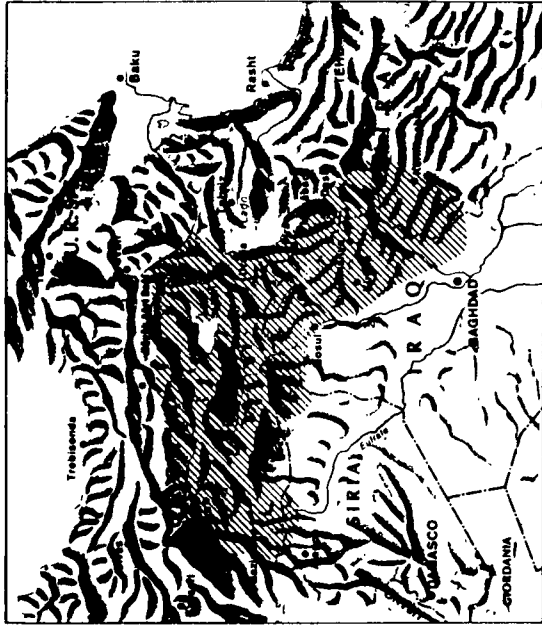


LA LUNGA LOTTA DI VENTI

Sono sempre stati un popolo a sé, con una propria lingua, una propria cultura, una propria religione e tradizioni. Oggi i curdi sono circa venti milioni, ma rimangono un popolo senza patria, una nazione senza Stato. Sono discendenti dei carduchi, citati da Senofonte, o dei medi, come affermano i loro "cugini" persiani? Oppure si tratta di una popolazione autoctona a cui si sono aggiunte aggregazioni recate dalle invasioni che per secoli hanno spazzato il loro territorio, un crocevia tra l'Europa e l'Asia? La discussione è tuttora aperta. Ma in un'epoca in cui non si erano ancora formate le parole francesi, inglesi e tedesche, i curdi occupavano già un territorio che si estende per più di mille chilometri di lunghezza, con una ampiezza di duecentocinquanta, da Hamadhan nell'Iran a Aintab presso il golfo di Alessandretta. Ariani, si distinguono dai loro vicini meridionali, gli arabi semiti, o da quelli settentrionali, i turchi. Musulmani, sono in enorme maggioranza sunniti, contrariamente ai loro vicini iriani, sciiti. All'interno dello stesso mondo musulmano sunnita, si distinguono poi dai vicini turchi (hanafiti) essendo seguaci del rito chafaita. La lingua curda, che si ricollega al gruppo iraniano delle lingue indo-europee, è un elemento essenziale della loro identità: ancor oggi le donne delle zone rurali non parlano che il curdo ed ignorano il turco, l'arabo o il persiano.

Dopo la creazione del primo regno curdo dei tempi moderni ad opera dell'emiro Bedir Khan, a metà del XIX secolo, e la rivolta di Cheikh Obdidalla (1879-1880), autore del primo "manifesto", scritto del nazionalismo curdo, la storia di questo popolo non è altro che un seguito di sollevazioni e ribellioni schiacciate nel sangue. Il dramma dei curdi doveva aggravarsi dopo la prima guerra mondiale con lo smembramento dell'impero ottomano e la creazione dell'Iraq e della Siria. Separati da una instabile frontiera, i curdi si trovano ormai dispersi in cinque Paesi di cui tre (la Turchia, l'Iraq e l'Iran) hanno regimi nazionalisti autoritari che perseguono le minoranze. Dalla prima guerra mondiale alla seconda, le sollevazioni, sono praticamente incessanti nel Kurdistan. Queste sollevazioni sono represses con una violenza che rasenta il genocidio in Turchia, dove il Kurdistan viene dichiarato zona vietata agli stranieri, i capi sono impiccati, gli intellettuali ridotti in silenzio, la popolazione deportata.

MILIONI DI CURDI PERSEGUITATI DALLA STORIA



Le zone abitate dei curdi, indicate dal tratteggio.

pria autorità e il movimento è diviso tra il Pdk (partito democratico del Kurdistan) di Massoud Barzani che rivendica la successione del generale, e l'Upk (Unione patriottica del Kurdistan) di Jela Talabani, senza contare numerosi raggruppamenti minori. Da principio guerra di capi, questo antagonismo ha preso tutt'altra dimensione dopo lo scoppio della guerra del Golfo: il Pdk, che ha scelto di allearsi con l'Iran, e l'Upk in cerca di un accomodamento con il regime iracheno, si battono in una vera e propria guerra civile.

In Iran, il Pdk ha fatto un balzo senza precedenti dopo la rivoluzione, sotto la direzione di Abdel Rahman Ghassemlou. Ma dopo aver perduto sotto i colpi congiunti dell'esercito e dei guardiani della rivoluzione, le "zone liberate" che controllava presso la frontiera irachena (fine del 1984), il Pdk da alcuni mesi deve anche battersi contro il Komala, una organizzazione maoista curda... In Turchia il Pkk (partito dei lavoratori del Kurdistan), dopo il colpo di stato militare del generale Evren, nel settembre 1980, è rimasto praticamente l'unica organizzazione attiva, ed ha lanciato persino qualche piccola operazione di guerriglia.

Non bisogna farsi trarre in inganno da queste divisioni, perché molte cose stanno per cambiare nel Kurdistan: dopo essersi battuti per l'autonomia, i curdi cominciano a rendersi conto che forse si tratta di una via senza uscita. In Iran, il Pdk di Ghassemlou, che aveva puntato sull'alleanza con le altre forze democratiche iraniane, deve rivedere questi concetti da quando si è ritirato dal Consiglio nazionale della resistenza in Iraq l'Upk di Jela Talabani non lotta più per l'autonomia ma per il proprio "diritto all'autodeterminazione". Il Pdk di Massoud Barzani ufficialmente si batte ancora per l'autonomia, ma gioca a fondo la carta dell'alleanza con l'Iran, paradossalmente, proprio in Turchia, dove la lotta armata dà i suoi primi

vegeti, tutte le organizzazioni curde sono d'accordo sugli obiettivi finali della loro lotta: l'indipendenza del Kurdistan. E solo a questo prezzo rinunciando alla ricerca di un tutore ed unificando tutte le proprie forze - che i curdi hanno una probabilità di realizzare il sogno di costituire un vero Stato in una regione del mondo che, sfortunatamente per loro, rimane eminentemente strategica e ricca di petrolio.

Chris Kutschera

ritti dei popoli a decidere di se stessi.

La peggior sventura del generale Barzani, e dei curdi, è proprio quella di vivere nel Kurdistan. Tra la fine del XIX secolo e l'inizio del XX, le nazioni occidentali hanno avuto più simpatie per i cristiani - armeni e assiri - che vivono nel Kurdistan, che per i curdi i quali hanno partecipato al massacro degli armeni nel 1915. La scoperta del petrolio nella zona di Kirkuk è stata una vera catastrofe per i curdi: quale regime potrebbe mai accettare una rinuncia al petrolio?

Si poteva credere, dopo l'accordo d'Algeri (6 marzo 1975) tra lo Scia e Sadam Hussein, allora vice-presidente iracheno, che il problema curdo fosse risolto. Ma le goffaggini del governo iracheno e la repressione dovevano rilanciare la lotta un anno dopo la caduta di Barzani.

In Iran, dove la Savak (polizia politica dello Scia) reprimeva senza pietà qualsiasi velleità d'organizzazione, la rivoluzione ha permesso una insperata fioritura del movimento curdo (fine, in Turchia, dopo tre decenni di somolenza, si assiste a un risveglio di questo popolo. Tragicamente, i curdi hanno finito con l'accettare le frontiere che sono state loro imposte; e il movimento curdo oggi è diviso. In Iraq, nessun leader è stato in grado di imporre la pro-

La seconda guerra mondiale segnò una svolta nella storia del movimento nazionalista curdo, con la nascita di vari partiti politici e la fondazione della Repubblica di Mahabad (1946), all'ombra delle forze sovietiche in Iran. Pur estesa su un territorio esiguo, la Repubblica di Mahabad occupò tuttavia un posto importante nella storia curda: per la prima volta i curdi avevano potuto prendere in mano i propri affari.

Dopo la guerra, il campo di battaglia si spostò nel Kurdistan iracheno con il generale Barzani, la cui forte personalità domina la storia contemporanea della lotta dei curdi per i propri diritti.

Il generale Barzani dovrà abbandonare la lotta senza aver realizzato il suo sogno, l'autonomia. Ma è sotto la sua direzione che il movimento curdo ha raggiunto l'apogeo. Egli possiede il carisma che gli permette di raccogliere attorno al suo nome gli uomini delle tribù e i cittadini, i guerrieri e gli intellettuali. Ma come suo fratello Cheikh Abdes Salam, impiccato dai turchi nel 1914, e come tutti gli altri capi storici curdi, si era fatto un'idea troppo idealizzata dell'Occidente, ignorando che il cinismo del gioco delle potenze ha più peso di tutte le belle dichiarazioni sui di-



AVANTI NEL SILENZIO

Un partigiano curdo.
«Perché non si parla mai
di noi alla vostra
radio? I nostri
comandanti ascoltano
la Bbc, Radio Israel,
Radio America, Radio France:
sui curdi mai una parola.
Eppure vedete come
viviamo, mitragliati,
bombardati, cacciati dalle
nostre case. Perché
non dite niente?».

peshmerga si china: «Quelli neri sono mortali, quelli gialli no». E questo qui, che è parte giallo e par nero...? Non c'è altro da fare che attendere. Nel Kurdistan, l'assistenza medica è limitatissima. Il blocco dei medicinali e dei viveri è imposto dal regime di Khomeini. I centri di cura distano dalle zone di combattimento da quattro a sei giorni di marcia. Anche se l'Iraq accoglie nei suoi ospedali militari i curdi feriti, sul posto il Pdki non dispone che del soccorso portato da due organizzazioni umanitarie francesi nate, nel 1979, dalla scissione di Medicina Senza Frontiere: Medici del Mondo e Aiuto Medico Internazionale (Ami) che a loro rischio eseguono missioni chirurgiche e si occupano della formazione del personale locale. Quanto alla popolazione civile ovviamente impoverita e debilitata da sei anni di guerra, non può contare sugli ospedali delle città curde, di solito riservati all'esercito d'occupazione. Non restano che dei dispensari ambulanti nelle zone tenute dai partigiani.

Lentamente, il veleno risale la mia gamba. Irrompe, d'un tratto, un peshmerga: «Sono un Abassi», dichiara. Questa tribù è famosa per alcune caratteristiche ereditarie dei suoi membri: in particolare la loro saliva contiene un elemento antiacido che neutralizza i veleni. Sputa un po' di mollica di pane masticata a lungo e l'applica a guisa d'impastro sulla piaga. Rapidamente, il dolore ridiscende verso il piede e diminuisce. L'indomani, zoppicante ma aiutata dal bastone del comandante, riparto per una nuova tappa.

La salita è lenta, bella, molto ripida in un grandioso paesaggio. A volte la nostra colonna si divide per sgusciare furtivamente ai piedi d'un fortillio nemico di cui si vedono i cannoni brillare nel sole del mattino. Il buonumore è generale e colpisce la gaiezza di questo popolo martirizzato che riprende a ridere ad ogni tappa tra due tragedie. Nelle valli risplende il verde delle coltivazioni che piegano sotto il peso di grappoli d'uva, melograni, avocados e fichi. A mezzogiorno la canicola ammazza (più di cinquanta gradi), la luminosità è accecante. Dal cielo cade una voce: «Mandateci dell'uva», grida in persiano un soldato nemico dall'alto del suo posto di guardia. Ci ha scambiati per dei contadini. Noi affrettiamo il passo prima di fermarci, madidi di sudore, nel vicino villaggio. Sui tetti, attorno alle abitazioni, i peshmerga si sono già appostati per respingere un eventuale attacco. «Presto, presto, non restate

fuori, potrebbero vedervi». Ci introducono in una vasta capanna di rami, il suolo è ricoperto da tappeti lunghi e stretti.

«Che sorpresa». Il nostro ospite non riesce a riaversi. «Se avessi saputo, avrei potuto preparare qualcosa di meglio», si scusa, offrendoci l'ordinario pasto frugale di una famiglia curda: cetrioli d'orto, mas-tào (latte scremato), yogurt e crêpes di farina di segale. Arrivano le donne, luminose nei loro abiti intessuti di fili d'oro. Lo sguardo è limpido, il parlare diretto. «Tutti i peshmerga sono miei figli», dichiara la più anziana arrotolandosi una sigaretta con un tabacco biondo, leggermente profumato, che ogni villaggio continua a coltivare sebbene la gran parte delle colture tradizionali siano state abbandonate perché troppe volte bruciate dagli occupanti.

Allora, per sopravvivere, si curano gli orti e ci si dedica al contrabbando. Sotto lo Scia, i curdi potevano liberamente vendere il loro bestiame fino a Tabriz, Teheran, Shiraz o Abadan. Oggi, poiché è loro vietato ogni spostamento sul territorio nazionale, si arrangiano a far passare clandestinamente greggi interi nel Kurdistan iracheno stavolta.

Davanti al samovar, due giovani donne sorridono riempiendo i bicchieri. Una di loro ha perduto il padre, l'altra il marito la settimana scorsa. Uscito di casa è stato falciato da un razzo. Un peshmerga estrae dal portafoglio deformato dal sudore una foto della moglie, Nashmil ("Elegante"), morta di parto. Niente medico. Poi ci mostra un cliché della figlia Bayan ("Mattino di velluto"), finita in prigione a otto mesi con la nonna, prima che quest'ultima fosse uccisa col bazooka dai pasdarans. «In ogni villaggio troverete dei casi così», riprende la nostra ospite. «Noi siamo pronte a sacrificare tutto, le case, i familiari, la vita stessa, ma vogliamo vincere». E dicendo questo i suoi occhi brillano di una volontà selvaggia, identica a quella degli uomini.

Che sia moglie di un capo o semplice contadina, la donna curda, mai velata, gode di una condizione più invidiabile della donna persiana e non ha timore a sfidare gli uomini. Questi, a loro volta, le mostrano un rispetto sconosciuto presso gli altri popoli musulmani. Ella partecipa alle riunioni, dice la sua nella gestione degli affari locali, danza a braccetto coi giovani, esprime incontestabilmente la sua individualità. Tuttavia, il peso della società arcaica

permane. Sebbene sia scomparsa la classe feudale, lasciando il posto a una borghesia rurale (il novantacinque per cento della popolazione è costituito da contadini e piccoli commercianti, il cinque per cento da operai), la condizione della donna permane soggetta alla pressione della tradizione culturale. Per questo il Pdki si sforza di eliminare i costumi diseguali, vietando il matrimonio dei fanciulli o lo scambio di donne tra famiglie. Sfortunatamente questo fervore non giunge fino ad aprire loro i corsi d'alfabetizzazione, sempre riservati agli uomini. Bruscamente, una di loro ci interroga: «Perché non si parla mai di noi alla vostra radio? I nostri comandanti ascoltano la Bbc, Radio Israel, Radio America, Radio France Internazionale: non si parla mai dei curdi! Eppure vedete come viviamo, mitragliati, bombardati, cacciati dalle nostre case. Perché non dite niente?».

Qualche settimana dopo, il dottor Ghassemliou, segretario del Pdki, ex universitario di solida cultura, ci dava lui stesso la risposta: «Il nostro partito, in quarant'anni di esistenza, ha ottenuto il sostegno delle masse popolari. Ma lotta da solo. Noi non combattiamo i sovietici: per cui non possiamo aspirare all'aiuto americano. Non siamo in guerra con l'America: quindi non possiamo sperare in quello dei russi. Noi non impieghiamo il terrorismo per farci conoscere o riconoscere a livello internazionale. E i governi non vedono quali benefici potrebbero trarre sostenendo la nostra battaglia... Certo, a lungo termine, il nostro atteggiamento dovrà trionfare. Già ora siamo considerati come un partito serio, responsabile. L'opinione pubblica occidentale, se lo volesse, potrebbe aiutarci a vincere...».

Oggi, il Pdki dell'Iran rappresenta la maggiore forza armata che ostacola dall'interno il regime di Khomeini. Oppositori non curdi giungono ogni giorno ad ingrossare le file dei peshmerga. Noi vi abbiamo incontrato dei mujahidin, dei feddayin, degli ufficiali dell'armata iraniana, studenti, adolescenti che fuggono all'arruolamento nelle file della milizia islamica dei mullah, ma anche dei beluchi e degli azerbaijani. Per tutta la resistenza iraniana, il Kurdistan è diventato il bastione, il simbolo della lotta per la democrazia. I peshmerga non cederanno mai. Hanno un sogno. Come dice un proverbio curdo: «Un po' per volta la pietra perfora la pietra».

Sabine Vogel

**TRA I DUE LITIGANTI
IL CURDO NON GODE**

All'estremo margine settentrionale della frontiera tra Iran e Irak si combatte una guerra nella guerra, ancor più silenziosa e ignorata di quella ufficiale. Entrambi i contendenti, ognuno per suo conto, la conducono contro i curdi.

Quando le potenze vincitrici della prima guerra mondiale decisero delle sorti dell'ex Impero ottomano, dopo aver in un primo momento riconosciuto l'identità nazionale del Kurdistan, preferirono spartirlo, col trattato di Losanna del 1923, tra Iran, Irak, Turchia e Siria. Da allora i curdi non hanno mai cessato di rivendicare la propria autonomia e, anche se i loro vari clan non sono mai riusciti a trovare una unità tale da rendere realizzabile la loro richiesta, hanno sempre costituito una spina nel fianco per i paesi confinanti. Per l'Iran e l'Irak, la questione curda è una vera e propria patata bollente che, a fasi alterne, quando si intepidisce nelle mani dell'uno paese torna a bruciare in quelle dell'altro.

La guerriglia curda ha trovato di volta in volta appoggio dai sovietici contro lo scia, dagli iraniani contro l'Irak, dagli iracheni contro l'Iran, da Israele contro l'Irak e così via, in un mutevole e tragico gioco di alleanze, dettato non certo da solidarietà con la causa nazionale di questo popolo, ma da interessi d'altra natura.

L'avvento del regime khomeinista prima, e lo scoppio del conflitto tra Iran e Irak in un secondo tempo, hanno ridato vigore alle rivendicazioni autonomistiche, ma hanno anche provocato una scissione della comunità curda in due gruppi: uno schierato con Baghdad, l'altro con Teheran.

I curdi dell'Iran, sostenuti dal regime iracheno, all'indomani della rivoluzione islamica hanno dovuto fronteggiare una dura offensiva portata dall'esercito irani-

no, che contro di loro ha impregnato oltre 100 mila uomini. Con una guerra spietata Teheran è riuscita a controllare tutta la "sua" zona curda, fatta eccezione per alcune sacche di resistenza che ancora oggi sopravvivono.

Mentre sterminava i curdi di casa propria, l'ayatollah Khomeini si rivelava generoso di aiuti nei confronti di quelli che vivono in territorio iracheno. Il suo progetto è di dar vita a un miniStato curdo sui monti tra l'Irak e la Turchia, fuori cioè dal territorio iraniano.

Nelle Impervie regioni del Kurdistan iracheno, a nord di Sulaimaniya e attorno ai bastioni curdi di Erbil, Mosul e Dohuk, verso la Turchia, la resistenza curda afferma di controllare alcune "zone liberate", la cui sopravvivenza è facilitata dal fatto che quattro delle sei divisioni irachene stanziate nella zona hanno dovuto essere inviate sul fronte meridionale, nelle paludi presso Bassora, per contrastare le violente offensive iraniane.

Secondo alcune voci il regime di Saddam Hussein avrebbe delegato alla Turchia (da sempre ferocemente ostile alla autonomia curda) il compito di far fronte alla guerriglia. Queste voci non hanno mai trovato conferme ufficiali, ma l'esercito turco è penetrato più volte negli ultimi anni in territorio iracheno, deportando migliaia di persone della cui sorte non si è saputo più nulla, senza sollevare la minima protesta da parte delle autorità di Baghdad.

Le deportazioni di massa, del resto, non sono certo una specialità turca. Il regime iraniano e quello iracheno hanno largamente praticato questo sistema, assieme a un largo uso di bombardamenti al napalm sui villaggi "liberati".

DINA NASCETTI

**OLOF PALME:
UN COUP DE FILET
POUR RIEN ?**

Plusieurs séparatistes kurdes interpellés mais aucune preuve retenue



Les policiers chargés de l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme ont procédé à l'aube, dans l'agglomération de Stockholm, à l'interpellation d'une vingtaine de personnes, dont trois étaient plus particulièrement soupçonnées par les enquêteurs d'avoir participé à l'attentat du 28 février 86.

Après plusieurs heures d'interrogatoire ininterrompu, aucune preuve n'a pu finalement être retenue par les policiers contre les trois principaux suspects. Selon les milieux proches de l'enquête, ces trois personnes devaient être remises en liberté dans la soirée.

Parmi les autres personnes interpellées et conduites à la préfecture de police, douze seraient membres ou sympathisants de l'organisation séparatiste kurde PKK (Parti ouvrier kurde, marxiste-léniniste), a précisé la police.

Trois d'entre elles ont été placées en garde à vue pour complicité dans le meurtre d'un dissident kurde, commis le 2 novembre 85 à Stockholm, a indiqué le Préfet de police Hans Holmér, au cours d'une conférence de presse.

Une autre personne a également été interrogée et reconnue coupable de détention illégale d'armes, a ajouté M. Holmér, soulignant que les autres personnes avaient été entendues pour divers délits n'ayant pas de lien direct avec l'assassinat de l'ancien Premier mi-

nistre suédois. Très critiqué en Suède après avoir vu sa cote d'amour au zénith au printemps dernier et sommé récemment par le Procureur général Claes Zeime de ne pas concentrer tous les efforts de l'enquête sur la seule piste kurde, Hans Holmér

avait cependant décidé de jouer "le tout pour tout". Dès l'ouverture de la conférence, sur de lui, il annonçait : parmi les vingt personnes interpellées mardi matin, trois ont été "directement interrogées sur leur possible complicité dans le meurtre d'Olof Palme". Il s'est efforcé d'ajouter qu'il était "toujours sûr à 95 %" que la piste du "PKK" est bien celle qui doit conduire à l'arrestation de l'assassin d'Olof Palme.

Quelques minutes après, le Procureur général, assis à ses côtés, affirmait toutefois ne pas partager l'optimisme du chef de la police de Stockholm. Il devait en effet annoncer qu'aucun élément permettant une garde-à vue n'avait pu être retenu au terme des auditions contre les trois personnes soupçonnées de complicité dans le meurtre d'Olof Palme.

"Ils seront relâchés rapidement", devait-il ajouter, mais hier soir leur libération n'avait pas encore été confirmée de source policière.

SUÈDE/ MEURTRE D'OLOF PALME

Coup de filet chez les Kurdes

Hier à Stockholm, l'enquête policière sur le meurtre d'Olof Palme a débouqué dans les milieux

kurdes suédois. Un coup de filet spectaculaire mais un coup d'épée dans l'eau



Stockholm: les policiers suédois cernent une maison suspectée. En médaillon, Hussein Yildirim, avocat de la guérilla kurde communiste du P.K.K., soupçonné de complicité (Photos Reuters)

DE NOTRE CORRESPONDANT A STOCKHOLM LES KURDES

Hier, aux premières lueurs de l'aube, le chef d'enquête Hans Holmér, chargé de l'assassinat d'Olof Palme et son équipe effectuent un vaste coup de filet dans les milieux kurdes de Stockholm.

Vingt personnes au total sont emmenées au quartier général de la police tandis que tous les ministres du gouvernement social démocrate sont invités, dès le matin, à se rendre à une réunion avec les responsables de l'enquête policière.

La situation est d'autant plus dramatique que des escadrons de police gardent non seulement le quartier général de sûreté, mais aussi tous les ministères et institutions du royaume.

Les enquêteurs craignent un attentat ou un acte de vengeance de la part des Kurdes et de l'organisation séparatiste P.K.K. (qui réclame un Etat kurde indépendant) et qui compte 50 à 100 militants en Suède et que l'Etat suédois considère comme mouvement terroriste depuis 1984).

La tension augmentera de plusieurs crans lorsque la police annonce la tenue d'une conférence de presse radiotélévisée. Cette fois-ci, tout le monde sent l'approche du dénouement, après onze mois d'enquête fastidieuse et dont personne ne voyait le bout. La conférence est même retardée de dix-huit minutes ajoutant encore plus de suspense. Mais, dès l'apparition du chef d'enquête Hans Holmér, on a vite compris.

Le regard vague et les paroles

lentes et sans couleur du préfet de police n'incitent guère à l'optimisme. L'assassin ou les assassins courent toujours. Certes, la police a arrêté sept Kurdes: quatre sont soupçonnés de complicité dans l'assassinat d'un dissident du P.K.K. à Stockholm le 2 novembre 1986. Et trois autres pourraient être impliqués dans le meurtre d'Olof Palme.

L'HOMME DE L'ANNEE

Mais le procureur général Carl Zeime aura vite fini de lever le voile. Ces suspects dans l'assassinat d'Olof Palme seront relâchés dans la journée, les indices accumulés contre eux sont trop faibles pour les retenir. Pour lui, l'enquête sur Olof Palme n'a pas évolué d'un pouce.

Le préfet de police, quant à lui, est encore sûr à 95 % qu'il est sur la bonne piste. Expliquant le coup de filet spectaculaire de ce matin,

il dira «il arrive un moment où il faut se décider à faire quelque chose».

Hans Holmér, dont on pense que les jours sont comptés à la tête du département policière le plus difficile de l'histoire du pays, a été nommé l'homme de l'année par les télévisions suédoises en 1986 pour son obstination et son optimisme... démesuré.

SLIM ALACOU

Un témoignage du frère de Kemal Özgül

« J'ATTENDS BEAUCOUP DE LA JUSTICE »

NOUS avons rencontré Mehmet Özgül le frère de Kemal, lundi dernier, à « l'Humanité ». Depuis le 10 novembre 1984, son frère fut assassiné, le temps a fait son effet. Il n'est plus aussi choqué que lorsqu'il accompagna la dépouille de son parent jusqu'à Haranosu, leur village natal. Un peuple douloureux a traversé la Turquie de la dictature pour arriver enfin en plein Kurdistan d'où toute la famille est originaire.

Mais Mehmet est resté bouleversé. « A la suite du décès de mon frère, j'ai souffert du me mettre en arrêt maladie. La direction de l'usine Letz de Stutt-

gar, où je travaillais comme mécanicien, m'a licencié pour ces absences. Il y a trois mois je percevais encore mille marks par mois, dont j'envoyais la moitié à ma famille. Maintenant c'est fini, et j'attends une aide éventuelle des œuvres sociales ».

Début juillet, Mehmet est retourné au village. « Pres de deux cents personnes m'attendaient, venues de tous les villages environnants. Nous avons installé une pierre tombale sur le caveau de mon frère. C'est un marbrier de Malatya qui l'a sculptée ».

Comme le 19 novembre 1984, lorsque, à 11 heures, Kemal fut mis en terre, tous

les participants ont suivi les cérémonies rituelles. Huit moutons, amenés par des proches, furent mangés. Mehmet comme l'ensemble de sa famille et avec les trois amis de Kemal, blessés lors de l'agression patronale, s'est porté partie civile dans le procès qui s'ouvre au jour d'hui. Il a alerté plusieurs journaux turcs.

Il attend du procès des assassins de son frère que « l'opinion en tire les leçons. Les patrons sont responsables. La justice française ne doit pas essayer de les couvrir. Les véritables coupables doivent être jugés ».

Mehmet avait subi tous les contrôles, toutes les humiliations que la dictature impose, lorsqu'il avait accompagné son frère décédé dans son pays natal. Une campagne de presse effrénée se propageait à l'époque, là-bas, contre la France ou « chaque travailleur immigré est une comme un lapin ».

« La venté du peuple français n'est pas cette cancalure. C'est une raison de plus pour que le procès des tueurs de mon frère bénéficie d'un immense retentissement », rétorque Mehmet.

Lors de la reconstitution du crime, il nous avait rencontré. Il n'exprimait aucune volonté de vengeance particulière. Par contre, il attendait beaucoup de la justice. Il n'est pas le seul.



Le 19 novembre 1984, à 11 heures, le corps de Kemal Özgül arrivait dans son village natal du Kurdistan pour y être entermé. Les militaires étaient omniprésents, comme à pu le prouver une délégation d'observateurs français.

Le procès des assassins de Kemal Özgül

AUTOPSIE D'UN CRIME PATRONAL

Le vigile accusé du meurtre de l'ouvrier turc et Pierre Pirault patron de l'entreprise où le drame eut lieu, ont entendu, hier, à la cour d'assises de Versailles les plaidoiries des avocats. Les jurés doivent rendre leur verdict dans la soirée

LAVOCAT général de la cour d'assises de Versailles a demandé, hier, une peine d'emprisonnement de au minimum, six ans pour N'Dzana, accusé de « meurtre et tentative de meurtre ». Contre le patron de l'usine où Kemal Özgül fut assassiné le 10 novembre 1984, patron qui a été inculqué pour avoir caché l'arme du crime, l'avocat a demandé un an d'emprisonnement.

Les dernières heures du procès des assassins furent accablantes pour la famille Pirault qui dirigeait l'entreprise. Le comptable Guy Bonnetaud d'abord, qui a « barré » ces témoins dut convenir qu'il avait déclaré au juge d'instruction « Après le drame, j'ai subi des pressions. Les deux frères Pirault venaient sans cesse me voir. Ils affirmèrent que je plongerais si le disais quelque chose ».

Puis le syndic M. Dumoulin qui gère actuellement la liquidation de biens de ce « crepuscule ». L'entité des trois sociétés Pirault avait un passif de 64 milliards. Les dettes s'accumulent essentiellement depuis 1983. Il y avait de nombreuses intrusions et la législation des sociétés de lourds redressements fiscaux et 250 millions de centimes de salaires impayés. Accablant aussi le témoignage de Danielle Duches, contrôleur du travail. « Il n'y avait pas de registre des effectifs pas de livre de paie... Sur 93 salaires reçus, seules sept personnes étaient déclarées à l'URSSAF », a confirmé un inspecteur de la sécurité sociale. « Il n'y avait pas de bilan et plusieurs problèmes de conditions de travail. C'est de sécurité ». Le note établie ce contexte important pour expliquer le drame du 10 novembre 1984, Guy Leiger le président de la cour d'assises, mit en lumière les responsabilités directes de la famille Pirault. « Tous, tant le père que les deux fils, vous avez menti au cours de l'instruction. Vous avez approuvé dans l'usine le tust à pompe d'ou est parti la décharge de chevrouines mortelle ». Les patrons durent avouer leur geste. Pourquoi, dans ces conditions, l'instruction a si facilement écarté de l'affaire ces dirigeants ? N'Dzana, le vi-



L'arrivée de Jacques N'Dzana au tribunal. (Photo Collectif)

gile de trente et un ans qui avoue avoir tiré « semblait de plus en plus abattu. Le Pr. Ceccaldi, expert en balistique, démontra qu'il y avait eu des « tirs horizontaux et que toutes les cartouches percutées provenaient de l'arme » fournie par les patrons à leur « employé-moèle », comme la qualifie à nouveau hier le P-DG de l'entreprise.

Plusieurs dirigeants locaux de la CGT vinrent à la barre et confirmèrent que l'action de grève engagée par les ouvriers de l'usine était « pacifique ».

Puis Annie Brunson de la Ligue des droits de l'homme versa au dossier un

émouvant témoignage sur la persécution de la victime. Elle avait accompagné la dépouille de Kemal Özgül jusque dans le petit village kurde où il fut entermé. Les jurés furent donc éclairés tant sur les actes criminels que sur les parts de responsabilité respectives.

La salle d'audience était archi-comble lorsque M. l'avocat Mayer Merville qui défendait la famille de Kemal entama son plaidoyer. Il rappela « les emou-

tion, le dur combat de « ces travailleurs turcs obligés, durant des mois, d'aller

chercher leurs mètres de salaire chez le patron jusqu'à dix heures du soir, sous la pluie parfois ». Elle affirma ensuite « Des responsabilités ne sont pas elucides. Les patrons ont menti, des mensonges concordants, pourquoi ? Ces mensonges recouvrent une responsabilité. C'est, il y a un bras qui a agi, mais ce bras n'est pas le seul. Je ne vous cacherais pas mon malaise ». Puis, Charles Lederman, également défenseur de la famille de Kemal déclara à 14 heures une plaidoirie dura plus de deux heures. « Les travailleurs de l'entreprise Pirault étaient des immigrés,

ces hommes étaient plus à la merci du patron que les autres, ils demandaient simplement le respect du droit du travail le plus élémentaire. Ils étaient venus en France pour vivre et, après le drame qui s'est déroulé, les Pirault osèrent se prévaloir maintenant du respect des lois de notre pays ». L'avocat prit aussi la culpabilité de Jacques N'Dzana. Les constats de police, les analyses d'experts en balistique, les résultats de l'autopsie et les témoignages, tout lui rappelle ce détail « N'Dzana est coupable si doit être sanctionné pour des raisons humaines d'éthique, de droit de fait », demanda

Charles Lederman qui rejeta l'argument de légitime défense. Puis il se tourna vers le P-DG de l'entreprise Pierre Pirault et ses deux fils. « N'Dzana avait le droit, en tant que greviste, mais il était libre à l'égard des patrons et les patrons qui les assaient, l'ont utilisé comme outil. Si Pierre Pirault a voulu soustraire l'arme du crime à la police, c'est pour soustraire sa responsabilité. C'est honteux. N'Dzana n'était pas le seul res-

ponsable, il va payer pour d'autres. Ses patrons sont méprisables, indignes, ils escroquent qui ils peuvent, détournent les fonds publics, spolient les collectivités, s'empilent les poches, vivent du malheur et des peines des autres, ne respectent pas les lois fiscales et sociales. Ce sont eux qui ont armé le bras d'un N'Dzana, donc il y a eu menaces organisées par les Pirault. Il y a eu pressions sur les ten ans. Je leur souhaite le sort de Cain sous l'œil d'Abel jusqu'à la fin de leurs jours ».

Puis, extrêmement ému, la gorge serrée, Charles Lederman rendit hommage

à Kemal Özgül. « Que mon camarade repose en paix au milieu des siens, il est mort pour son idéal ».

A l'heure où nous mettons sous presse, les plaidoiries se poursuivirent. L'avocat de N'Dzana devait plaider la légitime défense et l'acquiescement de son client.

Jean Sartre

Les marches du Palais

ASSISES

Mourir pour « le grand soir » au crépuscule d'Epône

Il s'agit tout venant du Kurdistan, nul n'est besoin de demander pourquoi. Ils avaient l'air travaillé chez Talbot, à Poissy. Le bout du chemin ? Pas encore. Talbot marchait mal, à ce moment on les a licenciés. La chance, en ce mois d'août 1984, ce fut alors - Pirault et Filis -, à Epône, une petite entreprise générale de bâtiment qui tournait plus qu'honorablement depuis 17 ans et qui voulait se lancer dans la construction industrielle de maisons en bois.

Et puis, une fois encore, la chance à tourné. Si les jeunes Kurdes avaient appris chez Talbot, avant même de pouvoir aligner quatre phrases de français, toutes les ficelles de l'action syndicale, personne ne leur avait dit qu'il existait en France des entreprises tout juste sorties du stade artisanal et qui tournaient à force d'acrobaties financières et de confection tacite avec le personnel.

Mais on faisait bien la grève chez Talbot, alors on la fera chez Pirault, où personne n'avait jamais vu cela ! Et le 10 novembre 1984, la crise est devenue drame une quarantaine d'ouvriers turcs cherchent à pénétrer dans l'usine pour y faire une grève de la faim, surtout, ne pas chercher à savoir avec quel degré de spontanéité n'était-on pas en période de luttes sociales et politiques férocées ? Jacques N'Dzanan, 29 ans, l'aidé-comptable camerounais employé comme vigile, prend un fusil et tire. Il y a quatre blessés, dont l'un, Ozgüel Kémal, 20 ans, mourut quelques heures plus tard à l'hôpital.

Elle tient donc en quelques lignes cette « affaire Pirault » dont le cour d'assises des Yvelines était saisi en ce mois de janvier 1987, un peu plus de deux ans plus tard. Mais quel climat passionnel entouré d'elle et que de paroles encore !

« Fils de maréchal-ferrant »

« Salavats de capitalistes ! Le puts regardés, ça roule en BMW ! Soit. Qui voit-on, devant les jurés de la cour d'assises ? Rien qu'un petit homme frêle de 63 ans, tassé dans son fauteuil

d'unique accusé de la « famille » et que l'on voudrait faire passer pour un père Dominic, couvrant les lourds secrets des Pirault parce qu'il a, quelques heures durant, dissimulé l'arme du crime. Depuis qu'il a 13 ans, ce fils de maréchal-ferrant a travaillé de ses mains, ouvrier, artisan, avant de se mettre à son compte ». Pierre Pirault, le « patron de choc » a fait ses classes à la C.G.T. et au parti communiste. Son combat le plus glorieux : la résistance, dans le réseau FTP de Charles Tillon. Un « camarade », en somme, de celui qui, face à lui, défend les ouvriers turcs et s'apprécie guère cette mauvaise plaisanterie, M. Charles Lederman, sénateur communiste du Val de Marne.

N'Dzanan aussi est une victime, il a été inculpé par le patronat, on se servait de lui comme d'un chien de garde... Jacques N'Dzanan, pendant tout le temps qu'ont duré les dépositions des témoins et des victimes, une gouzaine et toutes « concordantes », c'est tout juste si on lui a prêté le moindre atout, la moindre existence personnelle.

C'est Jean-Pierre Pirault qui a tiré - le fils de Pierre, conseiller municipal divers droite d'Aubergenville et détenu trois mois avant de bénéficier d'un non-lieu - On l'a vu un pistolet à la main... J'ai vu la flamme quand il a tiré... J'ai reconnu sa chemise claire... Il y avait un autre tireur sur le toit, j'ai entendu tirer au moins quarante coups de fusils, sous entendu Didier Pirault, l'autre fils, le chasseur de la famille et qui possédait, chez lui, les mêmes carouches de chevrotine que celle qui a blessé et tué les ouvriers turcs N'Dzanan, c'est à se demander s'il était bien là ce soir de novembre à Epône. Et puis d'un seul coup d'ac-

cusé - pour copie conforme - au début de son procès, que n'entend-il pas au moment des plaidoiries sur sa « violence », sa « rébellion », quand il joue au football, il rigolait tout son monde ! son « intelligence » qui lui a permis de bernier l'expert psychiatre, ses « opinions politiques douteuses, son « intention homicide », l'absence « d'excuse de provocation et encore plus de légitime défense ». Enfin quoi, un homme qui prétend avoir tiré pour défendre sa peau et qui, dix minutes plus tard, s'en va tranquillement manger une soupe à trois pas de l'endroit où il a fait un carnage ! Haro sur Jacques N'Dzanan...

Tellement mieux si c'était le patron

Tout cette affaire n'est que l'illustration d'un conflit social mal maîtrisé. S'il y a des reproches à faire, c'est avant tout aux dirigeants sociaux. Le 19 novembre 1984 - c'est à dire 9 jours après le drame, a rappelé l'avocat général, M. Jean-Pierre Thia, en dépassonnant très utilement les débats - au moment de sa mise en liquidation, l'entreprise Pirault avait un passif de 65 millions de francs. Personne n'a voulu comprendre, dès le 10 octobre, au moment où était signé un ultime protocole d'accord sur le paiement des salaires, qu'il y avait déjà plus rien à faire. Les ouvriers ont dit qu'ils ne réclamaient pas la mort de l'entreprise, simplement leurs salaires mais personne n'a vu que l'entreprise Pirault était déjà morte !

Alors responsabilité pleine et entière des pouvoirs publics ? Du syndicat C.G.T. qui menait les négociations ? Sans doute mais le sous-préfet de Mantes qui s'était engagé à débiter des crédits s'est suicidé deux. Sans doute... mais M. Abdelkader Merzougi, le délégué C.G.T. qui accompagnait les ouvriers turcs au soir de la tentative d'occupation de l'usine, a fait la cour d'assises cité

comme témoin, il n'est jamais venu, au mépris de la loi. Il était bizarrement absent de chez lui et de chez son employeur depuis quelques jours.

« Malheureux jurés »

Voilà avec quoi il fallait faire un procès équitable et juste, ça admettant et dépassant toutes les contradictions d'un dossier, qu'il convenait aussi de clore sur un sentiment d'apaisement Malheureux jurés, pris entre les discours sur la lutte des classes et cette mort inutile d'un garçon de 20 ans, auquel le seul hommage a été rendu par M. Lederman sur une phrase d'Aragon - « Il aimait la vie et se mourir et il l'a donnée avant le temps ! ».

Pas de mouvements de foule, pas de manifestations déplacées. Mais du monde, certes oui, il y en avait, avenue de Paris, bien plus qu'à l'ordinaire dans la salle des assises. Et parfois une ambiance sourdement triomphante. Ah, on allait enfin voir ce qu'on allait voir ! Ce qui n'a pas empêché M. Jean-Yves Liénard, l'avocat de Pierre Pirault, d'oser affirmer : « Ouf, ce serait tellement plus exemplaire que ce soit le patron qui ait tiré... mais, si l'on cherche toutes les responsabilités, ce ne serait-ce pas la plus terrible de toutes, si ce n'était celle de pauvres gens dans un but qui n'était pas seulement celui de les aider ? ».

« Coups mortels... »

Pourtant, il fallait bien rendre justice. Comment admettre que la mort d'Ozgüel Kémal soit « gommée » sans autre forme de procès, au nom d'une responsabilité morale très générale ou d'un « doute monumental » - c'est ce que M. Henri Garaud avait choisi de plaider pour Jacques N'Dzanan en demandant son acquittement. Très habilement, la cour d'assises a

finalité tournée la difficulté en requalifiant le crime de vigile. Plus de meurtre déshonoré mais des coups mortels systématiquement la mort sans intention de le donner. Jacques N'Dzanan a été condamné pour cela à 4 ans de prison, tandis que Pierre Pirault - jamais détenu - s'est vu infliger 1 an de prison dont 9 mois avec sursis pour dissimulation de preuve.

Restera-t-elle vraiment dans les annales comme un symbole exemplaire, cette « affaire Pirault » ? Même pas. Il faudrait être bien hypocrite pour croire au « plus jamais ça ». Il y a en France aujourd'hui des centaines d'entreprises comme celle d'Epône. Il y a aussi des milliers d'hommes qui, comme les Kurdes de « Pirault et Filis », ne sont pas venus dans ce pays pour aider son économie à se redresser. S'en arranger qui pourra !

Sylvie PIFFARA

SUD-OUEST

SOCIÉTÉ / AIDE INTERNATIONALE

Deux mois chez les Kurdes

Par l'intermédiaire de l'Aide médicale internationale, Catherine Mourant, une laborantine de La Roche-Chalais, est allée passer deux mois avec les Kurdes irakiens réfugiés en Irak

Ce n'est pas Catherine Mourant qui fera la fortune des garagistes de La Roche-Chalais. Son auto est froissée comme un papier de bonbon et elle s'en fiche. Par contre, lorsqu'elle se pointe chez la marchande de foie gras, au milieu des oies du Périgord, cette brunette de 36 ans fait sensation : « Salut, je voudrais votre meilleure botte pour envoyer au chef du PDKL ».

Le PDKL ce n'est pas une nouvelle dissidence du Parti radical. C'est le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak. Catherine Mourant, laborantine à Libourne, vient de passer deux mois avec les Pash-Merga (1), dans un hôpital perdu à la frontière nord irakienne, près de la ville de Sulaimania.

PARTIR

Septembre 1986, Catherine commence à en avoir sa claque du rythme labo-auto-dodo. Malgré ses trente-six printemps, elle a du mal à se fixer longtemps quelque part. Deux ou trois ans, c'est le maximum. C'est ainsi lorsqu'on a goûté au voyage.

Alors, un soir, en rentrant du laboratoire Pluvier-Malléac, à Libourne, elle écrit à l'Aide médicale internationale. Si vous avez besoin d'une laborantine quelque part dans le monde, je suis partante, écrit-elle. Et quelques jours plus tard, on la convoque pour lui

proposer de s'envoler vers le Kurdistan.

Dans un premier temps, Catherine fait comme vous et moi. Elle cherche le Kurdistan sur sa map-pommes. Pas facile à trouver.

Ce peuple de 22 millions d'habitants n'a pas de patrie. C'est pourtant l'un des plus anciens de l'Asie Occidentale. Les langues allemande, française et anglaise n'étaient pas encore forgées que les Kurdes composaient et chantaient des poésies depuis belle lurette. « Vous pouvez partir quand vous voulez » lui dit son patron, enthousiaste.

DES GUERRIERS GRATUITS

Le 3 novembre dernier, Catherine décole de Paris en compagnie d'une infirmière et d'un radiologue. Direction Bagdad. Les hommes du PDKL les accueillent à l'aéroport de la capitale irakienne. Depuis le début du conflit irako-iranien, les Kurdes irakiens se sont réfugiés légalement à l'intérieur des frontières de l'Irak et harcèlent les Fous de Dieu selon la technique de la guérilla.

Les Irakiens les laissent faire, bien contents de profiter de ces soldats redoutables et gratuits qui empêchent l'ennemi de porter le front au nord. Mais les Kurdes irakiens ne se font pas d'illusion. Ils savent qu'un fois le conflit fini, ils seront chassés comme des malpropres par les Irakiens et

qu'ils devront continuer à guerroyer contre le régime de Khomeini pour obtenir l'autonomie qu'ils réclament. Comme leurs frères de Turquie, de Syrie, d'Irak, mais aussi d'URSS et du Liban.

CULTURE

En tournant sa petite cuillère dans son café, bien au chaud dans un bar de La Roche-Chalais, les images du Kurdistan se bousculent dans le regard de Catherine Mourant.

Pendant deux mois, elle a enseigné à Mouloud, un jeune Kurde, la bactériologie et l'hématologie. Dans un petit hôpital au dar qui reçoit les Pash-Merga blessés lors de leurs raids. Vingt lits, un bloc opératoire, un radio, un kiné et maintenant un labo. Progressivement, les Kurdes prennent en charge toutes les fonctions de l'hôpital.

« C'est un endroit perdu dans les montagnes, difficilement accessible. Il y avait peu de combats pendant mon séjour. Mais les rares moments que j'ai pu voir m'ont frappés par leur résistance. Il leur faut survivre des jours et des jours avant que d'être soignés ».

Plus encore que la fierté et la robustesse de ces hommes et de ces femmes, c'est leur joie de vivre que Catherine ramène dans ses valises. « Ce ne sont pas des guerriers avides de sang. On voit leur gentillesse dans leurs yeux. J'ai

rencontré Ghassemou, leur chef, celui à qui j'avais du foie gras. Il a passé son temps à chanter, réciter des poésies et rire. C'est incroyable pour nous. Par réaction à Khomeini, ils ne prient plus, bien qu'ils soient tous musulmans », raconte-t-elle. Des gens de grande culture à qui elle

enseignait le français le soir à la veille.

Rentrée à Noël, Catherine songe à un prochain départ, toujours avec l'AMI. Elle rêve de la Birmanie, du Salvador, d'Haiti ou de l'Erythrée.

DOMINIQUE DE LAAGE

(1) Ceux qui vont en devant de la mort.



Pour son départ, les Kurdes ont félicité Catherine Mourant avec des danses et des chants. Inoubliable (Photo Dominique de Laage, « Sud-Ouest »)

LES KURDES

par Yosef Gotlieb

Les dernières émeutes qui ont eu lieu en Irak, Turquie et Iran ont de nouveau attiré l'attention sur le problème kurde. La dernière manifestation de la vitalité kurde s'insère dans le cadre d'une lutte pour les droits nationaux, lutte qui se poursuit depuis la Première Guerre mondiale. La longévité et l'intensité de l'activité kurde, ses implications géopolitiques au Proche-Orient ainsi que les problèmes idéologiques et ethniques posent des questions importantes à tous les pays de la région dont Israël.

A notre époque, il est étrange de voir qu'une nation de 14 à 18 millions d'âmes soit si peu connue. Descendants des Mèdes, les Kurdes font, depuis longtemps, partie de la mosaïque proche-orientale. Leur langue est le kurde, un idiome plus proche du persan que de l'arabe, mais distinct des deux. Depuis des temps immémoriaux, ils ont habité une bande large de terrains montagneux s'étendant de l'Anatolie orientale de la Turquie d'aujourd'hui, à l'est en traversant la région de Mossoul en Irak et les provinces du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan de l'Iran. En outre, plusieurs centaines de milliers de Kurdes habitent le nord de la Syrie et les vestiges d'une communauté kurde en exil se trouvent également dans l'Azerbaïdjan soviétique.

Un mouvement national à toute épreuve

Ce qui distingue les Kurdes, c'est le haut niveau de leur conscience nationale, leur organisation intérieure, leurs qualités paramilitaires. Alors que les dirigeants des pays où ils vivent ont tenté de masquer son existence, la vitalité du mouvement national kurde — sur le champ de bataille et ailleurs — fait d'eux autre chose qu'un phénomène marginal dans cette région.

Les Kurdes se sont battus pour leur autodétermination depuis la désintégration de l'Empire Ottoman. Avec le démantèlement de ce dernier et ses divisions dans des territoires coloniaux, les Kurdes ont commencé à exprimer avec force leurs exigences d'autonomie.

Kurdes en Turquie

Les mesures draconiennes adoptées par Atatürk pour l'édification de la Turquie moderne furent le prétexte à la première révolte kurde de ce siècle. Sous le règne féodal des Ottomans, la langue et la tradition kurdes étaient tolérées dans les régions rurales. Mais Atatürk supprima toutes les identités ethniques minoritaires et avait l'intention de déraciner les Kurdes en tant que communauté distincte, comme il l'avait fait avec les Arméniens.

Les Kurdes de Turquie, aujourd'hui, n'existent pas officiellement. Il y a seulement « des montagnards turcs qui ont oublié leur langue maternelle ». L'affirmation de l'identité kurde est un délit passible d'emprisonnement. Malgré une résistance clandestine, faible mais inextinguible des Kurdes, les Turcs ont maintenu leur joug fermement apposé sur la nuque de la minorité kurde. Le sous-développement est largement répandu, endémique, et les violations des droits de l'homme sont légion dans le Kurdistan turc moderne.

Kurdes en Irak

Depuis les années trente, le centre du nationalisme kurde s'est déplacé à l'est, en Irak et en Iran. En créant l'Irak, les Anglais ont fait fusionner l'ancienne province arabe de Bagdad avec les régions de Mossoul et de Bassora en grande partie kurdes. Cet embryon d'Etat tomba immédiatement sous la domination des extrémistes arabes, domination toujours en vigueur aujourd'hui. Les vingt coups d'Etat — et plus — qui ont eu lieu dans ce pays ont opposé une direction pan-arabe à une autre, avec une révolte kurde servant souvent de catalyseur pour le soulèvement. Depuis les années trente, les Kurdes ont été la seule difficulté

réelle susceptible de mettre en danger la stabilité des régimes irakiens. Ce problème n'a pas seulement des dimensions politiques et militaires — le refus des Kurdes de se soumettre à la domination arabe — : les réserves de pétrole, qui constituent la base de l'économie irakienne se trouvent près de Mossoul, Kirkouk et Soulimanya, régions kurdes sur le plan démographique.

Le pétrole, donc, explique partiellement les fréquentes guerres de génocide que les Irakiens ont lancé contre les Kurdes. Bagdad, en particulier, le parti Baath étant au pouvoir, ne s'est pas gêné d'utiliser le napalm et la défoliation, et a commis de nombreuses atrocités contre les civils au cours des cinq guerres contre les peshmergas, l'unité combattante du mouvement national kurde. Alors qu'il y a eu des arrêts des hostilités, et même des accords, les rapprochements occasionnels entre Bagdad et les Kurdes sous son contrôle ont rarement duré plus de quelques années.

Kurdes en Iran

Les Kurdes iraniens n'ont pas connu un meilleur sort, pas même durant l'administration du Shah. Et ils ont beaucoup souffert depuis l'avènement de Khomeiny. Auparavant, le diction levantin « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », poussait périodiquement Téhéran à exploiter le problème kurde comme moyen utile pour résoudre ses problèmes avec Bagdad. Ce cynisme a été largement pratiqué au milieu des années soixante-dix, quand les Iraniens fermèrent les yeux sur la création, par la résistance kurde irakienne, de camps de réfugiés, des voies de ravitaillement et des bases d'entraînement à la guérilla dans le Kurdistan iranien.

L'assistance passive fournie par les Israéliens au milieu des années soixante-dix autorisa un semblant de victoire des Kurdes irakiens sur Bagdad. Les tentatives de soumettre les peshmergas devenaient une entreprise particulièrement sanglante. Les Kurdes combattaient ferocement, souvent brillamment et épuisaient fréquemment les troupes régulières bien qu'étant moins nombreux et mal armés. A la suite d'une perfidie supplémentaire de Bagdad en 1975, les Kurdes se lancèrent dans une campagne tous azimuts pour gagner leur autonomie. Sous la direction du légendaire Mullah Mustafa Barzani, ils furent sur le point de mettre à genoux les Irakiens à la suite d'une guerre de guérilla victorieuse. C'est alors que le Shah arrêta subitement toute aide au moment le plus critique. Dans les deux premières semaines de mars 1975, conséquence d'un accord de paix signé entre Téhéran et Bagdad, la victoire imminente fut volée aux Kurdes irakiens.

L'aide israélienne

Par ailleurs, l'aide d'Israël au mouvement national kurde s'arrêta brutalement. L'aide israélienne à la résistance kurde avait toujours pour motivation des réalités politiques communes aux deux parties. Néanmoins, les relations entre Israël et les Kurdes étaient importantes pour l'un comme pour les autres et elles se poursuivirent pendant au moins dix années.

Des experts israéliens ont travaillé dans le Kurdistan iranien avec des Kurdes irakiens au sommet de l'offensive des Baassistes contre les Kurdes. A cette époque, une rumeur courut à ce sujet. D'autres éléments restent secrets, mais l'on sait très bien que des experts israéliens, des équipements et même du matériel militaire ont été fournis aux Kurdes irakiens.

Barzani s'est rendu en Israël au moins une fois. Il fut touché par la réception que lui firent les Juifs du Kurdistan iranien qui étaient restés proches de lui après être venus s'installer en Israël. Jusqu'à la fin de sa vie, Barzani déclara qu'il se considérait comme un Juif

soviétique, un prisonnier de forces qui lui refusaient son identité. Il mourut durant l'un de ses nombreux exils, à Washington, quatre ans après la signature du concordat irano-irakien qui avait trahi son peuple. Durant ces années passées à Washington, grand nombre de ses partisans étaient des Juifs.

Une expérience commune

Les Juifs, particulièrement les Israéliens et les Kurdes, partagent une expérience commune : une histoire d'engagement obstiné envers un héritage, une identité communautaire, des siècles de persécution et d'exil et une position peu enviable pour tenter de survivre dans un Proche-Orient où domine le radicalisme. A côté de ces similarités existentielles, l'histoire récente a lié les Juifs et les Kurdes, entre autres : l'aide israélienne au mouvement national kurde. Ou bien encore, ce fait peu connu mais significatif : les Kurdes ont aidé à l'évacuation à destination d'Israël des Juifs du Proche-Orient en danger.

Outre le caractère fondamentalement juste de la cause kurde, la dimension kurde du Proche-Orient est d'une importance stratégique considérable pour Israël. Les plus grandes menaces contre Israël viennent toujours du nord, de la Syrie et, dans une moindre mesure, de l'Irak et de l'Iran. Malgré la guerre interminable entre Irakiens et Iraniens, ils font tous deux partie du Front du refus. Ce n'est pas une coïncidence. Les Baassistes irakiens ont toujours été parmi les plus radicaux des pan-arabistes, alors que la révolution islamique iranienne a fait la preuve de son antipathie à tout élément non-chiite, non-iranien, au sein de sa société. Les deux régimes sont des régimes totalitaires dans le fond comme dans la forme. La pratique de l'autodétermination de la part de nationalistes opprimés, que ce soient les Juifs ou les Kurdes ou d'autres groupes minoritaires, est pour eux un anathème. Les Syriens jouent un jeu semblable et la Turquie, tout en prônant les valeurs démocratiques modernes, a manifesté un autotantisme sans relâche envers les communautés arméniennes et kurdes.

Un territoire cependant

Si l'on perce la façade de la Turquie « homogène », de l'Iran « unitaire », de l'Irak et de la Syrie « pan-arabes », on est frappé par l'importance du phénomène nationaliste kurde quand il s'agit du Proche-Orient. Des millions de Kurdes habitent dans cette région et forment la majorité dans ce territoire d'un seul tenant connu dans toute l'histoire sous le nom de Kurdistan. Quand la République du peuple kurde de courte durée, fut créée en 1946, la justice fut rapidement rendue à ce peuple persécuté. Même après avoir été privé de ce maigre et transitoire remède à son malheur, le nationalisme kurde n'est pas mort. Ses interventions fréquentes, embuscades en Anatolie orientale, révoltes menées par le fils de Barzani dans la région de Mossoul, après batailles entre des irréguliers kurdes et les troupes de Khomeiny dans les montagnes de l'Irak occidental, continuent de manifester la dévotion irrépressible de ce peuple à son identité.

Les guérillas occasionnelles ne sont pas les seuls signes de la vitalité kurde. On dit que les Kurdes sont les maîtres d'importantes terres du Kurdistan. Les militaires iraniens et irakiens sont dans l'incapacité de maintenir leur contrôle sur une grande partie de l'arrière-pays kurde, rural. Un réseau d'écoles, d'hôpitaux et autres institutions civiles forment, dit-on, un véritable Etat dans l'Etat dans certaines parties du Kurdistan actuel.

Kurdistan: the fight for autonomy

Kurdistan, meaning literally 'the land of the Kurds', is a rugged, mountainous territory covering the border areas of Turkey, Syria, Iran and Iraq. The Kurds have a long history, going back over 3,000 years, but their land has always been claimed by larger powers. Today their rights are severely curtailed, and they suffer violent government repression. Yet the Kurdish struggle for autonomy and self-determination continues.

Over the centuries, Kurdish identity and culture has strengthened, distinguishing the Kurds from the other peoples around them.

About 85 per cent of Kurds are Sunni Muslim, but there are also Jews, Christians, and other religious groups. The Kurdish language is spoken throughout Kurdistan, though with some marked regional differences.

In political, cultural and geographical terms, Kurdistan is a crucial part of the identity of millions of Kurds.

By the 13th century, the Kurds had gradually moved into the plains and mountains which they occupy today. The area has always been isolated and inaccessible, and Kurdish leaders tried to balance paying allegiance to the dominant power with retaining as much autonomy as they could. From the 16th century until the outbreak of the first world war, a large part of Kurdistan came under the Ottoman Empire. It was divided into fiefdoms run by local Kurdish leaders, in the 19th century, ownership of land began to be privatised, and a land-owning class emerged among the chiefs, while the majority of Kurds became impoverished landless labourers.



In the 19th century, the Ottomans began to feel threatened by European imperialism. After losing the Balkans, they promptly crushed all signs of Kurdish autonomy. In the first world war, the Kurds had to fight for the Ottoman Empire against Europe and Russia, yet at the same time, the Ottomans killed thousands of Kurds and deported thousands more because they thought they might defect to the Russians.

At the end of the first world war the Ottoman Empire was defeated, and Britain occupied most of what is now Iraq. The European allies and the USA took charge of dividing out the territory, oil interest being a determining factor. The establishment of clearly defined national boundaries completely ignored Kurdish claims for autonomy.

In Turkey

Only Turkey, of the defeated countries, was able to stipulate any terms in the negotiations. This was because of the successful uprising led by Mustafa Kemal Attaturk, and because the country's geographical position gave it great strategic importance. NATO and the USA wanted a safe buffer against the Soviet Union. Many Kurds initially supported Attaturk but later all Kurdish institutions were banned, what little power they had was taken away, and only Turkish



identity was allowed. There have been three mass Kurdish uprisings in Turkey, in 1925, 1930 and 1937. All of them were suppressed mercilessly, leaving thousands dead.

In the '70s and '80s, Kurds, along with other opponents of the Turkish government, continue to be arrested, tortured and executed. The Kurds have collaborated with the Turkish left, but there is widespread disillusionment because Kurdish issues have often been neglected.

There are a number of Kurdish parties, at least one of them armed and actively fighting, but there are also divisions between the more traditional groups and the radical left-wing parties.

In recent years, the eastern and southern provinces of Turkey have become military zones, with NATO and US

military bases. The aim is to secure a strong Western presence on the Afghanistan-Iran-USSR border, but the build-up of troops also enables the Turkish government to suppress Kurdish political movements. The Iraqi Kurdistan liberated zones, which run along the Turkish border, are another source of worry for the Turkish government. The Iraqi Kurdish guerrillas inspire and help Kurdish political movements in Turkey.

Since the Iran-Iraq war began, Turkey has also amassed troops along the Iraqi border. They harass Kurdish villagers on the Turkish side, and, with approval from Baghdad, make incursions into the liberated areas, supposedly to catch Kurdish militants from Turkey, but also to attack the Iraqi Kurdish fighters. The troops

are also there to defend Iraq's vital oil pipeline which runs north into Turkey and regularly comes under attack from Iraqi Kurdish guerrillas.

In Iran

In Iran, the Kurds have also suffered continuing oppression. Kurdish identity is recognised, though to a very limited degree. For a brief period during the second world war, some of the Kurds established the independent republic of Mahabad. It was declared in 1946, when British troops occupied the south of Iran, and the Russians were in the north.

The republic was outside the Russian area, but depended on it for trading links. When the Russians withdrew, the Iranian troops regained control.

In 1979, most Kurds supported the overthrow of the Shah, and began to petition for greater self-determination. The negotiations didn't get very far. The Kurds were up against Khomeini's fanatical insistence on religious conformity, and his refusal to grant any degree of autonomy to the Kurds or any other minority ethnic group in Iran. In 1980, the Iran-Iraq war brought a government clamp-down on the Kurds in Iran.

Since then, two political groups have come to the forefront, both of them engaged in armed struggle. The Kurdistan Democratic Party

of Iran (KDPI) is democratic and socialist, and aims for Kurdish autonomy within Iran's frontiers. Komala is a communist organisation, independent of the Soviet Union and part of the Iranian Communist Party. It emphasises class struggle over and above the Kurdish struggle, but has a strong Kurdish identity.

There are many Kurdish women activists and fighters in Komala, which believes in equality between men and women. The guerrillas control areas of the countryside on the north-western Iranian border with Iraq.



Iraq was granted independence by the British in 1932. The British nominally talked about Kurdish rights in Iraq, but the final treaty made no reference to the Kurds and Kurdistan. There was widespread Kurdish protest against the terms of the treaty.

In the 1940s, Mulla Mustafa Barzani emerged as the leader of Kurdish opposition to the Iraqi regime.

In many ways, his style of leadership was right-wing and semi-feudal, but his party, the Kurdistan Democratic Party (KDP) became a major force, controlling wide areas of Iraqi Kurdistan. In 1970 they forced the government to officially recognise autonomy in Iraqi Kurdistan, but by 1974 the government had gone back on its promises, and fighting broke out again.

The KDP relied heavily on support from the Shah of Iran, who, in turn, had strong US backing. But in 1975, after prolonged fighting between government and guerrillas in Iraqi Kurdistan, the Iraqi government suddenly reached an agreement with the Shah, giving Iran control of the long-disputed Shatt al Arab waterway. In return, the Shah agreed to stop support for the Kurdish guerrillas in Iraq.

The Iraqi government was able to crush the KDP, and Barzani fled, first to Iran and then to the USA. The KDP has recovered in recent years, and there is also now a socialist Kurdish organisation, The Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The PUK has opposed the KDP links with Iran and has attempted, unsuccessfully, to negotiate with the Iraqi government. However, in recent months the two parties have overcome their hostility, and have united against the Iraqi government, and now both receive backing from Iran.

The Iraqi war has had a huge impact on the Kurds in Iraq. As well as bringing great suffering, it has given them greater opportunity to attack the beleaguered Iraqi government. KDP and PUK have more than 20,000 fighters and control extensive

liberated zones.

In recent months, they have attacked the vitally important Kirkuk oilfields in Iraqi Kurdistan, and have severely damaged two power stations. With sophisticated weapons from Iran, they appear to be launching sustained attacks, despite ruth-

less attacks and reprisals carried out by the Iraqi troops.

In Syria, many Kurds are denied citizenship, and the government has an 'arabization' policy. In Russia, Kurdish language is allowed and Kurdish rights are, to some extent, respected. Kurdish language radio programmes are broadcast from Russia to all Kurdistan.

Information about the Kurds is hard to get. They live in isolation, and their struggle is largely ignored or forgotten. They are caught between power struggles backed by the major political and economic powers.

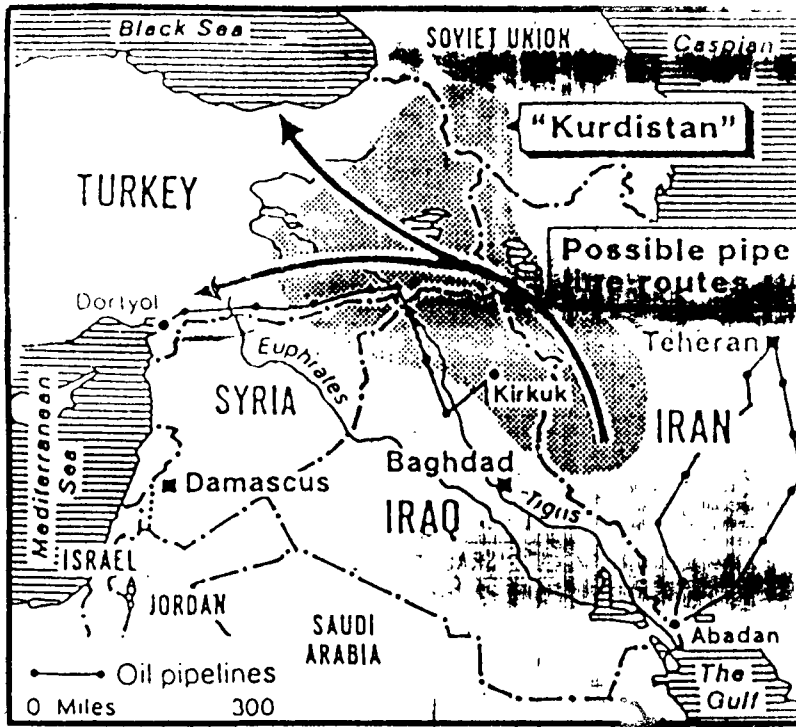
They cannot present their case before any international forum, because they are not recognised as a nation, and no other country will represent them, for fear of offending either Turkey, and therefore NATO and the USA, or Iraq and the Arab governments.

They live in poverty. Kurdistan is systematically underdeveloped by the respective governments and the Western powers, and its oil wealth is usurped. Yet despite oppression, torture and death, Kurdish men and women continue to struggle for autonomy. For many of them that now seems to mean self-determination and social justice within the already existing national boundaries.

But Kurdistan, the land of the Kurds, remains their home.



Georges Durruti



There are at least 20,000,000 Kurds, making them the fourth most numerous people in the Middle East. Exact figures are hard to come by, because Turkey refuses to recognise Kurdish identity, and other governments deliberately underestimate the size of the Kurdish population. In his report 'The Kurds' (Minority Rights Group, Report No 23), David McDowell has the following estimates: 8,455,000 Kurds in Turkey (19 per cent of the Turkish population); 3,105,000 Kurds in Iraq (23 per cent of the Iraqi population); 3,701,000 Kurds in Iran (10 per cent of the Iranian population); 734,000 Kurds in Syria (8 per cent of the Syrian population); 60,000 Kurds in Lebanon and 265,000 in USSR.

"For us there will still be war"

Kurdish women in Iraq

Women in Iraqi Kurdistan have always suffered hardship and repression, but over the last six years, government brutality has intensified. The Kurdish armed struggle for autonomy has developed rapidly since the outbreak of the Iran-Iraq war in 1980. More than 20,000 Iraqi Kurdish guerrillas, in two main political groupings, control liberated areas along the borders with Turkey and northern Iran, and the Iraqi army and airforce now have two fronts on which to fight: with the Iranian forces in Iran, and with the Kurds inside Iraq. The repression of Kurds carried out by President Saddam Hussain's government has directly affected women in the Kurdish area of Iraq.

'Now, with the war, women do all the work in rural areas, says Thuraia Mohammed, an Iraqi Kurd now living in exile in London. The men are forced to fight in the Iraqi army, but to do so is to go to certain death. Instead, they go into hiding, or they join the Pesh Merga, the guerrillas, in the mountains. So women are everything in the family, mother, father, provider of food, provider of hospitality. When the Pesh Merga come to the villages in need of food, clothing, shelter, the women will help them.'

The effectiveness of the many hit-and-run operations carried out by the Pesh Merga has resulted in the government deploying troops much needed in the south, to the northern area. Army retaliation has been savage. Civilian peasant communities have been razed to the ground in bombing attacks, prisoners taken, women and children killed. 'When the guerrillas come to a village they need medicine,' says Layla, who fled Iraq in 1984. 'When this happens two or three times,

the government stops supplying medicines and educational materials. Then, when a woman gives birth, or she's hit in the crossfire, there are no doctors, or nurses. Just maybe a local mid-wife. And often women give birth in a shelter during the bombardment. When the troops come in, women are raped. Women and children die. Villages are devastated.'

Because of the loss of so many men, the women are increasingly part of the waged work force.

In particular, they work in the service sector, as cleaners, teachers, nurses, doctors. The government is encouraging this as part of 'the war effort'. However, women still remain responsible for home and family, and government provision of childcare facilities is totally inadequate.

The death of thousands of men in the war has also led to a government pro-birth policy. In 1982 the government announced new regulations prohibiting contraception. Now, contraceptives are available only on the expensive black market. Abortion



is illegal, though dangerous, back street abortions can be had by women able to pay. By tradition, men are allowed several wives, though this

practice is not so common nowadays. But the Iraqi government is offering cash payments to men who marry more than one woman, and to men who marry war widows. The government also hands out money to encourage married women to have children, and 'rewards' men and women who marry under 18 years old.

'Before, we always waited till we'd finished school, or got a job,' explains Layla 'Iraqi Kurds are mainly Suni Muslim, but we don't pay much attention to religion these days. Bourgeois women in the towns in particular have got professional jobs, good education, European style dress. ... But now they



now have to take a child into the war, because they also lose their sons, brothers, fathers. Women see how war brings poverty and destruction.'

The opposition to the war, and the fascist government of Saddam Hussain erupted in a series of demonstrations in many towns and cities in Iraqi Kurdistan. In Qala Diza on 26 April thousands marched to the cemetery and back in memory of a brutal massacre carried out by government troops in 1974.

This form of opposition has been repeated in following years, and has had some effect in pressuring the government during times of negotiation with Kurdish political parties. But repression has been brutal. Many women arrested in the wake of popular protest have been beaten up, kept without food or clothing, and raped by the secret police.

Men and women suspected of opposition to Hussain are tortured, and many have been assassinated. 'The government says that those who don't actively support them have no right to live, work, or study in Iraq,' says Layla. 'But opposition will continue even if the war ends. We are more anti-government than anti-war,' explains Thuraia Mohammed. 'We hate the war with Iraq, but even if it ends for us there will still be a war.'

Thuraia Mohammed escaped Iraq in 1976 under threat of execution. From 1961 until she went into exile, she was at the forefront of the Kurdish Women's Organisation which took part in the struggle for Kurdish autonomy, and which also fought for improvements in women's situation. Since then, however, the repression

has intensified in order for women to organise.

In the towns and in the countryside, women are often the sole breadwinners, and their time is taken up with their own and their children's survival. If their menfolk have joined the Pesh Merga, or have escaped conscription, the women themselves may be taken in for interrogation.

Women help in the Pesh Merga camps and, in the liberated areas, they are reported to be working in the radio stations and information centres of the two main political parties.

'It's very hard for women to be politically active,' says Layla. 'Torture and imprisonment of women is increasing, and it's very dangerous. Also the men are often traditional in the way they see the women. They say the women aren't sufficiently politically aware. I don't think the parties have done enough to identify the needs of Kurdish women.'

Thuraia Mohammed believes that this situation is gradually changing.

Although there is no strong women's movement, she believes the war and the Kurdish struggle are enabling women to gain more ground.

She and Layla also think that the war has helped to unite Kurdish women with Arab women in Iraq, and with women from other ethnic minorities. 'The difference is that we are fighting the government,' says Thuraia. 'We have been fighting the government for years, and therefore Kurdish women face more problems. Also, the government policy has ensured that Kurdistan is poorer, its economy is weaker, life is harder than in

the south. Kirkuk is the place in Kurdistan where there is oil — and so the government has sent many Arabs to live there.

'Self-determination for Iraqi Kurdistan will only happen in a true Iraqi democracy,' adds Layla. 'And only then will women's rights be respected. So we must cooperate with non-Kurdish women to oppose Hussain's government.'

In November 1986, the guerrillas carried out a major attack on the Kirkuk oilfields. Since then, they have attacked and severely damaged two important power stations, at Dukan and Dahoc. The crucial highway to Turkey has been out several times, and there is a curfew on all main roads after 4pm in the north, because the Kurds control them after dark.

The Iraqi government has carried out a huge counter-attack, focussing on the liberated areas, but apparently the Pesh Merga have been able to repel them. Increasing numbers of army deserters are reported to be joining the guerrillas.

An important development has been the recent alliance between the KDP and PUK. Previously, only the KDP had cooperated with Iran and received weapons. Now both parties will jointly receive Iranian support.

Layla vehemently opposes any alliance with Iran. When she, her husband and children fled across the mountains to Iran, they were kept for months in brutal Iranian camps, abused by the guards, in cold and insanitary conditions. Thuraia, however, takes a different view: *'We are completely isolated in Iraqi Kurdistan. Turkey and Syria are hostile. Help is essential in order to fight against the Iraqi government. I believe the KDP and PUK know what they're doing. It doesn't mean that they want to put Kurdistan under Khomeini — the Kurds are clever enough to use power and still keep their identity and self-determination.'*

The Iraqi government's hold on the north of Iraqi Kurdistan is tenuous. The Pesh Merga continue to fight, and Kurdish people throughout the area continue to support them. For Thuraia and for Layla the future of Kurdish women rests in the outcome of the struggle. *'Women are part of the revolution,' says Thuraia. 'If we win the Kurdish revolution, it will be alright.'*

Ruth Willson

For further information contact: The Kurdish Cultural Centre, 13-15 Stockwell Road, London SW8. Tel: 01-274 6261.



Iraq

**Economic Report
1986**

9.1.1987

IRAQ: FACT SHEET

Area: 169,240 sq m. Population: 15.4m (1984), 3.6% pa (1975-84).
 President: Saddam Hussein. (July 1979).
 Political system: Single party, Arab Baath Socialist Party, which controls a 250-member National Assembly.
 Gnp: ID 12.5bn, \$40.2bn, per head ID 809, \$2,610 (1985e)*.
 Gdp demand %: Consumption (private) 31.5, (government) 47.2, investment 37.2, exports 23.6, imports -39.6 (1984).
 Gdp supply %: Construction 22.6, mining 18.7, Govt & other services 16.9, commerce 11.2, agriculture 9.8, communications 9.0 (1984).

Changes % pa	1981	1982	1983	1984	1985	1981-85
Gdp: (current prices, est)	-40.6	-3.0	-7.0	-5.0	-9.0	-14.3%pa
Consumer prices: (est)	21.0	30.0	30.0	45.0	40.0	32.9%pa
Exports: Shares %: Crude oil 97.7. Customers %: Brazil 17.7, France 13.0, Italy 11.0, Spain 10.7, ... UK 0.6 (1985).						

Imports: Shares %: Machinery & trans. equip 51.3, manuf. articles 35.4, food 7.7 (1982). Suppliers %: Japan 14.4, W Germany 9.2, Turkey 8.2, Italy 7.6, ... UK 6.3 (1985).

Exchange Rate: Iraqi dinar (ID) 0.31 = US\$1, ID 0.44 = £1 (Nov 1986).

	1981	1982	1983	1984	1985	1981-85
ID per \$: (% an av change)	0	1.0	4.2	0	0	1.0%pa
Exports: \$bn e	10.5	10.2	9.8	11.4	12.9	-13.3%pa
Imports: \$bn e	20.9	21.7	12.3	11.6	12.3	-2.7%pa
Current account: \$bn e	-9.5	-13.7	-7.3	-1.8	-1.0	-33.3cum
Debt: \$bn	-	-	5.8	7.2	10.7	-
Debt: exports	-	-	0.59	0.63	0.83	-
Official reserves: \$bn e	15-20	4-8	1-4	1.0	1.0	-32cum

Gold: not known. IMF quota: SDR504.0m.

* Government estimates of per capita national income.
 † Bank & trade related non-bank external claims.

POLITICS

The war with Iran has entered its seventh year and there still seems to be no end in sight to the fighting. Iraq entered Iranian territory in September 1980, hoping to secure a quick and decisive victory under the belief that Iran was in disarray following the overthrow of the Shah. It also hoped to neutralize the potential threat that the new Shiite regime in Tehran posed to its internal security as well as to use its position to renegotiate to its advantage the boundary between the two countries in the Shatt al-Arab waterway. However, by mid-1982 the Iranians had recaptured all occupied land and entered Iraqi territory. Since then, the two sides have been in a position of virtual stalemate, carrying out a continued war of attrition. Iran's main attacks have been aimed at capturing Basra; in February 1986 its troops crossed the Shatt al-Arab south of Basra and captured the town of Faw. Iraq was initially taken by surprise and has not been able to recapture the territory. However, Iraq has used its overwhelming air superiority to greater effect, concentrating its attacks on economic targets, particularly oil installations. Both Kharg and Sirri islands, Iran's main export terminals, have been damaged by Iraqi attacks. Disruption to shipping in the Gulf has grown significantly with 68 reported attacks during the first eight months of 1986 compared with 47 in the whole of 1985.

Iraq has the advantage of having a much larger number of troops (its population is three times that of Iraq) but it has been unable to develop a secure supply of weapons. Iraq, however, has continued to receive a steady supply of quite sophisticated weapons, mostly from the Soviet Union and France, while the Gulf states have continued to support Iraq financially. At the same time, the improvement in its relations with the rest of the world have enabled Iraq to renegotiate or defer payments on civil contracts, allowing it to divert scarce resources to strategic, war-related projects. Iran is still demanding the removal of Saddam Hussein as a precondition for the cessation of hostilities but this has been rejected out of hand by Baghdad. With Iraq's well-supplied armed forces and strengthened defences, a military solution to the war seems unlikely.

The Revolutionary Command Council (RCC) is the highest government authority in Iraq and is responsible for enacting all legislation. The interests of the ruling Baath Socialist Party, the army and the President are all represented within the RCC but the President, Saddam Hussein, is the dominant member. A 250 member National Assembly was re-elected in late 1984 with the Baath party taking three quarters of the seats. The Assembly discusses draft laws before sending them to the RCC for final approval. The RCC can veto any proposed legislation, leaving the Assembly with little real power. The security services are used to keep domestic opposition firmly under control. The majority Shia population have not responded to Iranian incitements to overthrow Saddam Hussein who has, in turn, been channelling resources to them to ensure their support. However, Government attempts to appease the Kurds in the north of the country have not been successful. About a third of Kurdish areas are estimated to be no longer under central government control, while sporadic fighting has continued. Some Kurdish factions

receive support from Tehran while Iraq, in turn, supports anti-Iranian groups. Iraq has also signed an agreement which allows Turkey to pursue Kurdish guerrillas into Iraqi territory. The region is of vital strategic importance as it is the source of Iraq's oil exports and the unrest continues to tie down government troops and resources.

Saddam Hussein has managed to keep his grip on power despite mounting losses in the war and seems to command considerable popular support. He does, nevertheless, remain vulnerable to assassination by extremists and this danger grows as the war continues. This danger could be considerably aggravated by the Government's adoption of a tight fiscal policy and clampdown on imports following the slump in oil prices at the start of 1986.

RECENT ECONOMIC TRENDS

The late 1970s were a period of rapid expansion for the Iraqi economy, stimulated by high oil revenues. At the start of the war, oil exports had reached about 3.2m b/d, the revenue from which allowed Iraq to build up about \$5bn in foreign exchange reserves. Encouraged by high oil revenues, Iraq set out an ambitious 5 year development plan aimed at completing a good basic infrastructure and developing the country's industrial base and agricultural potential. The country's development plans were not initially affected by the outbreak of war in September 1980 and a high level of economic activity was maintained under the belief that the war would be short-lived. By the start of 1982, however, the economy was starting to show signs of strain. Iraq's main oil export terminals in the Gulf were destroyed early in the war, reducing oil exports to about 650,000 b/d. Combined with the drop in oil prices, revenues shrank to under \$10bn in 1982 from over \$20bn two years previously. Inflation rose to an estimated 25 per cent, essential goods were in short supply and skilled manpower was being drafted to the front line.

Limited cutbacks were imposed following the closure of the Syrian pipeline in April 1982 but economic activity still continued at a brisk pace. In November 1982, the authorities clamped down totally. Austerity measures were introduced, shelving the development plan, controlling imports and foreign exchange allocations, and cutting expenditure on sectors not directly related to the war effort. Foreign exchange reserves had by then fallen to between \$5bn and \$6bn.

1983 was a year of considerable austerity for the Iraqi economy with oil revenues estimated to have fallen to a low of \$8.4bn. Projects were cancelled, postponed or delayed, the development plan was scaled down and government spending severely curtailed. Iraq also began to negotiate deferred-payment terms on all existing contracts and obtained credit for supplies.

With oil revenues rising as a result of the expansion of the Turkish pipeline and overland trucking of oil, combined with government success at obtaining credit as well as maintaining control over spending, 1984 saw a marginal improvement in the level of economic activity. A few contracts were awarded for strategic projects in the oil and health sectors, for power and irrigation, but all required foreign contractors to supply finance. However, the rate of inflation remained high while the black market thrived despite attempts to curb its activities. By the end of the year, foreign exchange reserves had been almost completely exhausted.

Iraq's ability to continue the war has been maintained to a large extent by other Gulf Arab states. Since early in the war Saudi Arabia and Kuwait have produced crude on Iraq's behalf, estimated at about 310,000 b/d - equivalent to just over a quarter of Iraq's 1985 exports. The Gulf states have also provided considerable financial assistance in terms of hard currency loans. These are estimated to have exceeded \$40bn but the downturn in the world oil market has made it more difficult for them to continue their contributions to Iraq.

However, the fear of an Iraqi economic or political collapse should ensure the continuation of such grants.

A second major factor enabling Iraq to survive has been its ability, since late 1982, to renegotiate payment terms on existing contracts and to obtain credit from its major suppliers. However, the combination of restricted exports plus falling oil prices, together with the rising cost of the war, seriously affected Iraq's ability to repay 1983 deferred debt in early 1985. The adverse effect of the fall in value of the US dollar on Iraq's terms of trade has also exacerbated the problem and Iraq has had to negotiate with its major suppliers to reschedule payments once again. Iraq was initially able to negotiate relatively favourable terms, aware that foreign contractors and their credit organizations had more to lose from the cancellation as opposed to the refinancing of projects. As the year progressed and the extent of Iraq's need to reschedule debt became apparent, the negotiations got tougher. However, on the whole, Iraq's trading partners have agreed to the deferred payment terms. (see Foreign Debt section).

In late 1985, the first of the planned new export pipelines was opened and Iraq's prospects began to look brighter. However, the collapse in oil prices in early 1986 quashed all such optimism and, by the second quarter, letters of credit were reportedly not being confirmed or were being considerably delayed. By November 1986, Iraq had requested the rescheduling of debt due to bank creditors.

Figures for the Government's budget and import allocations are not published but the authorities do indicate their priorities. Imports for war-related strategic projects have priority over basic consumer goods and commodities while non-oil export oriented industries as well as import substituting industries are also stressed. The economy is managed on strictly socialist principles with the state controlling about 80 per cent of economic activity. There is only one commercial bank in Iraq, Rafidain Bank, which is state-owned. It is the Arab world's largest bank. The private sector, however, has been officially encouraged to develop and improve the supply of goods, particularly agricultural products. During 1985, its import allocation was set at 8 per cent of total imports - its highest level ever. Excluding the war, government spending has tended to concentrate on improving living standards through water, electricity, housing, health and education projects - thus sheltering the local population from the full economic impact of the fighting. The lack of ruthlessness in cutting expenditure has been partly responsible for the need to reschedule payments to contractors. Following the fall in oil prices in early 1986, plans to cut imports by at least \$2bn from 1985's level of about \$12bn were revealed. At the same time, the amount of foreign currency that private sector expatriate employees could remit home was more than halved to \$75 per month. Public sector employees can remit upto 60 per cent of their salaries.

The slump in oil prices is estimated to have halved government revenues during 1986. Iraq, however, is pursuing a determined policy to enlarge its export capacity and construction is already under way on a new 0.5m b/d capacity pipeline through Turkey. In addition, by mid-November 1986, bids had been received for the second phase of Iraq's export pipeline through Saudi Arabia, providing for a new export terminal just south of Yanbu, and raising capacity to 1.65m b/d.

Ärztliche Hilfe im Kurdistan



Ein Monat an der Grenze Iran - Irak, in einem verlorenen Krankenhaus; Dr. Torlotting hat die ärztliche Hilfe an Drittländer dem jährlichen Urlaub vorgezogen. Im Kurdistan hat der Sarregueminer Arzt Kranken gepflegt und betreut. Nach seiner Rückkehr berichtete er von seiner Mission.

Als Mitglied der AMI (Internationale ärztliche Hilfe) hat Dr. Gérard Torlotting den Monat September 1986 im Kurdistan, einem Land das auf keiner Karte zu finden ist, verbracht.

Anhand von Dias, berichtete Gerard Torlotting am Freitagabend im Casino, von seiner Mission. Sein Publikum bestand hauptsächlich aus Ärzten und Krankenhauspersonal, unter anderen jene Mitarbeiter die dem Chefarzt der Anästhesieabteilung vom Stadtkrankenhaus mit Spenden und Material zu seiner Reise nach Kurdistan verholfen haben.

Die AMI ist eine französische Vereinigung, die sich in der ganzen Welt, wo der dringende Bedarf besteht, für ärztliche Hilfe einsetzt. Augenblicklich ist die AMI sowohl im Afghanistan, wie in Haiti, in Somalia wie in den Philippinen oder im Kurdistan tätig.

Freiwillige Hilfe

Als sich Dr. Torlotting freiwillig für eine Mission meldete, wusste er überhaupt nicht wo er hingehen würde. Im Kurdistan war damals der Bedarf am größten, und freiwillig reiste er mit drei weiteren Ärzten, Serge Mourgues aus Pontoise, Pierre Dufavaud aus

Chambéry und Marie-Claude Weisinger, aus Nancy, in die fernegelegene Gegend.

Kurdistan, ein Land Asiens, das 1920 unabhängig werden sollte, grenzt an Syrien, die Türkei, Iran und Irak an. Das Kürdische Volk wird von keinem dieser vier Länder als solches erkannt. Entweder gliedern sie sich der Bevölkerung des Landes, wo sie leben, ein, oder existieren sie überhaupt nicht. Da sie an ihrer Identität halten, werden die Kürden also vom politischen, wirtschaftlichen Leben ferngehalten, wie auch vom Lehrwesen und von den Gesundheitsstrukturen.

Um diesen Mangel zu beheben, ist die AMI in dieser Gegend vertreten. Sie besitzt unter anderem ein Krankenhaus im irakischen Gebirge, 7 km von der iranischen Grenze entfernt, das vom Regim Bagdad «gepöbelte» wird. Um dorthin zu gelangen, mussten Dr. Torlotting und seine Begleiter des Einreiseverbot für Ausländer übertreten.

Zu der ersten Überraschung kam es im Krankenhaus die Mehrzahl der behandelten Personen gehören zu der Zivilbevölkerung, und sind keine Knegeverletzten. Die vier Ärzte müssen hauptsächlich die Infektionskrankheiten, die Unterernährung, Augenkrankheiten kämpfen. Das Krankenhaus ist abgelegen: «Ich habe Frauen gesehen, die mehr als 200 km zurückgelegt haben, um ihr Kind behandeln zu lassen», erzählt der Arzt.

Während der Dauer ihrer Mission, haben die vier Mitglieder der AMI eine Röntgenabteilung gegründet

Ihre Nachfolger leisteten die Schaffung eines biologischen Labors in die Wege. «Für jede Mission nehmen wir Material mit, dank der Spenden aus Vereinen, von Privatleuten, von Ärzten». Die AMI ist aber nicht nur mit ärztlichen Behandlungen beschäftigt, obwohl dies schon viel Arbeit darstellt. «Wir müssen vor allem Krankenpfleger ausbilden, damit die Bevölkerung ihren Bedarf selbst decken kann. Wir achten darauf, den Leuten die Grundsätze der Gesundheitspflege beizubringen, und bilden Lehrer aus, damit die Kinder im Krankenhaus eine Schule besuchen können.»

Im Kurdistan sind diese Zielsetzungen umso schwieriger zu erreichen als die Missionen unerlaubt sind. «Wir haben keine offizielle Existenz, selbst Frankreich ist angeblich nicht über unseren Aufenthalt unterrichtet». Die Missionen sind auch der Gefahr ausgesetzt insofern sie in einem Konfliktgebiet durchgeführt werden.

«Man gewöhnt sich aber schnell an den Lärm der Bomben, an die Unsicherheit. Erst bei der Rückkehr wird man von rückwirkenden Angstgefühlen ergriffen.» Was Dr. Torlotting betrifft, sind diese übrigens gerechtfertigt, denn vier Tage nachdem er Kurdistan verlassen hatte, wurde das Krankenhaus bombardiert. Um sofort wieder aufgebaut zu werden.

Es ist nicht ausgeschlossen dass Dr. Torlotting eine zweite Konferenz geben wird, die sich diesmal an ein breites Publikum richten wird.

QUOTIDIEN DE PARIS

2.2.1987

KURDES

Idris Barzani, responsable militaire du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), est mort samedi soir d'une crise cardiaque à Oroumbeh (ex-Rezayeh) dans le Kurdistan irakien, a-t-on appris hier de source kurde à Téhéran.

HERALD TRIBUNE

3.2.1987

Idris Barzani, 44,

Kurdish Rebel Leader

TEHRAN (Reuters) — Idris Barzani, 44, a Kurdish guerrilla leader opposed to the Iraqi government of President Saddam Hussein, died Sunday of heart failure, Iran's press agency IRNA reported.

Mr. Barzani, with his brother Massoud, led the Kurdish Democratic Party in a rebellion demanding autonomy for Iraq's 2.5 million Kurds.

They are from a large Kurdish clan, and their father, Mustafa Barzani, led the Kurdish guerrilla leader opposed to the Iraqi government in the 1950s until 1975, when the Iranian government withdrew its support as part of a treaty with Iraq. Mustafa Barzani died in 1979.

Alessandro Blasetti, 86.



6.2.1987

SUEDE

Mise au placard du policier chargé de l'enquête Olof Palme

L'entêtement et l'enlèvement de Hans Holmer sur la piste kurde lui a valu d'être rétrogradé. Une victoire de la justice sur la police.



Off Carlsson qui remplacera Hans Holmer dans l'enquête sur le meurtre du Premier ministre.

Stockholm, de notre correspondant

Exit Hans Holmer, le superbe east-wooden à l'œil bleu et au visage bûné de dur à cuire. Le parquet qui était sur sa piste depuis un bon

bout de temps et ne se gênait pas pour le desavouer publiquement, aura finalement eu raison de son obstination à diriger seul l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme. Après 341 jours - dont un seul de congé - a la tête des

operations, Hans Holmer est rétrogradé à une fonction de conseiller, dirigeant un mini groupe dépendant directement du directeur-général de la police. Mais sans possibilité opérationnelle. Un échec personnel cuisant pour cet homme tenace et charmé de 56 ans dont on imaginait sans peine il y a un an qu'il succéderait prochainement au directeur-général de la police Tard, mercredi soir, après des heures de discussions acharnées, il finissait par capituler et accepter, la rage au ventre, sa nouvelle condition, désormais très subalterne.

Après plus de 11 mois de recherches aussi intenses qu'infuctueuses, de discussions de plus en plus ouvertes entre Holmer et les procureurs qui voulaient lui interdire la poursuite - pour ne pas dire le harcèlement - de la filière kurde sur laquelle il concentrait le plus gros de ses efforts, l'opposition avait fini par crier au scandale et réclamer l'interdiction du gouvernement. Jusque-là, celui-ci s'était en effet bien gardé de manifester officiellement ce qui aurait été une irritation légitime devant le piteusement de l'enquête et de la consternation devant l'ampleur que prenait le conflit. Mais mardi, le Premier ministre, Ingvar Carlsson, se décidait à agir en donnant 24 heures au

directeur-général de la police et au procureur du royaume pour se mettre d'accord et présenter aux leaders de partis un plan de restructuration de l'enquête.

Les conclusions tirées jeudi par la presse - surtout d'opposition - sont peu amènes à l'égard du gouvernement et, en fait, des autorités en général, jugées incapables d'agir correctement, rapidement et efficacement, dans une situation extraordinaire aux dimensions nationales. L'accumulation depuis le début des erreurs de la police, prise de court par l'événement, le court-circuit entre celle-ci et les autorités judiciaires qui, normalement, auraient dû d'entrée de jeu prendre la direction de l'enquête, ont engendré deux échecs notoires: la «libération» la veille de son inculpation du premier suspect, un Suédois, en mars dernier, puis le flop de la razzia anti-kurde, il y a 15 jours.

Aujourd'hui, la direction de l'enquête est donc confiée au procureur du royaume et au directeur-général de la police. Mais le travail véritable sera effectué par leurs adjoints qui auront bien besoin des 40 classeurs de documentation emplies par Holmer et de son espérance. Sur ce point, le préfet de police de Stockholm a eu droit mercredi soir aux éloges, un peu tardifs, de ses remplaçants. Un autre sujet de consolation pour le déchu: la filière kurde ne sera pas reléguée - comme le voulaient les procureurs - dans les tiroirs de l'histoire policière suédoise. Elle continuera, tel l'a demandé le Premier ministre, à figurer sur la liste des possibilités. Reste à savoir maintenant quelle orientation vont prendre les recherches de la nouvelle équipe. Déjà les Suédois, échaudés par d'innombrables affaires de sous-marins

LIBERTE

3.2.1987

NEDHI ZANA, OTAGE DE LA DICTATURE TURQUE

Medhi Zana, l'ancien maire de Dyrbakir (principale ville du Kurdistan de Turquie) passera-t-il le reste de sa vie en prison ? Arrêté le 23 septembre 1980, au lendemain du coup d'Etat militaire du général Evren, Medhi Zana était condamné trois ans plus tard à vingt-quatre ans de prison pour avoir «encouragé la séparation kurde» en parlant cette langue avec ses administrés. Il avait été torturé et soumis à de tels traitements qu'il était, le jour de son procès, méconnaissable. Cet homme malade, amaigri, apparemment brisé avait tout de même eu le courage de se dresser devant les juges militaires pour crier: «Vive la lutte démocratique du peuple kurde ! A bas le fascisme !» Ce qui lui avait valu un nouveau procès et huit ans de prison de plus. La cour de cassation militaire examinait le 27 janvier l'appel interjeté par ses avocats. Anne Braxatorre était présente en temps qu'observateur judiciaire délégué par la Ligue internationale des droits de l'homme. Elle a pu s'entretenir avec le président du tribunal, et le débattre à cet égard jusqu'au 24 février. Les observations qu'elle a pu faire démontrent totalement la thèse d'une «démocratisation» du régime: les poursuites engagées sous la loi martiale se poursuivent de la même manière les procès de masse s'éternisent et les conditions de détention sont toujours aussi mauvaises.

soviétiques qui naviguent en toute impunité sous leur nez, estimant que ce n'est pas un changement administratif qui va faire avancer l'enquête

Françoise NIETO

Palme : la piste était presque parfaite



Onze mois après l'assassinat du Premier ministre, la police doit abandonner l'hypothèse kurde. Une nouvelle équipe reprendrait l'enquête. Sous haute surveillance.

Qui a tué Olof Palme ? Tout le monde s'accorde à dire que les Suédois commencent à s'impatienter : on leur avait promis de retrouver l'homme qui, au soir du 28 février 1986, a assassiné d'une balle leur Premier ministre. Onze mois plus tard, ils doivent se contenter d'un concert d'invectives dans lequel magistrats et policiers se traitent, au plus haut niveau, d'« incapables » et de « saboteurs ».

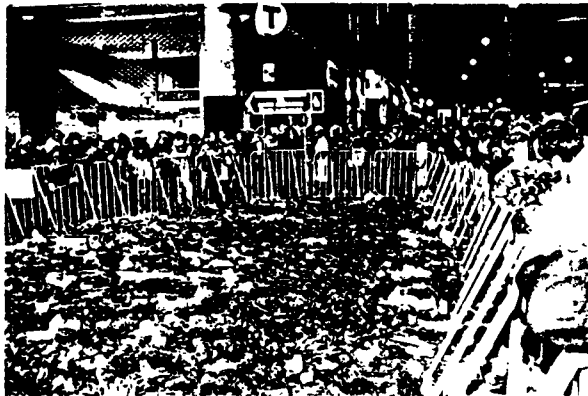
Domage... car, avant d'en arriver là, la plus gigantesque chasse à l'homme jamais déclenchée en Suède s'est aussi révélée être un « polar » digne de rivaliser avec le meilleur roman noir américain. Avec détectives, coups de théâtre et faux coupables à la clef, Victor G., par exemple : deux semaines après l'attentat, toute la Suède voit en lui le meurtrier, 33 ans, membre du Parti ouvrier européen (dirigé par l'étrange Américain Lyndon LaRouche), l'homme est connu pour sa haine envers le Premier ministre. Des témoins l'avaient vu rôder autour du lieu du crime. Il n'a pas d'alibi.

Mais il devra être relâché. La police a obligamment transmis sa photo aux témoins de l'assassinat. Une bourde énorme : elle invalide toute identification. Le très prestigieux procureur général Svensson s'étrangle d'indignation, et se retire : une péripétie pour Hans Holmer, chef de la police de Stockholm. L'enquête repart de plus belle : 300 policiers y participent.

La police procédera, à la fin de septembre 1986, à un pointage statistique : à cette date, 15 000 personnes ont été entendues, 3 000 armes examinées, 80 théories échafaudées, 28 000 documents enrangés dans la mémoire des ordinateurs. Lesquels sont consultés, notamment, depuis la Palme rummet (« salle Palme ») une grande table ovale, une console informatique et son opérateur, 20 téléphones et un tableau noir : c'est là que se réunissent Holmer et son équipe, une douzaine de superflics, sept jours sur sept. Parfois, les nerfs craquent. Aussi, deux fois par semaine, l'équipe descend-elle au sous-sol de la préfecture pour se défouler dans une partie d'« indoor bandy », une sorte de hockey en salle.

Holmer parle beaucoup, au début : 23 conférences de presse en soixante-quatorze jours. En veston-cravate, puis sans veste, puis sans cravate. Et puis il se tait. Nous sommes en juin. Cette fois, le préfet de police en est certain, il est sur la bonne piste. La piste kurde.

Sans mobile et sans arme, pas de coupable. Holmer possède — presque — l'un et l'autre. Primo, le mobile : Olof Palme avait déclaré la guerre à un groupuscule violent de Kurdes turcs, le Parti des travailleurs kurdes (P.k.k.), après que deux dissidents du



Olof Palme. A Stockholm, après son assassinat, le 28 février 1986.

mouvement eurent été assassinés en 1984 et 1985. Huit Kurdes furent assignés à résidence, et le P.k.k. déclaré mouvement terroriste. Et, le 26 février 1986 — deux jours avant la mort de Palme — un des deux meurtriers des dissidents avait été condamné à la prison à vie (c'est-à-dire, en Suède, douze ans !)

Secundo, l'arme du crime, un Smith & Wesson 357 Magnum. Au mois de mai 1986, un Finlandais, âgé de 38 ans, se confesse à la police. « Un compatriote m'a vendu, en prison, deux revolvers, dont celui qui a servi à tuer Palme. Je les ai revendus à un Kurde. C'est lui qui a arme l'assassin. » Cependant, l'arme comme le meurtrier restent introuvables.

Holmer est coincé. Il voudrait procéder à des interpellations, mais le nouveau procureur général, Claes Zeime, s'y oppose : il veut des preuves. « Holmer appuie sur l'accélérateur, Zeime est debout sur le frein » se lance en privé le porte-parole de la police de Stockholm. La piste kurde a ses limites, les quelques dizaines de militants de ce mouvement étaient files et sur écoute téléphonique depuis l'allure des deux dissidents tués. Ainsi surveillés, pouvaient-ils organiser l'attentat du 28 février ?

Le dos au mur, Holmer décide de jouer son va-tout. Il va perdre. Le 20 janvier, à l'aube, une vingtaine de personnes, des Kurdes pour la plupart, sont interpellées. Mais, après quelques jours, il faut se rendre à l'évidence : la police a raté chou blanc. Tous les suspects sont relâchés. Pis, le Finlandais qui prétendait avoir été l'intermédiaire pour l'achat de l'arme se rétracte.

La presse suédoise rend son verdict : « Enquête Mickey Mouse », Per-Erik Nilsson, l'ombudsman qui dirige depuis août 1986 une commission d'enquête... sur l'enquête, remettra ses conclusions, le 12 février, à une autre commission, parlementaire celle-là, qui dessaisira (sans doute) Holmer et Zeime du dossier Palme.

La « punition » des mollahs ?

Retour à la case Départ. L'hypothèse kurde étant en veilleuse, ses rivales refont surface. Une « filière

iranienne », évoquée pour la première fois dans nos colonnes en novembre 1986, est aujourd'hui prise au sérieux. Palme aurait été « puni » par le régime des mollahs pour avoir stoppé des livraisons d'armes à l'Iran. Sont également cités, dans la presse, la C.a.a. — le Premier ministre était trop complaisant avec les Soviétiques — ou le K.g.b. — il ne l'était plus assez ! D'autres montrent du doigt l'extrême droite, et on reparle, à l'occasion, du suspect n° 1 du début. Ou encore d'un tueur commandité par le général Pinochet. Olof Palme figurait sur sa liste noire. Sans compter l'hypothèse, non totalement écartée, d'un crime passionnel.

A en croire les sondages, les Suédois sont de plus en plus pessimistes sur l'issue de l'enquête. Mais n'oublions pas : « Huit millions de Suédois, comme les Américains après la mort de Kennedy, se souviendront toute leur vie de ce qu'ils faisaient au moment précis où ils ont appris la mort de Palme », note un magistrat. Une chose est sûre : on ne verra plus jamais un Premier ministre prendre le métro avec sa femme pour se rendre au cinéma, puis s'en retourner à pied à son domicile, sans garde du corps. Ni en Suède ni ailleurs.

PHILIPPE BOULET-GLERCOURT ■

Un superflïc à Stockholm



Hans Holmer, chef de la police. En bas, le portrait-robot de l'assassin d'Olof Palme.

En onze mois d'enquête, il s'est accordé trois jours de repos. Hans Holmer, chef de la police de Stockholm, a de la réserve, malgré ses 56 ans, ex-entraîneur de l'équipe nationale d'athlétisme, arrière dans l'équipe de football de la police, cet ancien chef de la D.s.t. suédoise a appris la mort de son ami Olof Palme alors qu'il se trouvait à 300 kilomètres au nord de Stockholm, prêt à participer à l'épreuve reine du ski de fond, la Vasaloppet. Il est revenu en catastrophe pour prendre en main une police complètement dépassée par les événements. L'homme providentiel Seduisant, en plus : « Il aime les femmes, le vin et les chansons », dit la rumeur. « On l'imagine, aussi bien, tapant le carton sur le coup de 4 heures du matin », note un journaliste. Au bridge ou au poker menteur ? S'il avait attrapé le meurtrier, les Suédois lui auraient peut-être pardonné ses déclarations peremptoires, assorties de petites phrases énigmatiques, comme celle-ci : « Lorsque le mobile du crime sera divulgué, les relations de la Suède avec une grande puissance en seront affectées. » « Homme de l'année 1986 » en Suède, il est aujourd'hui en première ligne. Holmer professe un mépris pour les canaux habituels de la hiérarchie. Mais il a su, également, se ménager de solides amitiés au sein du Parti social-démocrate, au pouvoir. S'il tombe, ce ne sera pas sans vacarme. P.-B.-G. ■

Olof Palme : l'enquête repart à zéro

Le préfet de police de Stockholm Hans Holmer, qui dirigeait l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme, a été déchargé de sa fonction, a annoncé mercredi soir le Premier ministre suédois Ingvar Carlsson. Un constat d'échec retentissant: un an après la mort du chef du gouvernement suédois, l'enquête n'a apparemment pas avancé d'un pouce.

● Vendredi 28 février 1986, peu avant minuit, Olof Palme et sa femme Lisbeth sortent d'un cinéma du centre de Stockholm pour regagner leur domicile à pied et comme souvent, sans la moindre protection. Quelques dizaines de mètres plus loin le Premier ministre suédois est abattu de deux balles de 9mm tirées à bout portant par un homme qui s'enfuit au petit trot. Un an plus tard, il court toujours et tout laisse à penser que l'enquête après avoir été orientée dans différentes directions, qui se sont avérées être autant de culs de sac, est revenue au point de départ. C'est en tout cas le principal enseignement qu'on puisse tirer des décisions annoncées mercredi soir par le successeur de la victime à la tête du gouvernement Ingvar Carlsson Hans Holmer le préfet de police responsable des investigations et le procureur Claes Zeime chargé de la superviser, deux hommes qui s'étaient publiquement opposés sur la piste à suivre, sont respectivement remplacés par Holger Romander, chef de la police du royaume, et Axel Morath, adjoint au procureur général du royaume. Ces mutations sanctionnent ce qui

avait été respectivement et mimé, au cours d'une grande cérémonie en l'honneur des victimes, les minutes suivant l'assassinat, elle a en effet tardé à boucler le quartier, laissant ainsi au tueur le temps de prendre le large et il a fallu attendre plusieurs jours avant que les enquêteurs ratissent systématiquement les environs dans l'espoir d'y découvrir une cache ou quelque indice. Les moyens sophistiqués auxquels les enquêteurs ont eu recours par la suite (des photos aériennes de la capitale à l'analyse des vêtements de la victime et du premier suspect par les laboratoires du BKA, le service secret de l'Allemagne fédérale) ne purent pas de compenser le handicap initial.

(Fausse) piste kurde

C'est donc sur des bases bien fragiles que Hans Holmer va, onze mois durant tenter de faire progresser une enquête qui subira d'innombrables changements de cap provoquant l'irritation du pouvoir politique et la lassitude d'une opinion publique traumatisée par un terrorisme dont elle croyait la Suède à l'abri. Première « hypothèse privilégiée » la piste d'extrême droite. Les policiers arrêtent et inculpent au mois de mars un homme connu pour son hostilité à l'égard du Premier ministre social démocrate et qui avait été proche du Parti ouvrier européen Viktor Gunnarsson. Il est finalement relâché faute de preuves. Tout au long de l'année écoulée, les

lignes évoquent d'autres hypothèses avec en arrière-pensée, l'espoir que l'assassin et ses complices, puisqu'il semble établi que l'homme n'a pas agi seul, feront une erreur susceptible de leur progresser l'enquête. Sont ainsi passées en revue une piste iranienne (Olof Palme qui avait mené dans les premières années de la guerre du Golfe plusieurs missions de conciliation entre l'Iran et l'Irak, était hostile aux livraisons d'armes à l'Iran) une piste chilienne (la victime n'avait jamais menagé ses critiques contre le régime du général Pinochet) et surtout la piste kurde. Des les premières semaines de l'enquête, cette dernière a les faveurs de Hans Holmer. Provoquant l'abandonnée faute d'éléments convaincants elle avait été tout récemment réactivée par le chef de la police de Stockholm, « certain à 95% qu'elle est la bonne ». En décembre cinq personnes membres ou proches du Parti communiste kurde (PKK) sont arrêtées et, le 20 janvier, Holmer lance un nouveau coup de filet contre les milieux kurdes qui auraient voulu venger le refus opposé à la demande d'asile politique déposée en 1983 par le secrétaire général du PKK, Abdullah Okalan. Nouveau et retentissant fiasco qui incite Ingvar Carlsson à demander la création d'une commission parlementaire sur l'enquête. La suite est connue: exit Holmer. Les autorités suédoises ne sont décidément guère plus heureuses dans leur recherche de l'assassin d'Olof Palme que dans leur chasse aux sous-mains fantômes.

Yves CORNU

COURRIER DIPLOMATIQUE Les Turcs manœuvrent les droits de l'homme

Les réserves émises par la Turquie lors de la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme inquiètent les Européens.
Strasbourg, Palais de l'Europe (de notre correspondant)

- **ACTUALITE.** Le comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui a tenu la semaine dernière sa 404e session au niveau des représentants permanents à Strasbourg, s'est notamment penché sur les conditions particulières de la « ratification » par la Turquie de l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme.
- **L'ENJEU.** Pour les Européens, il s'agit de déterminer jusqu'où ils peuvent aller trop loin dans les concessions au régime turc, au risque de briser le système le plus sophistiqué au monde de protection des droits fondamentaux. Pour Ankara, ce peut être un faux-pas dangereux dans sa stratégie de rapprochement avec l'Europe et vers l'adhésion à la CEE.
- **L'HISTOIRE.** Le 22 janvier, Ankara annonce avec éclat son intention de ratifier l'article 25. Stupeur dans les milieux spécialisés: cet article prévoit le droit pour tout individu de recourir contre les abus ou les violences de l'Etat devant la Commission et la Cour de Strasbourg. Cette dernière a le pouvoir de condamner l'Etat et de l'obliger à réparer. C'est le « must » absolu en matière de protection des droits fondamentaux. Après vingt ans de réticence française, son acceptation a été, en 1981, le premier acte de Robert Badinter.

Devant le scepticisme ambiant, Vahit Halefoglu, le ministre des Affaires étrangères turc, persiste et signe: « Il n'y aura aucune réserve à l'exercice du droit de recours individuel », jure-t-il le 27 janvier du haut de la tribune de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, l'organisme gérant de la Convention. Trente-six heures plus tard, c'est la douche froide. On publie la note de ratification turque. Fait sans précédent, elle contient des réserves: mises bout à bout, elles enlèvent toute signification à la Convention. D'une part, la Turquie ne reconnaît pas la compétence de la Cour. Par conséquent, elle ne peut être condamnée, la Commission de Strasbourg ne pouvant formuler que des avis. D'autre part, la portée géographique du droit de recours est limitée au territoire turc. Donc, impossible de toucher à l'occupation militaire turque du nord de Chypre. Sont exclues aussi les cinq provinces soumises à la loi martiale: il est interdit, en outre, de toucher, de près ou de loin, à l'armée. Plus grave encore: selon Ankara, les articles 8, 9, 10 et 11 (sur les conditions de la démocratie) de la Convention doivent être lus conformément aux principes énoncés par la Constitution turque écrite par les généraux en 1982. De même, les articles 33 (liberté d'association), 52 (expression politique) et 135 (restrictions aux libertés) de la Constitution doivent être considérés, a priori, « conformes à la Convention ». Ce sont les dispositions qui permettent notamment de jeter en prison les anciens leaders politiques et les dirigeants des syndicats.

► **A SUIVRE.** L'affaire de l'article 25 est sans doute la première erreur de taille commise par Ankara dans sa stratégie de conquête de l'Europe. Conçue au départ comme une opération de relations publiques à moindres frais, dans l'optique notamment de la future demande d'adhésion turque à la CEE, elle risque désormais d'avoir des effets boomerang tellement la mystification est patente. Le Palais des droits de l'homme de Strasbourg bouillonne sous l'humiliation. Toutefois, il n'appartient pas aux magistrats mais aux gouvernements membres du Conseil de l'Europe (tous les Européens de l'Ouest) de contester la « ratification » turque. Au Danemark et en Norvège notamment, l'opinion de gauche s'est déjà mobilisée. Partis et syndicats font pression sur leur gouvernement pour qu'il lance une nouvelle offensive diplomatique contre la Turquie. La Grèce et Chypre devraient appuyer toute contestation. La France, pour l'instant, se tait. En l'absence d'un signe de l'Élysée l'ambassadeur Huyghe des Etages ne devrait pas s'écarter, à Strasbourg, de la ligne de rapprochement avec la Turquie décidée par Jacques Chirac.

► **SPECULATIONS.** L'affaire embarrasse les diplomates et inquiète les juristes. Si les réserves turques étaient acceptées, indiquent ces derniers, cela créerait un précédent dangereux pour tous les Etats de droit européens. Tout gouvernement pourrait limiter arbitrairement le champ d'application de la Convention et de l'article 25. Le Royaume-Uni de loin le pays le plus condamné par la Cour de Strasbourg, pourrait donner l'exemple. L'opinion conservatrice y supporte de plus en plus mal les mises en question de son gouvernement par des juristes étrangers.

Francesco CERRI



Ulf Karlsson, left, will take charge of the investigation into the murder of Prime Minister Olof Palme of Sweden, replacing Hans Holmer, the police chief who ran it nearly a year.

Sweden Assigns New Investigators In Yearlong Hunt for Palme's Killer

The Associated Press
STOCKHOLM — The Swedish government assigned new leaders on Thursday to the unsuccessful hunt for the killer of Prime Minister Olof Palme, replacing Hans Holmer, the police chief who had led the investigation for nearly a year.
The state prosecutor, Magnus Sjöberg, and the national police commissioner, Holger Romander, took over responsibility for the investigation.
The chief prosecutor, Claes Zeime, who had disagreed publicly with Mr. Holmer's tactics, was also removed.
The decision followed days of public quarrels between the police and prosecutors on how to continue the search for the assassin and a government order for the feud to be ended.
Mr. Palme, a four-term Socialist prime minister, was shot in the back and killed Feb. 28 as he was

walking home unguarded in central Stockholm.
The deputy state prosecutor, Axel Morath, was named to direct the work of the 140 men of the task force. Ulf Karlsson, a aide to Commissioner Romander, was expected to lead the actual police work.
The infighting was seen as something of a national disgrace. One editorial termed it a "grotesque spectacle," surpassing anything written by Jonathan Swift.
Prime Minister Ingvar Carlsson said Wednesday that there had been "no damage yet" to the investigation. But he added, "if the infighting had continued the investigation could have been paralyzed."
Mr. Carlsson had been reluctant to break a government tradition of not interfering in the work of police and prosecutors.
Mr. Holmer, 57, who came to embody the manhunt, has been assigned to a consultative group.
The Swedish news media focused

its reporting of the crisis on the fate of Mr. Holmer, who was named Swede of the Year for 1986 by national television and who has remained popular in spite of his failure to catch the killer.
He and Mr. Zeime clashed over the police chief's insistence on concentrating the search on a small group of leftist Kurdish exiles, the Kurdish Workers Party.
Mr. Holmer for months staked his reputation on a "main lead" — the Kurdish connection — of which he said he was "95 percent certain."
The investigation crisis deepened last month after a failed roundup of 20 people, including 12 Kurds. Of the 20, the police said three were suspected in the Palme slaying, but then the three were released the same day for lack of evidence.
Mr. Sjöberg said Wednesday night that the Kurdish lead "will be considered in the same way as other possible leads."

Le régime irakien à l'épreuve de la guerre du Golfe

Par
ALAIN
GRESH

Un lourd tribut humain

TOUT en se préparant, à la fin du mois de décembre, à déclencher une nouvelle offensive, Téhéran accueillait une conférence de solidarité avec le peuple irakien où se retrouvaient diverses composantes de l'opposition à M. Saddam Hussein. La chute du président irakien étant l'un des principaux objectifs de guerre de l'ayatollah Khomeiny, son gouvernement souhaitait participer à la définition d'une solution de rechange acceptable par les divers protagonistes, y compris les monarchies du Golfe. Avec les récents succès des forces iraniennes, jamais cette perspective n'a semblé aussi vraisemblable, et l'équipe dirigeante à Bagdad doit affronter sa crise la plus grave depuis l'accession, en juillet 1968, du Parti Baas au pouvoir.

Au début des années 70, les nouveaux dirigeants transformaient l'Irak en un vaste chantier. Seul pays arabe à disposer à la fois d'une population relativement importante - quinze millions d'habitants - et de ressources pétrolières immenses, l'Irak accumulait les réalisations : infrastructures et réseaux de communication, industries pétrochimiques et manufacturières, scolarisation de tous les enfants, lois sociales... Grâce à cette puissance économique et financière, le Baas, avocat farouche de l'unité arabe, espérait se bâtir une influence durable dans le Proche-Orient et le Golfe et concurrencer ses rivaux du Caïre et de Damas.

En six années, la guerre va ruiner et ces efforts et le pays. L'armée absorbe désormais un tiers du produit intérieur brut (PIB), contre 20 % en Israël et 6,5 % aux Etats-Unis. Les bombardements ont détruit de nombreuses usines, en particulier autour de Basorah, où étaient concentrés un quart de la main-d'œuvre du pays, de nombreuses raffineries et de la pétrochimie. Portée à 650 000 soldats - auxquels il faut ajouter les 450 000 hommes de l'armée populaire -, l'armée a épuisé les forces vives du pays. Alors que, à la veille du conflit, les réserves de la banque centrale se montaient à 35 milliards de dollars, aujourd'hui, la dette irakienne est estimée à 50 milliards de dollars. Et le gouvernement a été contraint de réduire de près de moitié ses importations.

Assurant 95 % des rentrées de devises, le secteur pétrolier a été le premier touché. Avec la fermeture du port de Fao, puis à la suite de l'interdiction, en 1982, d'utiliser le débouché syrien, les exportations d'or noir ont chuté, entre 1979 et 1981, de 3,3 millions de barils par jour à 750 000 b./j. Certes, grâce à l'accroissement des exportations via Dorytol (Turquie) et au rattachement à l'oléoduc saoudien Petroline, qui débouche à Yanbou, sur la mer Rouge, ce chiffre a pu remonter à 1,8 million de barils par jour en 1986. Mais ces quantités sont insuffisantes pour financer la guerre et rembourser la dette. Tout au long de l'année 1986, Bagdad a dû négocier avec ses nombreux créanciers le rééchelonnement des échéances. La chute du prix du baril, la baisse du dollar et les quotas fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - 1,45 million de b./j. pour l'Irak - réduisent les espoirs que les dirigeants baasistes avaient placés dans la mise en chantier de nouveaux oléoducs à travers la Turquie et l'Arabie saoudite.

MALGRÉ une récolte de blé exceptionnelle en 1985 - 1,4 million de tonnes, contre 471 000 l'année précédente - et de fortes subventions aux produits de première nécessité, la situation alimentaire de la population, sans être encore dramatique, s'aggrave. Selon les statistiques officielles, entre 1980 et 1984 les prix ont doublé tandis que le PIB par habitant diminuait de près de 20 % (1). Mais, surtout, la population supporte de plus en plus mal l'énorme tribut humain prélevé. Chaque famille compte plusieurs de ses membres sous les drapeaux, et, suivant les estimations les plus modérées, en septembre 1985, après cinq ans de guerre, 70 000 Irakiens avaient été tués, 150 000 blessés et 50 000 faits prisonniers (2). Depuis les offensives iraniennes de ces quinze derniers mois, ces chiffres se sont considérablement alourdis. D'où une faible combativité des troupes et un moral très bas à l'arrière, qui contrastent avec la résolution des Irakiens. Le nombre des récalcitrants grandit : des dizaines de milliers de déserteurs se cacheraient dans les marais du Sud, au Kurdistan, voire dans les villes.

Face à cette lassitude, et pour parer à toute éventualité, la police et le parti quiddrent le pays. Chacun se sait surveillé, écouté, menacé d'emprisonnement. Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), instance suprême du pouvoir, a promulgué le 17 novembre 1986 un décret qui prévoit l'emprisonnement à perpétuité, voire la peine de mort, pour quiconque insulterait publiquement le président de la République ou le Parti Baas (3).

Dans son rapport 1986, Amnesty International (4) confirme que les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, la torture et les « disparitions » sont pratiques courantes.

L'équipe au pouvoir est ainsi parvenue à prévenir les soubresauts internes. Et la poursuite de la guerre - qui mobilise les énergies sur le front et fait jouer le réflexe patriotique - devrait paradoxalement décourager ceux qui misent sur un coup d'Etat ou un soulèvement contre le régime. De surcroît, les purges successives dans le parti au pouvoir ont aussi créé des obstacles à la recherche d'une solution de rechange.

M. Saddam Hussein s'est en effet imposé contre tous ses rivaux, et il a profondément infléchi les choix politiques du pays. De ce double point de vue, l'année 1979 marque un tournant. Au moment même où il fait exécuter cinq membres du CCR et assure son contrôle total sur le Parti Baas, le numéro 1 irakien procède à un spectaculaire renversement d'alliance. Le Baas, jusqu'alors partisan intransigent de la révolution socialiste et ardent défenseur des éléments palestiniens les plus extrémistes, se rapproche de l'Arabie saoudite et des autres régimes modérés arabes. Il distend ses liens avec l'URSS, accièle la libéralisation économique - l'*infitah* (5) - renforce ses liens avec l'Occident, de loin son principal partenaire commercial. Et, surtout, M. Saddam Hussein prépare sa guerre contre l'Irak, qui doit lui assurer, pense-t-il, l'hégémonie sur le Golfe. Malgré une aide financière substantielle de Ryad et de Koweït, ces rêves de grandeur se fracasseront sur la volonté de résistance des populations iraniennes, avec laquelle on n'avait pas compté.

Afin de rassurer leurs voisins, les dirigeants irakiens ont, au cours des derniers mois, affirmé que la chute de M. Saddam Hussein était la seule condition pour un retour à la paix et qu'ils s'accommoderaient même d'un simple

coup d'Etat. A l'Occident et aux monarchies du Golfe, ils ont laissé entendre que le départ du dirigeant baasiste ne signifierait pas l'instauration d'une république islamique à Bagdad. Mais, on l'a vu, les purges successives dans le Baas - la dernière date de l'été 1986 - et dans l'armée ont fait de cet homme, qui tire toutes les ficelles du pouvoir, la clé de voûte du système. Son éventuelle disparition entraînerait sans doute l'écroulement des institutions mises en place depuis 1968, et ouvrirait une période d'incertitude que redoutent tous les voisins de l'Irak, y compris la Syrie, ainsi que les grandes puissances.

La réponse à ces appréhensions dépend en partie de l'attitude des différentes communautés irakiennes ainsi que des forces politiques et sociales qui tentent de les organiser. Au Nord, les Kurdes - 15 à 20 % de la population - encadrés par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié au Parti communiste, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) sont entrés en dissidence. La réconciliation survenue à la fin de l'année 1986, après bien des péripéties (6), entre le PDK, l'UPK et le PC devrait permettre à la guérilla d'étendre les « zones libérées ». Mais la Turquie, qui est déjà intervenue directement dans cette région servant de base arrière à ses propres rebelles kurdes, a massé des troupes à la frontière et proclamé qu'elle ne permettrait pas une dégradation de la situation.

Le facteur chiite

CEPENDANT, l'avenir du pays sera avant tout déterminé par les chiites, qui représentent 50 % de la population et qui, depuis l'instauration de la République en 1958, ont été largement exclus du pouvoir. Communauté remuante, elle fut fort influente, dans les années 50 et 60, par le Parti communiste irakien alors au faite de sa puissance. Mais si celui-ci conserve une certaine influence, ce sont les groupes islamistes qui, durant les années 70, ont retenu l'attention. Les manifestations dans les villes saintes chiites de Kerbala et Nadjaf, la prolifération des organisations clandestines n'hésitant pas à recourir au terrorisme ont pu faire croire que, fort du précédent irakien, l'Irak allait à son tour être le théâtre d'une révolution islamique. Mais, en exécutant en avril 1980 l'influent chef religieux Mohamed Bakr Al Hakim, puis en exterminant différents membres de sa famille, le gouvernement de Bagdad a décapité l'opposition religieuse. Privés de guide, divisés sur la stratégie à suivre, plus ou moins réticents envers

l'appui fraternel - que leur accordé Téhéran, où ils se sont réfugiés, les groupes islamistes ont fait preuve d'une étonnante inefficacité. Et depuis le début du conflit - le nationalisme s'est révélé plus fort que les alliances religieuses ou confessionnelles (7) - : malgré une intense propagande, les chiites irakiens n'ont pas fait « sécession ».

Cette inefficacité de l'opposition religieuse a conduit les dirigeants irakiens à réorganiser, au début de l'année 1986, le Conseil suprême de la révolution islamique irakien (CSR11). « Utilisez moins de slogans mais intensifiez votre capacité d'entraînement du peuple combattant et établissez des liens avec lui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Irak (8) », a déclaré l'ayatollah Montazeri aux nouveaux dirigeants, et il les a encouragés à intensifier leur action dans le Kurdistan et à mobiliser les deux cent mille à trois cent mille réfugiés irakiens en Iran - dont une partie notable sont d'ailleurs des Irakiens d'origine irakienne expulsés au début des hostilités.

Pour une « solution de rechange » à M. Saddam Hussein plus acceptable, Téhéran a multiplié les contacts avec d'autres groupes d'opposition. En premier lieu, les Kurdes, mais aussi le nouveau Parti Oumma, modéré, basé à Londres et dirigé par un chiite, M. Saad Saleh Jabr - fils du premier ministre du roi en 1947-1948, - qui a été invité à la fin décembre à la conférence de Téhéran, au grand dam de plusieurs groupes extrémistes chiites.

A tous ceux qui soulevaient des objections, le président du Majlis iranien, Hachemi Rafsanjani, a précisé : « Tous les groupes dissidents doivent être autorisés à participer à la conférence (9) ». Le but de celle-ci, ajoutait-il quelques jours plus tard, est de « permettre aux Irakiens de décider de leur avenir ». Mais que vaut une telle déclaration de principe quand elle est accompagnée par un appel aux députés du Majlis à prendre une « part active à la discussion sur l'avenir de l'Irak (10) » ?

L'ambiguïté iranienne - double jeu ? Divergences au sein de l'équipe dirigeante ? - alimente bien des appréhensions. Et une défaite irakienne, quelles qu'en soient les modalités, amplifierait le rayonnement de Téhéran. Dans ce contexte, l'installation d'un gouvernement de coalition à Bagdad pourrait déboucher sur une hégémonie totale des forces religieuses, voire sur un éventuel éclatement du pays entre un Sud chiite et un Nord kurde. La Jordanie et l'Egypte le craignent : Le Caïre a même envoyé sur le front irakien des officiers « de réserve », et laissé planer la menace d'une intervention. Moscou a multiplié ces dernières semaines ses mises en garde à l'Irak d'autant que l'URSS s'inquiète des signes de rapprochement entre Washington et Téhéran. La Syrie elle-même, pourtant allié de la révolution islamique, craint une trop grande extension de son influence ; le Hezbollah (Parti de Dieu) lui pose déjà suffisamment de problèmes au Liban.

L'Arabie saoudite, quant à elle, redoute avant tout une extension des combats dans le Golfe. Face à la détermination sans faille de Téhéran, elle a réduit son aide à Bagdad et s'accommoderait d'un changement limité à la tête du Baas.

Au-delà des calculs et des supputations de chacun, se joue le sort d'un des pays clés du Proche-Orient. Dans une région où les régimes ont fait preuve depuis une quinzaine d'années d'une surprenante - et sanglante - stabilité, un bouleversement à Bagdad aurait de profondes répercussions, peut-être équivalentes à celles qu'avait provoquées le renversement de la monarchie hachémite d'Irak, le 14 juillet 1958.

ALAIN GRESH.

(1) Annual Abstract of Statistics 1985, Central Statistical Organization, Bagdad.

(2) Numéro spécial de Middle East Economic Digest sur l'Irak, octobre 1985.

(3) Reproduit par les Nouvelles économiques et commerciales, novembre-décembre 1986, ambassade de France à Bagdad.

(4) Rapport 1986, Paris, pp. 356-359.

(5) Sur l'*infitah* en Irak, cf. Robert Springborg, « Infitah, Agrarian Transformation and Elite Consolidation in Contemporary Iraq », Middle East Journal, n° 1, 1986, Washington DC, et le débat dans Middle East Report, n° 142, septembre-octobre 1986, Washington DC.

(6) Christiane Mora, « Les Kurdes, un enjeu oublié au Proche-Orient », Le Monde diplomatique, octobre 1986.

(7) Juss R.I. Cole, Nikki R. Keddie (eds), *Shi'ism and Social Protest*, Yale University Press, New-Haven et Londres, 1986. Sur l'Irak d'aujourd'hui, lire le livre collectif *Saddam's Iraq: Revolution or Reaction?*, Zed Books, Londres, 1986, 254 pages.

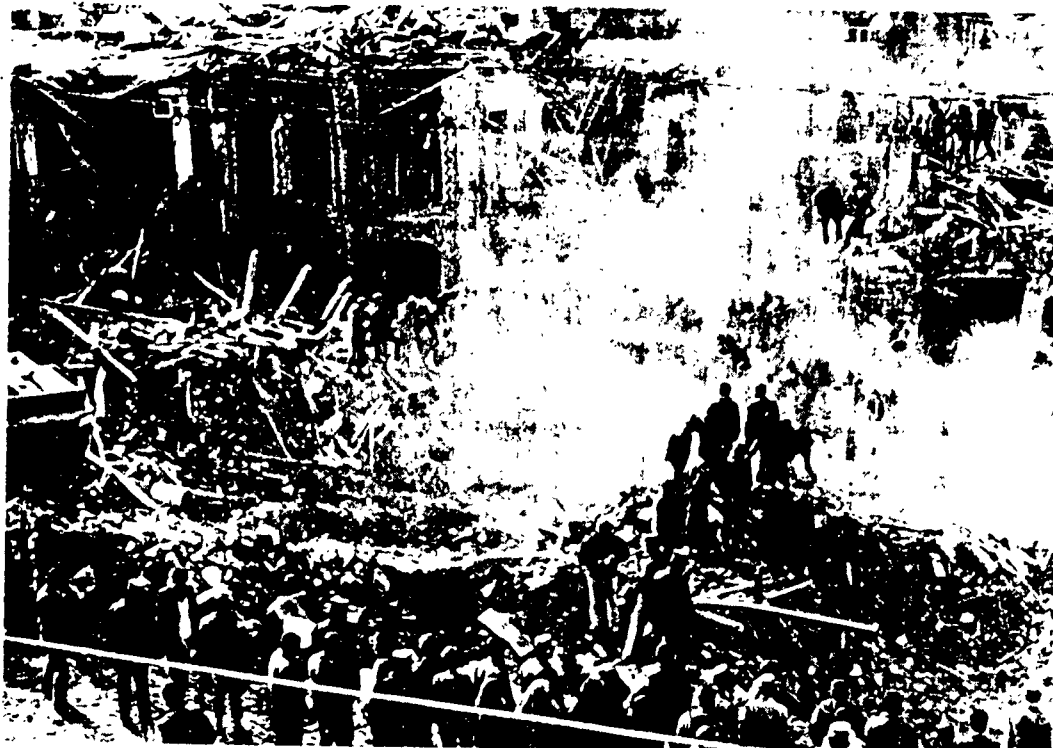
(8) Service of World Broadcast (SWB), BBC, Londres, 14 janvier 1986. Le CSR11, dirigé par l'ayatollah Mohamed Bakr Al Sadr, proche de l'ayatollah Khomeiny, a intégré les principales organisations islamistes (Daawa, Moudjahidim...). Mais, malgré les pressions iraniennes, ces derniers ont refusé de se dissoudre.

(9) SWB, 19 décembre 1986. Si les principales forces d'opposition kurdes ont participé à la conférence, le PC - qui a dénoncé les offensives iraniennes sur le territoire irakien - et le Baas prosyrien s'en sont abstenus.

(10) SWB, 23 décembre 1986.

PAS DE TREVE POUR LES 8 ANS DE LA REVOLUTION

Les Iraniens ont fêté l'anniversaire de la révolution islamique sous les bombardements irakiens. L'aviation de Saddam Hussein a pris pour cible Téhéran et 10 autres villes.



Le 19 janvier dernier, la ville de Bakhtaran en Iran, après un raid de représailles irakiens.

BILLET MARC KRAVETZ ANNIVERSAIRE

Il y a huit ans, à l'aube du 13 février 1979, les Iraniens - et tout particulièrement les habitants de Téhéran - se réveillaient dans un pays qui venait de changer de mains. Pendant une dizaine de jours ils avaient vécu une expérience insolite de double-pouvoir.

Alors que Chapour Bakhtiar continuait d'occuper, entouré d'une sorte de gouvernement, les fonctions de Premier ministre nommé par le Chah, lequel s'était mis, depuis le 16 janvier, en vacances de trône, les « Comités de l'Imam » exerçaient la réalité d'un nouveau pouvoir, incarné depuis le 1er février par l'ayatollah Khomeini, revenu au pays après vingt-six ans d'exil. D'un côté, une machine, énorme, proliférante, appuyée sur un appareil policier que l'on disait terrible - la trop fameuse « Savak » - De l'autre, ce vieil homme sans bureau, ni même un téléphone à portée de main, gouvernant des foules innombrables et - alors - désarmées.

En trois journées du 10 au 12 février 1979, les armes changèrent de mains, la « cinquième armée du monde » s'effondra sans même faire semblant de combattre. L'Imam Khomeini allait désormais régner sans partage. La révolution islamique, la première de l'histoire, venait de triompher. Nombre de ses héros sont aujourd'hui réduits au silence, à l'exil ou définitivement disparus. Une épouvantable répression a laminé les oppositions de droite puis de gauche et fait taire ceux (et surtout celles) qui ne croyaient pas ou n'acceptaient pas ce visage de l'islam. Huit ans plus tard, ce pouvoir islamique dont tous les opposants d' alors annonçaient la chute imminente est toujours là. Le président irakien, Saddam Hussein, risque désormais le sien dans une guerre qu'il avait provoquée croyant la gagner en quinze jours. L'Iran khomeiniste a coûté sa réélection à Jimmy Carter et sa réputation à Ronald Reagan. Et l'Occident qui mit si longtemps à comprendre que cette émeute de février était bien une révolution frappe aujourd'hui respectueusement à sa porte en espérant qu'elle ouvrira celle des otages détenus au Liban.

C'est sous les bombardements irakiens que l'Iran aura fêté mercredi mais aussi jeudi le huitième anniversaire de la révolution islamique. Tandis que des centaines de milliers de personnes défilaient hier dans les rues de Téhéran aux cris de « Mort à Saddam » (le chef de l'état irakien, ndr), et « Mort aux Américains » l'aviation irakienne prenait pour cible Téhéran et 10 autres villes iraniennes. Trois reprises mercredi, la capitale iranienne a été bombardée par l'aviation de Bagdad, qui réattaqua de nouveau hier matin - portant à cinq le nombre de raids menés en 24 heures - contre Téhéran. Dix personnes ont été tuées ou blessées au cours de ces bombardements.

L'aviation irakienne a aussi mené hier des raids contre 10 villes iraniennes, notamment Hamadan, Qorveh, Khorramabad, Nurabad et Zanjan en même temps qu'elle bombardait des concentrations de « Gardiens de la révolution » et l'aéroport de Meşhed Soleiman, détruisant ses installations et les avions qui se trouvaient sur la piste.

La veille, mercredi Bagdad avait bombardé 13 villes, dont certaines, comme Tabriz, à deux reprises. Ces raids suivaient une accalmie de quatre jours. De son côté l'Iran lançait sur Bagdad un nouveau missile sol-sol à longue portée, le dixième en un mois. L'Irak n'a fourni aucune précision sur la chute de ce missile, se contentant d'indiquer qu'il avait tiré des « missiles et des bases ».

Cette recrudescence de la « guerre des villes » qui se poursuit depuis le 8 janvier n'est cependant pas accompagnée d'un regain d'activité sur le terrain. L'exception toutefois d'une « opération ponctuelle » lancée par l'Irak mercredi contre Erbil, une des principales villes du Kurdistan irakien.

Selon Téhéran, cette opération lancée conjointement par les « Gardiens de la révolution » et les séparatistes kurdes de l'Union patriotique kurde de Jalal Talabani, ville de l'Irak, a abouti à la destruction d'une station radar et d'une cinquantaine de positions irakiennes. Bagdad a toutefois démenti cette opération.

Aucune information n'a par ailleurs

été diffusée hier à Bagdad et à Téhéran, sur l'évolution de la situation sur le front. Depuis plusieurs jours, celle-ci semble en fait stabilisée, notamment dans la région de Bassorah.

A Paris, l'Unesco s'est inquiétée mercredi des destructions provoquées par la « guerre des villes », notamment en Iran où des villes comme Ispahan ont terriblement souffert des bombardements. Amadou Mahtar M'bow, le

directeur général de l'UNESCO a ainsi fait remettre aux délégués permanents de l'Iran et de l'Irak auprès de cet organisme culturel un appel s'inquiétant des « graves dommages provoqués par ce conflit à des monuments religieux, historiques et artistiques, irremplaçables chefs d'œuvre appartenant au patrimoine culturel de l'humanité ».

D'après AFP, REUTERS

Le numéro 2 irakien reçu par Mitterrand

Après avoir rencontré mercredi Jacques Chirac et Jean-Bernard Raimond, le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz s'est entretenu hier avec François Mitterrand. L'initiative de paix lancée par le secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, qui se trouvait à Paris la semaine dernière, a été au centre de la rencontre Mitterrand-Tarek-Aziz.

Ce dernier a tenu à rappeler les « trois conditions » posées par l'Irak pour parvenir à une « paix globale » avec l'Iran : cessez-le-feu, retrait des belligérants sur les frontières

internationales et solution du problème des prisonniers de guerre.

Mais au-delà de l'exposé de ces « conditions », la visite d'explication de l'« idéologue » du régime irakien à Paris, témoigne surtout de la volonté de Bagdad de ne pas rester à l'écart du processus diplomatique que tente d'engager Perez de Cuellar, et qui semble bien accueilli non seulement par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU mais aussi par l'Algérie, un pays qui entretient toujours de bonnes relations avec l'Iran.

L'ESPOIR

14.2.1987

IRAK Des dizaines de jeunes Kurdes exécutés

La Société pour les peuples menacés, organisation humanitaire ouest allemande basée à Goettingen (est de la RFA) affirme que plusieurs dizaines d'enfants et adolescents kurdes ont été exécutés en Irak dans la deuxième

quinzaine de janvier. Citant des sources kurdes qualifiées de sûres, la Société précise, dans un communiqué que les victimes étaient originaires de la province kurde de Sulaimaniya. Elle affirme détenir une liste de vingt-neuf noms, dont quatorze étaient des mineurs et ajoute que les corps, remis aux familles, après l'acquiescement d'une taxe pour l'exécution, avaient eu les yeux arrachés. La Société ne dispose pas d'un chiffre précis

de victimes et fait état d'une fourchette variant entre soixante quinze et cent cinquante enfants, selon les sources. L'Organisation humanitaire indique que les autorités irakiennes avaient pris en otage quelque trois cents enfants et adolescents kurdes, à l'issue de manifestations dans la ville de Sulaimaniya, en septembre et octobre 1985. La plupart avaient été choisis dans des familles de Kurdes refusant d'intégrer l'armée, pour faire pression sur eux.

Irak-Iran Relance de la « guerre des villes »

Pour la 2e journée consecutive, l'aviation irakienne a pris hier pour cible Téhéran et dix autres villes iraniennes...

Mercredi, la capitale iranienne avait déjà, à trois reprises, été la cible de l'aviation irakienne...

Parallèlement, l'aviation irakienne a également mené des raids contre dix autres villes iraniennes...

Bagdad affirme par ailleurs avoir bombardé l'aéroport de Meşjed Soleiman...

La veille, l'aviation irakienne avait bombardé treize villes, dont certaines, comme Tahriz, à deux reprises...

Pour sa part, l'Iran a lancé hier sur Bagdad un nouveau missile sol-sol à longue portée...

contenant d'indiquer qu'il avait fait « des morts et des blessés ».

Cette recrudescence dans la « guerre des villes » qui se poursuit depuis le 8 janvier ne s'est pas accompagnée d'un regain d'activité sur le terrain...

La destruction d'une station-radar et d'une cinquantaine de positions irakiennes. Bagdad a cependant démenti cette opération...

Aucune information n'a par ailleurs été diffusée à Bagdad ou à Téhéran sur l'évolution de la situation sur le front...

FRANCE-IRAK: Reçu hier à l'Élysée, le vice-Premier ministre irakien, M. Izzat Aziz a indiqué au président Mitterrand que Bagdad jugeait « intéressante » l'initiative de paix de l'ONU...

La visite du ministre des affaires étrangères d'Ankara

La constitution d'une commission mixte devrait favoriser la relance des échanges franco-turcs

ISTANBUL de notre correspondant

La venue à Paris en visite officielle, mardi 17 et mercredi 18 février, de M. Vahit Halefoglu, ministre turc des affaires étrangères...

Le contentieux n'avait cessé de croître depuis 1974, les relations personnelles de M. Giscard d'Estaing avec M. Caramanlis, puis de M. Mitterrand avec M. Papandréou...

Comprehensive vis-à-vis du coup d'Etat du 12 septembre 1980, la position de la France se durcissant après mai 1981...

L'incompréhension souvent hautaine vis-à-vis du processus de démocratisation entamé avec le retour à un régime civil en 1983...

La France, deuxième fournisseur de la Turquie en 1978, n'était plus qu'au septième rang en 1985...

C'est à l'initiative du président Mitterrand que le dégel s'amorça en 1984. Il s'est accéléré en 1986 après

la rencontre de M. Turgut Ozal, premier ministre, et de M. Jacques Chirac, suivie de la visite à Ankara, en mai 1986, de M. André Giraud, ministre de la défense.

M. Halefoglu qui sera reçu par le président Mitterrand, aura des entretiens avec M. Giraud sur la coopération en matière d'industrie d'armement.

Il opérera avec son homologue français, M. Jean-Bernard Rimon, la commission économique mixte, dont la constitution devrait favoriser le mouvement de reprise des échanges amorcé en 1985...

Cette commission examinera les possibilités sur le marché turc, désormais largement ouvert aux capitaux étrangers, de développer des investissements français...

Répondant à nos questions, M. Halefoglu s'est déclaré convaincu que les relations culturelles et les échanges scientifiques allaient « connaître un nouvel élan »...

part des élites politiques du pays. Le ministre proposera à ses interlocuteurs la conclusion d'un accord-cadre pour la coopération touristique...

« Vocation européenne »

M. Halefoglu veut exposer les raisons qui ont amené la Turquie à présenter sa demande d'adhésion à la CEE en 1987...

Il souhaite réaffirmer l'attachement de la Turquie aux dispositions de l'accord d'association de 1963 qui prévoit la libre circulation des travailleurs turcs en Europe...

Les grands dossiers internationaux seront également à l'ordre du jour, en particulier la lutte contre le terrorisme et la guerre du Golfe...

Cette neutralité, de passive au début de la guerre, est devenue plus active, et la Turquie, « profitant du climat de confiance mutuelle »...

MICHEL FARRERE.

The Olof Palme mystery

Trial on a cold trail

By Kevin Done, in Stockholm

A SMALL mound of frozen red roses still marks the spot on a gravelly pavement in the centre of Stockholm where Olof Palme, Sweden's Prime Minister, was killed by an assassin's bullet a year ago next week.

Two bullets fired by passers-by within 48 hours of the murder remain the only concrete leads in the search.

There is no murder weapon, no motive, no murderer—and in recent days, virtually no suspects.

The investigation has ground to a halt as a long festering feud between the police and the public prosecutor's office has burst into the open.

By turns, the Palme hunt has provided both nightmare and farce.

Only days after the murder, a member of the security police warned: "We will pursue Kurds with a blow-lamp and stress and harass them to force a leak."

the political detention camp... the investigation, the police carried out the practical duties... the two are supposed to work as a team—they have seldom done so in the current case.



The vigil goes on at the flower-strewn spot on a Stockholm street where Mr Palme was assassinated.

An investigation of the matter by Mr Bengt Hamdahl the Chancellor of Justice, found that Mr Holmer had failed to show "a necessary will to cooperate" with the prosecutor.

for a just cause. With his love for leather jackets and jogging kit he stood out among his more conventionally dressed colleagues.

vigilance—including extensive telephone tapping on a small section of the Kurdish immigrant community associated with the PKK, a Marxist-Leninist group established in Turkey in the 1970s...

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak prev-synth-flt1

Violente reprise des combats et des bombardements alors que l'Iran célèbre le 8ème anniversaire de la République islamique

Le 11 février (AFP) - Après plusieurs jours d'accalmie le conflit entre l'Iran et l'Irak a connu mercredi une brusque flambée de violence, alors que l'Iran célébrait le huitième anniversaire de l'établissement de la République islamique, sous les interventions des avions irakiens.

L'aviation de Bagdad a lancé trois raids aériens contre Téhéran et a attaqué douze autres villes situées dans le centre et l'ouest de l'Iran.

L'Iran a de son côté annoncé avoir lancé une opération, Fath 4, contre la ville d'Erbil, dans le Kurdistan irakien, détruisant une station-radar. Mais les autorités irakiennes ont démenti ces informations, affirmant qu'aucune opération d'envergure n'avait eu lieu sur le front depuis trois jours.

L'Iran a admis que les chasseurs bombardiers avaient pénétré à trois reprises dans l'espace aérien de la capitale iranienne mais n'a pas fait état de bombardements de la capitale. Selon Téhéran la première apparition des avions a eu lieu au début d'un grand rassemblement sur une des principales places de la ville, la deuxième vers la fin de ce rassemblement et la troisième dans l'après midi.

Ces raids aériens, qui se sont étendus au nord de l'Iran jusqu'à la ville de Qazvin, touchée pour la première fois depuis la reprise de la "guerre des villes", faisaient suite à quatre jours d'accalmie.

- De même l'opération "Fath 4" déclenchée par Téhéran à 70 km en territoire iranien, contre la ville d'Erbil, un des principaux centres du Kurdistan irakien, dans le nord-est du pays, est la première opération militaire d'envergure depuis plusieurs jours.

Selon les autorités militaires iraniennes cette opération a permis la destruction de la station radar utilisée par l'Irak pour guider les raids de ses chasseurs-bombardiers contre les villes de l'ouest de l'Iran ainsi que la destruction de cinquante positions irakiennes contrôlant les routes de la région. 1.000 soldats irakiens ont été tués au cours de l'attaque, selon Téhéran.

Les trois précédentes opérations iraniennes portant le nom de code Fath (Victoire) ont été des opérations ponctuelles contre des objectifs situés dans le Kurdistan et réalisées conjointement avec des "pechmergas" (combattants kurdes) de l'Union Patriotique Kurde, mouvement séparatiste opposé à Bagdad et allié de l'Iran.

Pour Bagdad, cependant, aucun "combat majeur" n'a eu lieu sur le front depuis trois jours, pas plus dans le Kurdistan que sur le théâtre d'opération des deux autres offensives déclenchées depuis un mois, Kerbala 5 dans la région de Bassorah et Kerbala 6 dans le secteur central du front. A Téhéran les responsables militaires ont gardé le silence sur la situation dans ces deux derniers secteurs du front.

A Machad, près de la frontière afghane, l'IRNA indique qu'une grenade a été lancée dans la foule manifestant à l'occasion de la fête nationale, faisant un mort et plusieurs blessés. Cet attentat est attribué par l'agence aux "Moujahedine du Peuple", un des mouvements d'opposition iranien dont le chef Massoud Rajavi, expulsé de France l'été dernier, vit actuellement en Irak.

A Téhéran devant une importante foule sur la place Azadi le président de la république Ali Khomeini, qui a refusé de s'exprimer à l'intérieur de l'abri spécialement conçu, a une nouvelle fois fustigé les pays qui soutiennent militairement l'Irak.

Il a ironisé sur les tentatives américaines de renouer avec Téhéran en s'appuyant sur les modérés du gouvernement. "Il n'y a ni radical, ni modéré, ni très modéré dans notre appareil politique", a-t-il dit. "La voie unique est celle de l'islam, celle de l'Imam (l'ayatollah Ruhollah Khomeiny)".

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak lead

La station-radar d'Erbil détruite au cours de l'opération iranienne "Fath-4"

TEHERAN, 11 fév (AFP) - La station radar d'Erbil, une des principales villes du Kurdistan irakien, a été détruite mercredi au cours d'une opération iranienne baptisée "Fath 4", a annoncé mercredi après-midi la radio iranienne.

Cinq cents Irakiens ont été tués, précise la radio, ajoutant que ce radar servait au guidage des avions irakiens pour le bombardement des villes de l'ouest de l'Iran.

L'opération a eu lieu à 70 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien et s'est déroulée à 03H00 locales (0H00 en France), précise d'autre part un communiqué militaire.

Les forces armées iraniennes ont lancé en 1986 dans le Kurdistan, région montagneuse située au nord-est de l'Irak, trois opérations portant le nom de code Fath (Victoire) : Fath 1 contre des installations pétrolières à Kirkouk le 11 octobre, Fath 2 contre la ville de Dohan le 30 octobre et Fath 3 contre la ville de Zakho le 15 novembre.

Iran-Irak Prévision

L'Irak poursuit ses bombardements contre Téhéran et les villes iraniennes

Le 12 février (AFP) - Pour la deuxième journée consécutive, l'aviation irakienne a pris pour cible Téhéran et dix autres villes iraniennes.

Sur le terrain en revanche, à en juger par le peu d'informations diffusées par les belligérants, la situation semble stationnaire, au lendemain d'une opération ponctuelle lancée par l'Iran dans le Kurdistan irakien.

Mercredi, la capitale iranienne a été à trois reprises la cible de l'aviation irakienne. Jeudi matin, les chasseurs-bombardiers irakiens reprenaient l'air et attaquaient de nouveau Téhéran, portant à cinq le nombre de raids menés au cours des dernières 24 heures contre la capitale iranienne. Les bombes larguées ont fait dix victimes, tués et blessés, et ont détruit de nombreuses maisons.

L'aviation irakienne a également mené jeudi des raids contre dix villes iraniennes et attaqué un aéroport et des concentrations des Gardiens de la révolution en Iran, selon un communiqué de l'état-major irakien.

Les villes attaquées entre 08H45 et 13H47 (heure de Paris) sont notamment Hamadan, Qorveh (nord-ouest), Ilam, Khorramabad, Pol-e-Dokhtar, Nurabad (ouest), Malayer (centre) et Zanjan (nord).

Des appareils irakiens ont aussi bombardé des concentrations de Gardiens de la révolution dans la région de Iwan (non-localisée) et l'aéroport de Mesjed Soleiman (sud-ouest), détruisant les installations et les avions qui se trouvaient sur la piste de l'aéroport.

Mercredi, l'aviation irakienne avait bombardé treize villes, dont certaines, comme Tabriz, à deux reprises. Ces raids suivaient une accalmie de quatre jours.

Pour sa part l'Iran a lancé sur Bagdad un nouveau missile sol-sol à longue portée, le dixième en un mois. Bagdad n'a fourni aucune précision sur la chute du missile, se contentant d'indiquer qu'il avait fait "des morts et des blessés".

Cette recrudescence dans la "guerre des villes" qui se poursuit depuis le 8 janvier ne s'est pas accompagnée d'un regain d'activité sur le terrain.

Mercredi, Téhéran annonçait une opération ponctuelle, au nom de code Fath 4, dans le Nord-Est de l'Irak contre Erbil, une des principales villes du Kurdistan irakien. L'opération, selon Téhéran, menée conjointement par les Gardiens de la Révolution et les séparatistes kurdes de l'Union Patriotique Kurde, le mouvement de Jalal Talabani allié de l'Iran, a abouti à la destruction d'une station-radar et d'une vingtaine de positions irakiennes. Bagdad a démenti cette opération et Téhéran n'a pas apporté depuis d'autre précision.

Aucune information par ailleurs n'a été diffusée jeudi à Bagdad comme à Téhéran sur l'évolution sur le front. Depuis plusieurs jours, la situation sur les différents théâtres d'opération, notamment dans la région de Bassorah, au sud, semble stabilisée.

AGENCE FRANCE PRESSE

Irak-Kurdes

Une organisation humanitaire affirme que des dizaines de jeunes kurdes ont été exécutés en Irak

GOETTINGEN (RFA), 13 fév (AFP) - La Société pour les peuples menacés, organisation humanitaire ouest-allemande basée à Goettingen (est de la RFA) affirme que plusieurs dizaines d'enfants et adolescents kurdes ont été exécutés en Irak dans la deuxième quinzaine de janvier.

Citant des sources kurdes qu'elle qualifie de sûres, la société précise, dans un communiqué publié vendredi, que les victimes étaient originaires de la province kurde de Sulaimaniya. Elle affirme détenir une liste de 29 noms, dont 14 étaient des mineurs et ajoute que les corps, remis aux familles, après l'acquiescement d'une taxe pour l'exécution, avaient eu les yeux arrachés. La Société ne dispose pas d'un chiffre précis de victimes et fait état d'une fourchette variant entre 75 et 150 enfants, selon les sources.

L'organisation humanitaire indique que les autorités irakiennes avaient pris en otage quelque 300 enfants et adolescents kurdes, à l'issue de manifestations dans la ville de Sulaimaniya, en septembre et octobre 1985. La plupart avaient été choisis dans des familles de Kurdes refusant d'intégrer l'armée, pour faire pression sur eux. Selon la Société, leurs parents et Amnesty International étaient sans nouvelle depuis. C'est un compagnon de prison des enfants qui a alerté la Société par l'intermédiaire de l'Union Patriotique du Kurdistan.

La Société pour les peuples menacés, fondée en 1972, regroupe quelque 3.000 membres et a deux bureaux à l'étranger, l'un à Vienne, l'autre au Luxembourg. Son but est d'alerter l'opinion internationale, par des communiqués ou des congrès, sur le sort de peuples ou d'ethnies persécutés. Son attention se concentre actuellement sur les déplacements forcés de population au Soudan et en Ethiopie, ainsi que sur les persécutions dont sont victimes les Kurdes.

Iran-Irak-Kurdes

Plus de 1.000 soldats irakiens tués dans l'opération Fath-4, selon Téhéran

PARIS, 16 fév (AFP) - Plus de 1.000 soldats irakiens ont été tués, 25 capturés et neuf chars détruits au cours de l'opération Fath-4 menée le 11 février dans le nord de l'Irak, a indiqué dimanche le porte-parole des Gardiens de la révolution (Pasdaran), cité par l'agence iranienne IRNA, reçue à Paris.

Selon l'agence, M. Ali Reza Afshar a précisé au cours d'une conférence de presse que les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Djalal Talabani, opposition kurde irakienne) et les Pasdaran ont "détruit" une partie du 5ème corps d'armée irakien, qui défend le nord du pays et d'importantes installations radar irakiennes sur le mont Kurak, dans la province d'Erbil.

M. Afshar a en outre fait état de la totale destruction de "cantonnements de conseillers militaires français et britanniques" des troupes irakiennes, de la destruction du quartier général de la 23ème division du 5ème corps d'armée, et de l'incendie d'installations économiques et militaires dans les localités de Diyana, Rawanduz et Sedia.

Il a enfin précisé que tous les combattants iraniens étaient rentrés sains, et saufs à leurs bases.

16.2.1987

Turquie: Acquiescement pour cinq indépendantistes kurdes

DIYARBAKIR (Turquie) - Le tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a acquitté lundi cinq indépendantistes kurdes, accusés de s'opposer au pouvoir d'Ankara dans le but de fonder un Etat kurde sur le territoire de la République turque, a-t-on appris de source judiciaire.

Les inculpés, qui ont été acquittés par manque de preuves, appartenaient au Parti des Travailleurs kurdes (PKK, interdit).

GENEVE (Nations Unies) - En Iraq, 200 personnes, des Kurdes probablement, ont été tués dans le nord du pays, en septembre et octobre 1985. Certaines de ces victimes, poursuit le rapport, ont été exécutées sans procès, d'autres ont été tuées au cours de manifestations ou ont succombé à la torture.

En ce qui concerne le Libéria, le rapport mentionne la mort de 600 personnes tuées sans jugement par les forces du Gouvernement, à la suite d'une tentative de coup d'Etat perpétrée en 1986. La plupart des victimes étaient des "civils innocents", souligne le rapport, qui précise que la mort a été précédée dans certains cas par des "actes de brutalité sauvage", comme la castration et la mutilation de la victime.

Le rapporteur de l'ONU, citant une source gouvernementale brésilienne fait état de l'assassinat par des hommes de main, de 261 personnes --dont une grande majorité de paysans-- dans différentes régions agricoles du pays en 1985. Ces incidents sont liés à des disputes portant sur la distribution des terres. Entre janvier et juin 1986, 125 autres cas de mort brutale ont été recensés au Brésil dans les mêmes circonstances.

Au Pérou, une unité militaire a assassiné 63 personnes dont 35 enfants dans les villes d'Umaru et Bellavista, le 27 août 1985. Le rapport de l'ONU mentionne également la féroce répression d'une mutinerie dans plusieurs prisons du pays et qui a abouti à la mort brutale de quelque 200 prisonniers en juin 1986.

Enfin, le rapport se penche sur la situation en Afrique du Sud. Il répertorie au moins 300 morts entre l'établissement de l'état d'urgence en juillet 1985 et octobre 1986.

Irak-Iran

L'Irak semble maintenir une pause dans ses raids contre les villes en Iran

MANAMA, 17 fév (AFP) - L'Irak a maintenu mardi, pour la deuxième journée consécutive, une pause dans ses raids aériens contre les villes iraniennes. Jusqu'en début de soirée, l'état-major irakien n'avait en effet fait état d'aucune opération de son aviation en Iran ou sur le front.

Cette pause avait commencé lundi, où l'on n'avait signalé qu'un seul raid contre la ville de Tabriz (nord-ouest de l'Iran) qui a fait, selon les autorités iraniennes, plusieurs morts et blessés dans un établissement hospitalier. Cette opération intervenait après cinq jours de raids intenses contre une trentaine de villes iraniennes dont Téhéran, attaquée selon Bagdad une douzaine de fois.

Cette accalmie a été accompagnée d'une pause totale dans les interventions des chasseurs-bombardiers sur le front et même à l'est de Bassorah, sud-est de l'Irak, où les troupes iraniennes campent à une dizaine de km de la ville depuis le 8 janvier, date du lancement de l'offensive iranienne Kerbala-5.

Seules vingt-cinq sorties d'hélicoptères lance-roquettes ont été signalées lundi sur le front et l'armée irakienne n'avait fait que pilonner les troupes adverses, à l'aide de l'artillerie notamment, sans engager le combat.

Aucune explication n'a été apportée de source irakienne à cette nouvelle accalmie, comme pour les deux précédentes pauses constatées depuis le début de l'année dans la "guerre des villes" acharnée que se livrent à nouveau l'Irak et l'Iran.

Lundi soir, alors que Bassorah était, selon Bagdad, bombardée par l'artillerie iranienne, de même que Sulaimaniyeh (Kurdistan, nord) --le pilonnage a fait dix morts parmi la population civile, selon un communiqué--, le président Saddam Hussein a examiné avec son état-major la situation sur le front sud, où deux zones stratégiques sont occupées par l'Iran -- à l'est de Bassorah, une zone de 35 km², selon les Irakiens (150 km² selon Téhéran) depuis le 8 janvier dernier et dans la péninsule de Fao, une superficie de 80 km² (dix fois plus selon Téhéran) depuis un an.

Brève occupation de l'ambassade de Suède en RFA par des militants kurdes

BONN - Une trentaine d'indépendantistes kurdes ont brièvement occupé mardi l'ambassade suédoise à Bonn pour protester contre l'arrestation de militants kurdes en Suède dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme, a constaté sur place un correspondant de l'AFP.

La police ouest-allemande est rapidement intervenue et a évacué l'ambassade, procédant à l'interpellation d'une partie des occupants, qui n'ont pas opposé de résistance.

Turquie-Politique

Prochaine levée de la loi martiale sur l'ensemble du territoire

ANKARA, 19 fév (AFP) - La loi martiale sera levée sur l'ensemble du territoire turc en mars prochain, a déclaré, mercredi soir à Ankara, le ministre d'état Kazim Oksay.

M. Oksay a indiqué que les mesures en vue de la levée de ce dispositif, qui confie à l'armée des pouvoirs discrétionnaires, étaient "entrées dans leur phase finale".

Imposée sur tout le pays après le coup d'état militaire du 12 septembre 1980, la loi martiale est encore en vigueur dans cinq provinces d'Anatolie orientale à population en majorité d'origine kurde. Elle avait été imposée dans ces régions où les indépendantistes kurdes ont commencé à se battre contre le pouvoir central d'Ankara dès 1978.

Il s'agit des provinces de Mardin (frontière syrienne), Hakkari (frontière irakienne), Van (frontière iranienne), Diyarbakir et Siirt (sud-est). La loi martiale y avait été prorogée pour quatre mois le 19 novembre dernier.

La décision de lever la loi martiale doit encore être soumise au Conseil de sécurité nationale présidé par le chef de l'Etat Kenan Evren et composé notamment des chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine, de l'aviation et de la gendarmerie.

Ces provinces ne retourneront toutefois pas immédiatement à une administration civile ordinaire. Elles seront soumises pour au moins quatre mois à l'état d'urgence. Cette mesure attribue aux gouverneurs civils des pouvoirs aussi étendus que ceux de l'armée sous la loi martiale, mais dont l'exécution est alors confiée à la police.

L'état d'urgence est actuellement en vigueur dans huit provinces dont Istanbul, la première ville du pays. M. Oksay a indiqué que la levée de ce dispositif en mars était actuellement à l'étude.

La loi martiale a déjà été levée progressivement à six reprises depuis le retour de la Turquie à un régime civil, en novembre 1983. Treize provinces y avaient été soumises dès décembre 1978 et six autres en avril 1979. Le pays était alors la proie d'une flambée de violence terroriste qui fit plus de 5.000 morts à la fin des années 70.

23.2.1987

Turquie : 14 civils tués par des rebelles kurdes, selon la police

HAKKARI (Turquie) (AFP) - Quatorze civils ont été tués et neuf autres blessés dont six grièvement, lors d'une attaque perpétrée par des séparatistes kurdes dimanche soir près du village de Tasdelen (province de Hakkari, sud-est de la Turquie), a-t-on appris lundi de source policière. Les séparatistes ont attaqué une maison en ouvrant le feu et en lançant des grenades et la plupart des victimes sont des enfants et des femmes, a-t-on précisé.

TURQUIE : La F.I.D.H. a mandaté Anne BRUSLON, Conseiller Juridique de la Ligue Française des Droits de l'Homme, pour assister au procès, devant la Cour de Cassation, de Mehdi ZANA.

Voici ses premières conclusions.

MISSION A ANKARA DU 25 AU 28 FEVRIER 1987

Monsieur Mehdi ZANA, maire de Diyarbakir de 1977 à 1980, a été arrêté le 23 septembre 1980 et accusé d'avoir :

- été en possession d'une carte d'identité falsifiée
- détenu des armes à son domicile
- participé à l'assassinat d'un militaire
- été membre d'une organisation visant à soustraire à l'autorité de l'Etat une partie du territoire turc, par la création d'un état marxiste-léniniste (Art 171/1 du Code Pénal).

Ce mouvement autonomiste kurde portait le nom de **Voix de la Liberté**.

Une centaine de personnes était inculpée, aux côtés de Mehdi ZANA, de ce chef.

Le 26 octobre 1983, Mehdi ZANA était condamné par le Tribunal Militaire de Diyarbakir à la peine de 15 ans d'emprisonnement pour infraction à l'article 171/1 du Code Pénal, à laquelle s'ajoutait la peine de 9 ans pour les deux premiers chefs d'inculpation. Mehdi ZANA était déclaré non coupable en ce qui concerne la participation à l'attentat.

A la lecture du jugement, Mehdi ZANA s'est levé et s'est écrié "Vive la lutte démocratique du peuple kurde. A bas le fascisme". Pour ces propos, il a été condamné le 26 janvier 1984 à la peine de 8 ans d'emprisonnement, confirmée par la Cour de Cassation militaire le 17 mai 1984.

Mehdi ZANA a introduit un recours contre cette décision, qui a été examiné le 27 novembre 1986 par la Cour de Cassation militaire (composée de cinq magistrats militaires) hors la présence de l'intéressé représenté par ses avocats.

Il n'existe pas de double degré de juridiction. La Cour de Cassation procède à un nouvel examen des faits et de leur qualification juridique. Elle rend un arrêt confirmatif ou infirmatif. Dans cette dernière hypothèse, elle formule un avis sur la condamnation qui aurait du être prononcée et renvoie le dossier au Tribunal qui a statué en première instance.

L'arrêt devait être rendu le 27 janvier, mais le délibéré a été prolongé jusqu'au 24 février.

Ce report n'est sans doute pas étranger au fait que, ayant obtenu de rencontrer Mr le Procureur Général et Mr le Président, je leur ai fait part de l'intérêt que la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui m'avait mandatée pour assister en qualité d'observateur judiciaire à cette audience, portait au cas de Mr Mehdi ZANA, exemplaire à plus d'un titre.

Paris le 29 janvier 1987.

Droits de l'Homme

Lydie Dupuy en Turquie

C'est au double titre de vice-présidente de la Fédération internationale de la Ligue des Droits de l'Homme et d'administrateur de la fondation Danièle Mitterrand que Lydie Dupuy sera, mardi, en Turquie, à Ankara. Elle assistera, en tant qu'observateur, au procès de Mehdi Zana.

Ce nom ne dira rien à nos lecteurs. Mehdi Zana est le symbole de l'opposition (pacifique) en Turquie, ce pays qui, à l'image de Gorbachev, en U.R.S.S., souhaite donner une autre image de marque, plus « démocratique ».

Né en 1940, marié, tailleur, il fut emprisonné une première fois en mars 1971 pour ses activités politiques légitimes et non violentes en faveur des droits des dix à douze millions de Kurdes de Turquie.

Libéré, il se présente, en 1977, aux élections municipales dans la ville de Diyarbakir (400.000 habitants). A 37 ans, avec plus de 80% des voix, il devient le premier maire socialiste d'une grande ville turque, recueillant l'adhésion des bidonvilles et des quartiers ouvriers.

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 met un terme brutal à ses activités. Il est arrêté, emprisonné; son conseil municipal est dissous et un colonel est chargé de la gestion de la ville.

Le 26 octobre 1983, le tribunal de Diyarbakir, composé de militaires, le condamne une première fois à vingt-quatre ans de prison pour « atteinte aux sentiments nationaux ».

Aujourd'hui, à la suite de nombreux procès, Mehdi Zana est condamné à trente-deux ans et huit mois de prison pour délit d'opinion.

Ses avocats ont interjeté appel auprès de la Cour de cassation militaire et Mehdi Zana sera jugé à nouveau sur le fond et la forme, mardi, à Ankara.

Lydie Dupuy, qui doit se rendre le mois prochain en U.R.S.S., sera accompagnée par l'ancien président de la Fédération internationale de la Ligue des Droits de l'Homme Michel Blum, d'Henri Saby, député européen, et de Jean Dupuy, conseiller général de Nogaro (son mari), mandaté au titre de médecin et d'élu socialiste.

Le gouvernement turc a décliné les autorisations. Mme Dupuy souhaite de tout cœur en une réduction assez considérable de la peine. - M. B.

TELEGRAMME DE BREST

20.2.1987

TURQUIE :

prochaine levée

de la loi martiale

La loi martiale sera levée sur l'ensemble du territoire turc en mars prochain, a déclaré, mercredi soir à Ankara le ministre d'Etat Kasim Oksey, imposé sur tout le pays après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, la loi martiale est encore en vigueur dans cinq provinces d'Anatolie orientale à population en majorité d'origine kurde. Elle avait été imposée dans ces régions où les indépendantistes kurdes ont commencé à se battre contre le pouvoir central d'Ankara dès 1978.

LIBERATION 24.2.1987

Massacre en Turquie

Quatorze personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tuées et neuf autres blessées lors d'une attaque lancée par des rebelles kurdes contre le village de Tascelen, à l'est de la Turquie. Ce massacre est le plus sanglant perpétré depuis trois ans par la guérilla kurde qui réclame l'autonomie de la région extrême orientale du pays.

ouest france 20.2.1987

TURQUIE. - La loi martiale sera levée sur l'ensemble du territoire en mars. Imposée dans tout le pays après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, la loi martiale est encore en vigueur dans cinq provinces dont la population est en majorité kurde.

Le Monde 23.2.1987

Un Turc et un Allemand enlevés dans le Kurdistan irakien

Téhéran. - Deux ingénieurs, un Allemand de l'Ouest et un Turc, ont été enlevés il y a cinq jours dans le Kurdistan irakien par l'Union patriotique kurde.

L'UPK, dirigée par Jalal Talabani, a déclaré que les deux hommes étaient en bonne santé, sans préciser ni le lieu ni les circonstances de leur enlèvement.

Selon l'UPK, l'ingénieur turc serait M. Atalay Hluks, quarante et un ans, originaire d'Istanbul. Il travaillait pour la compagnie turque Enka, spécialisée dans les travaux publics. L'ingénieur allemand, qui

s'appellerait Manfred Burn, est âgé de trente et un ans.

L'UPK exige de la Turquie la libération de deux cents prisonniers politiques kurdes et turcs avant de libérer l'ingénieur turc. De l'Allemagne fédérale le mouvement exige qu'un diplomate ouest-allemand en poste à Téhéran ou à Bagdad se rende dans « les zones libérées du Kurdistan » irakien, avant de relâcher l'ingénieur allemand. Dans l'un et l'autre cas, aucun déni n'est fixé par l'UPK.

L'Union patriotique kurde, soutenue par l'Iran, agit essentiellement dans une région située entre Arbil et Soleymanieh. - (AFP.)

Le Monde 27.2.1987

● Manifestation kurde à Paris. - Une soixantaine de Kurdes ont occupé la Maison de la radio, jeudi 26 février, à l'appel du Parti des travailleurs du Kurdistan. Les militants kurdes entendaient ainsi apporter leur soutien aux grévistes de la faim de la prison d'Adana (Turquie) et protester contre la récente condamnation à la peine capitale de neuf de leurs compatriotes emprisonnés à Diyarbakir. Les Kurdes ont également dénoncé le plan de déplacement de populations kurdes vers d'autres régions de la Turquie, que le gouvernement d'Ankara, selon eux, mettrait en œuvre.

Libération

L'enquête mène à l'impasse

28.2.1987

Retour à la case départ : après s'être fourvoyés sur la piste kurde, les enquêteurs reprennent une par une les informations amassées depuis un an.

Stockholm, (correspondance)

Rien Rien Toujours rien. Un an après le meurtre du Premier ministre, l'enquête est revenue à la case départ, sans aucun élément qui lui permette d'orienter les recherches dans une direction spécifique. Ulf Karlsson, qui a remplacé le 5 février Hans Holmér, le préfet de police de Stockholm, à la tête de l'enquête dit lui-même : « Nous travaillons sans a priori aucun, sur une base très large en reprenant à la base et avec des yeux neufs, tout le matériel d'information amassé depuis le début ». Son adjoint ajoute que « rien dans l'état actuel des recherches ne permet le moindre optimisme ».

On est loin des certitudes de Hans Holmér concernant le meurtre kurde. « Nous procédons comme si nous n'importe que l'autre enquête soit terminée », dit encore Ulf Karlsson. Le nouveau fait le patron de toutes les polices de Suède, mis à part les Renseignements généraux, la SAPO. Hans Holmér lui, avait concentré pratiquement les trois quarts des ressources dont il disposait sur les Kurdes, en accordant que peu voire aucune attention à des éléments qui auraient pu mériter un traitement plus approfondi, malgré la cruelle absence de pièces à conviction.

Les enquêteurs ont jusqu'ici déterminé une dizaine de pistes sans pouvoir durablement en privilégier une.

Le premier suspect : un Suédois d'une trentaine d'années, membre du Parti ouvrier européen (extrême droite). Il a été relâché la veille de son inculpation en mars dernier après qu'un témoin clef se fut retracté. Certaines parties du récit de son emploi ce temps le soir du meurtre, qu'il avait trouvé dans le périmètre visé, ne sont toujours pas nettes. Qu'en sait-il ? Sait-il quelque chose ? S'il est un avocat, c'est aujourd'hui un avocat traqué, qui a du mal à trouver un emploi et qui change fréquemment de domicile.

L'extrême droite : l'antenne suédoise du Parti ouvrier européen, qui faisait de Olof Palme l'objet d'attaques particulièrement virulentes. Le POE s'oppose à l'arrestation du Suédois, immédiatement désolidarisé de son ex-membre. Le POE est remarquablement discret depuis un an.

Un groupuscule suédois, les nazis n'auraient pas désavoué, intèresse également les enquêteurs pour son hostilité affichée à l'égard du Premier ministre et certaines déclarations concernant le meurtre.

La filière kurde : si elle a perdu la priorité que lui avait donnée Hans Holmér, elle continue de figurer sur la liste des possibilités malgré l'absence de la aussi de preuves.

Les nationalistes croates en exil : organisés et actifs, ils furent parmi les premiers à avoir intéressé les enquêteurs, probablement à cause de leur implication dans le meurtre, en 1971, à Stockholm de l'ambassadeur de Yougoslavie.

Le réseau de trafiquants est-européens : des Belges, principalement, fiches entrecroisées pour trafic de drogue par la police suédoise qui n'exclut pas sans avoir jusqu'ici trouvé d'éléments concluants, que certains puissent tirer profit de l'argent.

La « connection » finlandaise : une vaste histoire de trafic en tous genres y compris celui des armes, entre les deux pays.

Les renseignements de plusieurs témoins, qui ont été recueillis par la police de Stockholm, ont permis à Olof Palme de constater que les Kurdes ont été impliqués dans le meurtre ou dans la période postérieure. L'observation, notamment d'une mystérieuse explosion, a permis à un journaliste d'écrire : « Les renseignements sont très sensibles en ce qui concerne les enquêteurs ».

Le meurtre de quelqu'un qui aurait été un témoin clef : pour vouloir protéger le Premier ministre, ne s'agit-il pas d'un acte qui a été le reproche adressé à Holmér ?

Le tueur allemand : trois personnes ont été impliquées : meurtre de la journaliste allemande, l'attentat contre le ministre de la Défense, le général Christian Kluge et le ministre de l'Intérieur, le général Hans-Joachim Genscher. Le ministre de l'Intérieur, le général Hans-Joachim Genscher, le ministre de la Défense, le général Christian Kluge et le ministre de l'Intérieur, le général Hans-Joachim Genscher.

Les déclarations de ces derniers, qui ont été recueillies par la police de Stockholm, ont permis à Olof Palme de constater que les Kurdes ont été impliqués dans le meurtre ou dans la période postérieure. L'observation, notamment d'une mystérieuse explosion, a permis à un journaliste d'écrire : « Les renseignements sont très sensibles en ce qui concerne les enquêteurs ».

Et si, au lieu de ces pistes, il y a aussi des pistes qui ne sont pas prises en compte, les enquêteurs doivent tenir compte de ces pistes.

Le meurtre d'une puissance étrangère : soit l'aveugle de Moscou pour empêcher que le Suédois ne s'oppose à l'achat dans ce pays d'armes occidentales. Soit l'assassinat d'un homme pour empêcher qu'il ne s'oppose à l'achat de Suède par Moscou.

Les Français : à cause de contrats de vente d'armes non honorés. La France a refusé de poursuivre les exportations de matériel de guerre, selon toute vraisemblance, et continuée par les sociétés Bofors et Kemi-Nobel. La police des douanes a déjà établi que

Hans Holmér, l'homme par qui l'enquête s'est enlisée

Depuis octobre, la justice n'y croyait plus. Mais le préfet s'est acharné sur la filière kurde, jusqu'à se faire dessaisir de la direction de l'enquête début février.

Stockholm (correspondance)

De retour à la direction de l'enquête qui aurait normalement dû revenir au procureur général, Hans Holmér, le préfet de police de Stockholm, n'en reste pas moins très présent dans la nouvelle structure mise en place après l'intervention du Premier ministre Ingvar Carlsson. Holmér dirige maintenant une sorte d'état-major consultatif de trois hommes, les deux autres étant le patron de la criminelle et le chef du contre-espionnage de la SAPO. Les renseignements généraux, un ami de longue date. Ce groupe est placé directement sous l'autorité du directeur général de la police, qui dirige, en titre, l'enquête policière, le parquet ayant repris le contrôle général des opérations. Holmér n'est

pas un homme dont il est facile de se débarrasser. Les nouveaux enquêteurs ont besoin de son expérience de 11 mois d'enquête. C'est un fait. Mais son ancienne qualité de patron de la SAPO fait aussi qu'il vaut mieux l'avoir avec soi que contre soi. C'est à l'âge de 39 ans, il en a 56, que ce juriste de formation était nommé par le gouvernement à la tête de ce redoutable organe. Avec, semble-t-il, pour mis-

sion, de le nettoyer d'éléments subversifs hostiles à la social-démocratie. D'aucuns affirment que c'est à ce moment précis qu'il est entré au parti d'Olof Palme. Son passage de 6 ans à la SAPO, ponctué d'affaires retentissantes, allait le faire monter en grade. En 1975, il se retrouvait, toujours par la grâce du gouvernement Palme, à la tête de la police de Stockholm avec une autre mission de nettoyage, débarrasser entre autres les commissariats d'éléments trop zélés qui avaient une tendance marquée à l'autonomie, mais aussi un certain penchant pour les thèses d'extrême droite. Trois ans plus tard, il devenait préfet de police de la région de Stockholm. Mais Hans Holmér devenait par la même occasion l'expert de la préfecture chargé de superviser les activités de la police de la région. A ce titre, il était son propre contrôleur.

Une situation équivoque qu'il allait utiliser en prenant la direction de l'enquête. Hans Holmér est maintenant accusé d'avoir outrepassé ses droits en ne laissant pas le parquet coiffer l'enquête policière mais aussi d'avoir commis de graves entorses à la légalité en s'acharnant publiquement

contre les Kurdes du PKK - le parti communiste du Kurdistan turc - alors que déjà en octobre, les procureurs ne croyaient plus à la « solidité » de cette filière. Une plainte a été déposée auprès de l'ombudsman de la justice. Son rapport, qui servira de document de base à la commission parlementaire récemment nommée pour éplucher la conduite de l'enquête sous Holmér, sera prêt à la mi-mai. Hans Holmér, pour sa part, est reparti sur une piste qui lui est familière. Celle de la Vasa-loppet, la grande course annuelle de ski de fond, à laquelle il participera pour la 19e fois.

F.N.



Leif Holmér/Reuter

Hans Holmér. Il a outrepassé ses droits en ne laissant pas le Parquet coiffer l'enquête

Iran, pourtant sur la liste rouge, faisait partie de leurs clients. 200 pièces d'artillerie RB-70 de Bofors sont arrivées en Iran qui en attendait 400. Une vengeance ?

Les Suédois commencent maintenant à tourner leurs regards sur eux-mêmes. C'est ainsi que l'on voit peu à peu apparaître dans la presse suédoise certains articles critiques - encore très prudents - qui émettent, par exemple, une hypothèse « nationale » en analysant ce qui pourrait avoir été un « meurtre au nom de la patrie » : Olof Palme, devenu non fiable à cause de ses engagements en politique extérieure, serait devenu un danger pour la sécurité et la santé de l'Etat. Ceux qui assurent cette sécurité auraient pu se conjurer pour liquider le Premier ministre, profitant de leurs fonctions au-dessus de tout soupçon. Sont ainsi visés pour l'instant certains services de police.

Mais un an après, l'énigme reste aussi opaque, et les enquêteurs comptent sur un coup de chance. C'est malgré Hans Holmér, qui cultivait le style image dans ses conférences de presse au début de l'enquête, parlait de « lumières » qui devaient lui baliser la voie vers la solution. Ses remplaçants reconnaissent qu'ils se trouvent dans l'obscurité et que rien n'apparaît encore pour annoncer, même de loin, la fin du tunnel.

Françoise NIETO

L'Humanité

28.2.1987

OLOF PALME : ON N'A TOUJOURS PAS RETROUVE LE MEURTREUR

Le crime était-il parfait ? Il y a un an, exactement, Olof Palme était assassiné dans une rue de Stockholm. La police n'a toujours trouvé, officiellement, ni suspects, ni mobile pour le meurtre du premier ministre, social-démocrate, de Suède. Après de longs mois passés sur la « piste kurde » qui a finalement débouché sur une impasse, l'enquête vient de repartir, pratiquement, de zéro. Si le meurtrier est pris un jour, commente Leif G.M. Persson, l'un des plus grands criminologues suédois, « ce sera plutôt parce qu'il aura commis une erreur que grâce au travail de la police ». Celle-ci répugnerait-elle à s'engager sur des pistes plus délicates, et pourtant plus plausibles ? Il y a un an, en effet, les fanatiques de la course aux armements pouvaient se réjouir de la disparition de l'un de leurs ennemis les plus déterminés sur la scène internationale.

• AGENCE FRANCE PRESSE

Kurdes-Manif

Manifestation de kurdes turcs devant le siège de Radio France

PARIS, 26 fév (AFP) - Une centaine de kurdes turcs ont manifesté Jeudi devant le siège de Radio France à Paris pour attirer l'attention sur la répression qui frappe les militants nationalistes et la population du Kurdistan de Turquie.

Ces manifestants, proches du Front de Libération Nationale du Kurdistan (ERNK), ont accusé le gouvernement et l'administration turcs d'avoir au cours des derniers mois "renforcé les pressions et tortures" contre les militants kurdes emprisonnés, indiquant que certains avaient entamé la semaine dernière une grève de la faim à la prison d'Adana (sud-est du pays).

Ils ont également dénoncé la condamnation à mort le 19 février dernier, selon eux, de neuf militants kurdes.

Les manifestants ont enfin accusé les autorités d'Ankara de vouloir vider 234 villages du Kurdistan et transférer de force plus de 60.000 kurdes vers l'ouest de la Turquie.

FINANCIAL
TIMES 24.2.1987

Kurdish attack leaves 14 Turks dead

By David ...

KURDISH terrorists have killed another 14 people in an attack on a village guard house in eastern Turkey close to the Turkish-Iraqi frontier. The semi-official Anatolia News Agency said that the dead were mostly women and children, nine other people were wounded, six seriously.

The attack appeared to be the latest in a series carried out by terrorists entering Turkey from across the frontier. In each case the target has been the home of "village guards," a recently created force who protect the local civilian population.

The latest killings underline the seriousness of the security problem in eastern Turkey. Terrorist attacks have claimed 34 lives in five separate attacks since mid-January. Most of those killed have been women and children. Since the present terrorist campaign began in eastern Turkey on August 15 1984 there have been 433 violent clashes

INTERNATIONAL
Herald Tribune

24.2.1987

Kurds Reportedly Kill 14

Reuters

ANKARA — Kurdish guerrillas killed 14 people, mostly women and children, and wounded nine in a raid Sunday night on a village in the eastern Turkish province of Hakkari, a provincial official said Monday.

pogrom

Zeitschrift für bedrohte Völker

FEB. 1987



Kurdische Nomaden im Grenzgebiet.

Foto: Gérard Klijn

Naher und Mittlerer Osten

Zwangsumsiedlungen und Bildung von Zentraldörfern in Türkisch-Kurdistan.

Mit einem persönlichen Brief vom Mai 1986 wandte sich der Kurde N N (Name der Redaktion bekannt) an die Gesellschaft für bedröhte Völker. Er übersetzte einen Artikel der Tageszeitung *Milîyet* und kommentierte die geschilderten Zwangsmaßnahmen aus kurdischer Sicht.

Milîyet berichtet von geplanten Zentralisierungsbestrebungen der Provinzregierung von Sirt (Südostanatolien). Die kurdische Bevölkerung soll demnach aus ihren angestammten Dörfern vertrieben und in neuen Dörfern zusammengefaßt werden, wobei verschiedene politische Instanzen — vom Dorfbürgermeister über die Provinzregierung bis hin zum Verkehrsminister in Ankara — mit der Durchführung betraut

sein sollen. Den kurdischen Widerstand in den Bergregionen zu brechen, ist das vorrangige Ziel der Zwangsumsiedlungen, denn die Kontrolle durch Sicherheitskräfte dürfte in den neuen Zentraldörfern leichter fallen.

N N verweist in seinem Kommentar auf die feudalen Verhältnisse, in denen viele Kurden vor allem in den Bergdörfern leben. Viehzucht ist die Haupterwerbsquelle. Nach der Machtübernahme durch das Militär gibt es sozusagen eine doppelte Unterdrückung: die des Feudalherrn und die Übergriffe von Soldaten gegen die kurdische Zivilbevölkerung. Noch heute wird die Infrastruktur der Bergdörfer systematisch vernachlässigt, um die Bereitschaft der Bevölkerung zur Umsiedlung zu vergrößern. Die Umsiedlungen wurden jedoch große Probleme auch innerhalb der kurdischen Bevölkerung mit sich bringen, da die traditionellen Erwerbsbedingungen dabei überhaupt nicht bedacht wurden. Arbeitslosigkeit, Verelendung, auch Kriminalität wären die Folgen.

Mit einem eindringlichen Appell gegen die Zwangsumsiedlungen beschließt N N seinen Brief.

Quellen: *Milîyet*/Istanbul vom 30. 4. 1986
Kommentar von N N, Brief vom 15. 5. 1986

Ismet Cherif Vanly
Kurdistan und die Kurden. Bd. 2
Göttingen, 1986. Reihe pogrom,
Bd. 124/125. S. 122-140.



**amnesty
international**

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street, London WC1X 8DJ
United Kingdom

EXTERNAL (for general distribution)

**URGENT
ACTION**

AI Index: MDE 14/01/87
Dist. UA/SC

25 February 1987

Further information on UA 09/86 (MDE 14/02/86 20 January 1986) - Death
penalty/Torture/Death in custody

IRAQ: 300 children and youths

Dara Hussain Hassan, born 1970, from Shaikh Muhidin; Farhad Shaikh Hassan, born 1969, from Sarshaqam; Rebar Hajj Amin, born 1968, from Shaikh Muhidin; Aras Rashid, born 1968, from Rizgari; Awat Isma'il, born 1968, from Shwarbakh; Dilar Mahmud 'Ali, born 1970, from Dargazin; Herish Kamal Qadir, born 1968, from Sharevani; 'Ali 'Abdallah, born 1968, from Khabat; Nebez Tawfiq, born 1968, from Sarshaqam; Azad 'Omar, born 1968, from Majeed Bag; Salar 'Omar, born 1970, from Majeed Bag; 'Omar Ahmad Amin, born 1968, from Majeed Bag; Shamaal 'Abdallah, born 1966, from Kaniskan; Luqman Hamaajan, born 1967, from Shwarbakh; Ato Rashid Faraj, born 1966, from Shwarbakh; Sherzad Darwish Ibrahim, born 1967, from Rizgari; Nasir Mahmud Darwish, born 1965, from Kaniskan; Rizgar Hassan Mulla Tahir, born 1967, from Saywan; Kamazan Osman, born 1964, from Tuy Malik; Taha Ibrahim, born 1967, from Bakhtiyari; Nizar Nuri Ahmad, born 1964, from Sarchinar; Rizgar Hassan Mahmud, born 1967, from Malkandi; Aso 'Ali Rahim, born 1967, from Majeed Bag; Salam Sa'id Ramadan, born 1967, from Shwarbakh; 'Abdallah 'Ali, born 1967, from Majeed Bag; Salar Nuri, born 1967, from Majeed Bag; 'Abd al-Wahab Sabir, born 1966, from Kaniskan; Akram Siddiq Maruf, born 1968, from Tuy Malik; Faridun Hassan, born 1968, from Majeed Bag

According to information received by Amnesty International, the bodies of a number of youths, who were among 300 children and youths arrested between late September and mid October 1985, were returned to their families at the end of January 1987. Reports indicate that they had been executed without trial in early January 1987. Amnesty International has received the names of 29 of these youths (above), though unconfirmed reports suggest many more have been executed. The youths, aged between 17 and 23, are all from the province of Sulaimaniya in northern Iraq. Their families were reportedly asked to pay a sum of money upon receipt of the bodies. According to accounts received by Amnesty International, some of the victims had had their eyes gouged out and their bodies bore the marks of torture. It is believed they had been held in Fudailiyya Security Headquarters in Baghdad, prior to their execution.

According to the testimony of a former detainee released from Fudailiyya Security headquarters in late 1985, some of the youths were subjected to torture while in detention, including beating, whipping, sexual abuse and electric shock treatment. Three of them were said to have been transferred to a military hospital as a result of such treatment and then returned to their cells. According to the testimony, one of the children subsequently died in his cell.

In January 1986 Amnesty International sent urgent appeals to the Iraqi Government expressing concern about the arrest of the 300 children and youths and called for the release of those detained on the basis of their political activities of their parents or relatives. According to Amnesty

International's information, the children and youths were arrested in apparent retaliation for the political activities of members of their families. The detainees included those whose relatives had deserted from the army or who had joined the Pesh Merya forces (armed Kurdish units). Some of the children and youths had reportedly been arrested as hostages in order to force their parents or relatives to give themselves up to the authorities. The organization also called for an investigation into reports that some of the children and youths had been ill-treated during detention and that three had died in custody as a result of torture. On 29 April 1986, Amnesty International received a letter from the Iraqi Government stating that "The Government of Iraq, having considered the verbal notes and cables sent by Amnesty International and its branches applying allegations about [the] detention of 300 children in the Iraqi city of Sulaimaniya, has found such allegations totally false. In fact all children in the Iraqi province of Kurdistan enjoy the same care and protection without any discrimination as all other Iraqi children."

The fate and current whereabouts of the remaining children and youths arrested in 1985 remain unknown.

RECOMMENDED ACTION Telexes/telegrams/airmail letters:

- expressing concern about reports of the execution of a number of children and youths including the 29 named above, requesting details of charges against them and any trial proceedings;

- expressing concern about allegations that some children and youths were tortured or ill-treated following arrest and that several died as a result of such treatment;

- seeking information on the status and whereabouts of those still in detention and calling for the immediate release of all such children and youths held on the basis of the political activities of their parents or relatives.

APPEALS TO:

President Saddam Hussain
Baghdad
Iraq

Sa'adoun Shakir
Minister of Interior
Ministry of the Interior
Baghdad, Iraq

Telex: 212299 alqasr ik

Telegrams to: Interior Minister
Shakir, Baghdad, Iraq

Tariq 'Aziz
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Baghdad, Iraq

Dr Mundhir Ibrahim Shawi
Minister of Justice
Ministry of Justice
Baghdad, Iraq

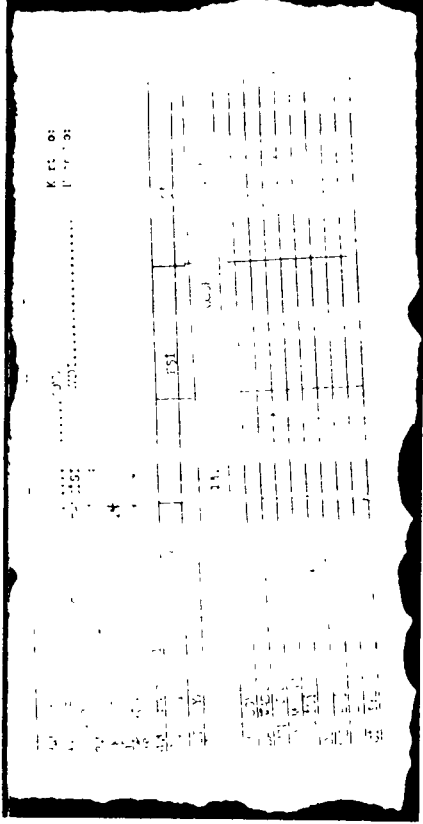
Telegrams to: Justice Minister
Shawi, Baghdad, Iraq

Telegrams to: Foreign Minister
'Aziz, Baghdad, Iraq

Telexes: 212201 min for a ik
212213 akharjia ik

2000

İKİBİN'E DOĞRU



Vatandaş beyaz, mavi, sarı, kırmızı renklerle anılandiran için fotokopisi

Yediden yetmişe

Hane reisi, beşikteki bebeğe kadar bütün aile bireylerini kayıtlardan son-
ra ikinci sayfa geçiyor. Burada bölü-
cu faaliyetler hakkındaki düşüncelerini
yazması isteniyor. Önemli olan bu bo-
lüm. Çünkü buraya yazılanlar onun
renğini belirlemeye dikkate alınacak.
Bölücü hareketin ne olduğunu bile bi-
lmiyor birçoğu. Ama buraya yazılanlar
aşağı yukarı aynı: "Bölücü faaliyetler-
den nefret ediyoruz. Biz devlet yanlısı-
yız." Ne var ki bu sözükler beyaza bo-
yanmak için yeterli değil.

Aile reisinin doldurduğu bölümün

hemen altı muhtara atı. Muhtar bura-
ya o aile bireyleri hakkındaki düşünce-
sini yazıyor. "Devlet istiyor, yerine ge-
tirmek zorundayız. Bu bizim
gorevimizdir." diyerek muhürü basık-
tan sonra bildirimlerin tamamı jandarma
mava teslim ediyor. İlçe jandarma ko-
mutanlığına da bütün bu bilgilerden
sonra, jandarma karakollarının ve
muhbirlerin verdiği raporlar ışığında
aile bireylerinin renklerini sapıyorlar.
Vatandaşın bütün geçmişi ve aktarılmış
olsa bile, gözaltına alınmış veya yazgı-
lanmış olmasa, değerlendirilmece katılı-
yor.

Herhangi bir siyasal olay nedeniyle

Yazılanlar, aktarılmış olsalar bile san-
renk kodu içinde değerlendiriliyor.
Eğer hüküm girmişse "kirmizi".

Sarı ve kırmızıya
devlet kapaşı kapalı

Bildirimler, il merkezlerindeki Genel
Bilgi Toplama (GBT) bürolarında kar-
totekslerde saklanıyor. Yurttaşın her-
hangi bir başvurusunda, örneğin iş eh-
liyet, pasaport gibi işlemlerde değer-
lendirme bu kartlardaki renklerle göe-
yapılıyor. "Sarı" ve "kırmızı" renk ko-
du satırlarına devlet kapaşı kapalı.
Hatı, kendi figünde "beyaz" olan bir



Fişleniyorum
Fişleniyorsun
Fişleniyor
Fişleniyorumuz
Fişleniyorsunuz
Fişleniyorlar



Haydi boyuklar - kuçukler "fişlenmeye"

(Fotografılar: CENGİZ ARKANGİL)

KAPAK

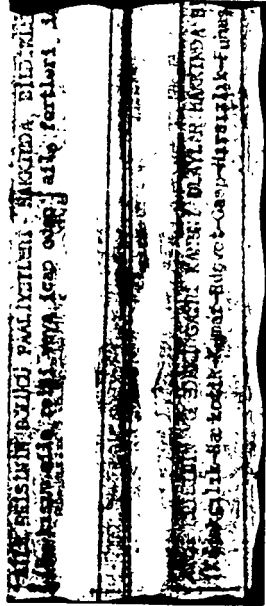
DOĞU'DA VATANDAŞ FIŞLENIYOR

Beyaz: Devlet yanlısı Mavi: Kararsız Sarı: Sempatizan Kırmızı: Militan

İstihbarat örgütleri, jandarma aracılığıyla, muhtarların verdiği bilgileri ve aile reislerinin doldurdıkları beyannameleri değerlendirerek, imzasız ve basılı kağıtlar üzerinde vatandaşları fişliyor. Herhangi bir iş için devlet kapaşına başvuran vatandaş, fişlerdeki renge göre işlem görüyor. Diyarbakır'daki Koloradu Komutanlığı, açıklama yetkisinin Genelkurmay'da olduğunu belirtti. Diyarbakır Valisi Kozakçıoğlu, Vailiğin böyle bir talimatı bulunmadığını açıkladı.

Doğu ve Güneydoğu bölgelerinde son yıllarda başlatılan bir uygulamaya ilçe yurttaşları üzerinde uygulanıyor. Bu uygulamada beyaz, mavi, sarı ve kırmızı renge boyanarak fişleniyor. Bu bölgelerde yaşayan bütün yurttaşları-
mızın birer "fiş" var artık. Beyaz renk "devlet yanlısı", anılamına geliyor. Ma-

alınarak on altı çocuk için yer ayrılmış. Ayrıca iki tane "eşi" hanesi açılmış. Aile reisi, eş ya da eşleri ile on altıya kadar varan çocuğu haklarında istenen bilgileri doldurmakla yükümlü. Dikkat çeken bir başka nokta, yurttaşların mezheplerinin sorulması.



yurttaş, bile engellerle karşılaşabiliyor. Örneğin, işleme ruhsatı almak için başvuran birisi, kardeşimin renk kodu "sarı" olduğu için "sakıncalı" bulunabiliyor. Köş korucuları bezaz kodu verilen vatandaşlar aravandan seçiliyor.

"İşleme ve renk verme" işlemlerinin Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da kırsal alanların son derece huzursuz ettiği bildiriliyor. Halk arasında kuskun ve güvençsizlik havasının yayılmasından, tedirginlik ortamından kimilerin yararlandığı, daha da önemlisi, bu tür işleme uygulamasının hangi yasaya göre ve hangi devlet ve hükümet kuruluşlarının kararıyla yürütüldüğü başlı başına bir soru. Bu soru, imza ya da mühür bulunmadığı, bir soru işaretini oluşturuyor.

Fişleme işlemleri, alınan bilgiye göre, istihbarat örgütlerinin şemalarında yalnızca işaretleniyor.

"kırması bölge" olarak adlandırılan yerlerde daha önce başlatıldı. Şu sıra "tali bölgelerde" de aynı işlemlerin yapılması olarak yürütüldüğü öğrenildi.

Kolordu Komutanlığı'nın açıklama yetkisi yok

2000'e Doğru, konuyla ilgili olarak

Yalnızca işaretleniyor.

Diyarbakır'da bulunan 7. Kolordu Kurumay Başkanı ile görüştü. Kurumay Başkanı, vatandaşların işlenmesi konusunda sorunlarımız üzerine "Açıklama yapmaya yetkili olmadıklarımı" belirtti ve "Birmetresiyedeki haberle ilgili yaptığımız gibi, Genelkurmay Halkla İlişkiler Dairesi'ne sorum", dedi.

Diyarbakır Valisi Kozakçıoğlu: "Valilik uygulaması değil"

Diyarbakır Valisi Sayın Havri Kozakçıoğlu ise, görece on beş gün önce geldiğini belirterek, "Konuyu ilk kez sizden duyuyorum. Şu an bilgin yok, bölgemizde sükünetim uygulaması var. Bu nedenle sükünetim komutanlığından araştırarak size bildireceğim dedi ve, 2000'e Doğru'nun telefon numarasını aldı.

Sayın Vali, aynı günün akşamı 2000'e Doğru İstanbul merkezini telefonla arayarak şu açıklaması yaptı: "Tamaamen sükünetime ait bir konu. Valilik böyle bir araştırma yapılması için emir vermiş değil. Bu konuda yazılı bir talimatımız da yok. Sükünetim yapmış olabilir. Bunu ben bilemem. Sükünetim yetkililerine sorunuz."

Van Vali Yardımcısı: "Haberim yok"

Van Vali Yardımcısı İsmail Maden ile 2000'e Doğru arasında ki telefon konuşması ise aynen şöyle:

— **Vatandaşların işlenmediğini gösteren bilgiler onumda. Herkes bir renk verilmek istenmediğini yazmış. Bu konuda bilgimizi rica ediyoruz.**

— **Çeşitli bilgi toplama yöntemleri var. Sözünü ettiğiniz uygulamadan haberim yok.**

— **Siz de mi ilk kez sorduysunuz?**

Sorumuzu yanıtı sıra bakan Vanli Yardımcısı gülmeye koyuldu ve konuyu araştıracağını söyledi. Daha sonra araştırıp bilgi alabileceğimizi ekledi. 2000'e Doğru, baskıya girerken, Vali Yardımcısı bir kez daha aradı, fakat görüşme mek mülümün olmadı.



İ. DİNÇEL Malaya bağlımsız



M. ÖNER K. maraş ANAP



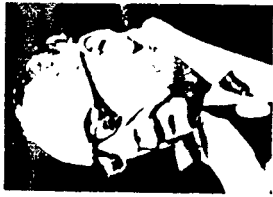
NEVZAT YAĞCI Elazığ ANAP



Ö. BARUTÇU Diyarbakır ANAP



RIZA TEKİN Sirt ANAP



VECİHİ ATAĞLI Şanlıurfa SHP



MUSA ATEŞ Tunceli SHP



ALTUNAKAR Diyarbakır DYP

PARLAMENTERLERDEN TEPKİLER

Eğer doğrusa...

İlhan Dinçel:
Bilgin yok

Bilgin yok. Daha önce Meclis üzerinde Resmen tespit edilmesi ki üzerinde durulmuş. Aksi takdirde fikir beyan edemem.

Fahri Şahin:

İnanmıyorum

Haberim yok. Böyle bir şeyin olduğuna inanmıyorum. İçişleri Bakanlığı teyid ettikten sonra açıklama yaparım. Ortada böyle bir uygulamanın yapıldığını belirtir bir şey yokken açıklama yapamam.

Mehmet Onur:

Aklım yatmadı

Böyle bir şey yok ki bir şey söyleyeyim. Belgeyi bir okur musunuz? Bilgin yok. İnanmam. İnanmak güç, aklım yatmadı. Türkiye'de böyle şeyler uygun değil. Kanuna aykırı şeyler varsa soruşturulur. Adam renk körüysen ne olacak?

Nevzat Yağcı:
Grupla konuşurum

Çok sacma. Belgeyi görmeden bir şey söyleyemem. Belgeyi bana getirseniz grupla konuşurum.

Özgür Barutçu:

Kanunsuz

Böyle bir şeyden haberim yok. On gündür Diyarbakır'daydım. Eğer kanunsuz bir davranış varsa mahkemeler bakar. Vatandaşın işlenmesi kanunsuzdur.

Bir Anı Yağcı ile Yağcı

BİR ANI YAĞCI İLE YAĞCI
MÜHÜRLEMEK
MÜHÜRLEMEK



Rıza Tekin:
Yakıştırmıyorum

Bilgin yok. Yakıştırmıyorum, olmaması gerekir. Doğru görmüyorum.

Vecihi Ataklı:

Duyuyorduk, bölücü bir işlem

Kulaklan kulağa duyuyorduk. Tabii ki konusuda bilgin yok. Demokrasinin, insan haklarının, özgürlüklerin bağışlanmaz. İnsanların işlenmesi bölücü bir harekettir.

Abdurrezak Ceylan:

Doğrusa, devlet bölücülük yapıyor demektir

Haberim yok. Daha önce bölgedeki asiret reisleri hakkında bilgi toplanmıştı. Böyle bir şey bizim kulübümüzde çalışılmadan yapıyor olabilir. Uygulama varsa devlet bölücülük yapıyor demektir.

Musa Ateş

Doğru bulmuyorum

Haberim yok. Genel seçimin görüşünü aydınlatmamıştım. Bu uygulamayı doğru bulmuyorum.

Mehmet Altunakar:

Doğrusa suçtur

İlk defa duyuyorum. Yakin zamana kadar Diyarbakır'daydım. İlk duymadım. Böyle bir şeyin uygulanması doğru değildir. Bu tür düşüncelerime varar. Suçtur. Hükümet yaparsa üzerinde inceleme yapılması gerekir. İnsan haklarının ihlaliyle suçtur. Böyle bir uygulamayı bulduğumuza zannetmiyorum. Olay mutlaka duydum.

Kenan Neltrozoğlu:

Peşini bırakmayız

Daha önce Adana'da böyle bir işleme yaptık. Yurttaşların hangi partisi mensup oldukları vb. soruluyordu. Bir Meclis'te bunu konuşmuştu. Durdurdukları. Sorun sorulduğunda belgeyi göstermedim. Üç gün önce Diyarbakır ve Mardin'e gittim. Böyle bir durum olmasaydı, bana sorarlardı. Anladığımız işlemler anayasa dışıdır. İnsan haklarına aykırıdır. Türkiye'yi bölmeğe isteyenlerin aynı varar ve bu uygulamayı destekleyenler de bu uygulamayı destekleyenlerdir. Türkiye'de demokrasi olmadığımızı gösteren hükümet ve devlet kurumlarının özdeşleştiği ortada koyar. Böyle bir uygulamayı kabul edemeyiz. Peşini bırakmayız.

Sıkıyönetim Komutanlığı'nın "arananlar" listesi HABER VERENE 1 MİLYON



Eyup Kurt



M. Emin Aslan

Ihsan DÖRTKARDEŞ

• MARDİN (MİL-HA)

• Mardin'deki kanlı eylemlerden sonra Sıkıyönetim Komutanlığı Vatandaş başlıklı bir bildiriyi aranan 19 PKK'cinin isimlerini açıkladı.
• Komutanlık bu isimlerle ilgili haberi doğru olarak bilmediği için, bu isimleri haberin doğru olduğunu iddia edenlere 1 milyon lira tazminat ödemek üzere dava açacağını duyurdu.

MARDİN'deki kanlı bölücü eylemleri gerçekleştiren 31 PKK militanının isimleri ve kod isimleri bir listede açıklandı. Bu teröristlerle ilgili doğru haber getiren yurttaşlara en az 1 milyon lira ödül verilmesi kararlaştırıldı. Başına ödül konan teröristler arasında kapatılan CHP'nin Mardin eski Milletvekili Ahmet Türk'ün de kardeşi bulunuyor.

Medya ilçesine bağlı Darğaçlı bucağı Başyurt köyü Efeiler Mezarlığı'nda iki koy konusunun evine getirildi. Bu çocuk 10 kişiyi katleden PKK militanlarının aramasına ara-

lıktır devam ediren, bölgede faaliyet gösteren 31 teröristin kimliği açıklandı. Yurttaşların görevleri yerlere asılan "vatandaş" başlıklı, "Sıkıyönetim Komutanlığı" imzalı ilanlarda şöyle deniyor:

"Vatandaş, gurbahar çocuklarımızı, masum analarımızı işgide gücünde olan sizleri, köyümüzü koruyun, sizin amacınıza, mal ve canınıza koruyun askerlerimizi, size yol yapmak için çalışan insanlarımızı öldürme ve onların araçlarını tahrip eden gözünü kan burunmuş, satılık halk ve insanlık düşmanı kâhreci çetneyi gruplarına-

da bağlamış olanlara isimleri aşağıdadır:"

Abdurrâhman Motor (Salih-Motor), Ali Sevdiğin (Cevdet), Abdül Örek (Yaser) Abdurrâhman Zengin (Musafa), Abuzeyir Sakçak (Hasan-Abi), Kazım Kulo (Sarı), Süleyman Erdem (Kemal), Ramazan Karatay (İsa), Eyüp Kurt (Seiman-Omer-Omay), Abdulkadir Özsoy (Şevket Amca), Barhan İlik (Fikret), Beşir Türk (Süleyman),

Abdullah Avcı (Salih) Ramazan Saadun (Mesut) Ramazan Çoban Yıldız (Aydin), Nezir Yazıcı (Ali) Hasan Bedran, Nalif Yılmaz (Sait) M. Latif Yıldırım (Delil), M. Emin Aslan (Sabri) Ahmet Güden (Davut), Alattun Taat (Zinar), Cemal Mat (Yasin), Adil Aslan (Yaşar), Mehmet Selim Saacak (Hasan Kıvrıkcı), Mazal Acar (Halil), Hacı Bağlan, Cemal İpek, Omer İpek, Mühlittin Sert, Salih Kuto

Huseyin Kuto."

1 milyonluk ödülün 5 milyona kadar yükseltilebileceği ifade edilirken, dağıtılan listede isim yer alan

Cevdet kod adlı Ali Sevdiğin'in Kuzey Irak'ta PKK tarafından öldürüldüğü anlaşıldı. Halen 7 Kolorado ve Sıkıyönetim Komutanlığı Divanları Asker Mahkemesi'nde 17 si asker olmak üzere 19 kişiyi öldürdüğü eylemlerine katıldığı gerekçesiyle idam istenmeye yarlıanan Abdulkadir Kırca'nın ifadesinde Sevdiğin'in öldürüldüğünü anlatmış olduğunu söyledi. Yine aynı listede Süleyman kod adıyla arandığı bildirilen Beşir Türk'ün kapatılan CHP'nin Mardin eski Milletvekili Ahmet Türk'ün kardeşi olduğu belirtildi.



50 yaşındaki Idris Barzani Mesut Barzani'nin kardeşiymi

IKDP'nin askeri lideriydi

İdris Barzani kalpten öldü

• Irak Demokratik Kürdistan Partisi'nin kardeşleri ile birlikte y. İdris Barzani'nin önceki gece bir kalp krizi sonucu Erbil kentinde öldüğü İran tarafından da doğrulandı.

TAHRAN, AA (AFP) - İRAK Demokratik Kürdistan Partisi'ni askeri lideri Mesut Barzani'nin kardeşi Idris Barzani öldü. Tahran'daki kaynaklardan öğrenildiğine göre, Idris Barzani, İran'ın Urmiye (Eski Ruzayet) kentinde önceki gece, bir kalp krizi sonucu hayatını kaybetti. Idris Barzani'nin oğlu, İran tarafından da doğrulandı.

İdris Barzani, 50 yaşında idi. İdris Barzani, Irak Demokratik Kürdistan Partisi'ni askeri lideriydi. Mesut Barzani'nin kardeşi idi. Mesut Barzani, Irak Demokratik Kürdistan Partisi'nin askeri lideriydi. Mesut Barzani, Irak Demokratik Kürdistan Partisi'nin askeri lideriydi. Mesut Barzani, Irak Demokratik Kürdistan Partisi'nin askeri lideriydi. Mesut Barzani, Irak Demokratik Kürdistan Partisi'nin askeri lideriydi.

5 ülkede, bir taşla iki kuş vuracağız Sınır güvenliğinde PETROL-KOZUMUZ

• Türkiye'nin sınır yörelerinde bulunacak petrol yatakları o bölgelerde bulunan bölücülere de darbe olacak. Hem Türkiye hem de sınırdaki ülke bölgeyi korumak için sıkı önlemler alacağı için, bölgeyi unsurları burarlarda barınamayacak.

Çetin ÇETİNER

ANKARA, (Hürriyet) - Türkiye, Ortadoğu'nun güvenliğini sağlamak için petrol közü'ne önem verecek. Enerji Bakanı Kazım Okyay, basın için Irak ve Suriye'ye bir ziyaret için Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı'nın (TPAO) petrol arayacağını bildirdi. Petrol ve gaz kazı buralarda Türkiye'den geçmesi Türkiye'nin bir "petrol koprusu" haline gelmesini amaçlıyor. İran ve

Irak ile ilgili pazarlık yapıyor. Türkiye, Irak ve Suriye'nin petrol rezervlerini artırarak bölgeyi güvenli hale getirecek. Enerji Bakanı Kazım Okyay, basın için Irak ve Suriye'ye bir ziyaret için Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı'nın (TPAO) petrol arayacağını bildirdi. Petrol ve gaz kazı buralarda Türkiye'den geçmesi Türkiye'nin bir "petrol koprusu" haline gelmesini amaçlıyor. İran ve

Devlet Bakanı Okyay, TPAO'nun Güneydoğu Anadolu bölgesinde, yabancı şirketlerle petrol arama faaliyetlerini sürdürdüğünü, ayrıca denizdeki arama çalışmalarını da zaman zaman gerçekleştirdiğini söyledi. Okyay, Ortadoğu'da bulunan petrol yatakları, Irak, Suriye ve Pakistan'da hem petrol arama çalışmalarına başlayacağını bildirdi.

ÖZELLİKLERİ...

Türkiye'nin Ortadoğu'daki konumunu ve hem petrol stratejik önemini ifade etti. Ortadoğu'da bulunan petrol yatakları, Irak, Suriye ve Pakistan'da hem petrol arama çalışmalarına başlayacağını bildirdi. Enerji Bakanı Kazım Okyay, basın için Irak ve Suriye'ye bir ziyaret için Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı'nın (TPAO) petrol arayacağını bildirdi. Petrol ve gaz kazı buralarda Türkiye'den geçmesi Türkiye'nin bir "petrol koprusu" haline gelmesini amaçlıyor. İran ve

verilecek w Türkiye'deki rafinerilere taşınabilecektir. İki bir ticaret olacaktır. 2 Sınır yörelerinde bulunacak petrol yatakları, Irak, Suriye ve Pakistan'da hem petrol arama çalışmalarına başlayacağını bildirdi. Enerji Bakanı Kazım Okyay, basın için Irak ve Suriye'ye bir ziyaret için Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı'nın (TPAO) petrol arayacağını bildirdi. Petrol ve gaz kazı buralarda Türkiye'den geçmesi Türkiye'nin bir "petrol koprusu" haline gelmesini amaçlıyor. İran ve

MCP Başkanı: "Kerkük ve Musul'u alalım"

ADANA, (İha) - Silahsızlanma çağrısı yapan Genel Başkan Ali Koç, Kerkük için sağ partilerin milliyetçilik maskesi altında vatandaşları kandırıldığını iddia etti. Adana'da dün Yüreğir ilçe binasını açan Ali Koç "ANAP'da, Doğru Yol'da kapitalizmin uşağıdır" dedi. Ali Koç, Irak'ta Kerkük ve Musul bölgelerinin de Maaş-İ Milli mülklerimiz içinde bulunduğunu öne sürerek "Burada Türkiye'nin çok önemli ekonomik

çıkartları vardır. Kerkük ve Musul alınmalıdır. İngiltere'nin ekonomik çıkarları için Falkland Adalarını almamış yakın bir örnektir" diye ekledi. Karayolu ile saat 14.30'da Adana'ya gelen MCP Genel Başkanı Ali Koç, Yüreğir ilçe örgütü binasını açarken partililere hitaben yaptığı konuşmada ANAP'ı ve Doğru Yol Partisi'ni eleştirdi. Koç, "Umutla iktidarda olduğumuz Özal Hükümeti 3 yılda milleti sefaletle, yokluğa sürükledi. Doğru Yol ise eski bir parti liderinin ve Memleket'in adına uğruna vatandaşları aldatıyor. İktidarın birbirinden farkı yok. Her ikisi de kapitalizmin uşağıdır" dedi.

Eşkıyaya karşı ortak mücadele

Mardin'in Mıyacı ilçesine bağlı Başyurt Köyü Efeiler Mezarlığı'nda bölücüler tarafından gerçekleştirilen katliamın intikamını almak için, aralarında 100 yıllık kan davası bulunan iki aile barıştı. "Heverki" ve "Deksari" aileleri 7'si çocuk, 10 kişiyi acımadan öldürme bölücü eşkıyadan intikam almak için and içtiler.

Kerkük ve Musul gündemde
Savaş mı
itiliyoruz?

Iran-İrak savaşı, MİLLÎ Güvenlik Kurulu'nun önceki günkü toplantısında ve Cumhurbaşkanı-Başbakan-Genelkurmay Başkanı zirvesinde ele alındı. Bu arada çeşitli çevrelerde yorumlar, bazı gelişmeler "İçki çeltili bir hava" yaratıyor...

İran-İrak savaşı, MİLLÎ Güvenlik Kurulu'nun önceki günkü toplantısında ve Cumhurbaşkanı-Başbakan-Genelkurmay Başkanı zirvesinde ele alındı. Bu arada çeşitli çevrelerde yorumlar, bazı gelişmeler "İçki çeltili bir hava" yaratıyor...

Zirvesi'nde Cumhurbaşkanı Ersoy ile Kuvvetleri İslam Konferansı'nda yapıldığı anlaşmalar sonucu Arap dünyasına görüşleri ve İran-İrak savaşına ilişkin izlenimlerini hükümet başkanı ile Genelkurmay Başkanı'na bu yemekte aktarma imkânı bulundu...

ANKARA, ÖZEL KÖRFEZ gerilimi, MİLLÎ Güvenlik Kurulu'nun önceki günkü toplantısında ve Cumhurbaşkanı Kınalı Ersoy, Başbakan Turgut Özal ile Genelkurmay Başkanı Orgeneral Nurettin Erbuğ arasında da en üst düzeyde ele alınırken, "Türkiye'nin Kerkük ve Musul'a müdahale etmesini önlediği" aktarıldı...

Körfez'deki dengeyi Irak aleyhine bozmuş ve İran'ın üstünlük sağlama üzerine, bölgede Türkiye'nin rolü üzerinde çeşitli görüşler ortaya atılıyor.

"Kerkük ve Musul dahil, Irak'ta el değiştirilecek bir duruma düşmez, Batı'yı tedirgin eder. İran ile Suriye'nin füzili sınırların konuşulması ise bölgeyi tehdit etmez. Benim Kerkük ve Musul konusundaki yaklaşımdır. Bölgede tahrik ve ekonomik baskılar ve çıkarılmamıştır..."

İran-İrak savaşındaki son durum ve ABD'nin Körfez'e kuvvet kaydırmasıyla Türkiye'nin üstleneceği rol, yeniden önem kazandı. Başkente askeri, diplomatik ve siyasi çevreler, gerilimi turmandıran gelişmelerde faktörler şöyle sıraladılar:

Bu durumda, en açık konuşan Emekli Büyükelçi Nuri Eren, Türkiye'nin Irak'a bölgenin mülkiyetinde bir "ortak haklılığı" önermesi tehlikesi görmezden gelmez. NATO'nun bu konudaki rolüne değinirken, "Türkiye'nin Irak'a bölgenin mülkiyetinde bir "ortak haklılığı" önermesi tehlikesi görmezden gelmez..."

Emekli Orgeneral ve Büyükelçi Turgut Özal ise, MİLLÎyet'e yaptığı yorumunda, "ABD, Türkiye'den müdahale etmesini isterse, Kerkük ve Musul'a yönelik ve böyle bir harekete girmez" dedi.

DÜNYADA BUGÜN ALİ SIRMEN

Tehlikeli Oyunlar

Sanki her şey önüme olup bitmiş ve onları görüyor gibiyim. Onları, aldatanlar ile aldananlar... Aldatanlar, daha sonra yenilgilerinin küllenenden yeniden doğdular Anka kuşu gibi, ama nice acılar, nice yıkımlar pahasına. Aldatanlar, aldatma zamanı, kurnazlıkta kurnazlığa kolan vuru vuru, sonunda az zaman sonra kendileri tarihin en büyük, en kanlı aldanmasının içine gürkürne düşecekler ve nice kana, gözyaşına, cana ve utanca patlayan bir dönem yaşayacaklardır.

Ne gerçekleşmez bir düştü. Ne o düş yüzünden nice Mehmet kanalı sularına, Sarıkamış'ın kollarına, Galiçye'nin topraklarına düştü. Evet, o anı sanki görüyor gibiyim. Fesleriye haritaların üzerine eğilmiş Alman vaatlerinin yalan sığağında kanaları kaynayan Osmanlı subayları, sonra kimileri Anadolu'da Kuvayı Milliyeci olacak olan subayları, bizim subaylarımız...

"MUSUL VE KERKÜK BİZİM OLMALI" MHP Genel Başkanı Ali Koç da dün Adana'nın Yüreğir ilçesinde yaptığı konuşmada Müslüman Türklerin yaşadığı Musul ve Kerkük'te Misakı Milli sınırları içlerinde olması gerektiğini söyledi. Koç, "Yunanistan, 400 yıldan fazla Müslüman egemenliğini almış olsa da Kültür'ün kervanını sürdürmesi istedi ediyorsa, Biz o kadar halen Türkiye'yi yaşadığı Musul ve Kerkük'ün bizim olmasını savunuyoruz" dedi.

Cumhuriyet 4.2.1987 Teröre karşı 'topluköyler' parasızlıktan gerçekleştirilmiyor

ANKARA — Kırsal alana götürülecek hizmetlerde verimliliği sağlamak amacıyla hazırlanan "topluköy" uygulaması, parasızlık nedeniyle aksıyor. Türkiye genelinde toplam 52 bin köyü kapsayan bu programın belli merkezlerde bir araya getirmeye amaçlanan projeleri maliyetin çok yüksek çıkması nedeniyle sınırlı ölçüde uygulamaya konulacak. DPT yetkilileri, meydana gelen terör eylemleri nedeniyle projelerin "güvenlik hizmeti" yönünden ön plana çıktığını belirtirken, projenin sınırlı olmasının sebebi de terör eylemlerine sahne olan bölgelerde uygulamanın başarılı olmasının düşünüldüğünü söylediler.

Önemli adım, Bülend Ülsü'ün başbakanlığı döneminde atıldı ve 28 Aralık 1983 tarihli Resmi Gazete'de yayımlanan Bakanlar Kurulu kararı ile oluşturulmuş düğünlenen topluköyler sağıdır. 1983 yılında Köyler ve Kooperatörler Bakanlığı'na hazırlanan "Örnekle Köy Proje Taslaması"yla oluşturulacak yeni yerleşme modelinin 100'er hanelik muhtarlık düzeyinde köylerden oluşması hedeflendi. Bu amaçla yapılacak maliyet araştırmasıyla, 1987 fiyatlarına göre 100 haneli bir köyün kurulması için 4 milyar liraya gereksinim duyuluyor. Türkiye genelinde 52 bin mezradan 10 bin 400 köyün oluşturulması için ise yurttış katkısı dahil olmak üzere toplam 41.6 trilyon liraya gereksinim olduğu kaydedildi. Yetkililer, yapılan bu maliyet hesabının içerisinde, oluşturulacak bu yeni köylerde istihdam olanaklarının hazırlanması, toprak, hayvan ve diğer tarım ürünlerinin sağlanması gibi istihdam, bunun maliyeti de dikkate alınarak yapılabileceğini söylediler.



Demirel ve Özal'ın rüyaları her gün biraz daha gerçekleşiyor



GAP İÇİN GÖÇ KATARLARI

İskân izni için müracaat

Atatürk Barajı'nın tamamlanacağı ve Urfa Tüneli'nin Harran ve Ceylanpınar ovalarına bereket akıtmaya başlayacağı günleri dikkate alan binlerce yurttaş kitleler halinde göç isteğiyle bakanlığa başvurarak iskân izni istedi

Metin İŞİK

İskân izni için müracaat

Atatürk Barajı'nın tamamlanacağı ve Urfa Tüneli'nin Harran ve Ceylanpınar ovalarına bereket akıtmaya başlayacağı günleri dikkate alan binlerce yurttaş kitleler halinde göç isteğiyle bakanlığa başvurarak iskân izni istedi

Harran'a akın olacak

Trabzon'un Çaykara ilçesinden 38 köy ve 49 muhtarlığa bağlı 15 bin 720 hane Harran'a göç için hazırlığa başladı. Yetkililer iskân izni için yurdun dört bir yanından müracaatlar olduğunu açıkladılar

Metin İŞİK

ANKARA, (Tercüman) - **Asiye'nin Demirel ve Turgut Özal'ın rüyaları gerçekleşiyor ve Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP), su hasretine kavranan Yukarı Mezopotamya topraklarına, Harran ve Ceylanpınar ovalarına bereketle birlikte ve nüfus akıtmaya başlıyor** Bölge halkının yanıklığını, susuzluğunu dile getiren "hoyrıtlarını" söylendiği

Peygamberler Şehri Şanlıurfa da 2000'li yıllara, Türkiye'nin altıncı büyük şehri olarak girmeye hazırlanıyor. Atatürk Barajı'nın tamamlanması ve Urfa Tüneli'nin Harran ve Ceylanpınar ovalarına bereket akıtmaya başlamasıyla, bölgede canlanacak hayatı dikkate alan pek çok vatandaş, kitleler halinde göç için Tarım, Orman ve Köy İşleri Bakanlığı'na başvurarak iskân izni istedi. Trabzon'un Çaykara ilçesinden 38 köy ve 49 muhtarlığa bağlı 15 bin 720 hane ise şimdiden Harran'da iskân hazırlığında. Bakanlığa yaptıkları müracaata olumlu cevap aldıklarını belirten Çaykara'nın Ataköy sakinleri şimdiden göç katarlarını kuruyor ve kendi topraklarını da Tarım, Orman ve Köy İşleri Bakanlığı'na devretmeye hazırlanıyorlar.

Öte yandan bir süre önce yayımlanmış iddia edilen Araplar'a toprak satışının söz konusu olmadığı ve vatanından normal hallerde bile toprağını satmaktan vazgeçtiği belirtildi. Kısmi toprak satışlarının dışında Urfa'nın "Atatürk Barajı ve Urfa Tüneli"nin faaliyetiyle "bereket" yağacak altın şehir Urfa'da tapulu topraklarını elden çıkarmaya yanaşmadıkları bildirildi.

HAZİRAN 3,5 MİLYONLUK KAYDIRMA
Tarım, Orman ve Köy İşleri Bakanlığı'na yapılan başvuruların kabul edildiğini belirten Ataköy sakinlerinden Avni Karamahmutoğlu "Dört gözle iskânımızı bekliyoruz. Burada aramızız çok kıt. Kış başına düşen toprak 2-3 metrekareyi geçmez" diyerek sevincini dile getirirken, yetkililer Şanlıurfa'nın Atatürk Barajı ve Urfa Tüneli ile birlikte 2000'li yıllarda 3,5 milyonluk bir şehir

olacağını ifade ettiler. Yetkililer, iskân için yurdun dört bir yanından toplu ve ferdi başvurular yapıldığını, nüfus kaydının Bakanlar Kurulu kararından sonra yürürlüğe gireceğini belirttiler.

ARAŞTIRMALAR YAPILYOR

Öte yandan bir süre önce yayımlanmış iddia edilen Araplar'a toprak satışının söz konusu olmadığı ve vatanından normal hallerde bile toprağını satmaktan vazgeçtiği belirtildi. Kısmi toprak satışlarının dışında Urfa'nın "Atatürk Barajı ve Urfa Tüneli"nin faaliyetiyle "bereket" yağacak altın şehir Urfa'da tapulu topraklarını elden çıkarmaya yanaşmadıkları bildirildi.

haline gelecek Urfa'da hangilerinin yetişeceği, buna bağlı olarak hangi sanayiye geleceği Türk sanayicisinin araştırmaları arasında yer alıyor. TÜSİAD'ın hazırladığı bir rapora göre Urfa'da yetişecek pamuğun çok kaliteli olması sebebiyle bu şehrimizde en fazla tekstil sanayisinin geleceği tahmin ediliyor.

ÖZEL GÜVENLİK TEŞKİLATI

Urfa Tüneli ile Atatürk Barajı'nı bölücü teröristlerin muhtemel sabotajlarına karşı

özel güvenlik teşkilatı da kuruluyor. Urfa Valisi Erdoğan Cebe'den alınan bilgiye göre, DSI bünyesinde kurulacak özel güvenlik teşkilatı 24 saat "altın yataklarını" koruyacak. Vali Cebe'de, Atatürk Barajı'nı 60, Urfa Tüneli'ni de 30 kişilik güvenlik ekibinin koruyacağını ifade ederek, "Şe ana kadar bir sabotaj olmamıştır. Ama bir tedbir olarak 2495 sayılı kanun uyarınca özel güvenlik teşkilatını oluşturduk. Kadro tahsisatı yapıldı. Bu yataklarımız ayrıca koruması güçlerince de korunmaktadır" diye konuştu.

Doğu'da yağış

DPT tarafından yapılan rapora göre, Doğu'da yağış beklenmektedir. Kalkınma Bakanlığı'nın açıkladığı rapora göre, Urfa, Mardin, Diyarbakır, Adana, Gaziantep, Şanlıurfa ve Van'da yağış beklenmektedir. Türkiye genelinde ise yağış 7,5 santimetre 23 santimetre arasında olacaktır. Adana'da ise yağış miktarı geçen sene kadar 1,5 santimetre olacaktır. Mardin'de ise 1,50 santimetre olacaktır. Şanlıurfa'da ise yağış miktarı geçen sene kadar 1,50 santimetre olacaktır. Adana'da ise yağış miktarı geçen sene kadar 1,50 santimetre olacaktır. Mardin'de ise yağış miktarı geçen sene kadar 1,50 santimetre olacaktır. Şanlıurfa'da ise yağış miktarı geçen sene kadar 1,50 santimetre olacaktır.

Kar kalınlığı 3 metreyi buldu

Çiğ bilançosu: 28 ÖLÜ, 5 YARALI

DIYARBAKIR, MİL-HA
DOĞU ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin alt kısmında baharın erken hava koşulları nedeniyle oluşan çığlarla 28 kişi hayatını kaybetirken, 5 kişi yaralandı, 3 kişi de tiyaje tutulmuş durumda.
Doğu Anadolu Bölgesi'nde bu yıl ki yağış oldukça şiddetli geçiyor. Kar kalınlığı 3 metreye kadar ulaştığı, Doğu Anadolu Bölgesi'nde, zaman zaman "yakamoz" yağmurları da kendini hissettiriyor. Anah, bölge hava sıcaklığının eniden artması, kar tabakasının kaymasıyla sonuçlanıyor. Kar kalınlığı 3 metreye kadar ulaştığı, Doğu Anadolu Bölgesi'nde, zaman zaman "yakamoz" yağmurları da kendini hissettiriyor. Anah, bölge hava sıcaklığının eniden artması, kar tabakasının kaymasıyla sonuçlanıyor.

Türk ve Suriyeli valiler PKK'yi görüşecek

CEYLANPINAR (Cumhuriyet) - Suriye'nin Haseki valisi Muhammed Mustafa Miro başkanlığında bir heyetin 5 şubat günü Şanlıurfa'ya geleceği bildirilirken, Haseki ve Şanlıurfa valileri arasında görüşülecek konular arasında çeşitli zamanlarda Suriye'ye getirilen belirlenen PKK'li 13 bölücünün adasının de gündemde yer alacağı öğrenildi. Şanlıurfa Valiliği'nde yapılacak görüşmelerde, Suriye heyetine

Muhâmmet Mustafa Miro, Türk heyetinde Şanlıurfa valisi Alpaslan Karacan'ın başkanlığı edeceği açıklanırken, "İki ülkenin ortak sınır kullanımını kolaylaştırmak için, sınır güvenliğinin karşılıklı olarak sağlanması" konularının görüşülmesinin yanı sıra, gündemde, çeşitli zamanlarda Suriye'ye getirilen ve halen Suriye'de bulunduğu belirlenen PKK'li 13 bölücünün adasının konusuna da yer aldığı öğrenildi.

Diyarbakır Valisi Kozakçioğlu, "GAP yurt ekonomisine yılda 150 milyar liralık katkı sağlayacak" dedi.

Bereketli proje

● Diyarbakır Valisi Hayri Kozakçioğlu GAP'la başlayacak sulu tarım, yorrede üretimi 3 katına çıkaracak dedi.
DİYARBAKIR, (İha) Diyarbakır'da geçen yıl 3 milyon 964 bin 500 dekarlık alanın 202 bin ton bulbulu ile edildi. Vali Hayri Kozakçioğlu, "GAP'la başlayacak sulu tarım, yorrede tarım üretimi 3 katına çıkaracak. Bu da ülke ekonomisine yaklaşık 150 milyar liralık katkı demektir" dedi.
Diyarbakır Valisi Kozakçioğlu, yorrede sürdürülen 841 bin hektarlık tarım alanının bulunduktunu bunun tarımın alanının halinde, urunde yüzde 150'lik artış olacağını

"Kerkük'ün İşgali Senaryosu" yine gündemde

Açıkgözleri jandarma yazıyorlar

İşlerin bu noktaya kadar geleceğini tahmin etmek her babayığın harcı değildir. Doğrusu, "Kerkük Senaryosu"nu 14 Ekim ayında istihbar eden SHP Millîvekili Hüseyin Avni Güler'e şapka çıkarmak gerekiyordu.

Kissinger'e varınca dek tüm Amerikan yöneticilerinin yaklaşık 10 rehine için savaş baltalarını topraktan çıkarmaları üzerine Türkiye'de de fütühat meraklıları latantlığı bırakıp huza uvertliğe doğru kaymaya başladılar. "Bölge bizim bölgemiz. Bizi doğrudan ilgilendiren meselelerde tepki göstermezsek, var mıyız, yok muyuz diye sorulur" diyerek kendi stilinde bir "isbat-ı vücut eyleme" yöntemi ortaya atmış olan Aydın Yalçın'ı, süttün çıkmış kaşık gibi burakan başka milliyetçi teorisyenler ortaya çıkmaya başlamıştı.

Bunlardan en harbi konuşanı, ünlü Günaydın gazetesine zaman zaman yazdığı yazılara mı, yoksa Amerikalıların özel bir dostu olmaya mı borçlu olduğu epey tartışmalı olan Nuri Eren'di. "Bir NATO büyükelçisi" (herhalde İzlanda'nın filan olacağı) emekli büyükelçinin kulağına fısıldamıştı: "Kerkük'ü alırsanız NATO ortaklığımıza devam el açmaktan kurtulur, ekonomide de köşeyi dönmüş olursunuz. Türkiye eski haklarına dayanarak Musul ve Kerkük'e müdahale etmelidir."

Eren'e göre, doğrusu bu sözler çok mantıktı. Üstelik, Sayın Büyükelçi'nin tepki yaratmamak için, bulduğu parlak çözüm önerisi hazırdu: Kerkük ve Musul'a Irak'la birlikte, kondominyum denilen ikili bir yönetim sayesinde el konabilirdi.

Ayağının tozuyla

Yine büyükelçi kökenli olan, ama emekli olup olmadığının hususu, büyükelçilik ile iç politika arasında sürdürdüğü çift yönlü trafik yüzünden pek o kadar kesin olmayan Kâmrân İnan'ın soy-

ledikleri ise daha az ilginç değildi: "Bölgede tarihten beri ekonomik haklarımız ve çıkarlarımız vardır. Türkiye, Kerkük ve Musul'un el değiştirmesi durumunda kendi hakkını aramak zorundadır." Şu sıralarda dışişleri bakanlığından söz edilen Kâmrân İnan, bu sözleri bir yurtdışı gezisi dönüşü *Milliyet*'in deyişiyle "ayağının tozuyla" söylüyor ve ister istemez, aynı gazetenin Mehmet Barlas zamanında attığı bir manşeti akıllara getiriyordu: Arthur Miller ve Harold Pinter, Türkiye gezisi dönüşü (Mart 1985) Batılı gazetelere demeç vererek Türkiye'deki "demokrasi"yi eleştirmişler, bunun üzerine *Milliyet* "Yediler, İçtiler, Zehir Kustular" diye başlık atmıştı. Doğrusu Kâmrân İnan yediğini içtiğini inkâr etmiyordu.

Türkiye'nin "eski hak"larını dile getirerek milliyetçiliklerini kanıtlayanlar arasında Bitlish aşiret reisi oğullarından başkaları da, örneğin emekli generallerimiz de bulunmaktaydı. "Müdahaleye mecburuz, zaten birliklerimiz o tarafa kaydırıldı" diye demeç veren, fakat adının yazılmasını istemeyen bir tanesinin yanısıra, bir zamanlar Türkiye'nin "tensip buyrulmuş başbakanı" olu-

verecek olan Turgut Sunalp Paşa, her zamanki açıksözlülüğünü korudu: "ABD, Türkiye'den müdahale etmesini isterse, Kerkük ve Musul'a yönelmek



Anılamız bakışlar — Kâmrân İnan (üstte, solda) "tarihi haklar"dan bahsederken, Aydın Yalçın (üstte, sağda) ile de "bizim bölgemiz" diyor. Sunalp Paşa (altta, solda) malûm. Ali Koç (altta, sağda) yeni bir Megali İdea geliştiriyordu.

ve böyle bir harekete girmek vacip olur" dedi. Bir başkası olsa, kendini "Müstüman Türkiye" havasına kapabilir ve "Amerika adın zikredelim evvelâ, vacip oldur cumle işte her kula" da diyebilirdi belki ama, Sunalp laik bir Atatürkçü olduğu için demedi.

Nasip Ali Koç'a

Türk-İslam sentezini yapmak Ali Koç'a nasip olacaktı. Geçenlerde Alpaslan Türkeşin "Emir vererek kurdurdum" dediği Milliyetçi Çalışma Partisi'nin enerjik Genel Başkanı, "Müstüman Türklerin yaşadığı Musul ve Kerkük'ün Misak-ı Milli sınırları içinde" olması gerektiğini ifade etti. "Yunanistan... Kıbrıs'ın kendisinin olduğunu iddia ediyor. Biz neden halen Türklerin yaşadığı Musul ve Kerkük'ün bizim olmasını savunmayalım?" diye soran Ali Koç, "Türk Megali İdea'sının Babası" ünvanını kendisine kazandırabilecek bu çıkışı yaparken, Türki-

ye'yi bu işe ABD'nin teşvik ettiğini bir kenara bırakıyor, böylece, Temmuz 1974'te Ecevit'in haşhaş yasağını kaldırmasına "Amerika ile aramız bozacak" gerekçesiyle karşı çıkan "kurdurucusu" Türkiye'e lâynk bir evlat olduğunu kanıtliyordu.

Irak karşısında zor durumda kalan İran'a önce gizlice silah satan, sonra da Türkiye'ye "İran tehlike yaratıyor, Irak'ı parçalayacak; aman sen elini çabuk tut ve Kerkük'le Musul'u işgal et; Komünist Rusya bir şey derse, Çevik Kuvvetimle anında yanındayım" diyen ABD'nin görüşü böylece Türkiye'de ilginç bir koalisyon tarafından daha da ilginç olan gerekçelerle dile getirilmiş oluyordu:

Gerekçeleri:..

1) Türkiye müdahale etmezse, parçalanmış Irak'ta Kürt devleti kurulacaktır; 2) Türkiye elini çabuk tutmazsa Kerkük'teki 1 milyon Türk'ün hayatı tehlikeye girecektir; 3) Türkiye davranmazsa petrolü elden kaçıracaktır.

Bu gerekçelerin konuşulduğu bir eş-dost toplantısından birinin birdenbire aklı bir şeye takıldı. Gidip raftan fakültede okuduğu siyasal tarih kitabını aldı. 19. yüzyılın ikinci yarısında Avrupa emperyalizminin Afrika'ya sömürgeleştirme bölümünü açtı. Avrupa ülkeleri Afrika'ya sömürgeleştirmeyi kendi kamuoylarına şu gerekçeleri ileri sürerek kabul ettirmişlerdi:

1) Ben almazsam Fransa (veya İngiltere veya Almanya) işgal edecek; 2) Oraya yerleşmiş olan beyazların hayatı tehlikede; 3) Afrika'nın hammaddelerine şiddetle ihtiyacımız var.

Paralellik buraya kadar çarpıcı olabiliirdi ama, kitap Afrika'ya işgal gerekçesi olarak bir dördüncü neden dâba sayıyordu: Putperestleri dine davet etmek. İşte bu uymuyordu. Çünkü, elhamdülillah, biz de Müslümandık. Sonra, onlar Dövel-i Muazzama idi; biz ise ancak kendi sınırlarını canını dişine takıp koruyan bir garip Türkiye. Üstelik, onların kendi devlet adamları bunları söylüyordu; bizde ise Dövel-i Muazzama'nın en muazzam devlet adamları.

Bunları akhna getirince içi birden rahat etti. Paralellik filan yoktu. Kitap rafa, yerine koyup dostlarının yanına döndü. □

BASKIN ORAN

Zozan oldu Suzan...

Birleşil bazı yurttaşlardan çocuklarına koydukları isimleri değiştirmeleri mahkeme kanalıyla istendi.

'Roşe Velat (Gündoğacak), Roşbin (Günışığı) ve Zozan (Bahar) isimleri, ad olarak Türkçe olmadığı gibi, yabancı kökenli sözcüklerdir ve Türkçe grammerine uygun düşmemektedir. Çocuklara verilen adların ülke bütünlüğü, toplumumuzun sosyal yapısından uzun vadede onemli buyuktur. Bu nedenle de çocuklara konulacak adların toplumu bütünlüğüne zarar vermemesi için değiştirilmesi gerekir."

Bitlis Emniyet Müdürü Mustafa Ustun'un bir raporuna üzerine hiyerarşik bir şekilde gelişen olay, sonuça İşleri Bakanlığı'na kadar yansımış. Bakanlık da belirlediği birliksizlerden, yukarıdaki cumlelerle bir rapor almıştı. **"Yorrede yaşayantların çoğu..."** Bitlis Emniyet Müdürü Mustafa Ustun, 21 Mayıs 1986'da bir rapor hazırlamış ve Cumhuriyet Savcılığı'na ulaştırmıştı. "Kurtçe isimler" adlı raporda, "Bu yorrede yaşayantların çoğunun bölgesel özelliklerini korudukları ve bölge dilim kültürlerini, bu nedenle de çocuklarına Kurtçe isimler verdiklerinin belirlendiği" belirtiliyor ve savcılıktan "gerçeginin yapılması" isteniyor.

Bitlis Emniyet Müdürü Mustafa Ustun, 21 Mayıs 1986'da bir rapor hazırlamış ve Cumhuriyet Savcılığı'na ulaştırmıştı. "Kurtçe isimler" adlı raporda, "Bu yorrede yaşayantların çoğunun bölgesel özelliklerini korudukları ve bölge dilim kültürlerini, bu nedenle de çocuklarına Kurtçe isimler verdiklerinin belirlendiği" belirtiliyor ve savcılıktan "gerçeginin yapılması" isteniyor.

Avukat Coşar "İsmler yorrenin yaşam biçiminde ifaç"



mişti, kütüklerdeki adresler ise yllar öncesinin adresleriydi. Bu yuzden 20 Ocak 1987'de yapılan ilk duruşmaya, saptanmış olan 12 isim sahibi deçli, sadece 4 kişi gelmişti. Celenler arasında çocuklarına Roşbin ve Roşe Velat isimlerini veren Mehmet Cemal Saygı, simdi vurt dışındaydı; adlarına celp çıkarılmış üç kişilerin daha Türkiye de olmadıçı saptanmıştı. Ama celp çıkarılanlardan Ali Kökalan yıllar önce olinmişti.

Mahkemeye çıkanlardan Mehmet Emin Saçana, savcılığ ifadesinde "kanuna aykırı olarak çocuklarına isim koyduğumu ben bilmiyorum, benim 21 tane çocuğum var, hangisinin isminin vasaç olduğunu bilmiyorum, isteyerek böyle bir işlemedim, hangisinin ismi vasaç sa hemen değiştireceğim..." diyordu. Serif Kocaman da "kanuna muhalefetle bilerek çocuklarına sakıncalı isim koyduğumu" söylüyor ve "İsmini sakıncalı olan çocuğumun ismini hemen değiştirim" diyordu.

Mahkemeye gelenlerden Kenan Beyaz'ın kızının adı Zozan'dı. Beyaz, Cumhuriyet Savcisi'na verdiği ifadesinde, "5,6 yaşlarında Zozana isminde bir kızım var. Şu anda ana okuluna gidiyor. Bu kızımın adı Suzan olması lazım. Olay tarihinde yanlış konuşmuş. Ben, isim Zozan olarak koyduğum zaman asker deydim. Ben nüfusa kaydetirdim. Başka söyleyeceğim bir şey yoktur".

"Siz değiştirmek istiyorsanız..."

Kızının ismini "Zozan" koyduğum için mahkemeye verilen Mehmet Serif Kocaman ile yapılan görüşme:

Nokta: Aşlen nerelisin ve kaç yaşındasın?

Kocaman: Ben 1926'tım (60 yaşındayım). Bu köyde doğmuşum. Halâ da bu köydeyim.

Nokta: Kaç çocuğın var?

Kocaman: 9 tane çocuğum var. Bunların beşi erkek, dördü kız. İki kızını vermişim kocaya, iki kız da benim vanimdirdir.

Nokta: Çocuklarınızın ismini sayar mısın?

Kocaman: Benim büyük oğlum budur. Nihat. Onun altındaki Naki Zeki Kökaman, o da erkek. İlk erkekleri sayayım.

Kocaman: Tahsin Kocaman. Onun altında da Nesim Kocaman. Nesim'den sonra Zozan var. En büyük kızım bu. Onun al-

diyordu. Beyaz'ın avukatı Kenan Coşar ise savunmasını "İsmlerin genellikle yorrenin yaşam biçimi ile iç içe geçmiş olması" temelinde dayandırıyor. Coşar, "Adının değiştirilmesi istenen çocukların çoğunun adı Zozan. Bu yorrede yazın yaylaya çıkar, sanırım yaylada doğdukları için bu adlar verilmiş. Yani yaşamlarından kaynaklanan bir durum söz konusu" diyor. "İçinde bulunduğu koşullardan hareketle bu isimler veriliyordu."

"Bazen 'Acı' diyor, bazen 'Keder' diyor, bazen de 'Kader' diyor..." Avukat Kenan Coşar, "Burada Nüşin isminin hangi gerekçe ile de-

ğıştirilmesi gerektiğinin anlaşılabilirliği" belirtiyordu. Dairesi "Nüşin adı, öteden beri Türkiye'de kullanılan isimlerdendir. Bunun yabancu bir dilden kaynaklanmasa, adın iptalini gerektiren bir neden teşkil edemez" dedikten sonra, "İsmin değiştirilmesi isteğinin geri çevrilmesini" karara bağlamıştı.

24 Şubat 1987'ye erelenen Bitlis teki isim değişikliği davasının ne şekilde sonuçlanacağı, Yargıtay'a gidilip gidilemeyeceği simdiden belirlendi. Ancak Avukat Kenan Coşar, "İsmler değiştirilecek" di-

ğıştirilmesi gerektiğinin anlaşılabilirliği" belirtiyordu. Dairesi "Nüşin adı, öteden beri Türkiye'de kullanılan isimlerdendir. Bunun yabancu bir dilden kaynaklanmasa, adın iptalini gerektiren bir neden teşkil edemez" dedikten sonra, "İsmin değiştirilmesi isteğinin geri çevrilmesini" karara bağlamıştı.

24 Şubat 1987'ye erelenen Bitlis teki isim değişikliği davasının ne şekilde sonuçlanacağı, Yargıtay'a gidilip gidilemeyeceği simdiden belirlendi. Ancak Avukat Kenan Coşar, "İsmler değiştirilecek" di-



kâğıt geldi, sizi mahkeme çağırıyorlar. Ocak ayının 20'sinde. Gittik.

Nokta: Hakim ne sordu?

Kocaman: Hakim bişey demedi. Dedi, "İsmini değiştirmek istiyorsunuz," dedim. "Evet," "ma demki siz bunu kabul etmiyorsunuz, ben isterim, ismini Gulnaz bırakın." Dedi, "ben nüfusa gideceğim ismi Gulnaz yazılsın." Hatta bu ayın 24'ünde yine mahkemeye gideceğiz.

Nokta: Pekî 'Zozan' ismini neden değiştirtiyorlar. Size söylediler mi?

Kocaman: Yok. İster değiştirin, ister değiştirmeyin dedi. Ben dedim maddenizi değiştirmek istiyorsunuz, ben de isterim. O kadar.

Nokta: Zozan'ın adından dolayı savcılığa çağırılmışsınız. Olay nasıl oldu anlatır mısın?

Kocaman: Savcıya söyledim. Savcı dedi, "Senin kızının ismi Zozan mıdır?", "Evet" dedim. İnkâr etmedim. Dedi, "bu neye gelir?" Dedi, "Eğlendim, biz yazın yaylaya çıkıyoruz. Yaylaların ismi Kurtçe zozan'dır. Türkiye yayla'dır. Orda Allah onu verdi, dünyaya geldi orda ismini avratlar bırakmışlar," "Zozan."

Nokta: Sizi niçin çağırıyorlar?

Kocaman: Önce bizi Jandarma merkezine çağırıyorlar. Orada ifademizi aldılar, yazdılar mahkemeye havale ettiler. Hatta yazıyı yazdı bize demedi ki mahkemeye gönderiyorum. Bir ay kadar sonra,

15-21.2.1987



Bölgemizde yokluk korku kaygılar

KAPAK

233 KÖYE BİLDİRİM

Tunceli göçe zorlanıyor

Toplam 434 köyü olan Tunceli ilinin 233 köyü halkına Orman İşletmesinin gönderdiği bildirimde, köylülerin Mersin, Antalya, Muğla ve İzmir illerinde yerleştirilebileceği bildiriliyor. Gerekeççe, ağaçlandırma, Köylü, form doldurarak gideceği yeri 10 Şubat'a kadar belirledi. Yıllardır huzursuz ve gıvensiz yaşayan Tuncelliler, "günaypı de ne yapalım" diyorlar. Yetkililer, "zorlama yok" diyor. Uygulamanın kapsamı, Tunceli ile sınırlı değil, Erzincan da gündemde.

Muhhtar, postanın getirildiği saatte zehirli alkalle acı bence neyin tebligatı geldi mi? Satırları okudukta



Üçün kuşlar uçun İzmir ve doğu

şaşkınlıklan "Allah Allah" diye övleniyordu. Kağdın başında "Üçün kuşlar uçun İzmir ve doğu" yazıyordu. Muhhtar, "Bu bildirim ne için? Orman Bakanlığı, Orman İşletmesi Orman Müdürlüğü, Palamut Boğaziçliği" yazıyordu. Yüz tüm köy halkının Mersin, Antalya, Muğla, İzmir bölgelerini içinde 434 köyünde yerleştirileceğini belirtiyordu. Demek eli vüdar yaşadığı toprakları, köyünü terkedecekti. Belki, bir daha buraları göremeyecekti bile. Bu nasil iş? Konusu kov halkına duyurulması, gerekli açıklamayı yapması kendisinden isteniyordu. Köylünün ve in verişim verimi belirteyip 10 Şubat 1987 tarihine kadar başvurmaları gerekiyordu.

Aynı günlerde Tunceli'nin 233 köyünün muhtarı aynı vaziyetle okuduğu /aten Tunceli'nin toplam köy sayısı 434'tü. Bu durumda, Tunceli köylülerinin varisinden çoğu göç etmek zorunda kalıyordu. "Sovlendirme" göre, boşaltılacak köylerin yeri millî park haline getirilecekti.

Tunceli Devletler Orman İşletmesi

seçilen bir "dare" konularında. Okul müdürleri, sınıfların içinde, bilhassa ilçe köyleri. Müdürlük, köylülerin içinde bulunduğu yerlerde, köylülerin içinde bir köyün varlığı.

Orman Müdürü:

"Henüz araştırıyoruz"

Tunceli Devletler Orman İşletmesi Müdürü Rıfat Emin Bal, 2000'de Ziraat ve Orman Bakanlığı'nun bu ile bir çalışması olduğunu açıklarken, henüz araştırma aşamasında bulunduklarını belirtiyordu. Rıfat Emin Bal'in sözlerine göre, on etmelerin tamamlanması, tebligat yapılması, Bakanlık köylülerini istekli olup olmadığını inceletiyordu. Yapılan, henüz bilgi toplamak. Daha sonra kurulacak komisyon, mahallinde inceleme yapmak, topoğrafik ve coğrafik açıdan, verim, kalkındırmanın mümkün olup olmadığının karar verilecekti. Son olarak konuya ilgili raporunu Orman Bakanlığı'na arzede-

cek ve Bakanlar Kurulu Kararıyla onaylatılmasını isteyecekti. Rıfat Emin Bal'e göre, şu anda bir sözleşme için müddet yok. Köylülerin, yabancılara baharat kâdın ulasını bir sorulmuş. Çığ düşer yollar kapanırdı.

Tunceli Orman İşletmesi Müdürü Rıfat Emin Bal, istekli olmayanların hiçbir işleme tabii tutulmayacağını söylüyor.

Ankara Rıfat Emin Bal, istekli olmayanların hiçbir işleme tabii tutulmayacağını da sözlerine ekliyordu.

Madem milli park yapacaksınız ormanı niçin yakıtın?

Millî Park planı ise hemen geçtiğimiz yıllarda yakılan ormanları anımsatıyordu. Haik'in kuru odun getirmesinin bile suç sayıldığı. Kırmızı zikopru'de, ormanlar askeri harekâtlarda bilerek yakılmıştı. Kırmızı zikopru Jandarma Takım Komutanlığı, or-



OKURLAR KOYUNDE ALI ATEŞ
Kendisine kalsa gimeyecek, ama manları göv göre yok ediyör faaliyetleri yetkili sevimi bile çıkarılmıyordu. Aslında ses çıkaran olmuytu. Orman Müdürlüğü, ormanı korumaya kalkmış, ancak "karışma ve kurcalama" uyarısıyla susturulmuştu.

1985 Temmuz - Ağustos aylarında Aşağıbay Şükru Erdoğan zamanının büyük bir bölümü "aşayışın temini" amacıyla kesilip karakol ve asububun kişilik odun gereksimini olarak kullanılmıştı.

Tunceli köylüleri soruyorlardı: Madem huraları orman yapılacak, o zaman var olan ormanlar son yıllardaki askeri harekâtlarda niçin kesilmiş, yakılmıştı.

1986 yılında Kocatepe Köyü Karakolu'nun kişilik vakit gereksimini karşılamak için, Mezra köyüne ait ormanın büyük bir bölümünün ağaçları kesilmişti.

1986'dan itibaren kalma ormanlık bölge de yaklaşık 200-250 hektar "Havvan giremiyor Mağara v'sığı nak var" iddiasıyla, askerler tarafından kesilmiş ve yakılmıştı.

Tunceli köylüleri soruyorlardı: Nitekim buraları orman yapılacak, o zaman var olan ormanlar, askerlere tarafından niçin kesilip yakılmıştı?

SHP İl Başkanı Haceroglu "Girmesin de ne yapalım"

Tunceli SHP İl Başkanı Hüseyin Acaoglu, "İsteklilik olmasalar ne olacak?" diyor. "Ben girmek istemiyorum" derse, zorla sömülük yapılacak. "Necburdu bir ver beğenmeye Onun için de herkes bir ver seviriyordu İl başkanına göre, Tunceli halkı aslında memnun değildi. Nasil olundu, hepimizin kendine göre bir düzemi vardı. Babadan dededen vadedildiği buralar. Acen önemlisi yıllardır burada yaşayıyorlardı ve alışkınlık-

Yarım hang derelerde cimecekler?

Anketin sonucu önceden belli

Oğünan köyünün muhtemelen beklenen sonuçları, Erkan Kızıl'ın anketiyle sonuçlandı. Anketin sonuçları, köy halkının büyük çoğunluğunun, Murat Taş'ın önderliğinde, köyün geleceği için bir karar alma süreci başlatması gerektiğini göstermektedir. Köy halkının, köyün geleceği için bir karar alma süreci başlatması gerektiğini göstermektedir. Köy halkının, köyün geleceği için bir karar alma süreci başlatması gerektiğini göstermektedir.

Pulumur'un bir koyundan
wurtayın biri, çitirmek
istemesince, jandarmada
karakoluna çağırılıyor.
kendisine "Yanında nasıl alırsın
güleceksin, aklin varsa, bir
yer bulur ki vızna ortada
kalmayasın" uyarını
yapılıyordu.

Bir vatandaşımız ise, aynı sokağın
diğer tarafında bulunan Çiçekçi
sokağında, bir köyde bulunan bir
köyde, son yıllarda 15-20 hançere düş
müştü. Bununla birlikte, 20 kablolu
bir mahallesine, tamamen boşalmış
Kocacık'ta, 190'den fazla hançere düş
müş. Başka köylerde de, tamamen boş
almış.

Pulumur'un nüfusu 1980 yılında
14 bin iken, 1980 sonrasında 16 bine
düşmüştü.

"Dayaktın, jandarmadan kurtulurum"

Bu tedirginleşme şimdi, bir de gele-
cek kaygısı eklenmişti. Güttükleri yer-
lerde neler bekliyordu onları. Söylen-
diği gibi toprak, ev verilecek miydi
gerçekten? Oraların imkânları nasıl
di? Ya mağdur olurlarsa? Kafalarda
ki sorular hep bunlardı.

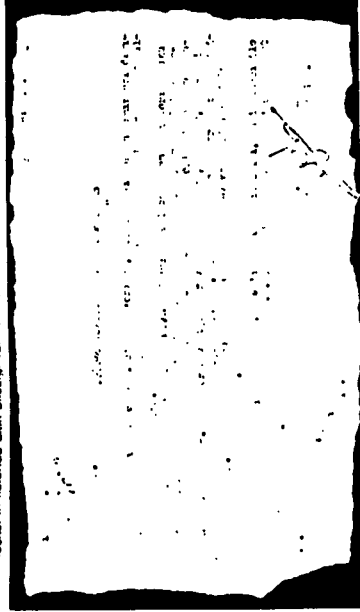
Kendisine kalsa gümeğ istemiyor
du Ali Ağaç. Aşlında köylülerin ço-
ğusu sanıyordu. Bilmek istiyordu ar-
tı. Dayaktın bitmişti. Biraz da kur-
tulumun gözüyle bakıyordu. Dayak-
tan, jandarmadan kurtulurum diye
düşünüyordu.

**Tuncelli'de huzur yoktu saten,
şimdi de kıyık var. Her şey
belli: Toprak verilecek
deniyor, ama nasıl toprak? Ev
bulabilecek mi? Kimse
bilmiyor, gideceği yeri.**

Gelmişler, topraklarını okumuşlar,
değer biçmişler. Güttükleri yerde av-
mın altında toprak ve hayvan verile-
cekti açıkladığına göre. Ama yine
de gümeğ istemiyordu Ali Ceylan.
Horat Devrikaman köyünden. Biraz
toprağı ve 25-30 baş davayı var. Bu
rası onun vatanıydı. "En güzel yeri
veriler bile bırakmak istemiyorum"
diyordu. Usulci onun için her şey be-
lişirdi. Toprak verilecek deniyordu,
ama nasıl toprak? Ev bulabilecek
miydi? Kimse bilmezdi, nasıl yerler
olduğunu. Ayrıca Türkiye'de işsiz
güçsüz, parasız, esaz yığınla insan
vardı. Devlet onlara yardım etmedi.



*Köylerin toprakları alın biraşırı yer nasıldır.



TC
TARIM VE ORMAN BAKANLIĞI
Orman Genel Müdürlüğü
Tunceli Devlet Orman İşletmesi
Müdürlüğü
Pulumur Orman Bölge Şefliği
Konu: Verilecek toprak

Avr. Müdürlüğüne
Pulumur
Anayasa'nın 169 ve 170. maddelerince, tarıma elverişli orman sınırları dışına çıkarılmak üzere ihya edilen toprakların halkın yararına verileceği hususuna karar verilmiştir.

6831 sayılı Orman Kanunu'nun 2. maddesinde geçmekte olan sınırları dışına çıkarılmak üzere ihya edilen toprakların halkın yararına verileceği hususuna karar verilmiştir. Bu toprakların ihya ve ihya edilerek, konular, okul-çayırı ve diğer sosyal tesisler şeklinde yapılacak, her hançere veteriner kedar tarım arazisi de verilecektir. Bununla birlikte köylülerin ev ve araziye istinak edilecek olan toprakları, köylülerin 1000 m² alanı, evleri, çayırı ve diğer sosyal tesisler için kullanılmaları sağlanacaktır. Bu kararın uygulanması için gerekli olan toprakların ihya ve ihya edilerek, konular, okul-çayırı ve diğer sosyal tesisler şeklinde yapılacak, her hançere veteriner kedar tarım arazisi de verilecektir. Bununla birlikte köylülerin ev ve araziye istinak edilecek olan toprakları, köylülerin 1000 m² alanı, evleri, çayırı ve diğer sosyal tesisler için kullanılmaları sağlanacaktır.

D.A.22/1
A. Yüksel ALDEMİR
Pulumur Orman Bölge Şefi 1
İmza

zavalları. Ben de parçası değilim. Şimdi
Farklı bir şekilde bakılmıyor mu?
insanlar da başka fikirler mi var?
Ne olacak, istenilen, hiçbir şey
Adamın hak edilmiş ücreti değil, onu
kim çalıştırıyor? Bir kurumun memle-
ket değil ki?
TAKİ, istenilenin yan tarafında
ünkeni bulunsa bile çalıştırılmıyor?
— Anketi Türkiye'de yapalım mı?
— Evet, Türkiye'de yapalım mı?
— İhtiyaçlarımızı karşılayalım mı?
— Evet, Türkiye'de yapalım mı?
— Anketi Türkiye'de yapalım mı?
— Evet, Türkiye'de yapalım mı?
— İhtiyaçlarımızı karşılayalım mı?
— Evet, Türkiye'de yapalım mı?

Uygulamanın 1987 yılı içinde baş-
layacağı söylenebilir. Kimine göre, kar
kalkınca, kimine göre yazın. Ama bu
yılı sonuna kadar mutlakla. Tunceli
Vali Yardımcısı İsmet Taş'ın ise,
2000'ye Doğru'ya Orman Bakanlığı
nın böyle bir araştırma çalışması ola-
bileceğini, ancak valiliğin köylülerin
başlatmasına ilişkin herhangi bir te-
rafi olmadığını açıklıyordu.

**Ovacıkta Murat Taş, o kadar
bükmüş ki buradan daha
kötüsü olamaz diyor. Onun
köyü kapsam dışı, gene de
başvurmuş Murat Taş'ın yerleşmek
isteyiştir.**

Köylülerin ne zaman taşınacağına
 dair resmi makamlar herhangi bir
 tarih vermiyorlar.
 İçişleri ve Bayındırlık Bakanlıkları
 yetkilileri, 2000'ye Doğru'ya "Konu-
 nun teminlerini ilgilendirmeyen"
 söylüyorlar. Tunceli SHP Milletve-
 kili Rıdvan Yıldırım, kendi için 233
 muharrıf yapılan cebelığı henüz
 bilmiyor. Bunun köylü formül
 doldurup gideceği yeri seçerken, par-
 tilerin, milletvekillerinin olaydan ha-
 berleri bile oluyordu. Malaya Mil-
 letvekili Ayhan Fırat, olay ilk kez ge-
 çen hafta Erzurum'da duyuyordu.
 SHP binasının yurttaşları, Ayhan Fi-
 rat'a olay anlatıp, kaygılarına dile ge-
 tiriyorlardı. Tunceli dağılıp gidiyor-
 du. Bunun üzerine SHP milletvekili,
 li konuya ilişkin bir dosya hazırla-
 narak kendisine ulaştırılmaması isti-
 yordu. O zaman gereken çabayı gös-
 terecek, sorunun üzerine geçilecekti.

KIRMIZIKÖPRÜ
Bir zamanlar ormandı, jandarma yok etti



15-21 Şubat 1987 KÜLLÜ 11

Uygulamanın Kapsamı Tunceli'den geçti

2000'de Doğu'nun konması ihtisân araştırması geliştirilerek planın kapsama da genişletildi. Yalınz Tunceli köylerinde değil, Erzurum köylerinde de, hatta Doğu'nun birçok ilinde böyle bir uygulamanın bazı illeri başlatmış bile. Erzurum Orman Bölge Müdürlüğü, 2000'de Doğu muhabirine "Yirmi - otuz yıllık bir süreç, söz konusu olduğunu" belirtiyordu.

213 köy yerinden ayrılmaya, fakat pariteler, milliyetçilikleri, bazı bakanlıklar olaydan habersiz. Projenin yeni gündeme geldiği Erzurum'da Jandarma köylerdeki aşiret ilişkilerini araştırıyor.

Uygulama, yalnız orman içi köyleri değil, orman yanı köyleri de kapsıyordu. Müdür, "Zorlama yok, gülmek istemeyen kalabilir, zorlama politikalarının işi" diye sözlerini bağlıyordu. Erzurum ili Sarıkaya Köyü muhtarı, tebliğattan kendilerine de geldiğini doğruluyor ve iki ay içinde



Uncewh havası.

kovlerden en sonunusu Kılıçkaya idi. Halk, bu soruşturmayı Kışkukla karıştıyordu. "Abu göç ettirme ölü, aşiret konusuna ilgili miydi? Ağaçlandırma amaçlarının ötesinde bazı hareket noktalarının şartlandırmaları istemeyiz" açıklarına gelior ve se- sili varlımlar halk içinde doluyor.

A RAŞTIRMA

Mecburi iskânın tarihçesi

Türkiye'nin ve Orman Bakanlığı'nın, Erman Genel Müdürlüğü kana- li ile köy muhabirlerine gönderdiği yazı, büyük çaplı bir göç ve iskân olayının hazırlığını göstermektedir. Ormanları koruma ve ağaçlandı- rma gereksinimi ile başlatılan bu calı- ma, cumhuriyet tarihi boyunca sür- dürülen iskân siyasasının bir de- mi- zlenimi vermektedir.

Bugüne değin müteessir ve göçmen- ler ile iç nüfus yerleşimini düzen- leyen 25'ten fazla kanun yürürlüğe- ğirmiştir.

Bu kanunlardan en önemlisi, 1934 yılında çıkarılan 2510 sayılı İskân Kanunu'dur. Kanunun gerekçe böl- lumünde tarihi ve ekonomik neden- ler yanı sıra "... Dahili İskân salı- Türkçe olmayan nüfus birikiminin önlenmesi ve nüfusun birikiminin dağıtılması" da "esbabı mücbere la- yihası"nda belirtilmiştir.

Kanun Türkiye'nin iskân açısından uc bölgeye ayrılmaktadır. İkinci madde de bu bölgeler:

Bu kanunlardan en önemlisi, 1934 yılında çıkarılan, 2510 sayılı İskân Kanunu'dur. Kanunun gerekçe bölümünde tarihi ve ekonomik nedenleri sıra ... Dahili İskân safahatı cümlesinden olarak ana dili Türkçe olmayan nüfusun birikiminin önlenmesi ve mevcutlarının dağıtılması" da "esbabı mücbere lahiyası"nda belirtilmiştir.

1 numaralı maddeler: Türk kültürü nüfusunu yoğunlaşmasında, İkinci madde de bu bölgeler:

1 numaralı maddeler: Türk kültürü nüfusunu yoğunlaşmasında (yoğunlaştırılmaları) istenilen yerlerdir. 2 numaralı maddeler: Türk kul-

Başbakanlık Toprak ve İskân İdaresi Genel Müdürlüğü 6. Şubesi'nin 171 km 1951 tarih ve 154 sayılı ta- minni, yine aynı şubemizde 224 sayılı ta- minni ile ve bunlarla devam etmiş- ceden 5098 sayılı kanunun ek maddede- lerini de bu münhalatarda bazı deyişik- likler yapılmıştır.

2510 sayılı kanununun İskâna İhtisân diğer maddelerinde, İskân siya- setinin asıl amacı açıklıkla belirli- netmiştir.

Madde 9 Türk kültürü- ne bağlı olmayan nüfusleri toplu ola- rnak üzere kavabalara ve serpi- yirtilmek suretiyle Türk kültürü köyle- ri yerleşmeye "Dahiliye vekâleti" se- labilmektedir.

Madde 10/Ç Türk tebaasından olup da, Türk kültürüne bağlı bulun- mayan nüfusleri yerlerini dağıtmak olarak 2 numaralı maddelerde... yerleştirilmeye...

Madde 13.3 Türk ırkından ol- mayanların serpiştirme suretiyle köy- lere ve ayrılmahalle veya kume teşkil edilmeyecek şekilde kasaba veya se- limer İskânı mecburidir.

Çerçevesi belirlenen İskân politi- kasının uygulanabilmesi için Doğu Anadolu'da "Umumi Müteşhikler" kurulmuş ve bunla- ra uygulamanın yürütülebilmesi için raporlar hazırlanmıştır.

21 Kasım 1935 tarih ve 2848 sayı- lı Kanuna bir değişiklik yapılarak, İskân siyasasının uygulanmasında "Sihhat ve İctimai Muavenet Vekili" yetkili kılınmakta ve İskân olayının gerekçesi olarak da "sihhi olmayan yerlerden daha sihhi yerlere yerleştirme" gösterilmektedir. Oksa- kanunun uygulanmasında bu açıkla- ma boşlukta kalmaktadır. İskânın nasıl uygulanacağına ilişkin olarak 24 Kasım 1939 tarihinde yayınlanan 212374 sayılı taltimatnamede "Öte- den beri 1 numaralı İskân münhal- sında oturan ve diğ Türkiye'ye giren- den itibaren, bu münhalın aslı ahalsinden olan veya yerleşmek maksadıyla evvelce bu münhalıya gelmiş bulunan topraklar veya az topraklı efencilerin, yeniden yerleş- mesini yasak sahalar" olarak Diyarba- kir, Elazığ, Tunceli, Erzurum, Na- lıya, Urfa, Mardin, Erzurum ve Kars gibi illerden birçok bölge gös- terilmektedir.

Görüleceği gibi, köy ve toplu- lukların daha sağlıklı yerlere yerleş- tirilmesini Doğu'nun Batı Ana- dolu'ya taşınması düşünülmektedir. zaten olayın bir sağlık ve ekonomi sorunu olmadığını Şekkeri Sureyya Aydemir de kabul etmekte ve Doğu

Cumhuriyet tarihinde mecburi İskânla ilgili başlıca kanunlar

- 1- Mahallî İskanlarım Lüzusu Türk Eyleyen ve Mütecessirle Aşiretler Hakkında, 10 Kanunusüvvel 1925 tarih ve 675 sayılı kanun.
- 2- 31 Mayıs 1926 tarih ve 885 sayılı İskân Kanunu.
- 3- 10 Haziran 1927 tarih ve 1097 sayılı, Bazı Eşhasın Şark Mimi- kalarından Garp Vilayetlerine Nakline Dair Kanun.
- 4- 12 Aralık 1927 tarih ve 1178 sayılı Kanun Hükümetin Kaldırıl- masına Bakanlar Kurulu'nun Mezun Olduğuna Dair Kanun.
- 5- 11 Haziran 1929 tarih ve 1505 sayılı, Şark Menakih Dahilinde Mühtac Zurraa Tesvi Edilecek, Araziye Dair Kanun.
- 6- 11 Haziran 1933 tarih ve 2263 sayılı, 885 sayılı İskân Kanunu'nun 3. Maddesine Bir Fıkra İlavesi Hakkında Kanun.
- 7- 14 Haziran 1934 tarih ve 2510 sayılı, İskân Kanunu (Bu Kanuna 2848, 3657, 3667, 3683, 4062, 5098, 5227, 5420, 5826 sayılı kanun- larla bazı eklemler ve değişiklikler yapılmıştır).
- 8- 29 Aralık 1934 tarih ve 2644 sayılı Tapu Kanunu.
- 9- 26 Aralık 1934 ve 2650 sayılı, 2510 sayılı Kanunun 44. Maddesi- ne Bir Fıkra İlave Edilmesi Hakkında Kanun.
- 10- 21 Kasım 1935 tarih ve 2849 sayılı, İskân İşlerinin Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanlığının Devrine Ve Aynı Bir Bütçe İle İdare Edil- mesine Dair Kanun.
- 11- 25 Aralık 1935 tarih ve 2884 sayılı, Tunceli'nin Yönetimi Hak- kında Kanun.
- 12- 19 Ekim 1960 tarih ve 105 sayılı, 2510 sayılı İskân Kanunu'na EK Kanun.
- 13- 2510, 2650, 2837, 2848, 3123, 3371, 5057, 3367, 3683, 4062, 5098, 5227 Sayılı Kanunların bu kanunla ilgili olduğu belirtilmiştir.
- 13- Milli Güvenlik Konseyi'nin 1983'te getirilen yeni yasa.

Bölgesi'ni islah etmek, Türkiye- mek gibi sloganlar... hazin bir ye- neliği ile sona erdi" demektir. Uygulama 1960 yıllarında da ka- muna çikartılmıştır. Milli Güvenlik Konseyi, giderek yeni bir yasa çı- kararak 1934 tarih ve 2510 sayılı ya- sının özünü koruyan bir düzenleme- yi almıştır.



Yeni bir jümü Bekir çocukları için

diğer isim Pulumur'da bir gün jandarmaların nezaretinde kuruldu.

1.81 Vadi Kenan Güven 1985 yılında, süt Lankem'in kov. dolayısıyla kovtileden süt toplattı, toplanan sütlerin süt fabrikasında silene, çöğün sülüyor. Ancak fabrika bir süre sonra tarımsal olarak kullanılmaya başlandı. Sütlerin ne olduğu bilinmiyor. Pulumur ilçesi, Balpazarın Bırsığı



Gözü anıtsı Mezarı gurbette olacak

16 (KÜ) 15.21. S.0001 1987

İnsan yasası yok mu?

Türkiye'yi ne kadar tanısayık, ne kadar bilesek de, şaşırılmak elde değil. Tunceli'nin 233 köy halkına, bir yıl önce, yaşadıkları yerlerin millî park haline getirileceği, bu nedenle yerleşmek için Aydın, Muğla, İzmir, Antalya illerinden birini seçebilecekleri bildiriliyor. Evet bildirim bir yıl önce yapıyor ve bu olay bugüne kadar haber değeri bile kazanamıyor.

Olayı yuzlerce, belki de binlerce memur biliyor. 233 muhtar biliyor. Tunceli köylerinin yarısından çoğu biliyor, hatta yerleşecekleri yeri hukümet form doldurarak belirtiyorlar. Onların akrabaları, tanışları biliyor. Jandarma komutanları, jandarmalar biliyor, o kadar ki, vatanıdaki form doldurması için "yoksa semin için iyi olmaz, nasıl olsa gideceksin, rahibiyorsun. Sonra hükümet de biliyordur değil mi, valiler ve başka yetkililer de..."

Ama bilenler, bilmeyenlere söylemiyor mu ne? Yerinden yurdundan göç-edecekler, her halde kaygılarını eş dosta açıyor, derneşiyorlar; ama olay, kamuşallaşmıyor; bütün toplum için alemleşmiyor; toplumdaki ancak cemaatlerin içinde kalıyor; devlet yönetimi kadında ise, bir sürü olararak kalıyorlar.

Basın, yüzbinlerce insanın bildiği bir olayı duyuyor, o paradeden bir tutuşu alamıyor geliba. İstanbul'da Perşembe Pazarı yıkıldıktan sonra, farelerin yurdundan yurdundan olması bile bir haber; çünkü İstanbul'a yayılıyor, evlerimiz geliyiyor.

Acaba biz biraz fazla duyuyoruz mu davranıyoruz? Denebilir ki, daha Tunceli köylüsünün göçü başlamadı bile ya da Tunceli'nin göç etmesinin bir öne mi yok. Pekki oraların millî park haline gelmesi de mi önemli değil? Yurdumuz senlecek, dağlar taşlar ağaç olacak, kuşlar civit civit ötecek. İçirtilmiş Üs-ü'nden helikopterle Münzur'un alabalığı yemeye gelecektir, bunlar da mi haber değildir?

1960-80 döneminin haksızlığı karşı sesini yükselttilen, daha iyi yaşamak için yuruyen, grev yapan toplumu; 1980'lerde hem zor yoluyla, hem de ideolojik araçlarla süsen ve katlanan bir toplum haline getirilebilmiştir. İkinci, üçüncü sınıf yurttaşların oluşturduğu toplumu, tepki izlenim pençesine alınıyor. Toplumun kaymağını oluşturan birinci sınıf ise, her zamandan daha duyusuz ve vurdumduymazdır. Tunceli'nin yarısı da olsa, olay en sonunda köylü-yü ilgilendirmektedir, ayrıca Doğu'lu ve hem de Tunceli'lidir bunlar, "sakıncalı" iden... 1934 yılında

çıkan İstikân Yasası'nın "Türk irtidandan ve Türk kul-

urunden olmayıp" da, "Türk kültüründe eritil-mesi" gerekleri diye tanımladıkları (bu terimlerin hepsi yasaya aittir). Demek ki, iki kez ikinci sınıf olan yurttaşları ilgilendiriyor bu olay.

Devletin utumunu bellidir. Ya toplum niçin bu kadar kayıtsız? Kamuoyunu belirleyen şehir halkı ve seçkinleri, kum taneleri halinde tüka bosa süloları doldurmuşlar. Hakim ideoloji, bu sıkıyıklik için de onları, gene de pencereleli yalnız kendilerine açılan, yapıyılmaz ve alabildiğine bireyler haline getirme işlevini hakkıyla yerine getiriyor. Toplumsal bağların şiddetle parçalanmasına ve çözülmesine karşı çağıda bir cevap arayan sol ise, bastırılmıştır. Şimdi suskun bir Türkiye'nin acı meyvalarını yiyoruz, 12 Eylül'ün getirip önümüze koyduğu budur.

İnsanlarımız için, yerimi yur-dunu bırakıp başka diyarlara göç etmek bir "kurtuluş" haline getirilmiştir. Tunceli köylüsü, "hiç olmazsa bu huzursuz ve gergin ortamdan, jandarmamın aramasından, baskısından, dayalıdan kurtulurum gittiğim yerlerde" diyebilmiştir. Bunun resmi adı da anlaşılan "köylünün rızası" olacaktır.

Bu proje uygulanabilir mi, uygulanamaz mı, kesin bir şey söyleyemeyiz. Burada çarpıcı bir gerçek gözlerimizin önündedir: İnsanlarımız kendi özyurtlarında korkusuz yaşayamıyorlar. "Huzur ve barış" getireceğim diye itidara el koyan

askerî yönetimin bilançosu ortadadır: Doğu'da silahlı eylemler bir üst düzeye çıkmıştır ve 500'den fazla cana mal olmuştur, halk ise yurdunu bırakmayı düşünebilecek kadar huzursuzdur. Herkes biliyor ki, kendilerine Aydın, İzmir, Muğla ve Antalya'da vaat edilen topraklar cennet değildir. Cennete bile taşınmaz o insanları, göç her zaman kitlesel bir trajedidir.

Bu uygulama Orman Yasasına göre yapılabilir, ama Türkiye'de herhalde insanları koruyan bir yasa da bulunabilir. Tabular yurduzden el sürülebilir onlara.

Sorun, gerçekten cumhuriyet olabilecektir. Tek tek birey açısından ise, teba olmanın kurtulup be-şî dik bir cumhuriyet yurttaşları gibi davranabilecektir. □

Not: Geçen sayıda Yedigöller, eski MMT Başkanı Emel Köpçenler'in Fıstık Doğu'nun Nisan 1987'den sonra doğu bırakıldığını, Emel'in genelini hayata çıkaracağını öğren-dik, özzebir, özür dileriz.

Doğu Perinçek

● Kalmak isteyenlerin de, gitmek isteyenlerin de sorunları var

GÖÇ TEDİRGINLIĞI

● Tunceli'de, Ege ve Akdeniz yöresine göç etmek için 15 bin başvuru yapıldı

● Ancak, yer değiştirmeyi isteyen yurttaşlarda da "Gideceğimiz yer dağ başı mı, bağ başı mı?" olacak kaygısı başladı

● Ahmet BAYDAR, ● TUNCELİ

ORMAN köylülerinin Ege ve Akdeniz yörelerine yerleştirilmesi kararı, Tunceli'de göçten yana olanları da olmayanları da bir hayli tedirgin etmiş durumda. Göçer karı olanlar arasında, son karar bir tür "sergün" azaletinde görenler olduğu gibi, göçü düşünenler arasında da, "Gideceğimiz yer dağ başı mı, bağ başı mı olacak? Hayatımızda ne değişecek?" endişesi gözleniyor.

Tunceli'deki orman köylülerine yapılmış konuşmalarında göçer karı ya da göç yanlı olan yurttaşlar, görüşlerini şöyle dile getirdiler:

Yusuf Özer: "Ben göç talebinde bulunmadım. Ancak soruların sırasına geldim. Biz burada 15-20 kişi bir evde oturuyoruz. Dayanık ki oralarda 60 metre-karallık evler yapıyorlar. Bizim ailelerimiz orada nasıl barınacak? Üstelik biz buradadır, dayanışma içinde, yardımlaşarak yaşıyoruz. Birimiz akıllıca olsa, yardımcı oluruz. Oralarda akıllıya düşecek, bir ekmek verene bile çıkmaz. Bir de bizim adımız çıkmaz: Tuncelli... Tuncelli'de böyle iş bile vermiyorlar."



"Adımız Tuncelli'ye çıkmış" Tunceli'de göç konusundaki düşüncelerini Milliyet ekibine anlatan orman köylüleri. "Biz burada dayanışma içinde yaşıyoruz. Orada bize iş vermek bir yana, mezarımız bile para ile kazılır" dediler. (Fotoğraf: Bülent HİÇYILMAZ)

Cafer Bulut: "Benim toprağım yok. Ama yaradık yapıp 10 nüfus geçindiyorum. Daha önce izmir'de çalışmışım. Ama Tunceli olduğum öğrenince işime son verdim. Şimdi gideceğimiz yerlerde barınabileceğimizi mi?"

Süleyman Yağlı: "87 yapacağız. Ben bu yaştan sonra başka topraklara değil, toprağı altına gideyim."

Musafer Bozcu: "Evdiklerimiz, bu toprakların insanı. Şartlar iyi olsa elbette gitemiz. Ama hem toprağımız yok, hem iş yok. Üstelik çocuklarımız okutacak okutacak, işe kadar okutabiliyoruz. Gideceğimiz yerler çok iyi olmasa da hiç olmazsa çocuklarımız okuma olacağını buluruz."

Mehmet Demir: "Yereye gideceyken hiçbir ciddi yatırım yapılmadı. Buradan sonra da yapılacak iş yok. Onun için ben gitmekten yanayım."

Gülnel Karabağ: "Ben gitmek istemiyorum. Bize yol yapınlar, okul yapınlar kalemim. Biz, birbirimize destek oluyoruz."

Burada bizim ötek, diğerleri mezarımız kazar. Oralarda, mezarımız bile para ile kazılır."

Bu arada, Tunceli Orman İşletme Müdürü Rifat Emin Bal, yeni açılacak yerleşim yerlerine girmek için 15 binin üzerinde başvuru aldıklarını söyledi. Bal, yurt dışında bulunan Tunceli'den de yakınları aracılığıyla başvuran ve aynı evde yaşayan ailelerin birekürde ayrı ayrı başvuruda bulunmaları nede niyle rakamın bu denli yükseldiğini belirtti.

Yörede incelemede bulunan DSP hevesli ise, başvuru sayundaki yükselişini, Tunceli'de hakim olan "işemek de, istemek de gideceğiz" görüşünden kaynaklandığını belirtiyor. DSP Grup Başkanvekili ve Karş Milletvekili Ömer Kuşhan'a göre, gündemdeki asıl konu, "Devletin neden insanları topraklarından ayrılmak istiyorsa hissettirdi."

Cumhuriyet

Taşınması gereken köy sayısı 3 bin 192 olarak belirlendi

Göçte yeni aşama

Bakan Doğan, "Zorlama yok" diyor, bakanlık Özel İhtisas Komisyonu'na hazırlanan raporda, "taşınacak köy kapsamına" giren köy sayısı 3 bin 192 olarak belirlendi. Özel İhtisas Komisyonu 3 bin 192 köyün iskânı için 1 trilyon 278 milyar lira gerektiğini saptadı.

ANKARA, (Cumhuriyet Bureau) — Tarım Orman ve Köylüler Bakanlığı bünyesinde oluşturulan orman köylülerinin iskânına ilişkin Özel İhtisas Komisyonu'nun 3 bin 192 köyü "taşınması gerekli köy" kapsamına aldığı belirlendi. Özel İhtisas Komisyonu 3 bin 192 köyün iskânı için 1 trilyon 278 milyar lira gerektiğini saptadı.

Tarım Orman ve Köylüler Bakanı Hâşim Doğan, "Herbir köyün toprak iskânı ve göç olayı söz konusu değil. Göç ile ilgili haberler yalancadır. Biz sadece tüm orman köylülerine bilgi göndererek isteklerini envanterler çıkarıyoruz" derken, Tarım Bakanlığı bünyesinde oluşturulan orman köylülerinin iskânına ilişkin Özel İhtisas Komisyonu'nun, orman köylülerine ilgili olarak 1984 yılında hazırladığı raporda, 17 bin orman köyü bulunduğu belirtilerek, varılan kararda şöyle denildi:

"Ormanların korunması, geliştirilmesi ve ilky edilmesi için buradaki köylülerin iskânı gerektirir. Bu çözümlü yolu, bulunduğu yerde kalkındırılması mümkün olmayan orman köylülerine imar ve ilky için de yarar sağlayacaktır."

Orman köylülerinin iskânı konusunda oluşturulan Özel İhtisas Komisyonu raporunda, taşınması gerekli köy sayısı 1984 tarihinde 3 bin 192 olarak gösterilirken, 1984 fiyatlarıyla iskân edilecek köylülerin imar ve ilky için gerekli ödenek miktarının 1 trilyon 278 milyar lira olduğu belirtildi.

24 ŞUBAT 1987

TZD: GÖÇ OLAYI DOĞRU, SONUNA KADAR TAKİPÇİSİYİZ

Öte yandan Türkiye Ziraatçiler Derneği Genel Başkanı İbrahim Yetkin, "orman köylülerinin göç olayına doğru olduğunu, özellikle doğu İleri ve Tunceli'de köylülerin göç zorlandığını" ileri sürdü.

TZD Genel Başkanı Yetkin, Türkiye'de izlenen tarım politikasıyla çiftçilerin yoklaşmaktan da öte "amaçsız muhtaç" duruma düşürüldüğünü, çiftçiler arasında en muhtaç durumda olan kesimin ise orman köylüleri olduğunu belirtirken, şöyle dedi:

"Tarım Orman ve Köylüler Bakanlığı orman çevresindeki köylülerin boşaltılmasını 3 yıl önceden planlamıştır. Göç edecek toplu olarak yerlerinden edilecek köylüler bakanlıkta daha önceden belirlenmiş, bu konuda çalışmalar tamamlanmıştır. Olayın duyulması ve kamuoyunun eleştirilerini üstüne çekmesi üzerine bakanlık bunun bir envanter çalışması olduğunu, ancak istekli olanlara iskân edileceğini açıklarak zorunda kalmıştır. Bakanın sözlü doğru değildir."

İbrahim Yetkin, "Eğer Tarım Bakanı söylediklerinde samimi ise orman köylülerini, verilecek tarım arazilerinin yanı sıra, tarım girdileri ile teşvik etmelidir" dedi ve şunları söyledi:

"Yine Tarım Bakanı bu konuda samimi ise, toprak mülkiyetini Hazine'ne arzalı olarak değil, kendi mülkiyetine vermelidir."

İktidarı tarım, orman ve köylüler politikasını yürüten yetkililer, 3 yılda Türk tarımını tahrip ettikleri yetmiyorlar gibi, bir yığın insanı tedirgin ederek, plansız ve programsız bir çalışmanın sonucunda binlerce orman köylüsünü tedirgin etmiş, insanları ne yapacağını bilemez duruma sokmuşlardır.

Ayrıca Tarım Bakanı'nın beyanları yanlış ve tutarsızdır. İlk gün 126 bin hektar olarak söylediği tarım arazilerinin bir gün sonra 137 bin hektar olarak ifade etmesi, sayın bakanın bu konuda ne kadar ciddi ve tutarlı olduğunu ortaya koymaktadır.

Yetkin, 1984 yılında hazırlanan Özel İhtisas Komisyonu raporundan haberdar olduklarını da kaydederek, şöyle devam etti:

"Bakanlık orman köylülerine altyapı yardımı ve destek götürmemekte ısrarlıdır. Bu amaçla 17 bin köyün iskânını tasarlanmaktadır. Devlet desteğinden uzak köyler yarıya bu yolla da göç zorlanmaya olmaktadır. Ancak, göç eden orman köylülerini etkisizden farklı olmayan köylü bir ortam beklemektedir. Orman Bakanlığı'nın eliyle imar ve ilky edilmiş yeterli alan yoktur, doğru dürüst bir planlama da yapılmamıştır. Değil 17 bin köy, 5 bin köyün imar ve ilky için bile Türkiye bütçesi kâfi gelmeyecektir."

Hürriyet

25.2.1987

DSP, Tunceli'de inceleme yaptı

● Göç konusunda araştırmalar yapan DSP Milletvekilleri, köylülerin "psikolojik baskı altında" göçer karar verdiklerini söylediler

ORMANCI köylülerinin göçer zorlandığını iddialarını araştırmak için Tunceli'ye gelen DSP milletvekilleri, köylülerin çoğunun "psikolojik baskı altında" göçer karar verdiklerini öne sürdüler.

Karş Milletvekili Ömer Kuşhan, göçer isteklerin fazla

olmadığını öne sürerek "Köylüler, devletin bu uygulamayı için yapacağı masraflı kendi köylülerine yapmaya dahd iyi bir ortam kavuşabileceklere insoyluyorlar. Dileklerini verdikleri halde kims ne ne göçer gideceğini bilmiyor. Bunun endişesini du yuyor" şeklindeki konuştu

Türk Silahlı Kuvvetleri "sakat yerleşim düzeni değişmeli" görüşünde

"Doğu'ya yeni yerleşim düzeni"

Ertuğrul ÖZKÖK

● Bir Genelkurmay yetkilisi, Hürriyet'e, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin bölücü terör olayına bakışını şöyle açıkladı:

● Köy korucuları yararlıdır. Teroristler, bu sistemi çökmek istiyor. Bölgede yerleşim birimleri var... Hepsi karakol kurmak imkânsız... Mutlaka, merkezi yerleşime geçilmeli. Bu bölgenin Türkiye'den koparılması, hayal bile edilemez. Kalıcı sosyal ve ekonomik önlemlere de ağırlık vermeliyiz."

ANKARA (Hürriyet) - Geçen pazar akşamı Uludere'de meydana gelen katliam olayı, "köy koruculuğu" konusunu yeniden gündeme getirirken, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin, "Bu sistemin, başarılı sonuçlar verdiği" görüşünde olduğu öğrenildi. Bu konuda görüşlerini aldığımız bir üst düzey generikurmay yetkilisi, "Bu sistemin daha da güçlendirilmesi gerektiğini" söyledi.

Son günlerde terörizasyon eylemlerinin askerlerden çok köy korucularına yöneldiğine dikkat çekti. Çünkü bu sistemde köy korucuları, askerlerden çok işlevsel bir yapıya sahiptir. "Dikkat edilirse, son saldırılarda hedef, değişmiş gibi görünmektedir. Artık askerlerimiz değil, köy korucularına saldırıyorlar. Bunun amacı, köy korucularını sistemin çökmektedir. Çünkü bu sistemden çok iyi sonuçlar alındı. Bu sistem sayesinde teröristlerin bölgede "yasama vasıtası" ortadan kaldırıldı. Yiyecek, ilaç, tıbbi malzeme artık güçlük çekiyorlar. Teröristlerin yasama vasıtalarını tehdit altında görmeleri, son derece önemlidir. Her şeyden önce bu, halkın onlarla işbirliği yapmadığını göstermektedir. Bu bakımdan inançsız, köy koruculuğu sisteminin daha da güçlendirilmelidir."

"ORDU DURUMA HAKİM"

Üludere olaylarının sıcaklığı içinde bazı çevrelerde dile getirilen "endüstriyel" ve köylüye yönelik saldırılar, "Ordu, burada hakim mi?" Silahlı Kuvvetleri ile ilgili kararlarda söz sahibi olan yetkililer, bu konuya ilişkin olarak, "Ordu durumuna hakim olmasından ne anlıyoruz?" Ordunun duruma hakim olmasından, bireysel polisyeye olaylara hakim olmasın anlamamıştır. Orduların asli görevi, kitlesel nitelikli olaylara hakim olmaktır. Soruyu bu açıdan cevaplandırdık. "Evet, duruma hakim olmalıyız. Aksi, zaten düşünülemez. Türk Ordusu, bu bölgede kitlesel nitelikli bölücü bir harekete izin vermeyecek durum ve güçtedir."

Bölücü eylemlerin giderek artması, Genelkurmay'da dikkate alınıyor. Yapılan değerlendirmelerde bütün tedbirler alınmış, başlıca iki nedene bağlanıyor. "İrak'ta savaş nedeniyle Türkiye'ye bulaşan sığınmacıların kontrol edilemediği ve bölgedeki dağıtık yerleşim biçimi."

Özellikle dağıtık yerleşim ortama çıkarıldığı "koruma so-

runları". Genelkurmay'da oldukça meşgul ediyor. Genelkurmay yetkilisi bu konudaki görüşlerini de şöyle özetledi: "Bölgenin özellikleri dolayısıyla oldukça dağınık bir yerleşim biçimi var. Mezra, köy, aşak ve yukarı mahalle gibi çok küçük birimler leblebi tanele gibi ortaya buraya saçılmış vaziyette. Küçük bir yerleşim biriminde nüfus artınca, gençler buradan ayrılarak üç kilometre birde yeni bir yerleşim birimi kuruyor ve toprağı işleme başlıyorlar. Tabii bu durumda, küçük yerleşim birimleri ortaya çıkıyor. Bunların her birine ayrı birer karakol kurmak mümkün değil."

Sonuçta bu değerlendirme, Silahlı Kuvvetleri "yeni yerleşim politikası uygulanması" gerektiği görüşünde. "Genelkurmay yetkilisi bu görüşü "Mutlaka merkezi yerleşim birimleri oluşturulmalıdır" biçiminde özetledi. Ancak bu konuda da kamuoyunda oluşabilecek yanlış izlenim silahlı Kuvvetler mensuplarını şaşırtmıyor. Son günlerde orman köyleri dolayısıyla başlıca "zorunlu göç" tartışması da bakımdan dikkate alınıyor. Silahlı Kuvvetleri'nin, bizzat Genelkurmay Başkanı Orgeneral Nezzet Ürügün

başından geçti defalar. "İç savaşta tamamlanmamış çekilme sürecinde bulunduğu" açıkladığı bir dönemde, halihazırda ordunun imajını olumsuz yönde etkileyecek yorumlar vermekten, özellikle kaçınıyor. Ancak bütün bu zorluklara rağmen, "Merkezi yerleşim birimleri oluşturulması fikri", kaçınılmaz bir gereklilik olarak görülüyor. Bu konudaki çalışmaların da zaten başlanmış durumda olduğu belirtiliyor.

ASKERİ ÖNLEMLER, TEK BAŞINA YETERLİ Mİ?

Görüşünü aktırmış Genelkurmay yetkilisi, "Genelkurmay yetkilisi, "Merkezi yerleşim birimleri oluşturulması" gerektiği görüşünde. Yetkililer, "Belki çok sert askeri tedbirlerle bu olay bastırılabilir, ancak kalıcı çözüm, sosyal ve ekonomik tedbirlerle yatıyor. Çünkü bu görüşü özetliyor. Askeri tedbirlerin de çok önemli olduğunu vurguluyor. "Önce, şu gerçekten hareket etmeliyiz: Türkiye'nin jeopolitik konumu ile ordumuzun durum ve gücü gereği, bu bölgenin ülkeye koparılması hayal bile edilemez. Bu görüşü kabul ederek, bölgeye bakışımız daha rahat ve gerçek-

çi olur. Bu bölgede olaylar, daha bir süre devam eder. Ekonomileri bizzat güçlü ülkelerde bile, durum böyle. Alın işçiyi... Bank bölücüleri de başta teröristler, Alın İngiltere'yi... İrtidatlı. Biz de hareketlerimizde bazı noktalarda dikkate almak zorundayız. Çok sert uygulamalarla bu durumda sonuç alabiliriz. Ancak bunu yaparken, bölgede yaşayan ve Türk Devleti'ne bağlılığını her fırsatta gösteren vatandaşlarımızın bursuz etmek istemeyiz. Uluslararası kamuoyuna da dikkate almak zorundayız. Bu nedenle, bölgede kalıcı bir huzuru sağlayacak tedbirler ağırlık verilmelidir. Kanımca bunun da 7 şartı var. Merkezi yerleşim birimleri kurulması, buralara okul, konut, sağlık tesisleri yapılması, iş ve üretilen ürünler için pazar yaratılması gerekir. Teröristlerin çok büyük bir bölümü, bölgenin çocukları... Kimi Semdinli, kimi Hakkâri ve Uludere doğumlu. Ama anne ve babaları kendilerini benimsemişler. Özetle burada bir Kürdistan cumhuriyeti kurabilirler, ne de bölge halkı buna semin hazırlar."

Cumhuriyet

Karaevli, taşınma çalışmalarının bu yıl başlayacağını açıkladı

Sınır köyleri taşınmıyor

Devlet Bakanı Karaevli, sınırı 600 metreden yakın olan bölge üzerindeki köylerin taşınması çalışmalarına hızla başlanacağını söyledi. Karaevli, sınır bölgesinde olmayan küçük yerleşimlerin birleştirilmesi için herhangi bir çalışma yürütülmediğini, ancak mezarlara elektrik, su, yol gibi devlet hizmetlerini götürmeyecek, büyük birimlere taşınmayı teşvik edeceklerini açıkladı.

FARUK BİLDİRİCİ

ANKARA — Devlet Bakanı Ahmet Karaevli, sınırı 600 metreden yakın olan bölge üzerindeki köylerin taşınması çalışmalarına bu yıl içerisinde başlanacağını açıkladı. Karaevli, Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde küçük yerleşim birimlerine devlet hizmetleri götürülerek buralarda yaşayan insanların köylere, büyük birimlere taşınmalarının teşvik edildiğini söyledi.

Devlet Bakanı Karaevli, Cumhuriyet muhabirinin Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde küçük yerleşim birimlerinin toplanmalarını konusundaki sorularını yanıtlarken, "Kimsenin isteği dışında yerlerden etmeye şahsen katılmıyorum" dedi.

Karaevli, geçen yıl Tarım Orman ve Köyler Bakanlığı ile İçişleri Bakanlığı yetkililerinin de katıldığı toplantılar yapıldığını ve bu toplantılarda sınırı 600 metreden yakın alandaki köylerin geriye çekilmesi çalışmalarının, bu yıl içerisinde gerçekleştirileceğini söyledi. Karaevli, sınır bölgesindeki çalışmaları şöyle anlattı:

"Sağ ünlüde yerler var. Haritada gördüğümüz kadarıyla sınırın tamamı köyler var. Bunlar sadece güvenlik bakımından, tampon bölge yaratmak amacıyla kaldırılacak. Geriye alınacak. Bu hadise orman köyleri gibi değil, oradaki vatandaş kendiliğinden

başka yere gitmek, kurtulmak istiyor. Vatandaş orada zaten güvenlik açısından rahattır."

Orman köylerinin durumları hakkında çalışmalarını Sayın Bakan o gün Bakanlar Kurulu'nda anlattı. Köylülerin zorla götürülmesi söz konusu değil. Ama Samsat'ın taşınması eleştiriliyor. Samsat buraların altına kalacağı için taşındı, hem de son derece güzel bir yerleşim birimi kuruldu.

İstemeyen orman köylerinin başka yere taşınması söz konusu değil. Ama zaten Batıdaki köylülerin istemediği Tunceli ve yöresindeki köylülerin taşınmak istedikleri biçiminde haberler var. Gitmek istemeyen bir şey diyemeyiz."

Ahmet Karaevli'ye göre ayrılmış güçlerin yurda girişinin engellenmesi için fiziki engel kurulamayan engelli arazide "derinleşme yolları" yapılıyor. devriyelerin sınıra rahatça gidebilmeleri sağlanacak. Karaevli, "Bence fiziki engel kurulması da o kadar acil değil, derinleşme yolları ile teröristlerin ellerini kollaması aşılayarak içeri girmelerini önlemek lazım" dedi. Fiziki engel kurulmasının asli olarak kaçakçılık olayının önlenmesi için düşünülmüş olduğunu ama şimdi kaçakçılık sorununun ortadan kalktığı belirtilen Karaevli, "Suriye ve Irak'ta otoritesizliğe verdiği ve teröristlerin rahatça çalışmasına imkân veren bir ortam var. Derinleşme

yollar yapıldıktan sonra çalışma şartları kolaylaştırılır" biçiminde konuştu.

Başarılı sular altında kalan köylerin yeni yerleşim birimlerine taşınmasından sorumlu bakan olduğunu anımsatan Karaevli, "O köylerin tahahhülüne sızıyor ve güvenliği sağlıyor sorunu yok. Eger her an güvenlik kuvveti bulundurulmuyorsa vatandaşlar o adamların insanfena buraları bırakıyor demektir. Sınır üzerindeki köylerin taşınması için zaten toprak bağlı değil" dedi. Karaevli, 600 metrelik yer içerisinde oturabilmenin "zaten Genelkurmay Başkanlığı'nın izniyle bağlı olduğunu" anımsatarak, sınır üzerindeki Nusaybin'in taşınmasından da kendin sınır tarafında yeni tampon bölge açılarak vazeçildiğini anlattı.

Devlet Bakanı Karaevli, Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde küçük yerleşim birleştirilmesi konusundaki hükümet politikasını şöyle dile getirdi:

"Küçük yerler, mezarları biraraya toplanmak gibi bir çalışmamız yok. Ama politikamız mezarlara elektrik, su, yol gibi devlet hizmetlerini götürme. Biz sadece köylere bu hizmetleri götürerek buralarda oturmayı çekici hale getirmeye çalışıyoruz ve ikidare geldiğimiz günden bu yana bu politikayı sürdürüyoruz. Küçük mezarlar kurulmasının nedeni genellikle kan davaları oluyor ve buralarda oturanlar daha belli vakti yerinde insanlar oluyor. Bunların güvenliği sağlamak ayrıca bir sorun oluyor. Urfa ve civarında köy sayısının iki katı mezar var. Mezarlardaki insanlar devlet hizmetlerinden faydalanamıyorlarsa köylere ya da öbür yerleşim birimlerine taşınmak zorundadır."

Cumhuriyet

20 ŞUBAT 1987

Sağlar: Özal ve yandaşları, düşünmeyen, ezilen bir ülke yaratma çabasında

'İşkenceyi Meclis araştırmalı'

12 Eylül 1980'den bu yana gözetilene alınan 240 bin insandan işkence görmeyenin hemen hemen bulunmadığı ifade edilen Meclis araştırması önergesinde işkenceden devlet güçlerinin sorumlu olduğu vurgulandı.

ANKARA (ANKA) — SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar ve arkadaşları tarafından hazırlanan "Türkiye'de insan hakları ihlali ve işkence" konusundaki Meclis araştırması için TBMM Başkanlığı'na önerge verildi.

İşkencenin Türkiye'de bir sorgulama yöntemi ve kişiliği yok etmeye yönelik sistemli ve yaygın bir uygulama olduğu belirtilen önergede, İnsan Hakları Derneği'nin açıkladığı, çeşitli yöntemlerle işkence yapılarak yaşamını yitiren toplam 149 kişi örnek olarak gösterildi.

12 Eylül 1980'den bu yana gözetilene alınan 240.000 dolayındaki insandan işkence görmeyenin hemen hemen bulunmadığı ifade edilen Meclis araştırması önergesine, işkence uygulamalarından devlet güvenlik güçlerinin sorumlu olduğunun, yargı kararlarıyla saptandığı vurgulanıyor.

Önergede, işkence uygulamalarının ardında hangi güçlerin bulunduğu, işkence sabit olduğu halde çok sayıda olayda sorumluların neden bulunmadığı, tirafçı polis memuru Sedat Cander'in açıklamalarında adı geçen sorumlular hakkında

SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar, pazar günü belediye başkanlığı seçimi yapılacak Zonguldak'ın Atlaplı beldesinin ilçe olması için TBMM Başkanlığı'na yasa teklifi verdiklerini söyledi.

bugüne kadar ne gibi işlem yapıldığı, işkence görülenlere, işkence yapılmadığına ilişkin sahte rapor verilmeleri için doktorlara baskı yapan sorumlular hakkında işlem yapıp yapılmadığı da soruluyor. İşkenceyi Meclis'in araştırması gerektiğini söyleyen SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar, dün düzenlediği basın toplantısında ayrıca, Başbakan Turgut Özal ve "yandaşları"nın, düşünmeyen, kolay sömürülen ve ezilen bir ülke yaratma çabasında bulunduğunu belirterek şöyle konuştu: "Dün Urfa Ceylanpınar'da ikinci bir Sıddık Bili-

gin olayının yaşandığı kuşkuyla değilmiş Adnan Tivisiz olayı dikkat çekti."

ALAPLI İÇİN YASA TEKLİFİ

SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar, pazar günü belediye başkanlığı seçimi yapılacak olan Zonguldak'a bağlı Atlaplı beldesinin ilçe olması için TBMM Başkanlığı'na bir yasa teklifi verdiklerini de bildirdi.

Fikri Sağlar, ANAP'a ait araçların bakım ve tamirlerinin Ankara Büyükşehir Belediyesi'nin ait atelyelerinde yapıldığını saptandığını da kaydederek bunu protesto etti.

Cumhuriyet 21.2.1987

DSP ve SHP heyetleri mayınlı alanda

Milletvekilleri ceset aradı

Ceylanpınar'da işkence ile öldürüldüğü iddia edilen Adnan Tivisiz olayını inceleyen DSP ve SHP'li milletvekilleri dün de mayınlı alanda ceset aradılar.

Karakolda gözetilene bulunanlarla görüşülmedikleri milletvekilleri İçişleri ve Adalet Bakanlarına yıldırım telgraf çektiler

CEYLANPINAR (Cumhuriyet) — Bir süre önce tarım işletmelerine ait arazilerin Suriye sınırına yakın kesiminde tarlaya gömülü olarak ele geçirilen 147 adet Browning marka tabanca ve 248 adet sarjörle ilgili olarak gözetilene alınan 12 kişiden Adnan Tivisiz'in öldürülmesindeki giz korununca, DSP ve SHP milletvekilleri dün de Ceylanpınar'da incelemelerde bulundular. Öldürülen Tivisiz'in eşi Süphan, kendisiyle görüşen milletvekillerine "Kocama işkence ettiler, 4 sahinin yardımıyla tuvazete git-din bir kipi nasıl oluyor da mayınlı tarhada kaçabiliyor?" diye sordu.

Tatbikat için mayınlı tarlaya götürüldüğü sırada bir fırsatın bularak Suriye tarafına geçmeye çalıştığı için öldürüldüğü açıklanan Adnan Tiv-

siz'in jandarma karakolunda işkence ile öldürüldükten sonra mayınlı tarlaya götürüldüğünden öne sürülen ve bu iddiaların doğruluğunu üzerine DSP Grup Başkan Vekili Ömer Kuşhan, Gaziantep Milletvekili Süleyman Kayuncuoğlu ve İzmir Milletvekili Fikret Ertaş'dan sonra DSP ve SHP Milletvekilleri Kadir Narin ile Karlıreli Milletvekili Erol Ağaçlı Ceylanpınar'da soruşturma yaptılar.

KOCAMA İŞKENCE GÖRÜDÜ

Öldürülen Adnan Tivisiz'in yakınına görüşen SHP heyetine Tivisiz'in eşi Süphan Tivisiz, kocasının kesinlikle işkence edilerek öldürüldüğüne şüpheledi. Süphan Tivisiz olayı şöyle anlattı:

"Kocam bir alacak lpi için Siverek'te gitmişti. O gün jandarmalar gelip Adnan'ı tuttular. Adnan götürüldükçe jandarmalara aradığını söyledim. Çiğdi, tevlam oldu. Sonra bir grup asker geldi, beni ve çocuklarımı da karakola götürdüler. Beni bir odaya aldılar. Ödüllü odada kocama işkence ettiler. Sonra beni serbest bıraktılar. Ertesi gün, bana, 'Adnan mayınlı tarhada kaçarken vurularak öldürüldü' dediler. Karakolda işkenceden sonra 4 sahinin yardımıyla tuvazete göbilen bir kipi nasıl oluyor da mayınlı tarhada kaçabiliyor. Bunu anlayamadık."

Öldürülmelerden sonra milletvekilleri, ilçe kaymakamı Aziz İnci ve ilçe jandarma bölük komutanı Kadir Narin ile birlikte mayınlı alanda ceset aradılar. Aramaların sonuçsuz kalmasından sonra SHP Milletvekili Kadir Narin şu açıklamayı yaptı: "Söylenen yerde aranamaz. Cesede nelemizdir. Kocamızın olay yerinde ceset izleri yok. Mayınlı olduğu için yaza girme olanağı bulunmadı. 7. Kolu'da ve Sırtbeyim Komutanlığı'nda hep kolluyor. İle belkiki etmek istedik, bekliyoruz. Bu olay

sonuna kadar titizlikle izleyeceğiz."

Milletvekili Erol Ağaçlı da "Kocam her ne kadar Urfa ili sınırları içinde meydana gelmiş de sınır bölgesinde olduğu için Mardin'deki jandarma tugay komutanlığına sorulmuştu. Bu konudaki soruşturma da C. Sevilçin yürütmektedir. Şu anda biz İlgidenler tek koca cesedi bulunup bulunca tetim edilmeyecek. Bu, devletin görevidir. Bunu beklemek de vatansever doğal haklıdır. Adnan Tivisiz'in akıbeti kesin olarak ortays çıkıncaya kadar SHP olarak konuşma hem adil ve hem de idari makamlarda talipçiler olacağız. Sınırın işkence ile öldürüldüğü iddialarını yalanlayacak ve bizi tatmin edecek bir belirti görübümüz değiliz" dedi.

Öte yandan önceki gün Şanlıurfa'yı giden DSP milletvekilleri ise karakolda gözetilene bulunanlarla görüşme izni alırlarını belirttiler. Karan, Ceylanpınar'da bulunan Şanlıurfa Sevaç Kadir Eroğlu, bu görüşmenin mümkün olamayacağını belirterek, gözetilene bulunanlarla milletvekillerini görüştüklerini söyledi.

Karakoldakilerle görüşmeyen DSP'li milletvekilleri, İçişleri ve Adalet bakanlarını telefonla aradılar, ancak yerlerinde bulamadılar. Milletvekilleri bunun üzerine iki bakana da telgraf çektiler.

Hürriyet

22.2.1987

İşkence olayında kuşku 4 nokta

Ceylanpınar'da toprağa gömülü silahlarla ilgili korutulan Adnan Tivisiz için işkenceyle öldürüldüğü cesedinin mayınlı alana atıldığı" şeklindeki iddiaları araştırın 3 kişilik DSP heyetinin saptadığı kuşku noktaları şunlar:

- 1 Kendiğinden teslim olan Tivisiz, neden mayınlı alana kaçmamıştı?
- 2 Tatbikat saati olarak neden gündüz değil de, gecemin 00.30'u seçildi?
- 3 Karakolda birkaç kişinin desteğiyle yürüyebildiği söylenen Tivisiz, nasıl oldu da usuz süre kaçabiliyordu?
- 4 Kaçarken arkadaşları atıldığı iddia edilen Tivisiz arkadaşlarıktan sonra neden akıbetiyle ilgilendirilmedi ve cesedi mayınlı alana neden aranıp bulunmadı?

Ramazan PAMUK

CEYLANPINAR, (Şanlıurfa). (hha) — Ceylanpınar'da toprağa gömülü bulunan silahlarla ilgili gözetilene alınan Adnan Tivisiz adlı gencin işkence ile öldürülüp cesedinin mayınlı sahaya atıldığı iddialarını araştırın DSP'den 3 kişilik Parlamento heyeti, durum değerlendirilmesini" yaptı. DSP Grup Başkan Vekili Kara Milletvekili Ömer Kuşhan Ceylanpınar'da halkın büyük bir tedirginlik içinde olduğunu one surek, "Halkta, devlet baba

edilerek, sağık raporlarının düzenlenmesini talep ederim."

Esmâ Bayram'ın dilekçesinde, tarafsız kişiler tarafından tahkikat yaptırılması ve sanıkların kasten ve görevi kötüye kullanarak adam öldürme suçundan tevkiflerine karar verilmesini istediği belirtildi.

Dişarbakır Cumhuriyet Savcısı Veli Çiftçi de yaptığı açıklamada otopside, Zulfikâr Bayram'ın darp sonucu öldüğünün saptandığını belirterek, tutuklu buldukları one sürülen şahı-

ların serbest bırakılması için ilgililerle görüşeceğini, hakkında şikâyet olan Piriçlik Jandarma Karakol Komutanı Astsubay Mustafa Hastürk ve diğer askerler hakkında da gerekli yasal işlemlerin yapılacağını söyledi.

Öte yandan, SHP il yönetimi, Bayram ailesinin büyük bir kismının parçillerini olduğunu belirterek, olayla ilgili temin için bir kurufl oluşturlarını bildirdi.

Kuşhan, "İşkence olayı" ile ilgili olarak belirttikleri ve aydınlatılması istedikleri 4 şüphelencü noktayı şöyle açıkladı:

1 Kendiğinden gelip karakola teslim olan Adnan Tivisiz, tatbikat için götürüldüğü sahadan, mayınlı sahaya neden kaçmamıştı?

2 Tatbikat yapıyorlarsa, neden bu zaman gece saat 00.30 olarak seçildi? Gündüz olmasa mıydı?

3 Karakolda ancak birkaç kişinin desteği ile yürüyebildiği göğü tanıkları tarafından ifade edilen Tivisiz, nasıl oldu da usuz süre kaçabiliyordu?

4 Sanık Adnan Tivisiz kaçarken arkadaşları atıldığı iddia edilen Tivisiz arkadaşlarıktan sonra neden akıbetlerinin ne olduğu bilinmediği belirtiliyor. Tivisiz vurulmuşsa, cesedi mayınlı sahada neden aranıp bulunmuyor?

Gözetilene bulundurldukları jandarma karakolunda işkence görükleri one sürülen sanıklar, DSP milletvekilleriyle görüşturler.

Cumhuriyet 23.2.1987

Karakolda yine ölüm iddiası

Savcılığa şikâyette bulunan Esmâ Bayram, Dişarbakır'ın Kupas köyünde firarda olan oğlu nedeniyle karakola götürülen eşi Zulfikâr Bayram'ın dovulerek öldürüldüğüne iddia etti.

ZİYA AKSOY

DIŞARBAKIR — Merkezde bağlı Kupas köyünde oturan Bayram ailesinin evine baskın yapan jandarmaların, Zulfikâr Bayram'ı dayak ve işkence sonucunda öldürükleri eşi tarafından idari suçlularak savcılığa şikâyet-

te bulunuldu. Cumhuriyet Savcılığına dilekçe veren Zulfikâr Bayram'ın eşi Esmâ Bayram, önceki gün Pirinçlik Jandarma Astsubay Mustafa Hastürk komutasında çavuş ve askerler tarafından, bir suçtan dolayı firarda olan oğlu Hasan Bayram'ın aranması sıra-

sında, bütün aile fertlerinin dovulup dipçiklendiğini ideri sürdü. Esmâ Bayram, savcılığa verdiği dilekçede şu iddialarda bulundu:

"Ölen Zulfikâr Bayram, kocamdır. Diğer mağdur şahıslar Ali, Süleyman, Aydın, Ayhan, Selahattin, Ramazan, Ayten, Hanım ve Abdulsahap Bayram, yakın akrabalarımızdır. (Dün) gün Pirinçlik karakol görevlileri evimizi basarak, firarda olan oğlumu aramak bahanesiyle bütün aile efradını döverek, dipçikleterek yarahatılar, sonra hepimizizi

karakola götürdüler. Karakolda da dövme ve dipçikleme devam etti, kocam ağır yarahatlandı. İkimizi devlet hastanesine götürdüler. Bugün öğlen (21 şubat) kocam öldü. Diğer aile fertleri karakolda nezaret altında olup, dipçik ve sopalarla yarahatlandı. Sanıkların şikâyetçiyim. En kısa zamanda kocamın cesedini buldurarak otopsi yapılmasını ve ölüm nedenini belirlemesini, ayrıca benim ve yukarıda adlandırdığım diğer mağdur şahısların devlet hastanesine sevk

edilerek, sağık raporlarının düzenlenmesini talep ederim."

Esmâ Bayram'ın dilekçesinde, tarafsız kişiler tarafından tahkikat yaptırılması ve sanıkların kasten ve görevi kötüye kullanarak adam öldürme suçundan tevkiflerine karar verilmesini istediği belirtildi.

Dişarbakır Cumhuriyet Savcısı Veli Çiftçi de yaptığı açıklamada otopside, Zulfikâr Bayram'ın darp sonucu öldüğünün saptandığını belirterek, tutuklu buldukları one sürülen şahı-

ların serbest bırakılması için ilgililerle görüşeceğini, hakkında şikâyet olan Piriçlik Jandarma Karakol Komutanı Astsubay Mustafa Hastürk ve diğer askerler hakkında da gerekli yasal işlemlerin yapılacağını söyledi.

Öte yandan, SHP il yönetimi, Bayram ailesinin büyük bir kismının parçillerini olduğunu belirterek, olayla ilgili temin için bir kurufl oluşturlarını bildirdi.

Cumhuriyet

23.2.1987

Şanlıurfa Savcılığı Tüysüz olayıyla ilgili soruşturma açtı

İşkence soruşturması

Haber Merkezi — Bir süre önce Ceylanpınar tarım işletmesi Akrepli bölgesinde tarlaya gümü olarak bulunan silahlarla ilgili olarak gazaltına alınan sanıklara işkence yapıldığı iddialarıyla ilgili olarak Şanlıurfa Cumhuriyet Savcılığı tarafından soruşturma açıldı. SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar da, bölgedeki işkence ve bazı şüpheli ölümler hakkında bilgi verirken, kaçakçılık suçuyla gazaltına alınan ve jandarmalar tarafından kaçarken vurulduğu söylenen Adnan Tüysüz'ün durumunu "İkinci bir Sıddık Bişgin olayı" olarak nitelendirdi.

Suriye sınırına yakın kesimde bir tarlada bulunan 147 adet tabanca ve 284 adet çarjörle ilgili olarak gazaltına alınan sanıklar işkence yapılmış olmaları incelenen milletvekillerinin açıklamaları üzerine Adalet Bakanlığı'nın talimatıyla Şanlıurfa Savcılığı soruşturmayı başlattı.

İlçe Jandarma Bölük Komutanlığı'nda 10 gündür gazaltında tutulan 11 sanığın 8'inin önceki gün ilk kez Ceylanpınar Cumhuriyet Savcılığı'na şikâyetçi tanık sıfatıyla ifadeleri alındı. Sanıklar, ifadelerinde karakolda çeşitli biçimlerde işkence maruz kaldıklarını belirttikleri üzerine önce sağlık ocağı doktorları tarafından muayene edildiler ve kendilerine geçici rapor verildi. 8 sanık kesir rapor için dün Şanlıurfa Devlet Hastanesi'ne gönderildiler.

Ceylanpınar Cumhuriyet Savcılığı Yardımcısı Fikri Çelik, soruşturmanın hakaret safhasında olması nedeniyle hiçbir açıklama yapamayacağını belirtirken, gazaltındaki sanıkların silahlarla ilgili ifadelerinin de bugün Cumhuriyet Savcılığı'na alınarak mahkemeye çıkarılacakları belirtildi.

13 şubat günü silahlarla ilgili olarak gazaltına alınan, 17 şubat tarihinde yer gösterme tabibikati sırasında Suriye sınırına götürüldüğü sırada sınırдан Suriye'ye geçmek üzere kaçarken "dur"

ihzarına uymadığı savıyla öldürüldüğü söylenen Adnan Tüysüz'ün cesedi henüz bulunamadı. Bu amaçla Mardin Tuğay Komutanlığı'ndan helikopter istendiği öğrenildi. Yakınları tarafından karakolda işkence edilerek öldürüldüğü ileri sürülen Adnan Tüysüz'e ait cesetle ilgili olarak yapılan keşiften de sonuç çıkmadığını belirten bir yetkili, cesedin bulunduğu söylenen bölgede bazı yabancı hayvanların görüldüğüne dikkat çekerek, "cesedin hayvanlar tarafından yenilmiş olabileceği" görüşünü savundu.

DSP ve SHP milletvekillerinden oluşan bir heyetin bölgeye gelmesinden sonra karakolda bulunan sanıklar işkence ve kötü muamele yapılmadığı da belirtildi. Gazaltındaki sanıklar arasında pasaportları Ceylanpınar'a geldiği belirlenen Suriye uyruklu bir kişinin de bulunduğu belirtirken, ilçeye bugün SHP milletvekillerinden oluşan 2. bir heyetin daha gelmesi bekleniyor.

SAĞLAR'IN BASIN TOPLANTISI

"Son günlerde işkence ve baskı iddialarının arttığına" işaret eden SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar, dün bir basın toplantısı düzenleyerek Urfa, Diyarbakır ve Mardin illerindeki bazı işkence ve şüpheli ölümler hakkında bilgi verdi. Ceylanpınar'daki olayla ilgili olarak buraya giden milletvekilleri Kadir Narin ile Erol Ağaçlı'dan aldıkları bilgilerle dayanarak yaptığı açıklamalarda özellikle şu soruları yöneltti:

— Tatbikat sırasında kaçarken mayını tarlada vurulduğu söylenen Adnan Tüysüz'ün cesedi arkadaşlarımızın olay yerine gidip araştırmalarına karşın bulunamamıştır. Ceset nerede?

— Olayla ilgili 11-12 kişi gazaltına alınmışken neden sadece Adnan Tüysüz keşfe götürülmüştür? Keşif neden geçirilmedi ve ne yapılmıştır? Adnan

Tüysüz canını hiçe sayarak gece yarısı mayın arazide neden kaçmaya teşebbüs etmiştir? Madem ki kaçtığı iddia edilmiş, gece karanlığında kaçan şahıs vuran jandarma, gündüz gözüyle yapılan araştırmada bu şahıs neden bulunamıyor, goremiyor?"

Sağlar, Adnan Tüysüz'ün gözetim alındıktan, kendisini gösteren, işkenceye uğradığını söylediklerini de belirterek, "Tüm açıklamaların doğru olup olmadığını araştırmaya çalışarak, kendisini sorarak toplu dayak arştığını öne sürdü. Sağlar, Nusaybin SHP örgütünden aldıkları bilgilere göre, "köy korucularının katkısıyla" jandarmaların 19 Şubat 1987 tarihinde kadınları da erkeklerle birlikte sorarak diğçikle dövüklerini söyledi.

Sağlar, devüleme olayına karşılık Ali Yalçın ile Mehmet Yalçın adlı şahıslardan haber alınmadığını, konuyla ilgili Abdo Yalçın'ın Cumhuriyet Savcılığı'na başvurusu ve Nedim Yıldız'ın Sağlık Merkez Tabipliği'nden aldığın işkence görüğüne dair raporun elde olduğunu bildirdi. Sağlar, bütün bunlara karşın Mardin Valisi'nin "bunların olan olduğunu" kendilerine söylediğini, bu tür olayları "günlük olaylardan sayan bir valinin bulunmamasını durumu ciddiye alınması gerektiğini" vurguladı.

Sağlar daha sonra Diyarbakır Piriñçlik köyünde 20 Şubat 1987 tarihinde adı suçtan aranan ölünün yerini söylemek amacıyla köy meydanında dövüldüğü öne sürülen 65 yaşındaki Zulfikar Bayram olayı hakkında bilgi verdi. Sağlar, Bayram'ın Diyarbakır Hastanesi'ne kaldırıldığını ve burada darp neticesinde öldüğünün anlaşıldığını bildirdi.

rak, "Şiz Yunanınız" dediğini belirtti ve şunları söyledi:

"Astsubay, ilk darbeyle babamın başına indirdi. Babama yediği diğçikle küsa bir süre sonra kasmaya başladı. Evdeki dövme faslı bittikten sonra başçavuş ve bazı erler, anaem, babam ve beni alıp çıktılar. Bazıları ise evde kaldılar. Ancak babamın kusmalar arttı ve yürüyemez duruma düştü. Babam 'Miyorum' diye mırıldanınca, başçavuş 'Şiz Yunanınız, hepimiz öldürüceğiz' dedi. Erler babamı sürükleyerek taspadılar, daha sonra teziste istenince araç geçince karakola onunla götürdüler."

AKBULUT'UN SÖZLERİ
İşleri Bakanı Yıldırım Akbulut, dün geldiği Diyarbakır'da ve Piriñçlik'teki işkence iddialarına değinirken, olaylara adı mekamların el koyduğunu bildirdi. "Suçlu varsa gerçeği yerine getirilir" dedi. Akbulut özellikle şunları söyledi:

"Biz de kendi elemanlarımız marifetle olayı soruşturuyoruz. İşkenceyi hiçbir zaman tasvip etmiyoruz. Kanunen de suçtur. Bu tür olayları gerçekleştirenler az da olsa bulunabilir. Hepsi gerçekte biçimde sorgulanıp, araştır

Savcılık Ema Bayram'ın iddiasını inceliyor:

'Kocam işkencede öldü'

- Diyarbakır Piriñçlik köyünden 63 yaşındaki Ema Bayram'ın oğlunu aramak için evimize gelen jandarmalar hepimizle dayak attı. Dayak karakolda da sürdü. Kocam hastanede öldü.
- Cumhuriyet Savcısı Veli Çiftçi: "Otopsiye göre Zulfikar Bayram darp sonucu ölmüş. Jandarma karakol komutanı astsubay hakkında yasal işlem yapılacaktır."
- Diyarbakır da bir kişinin jandarma tarafından işkence edilerek öldürüldüğü, aile fertlerinin de ezilme görüldüğü ileri sürüldü.



ANA-KIZ İşkencede öldüğü öne sürülen Zulfikar Bayram'ın karısı Ema ile kızı Sayla, vücutlarındaki darp izlerini, "İşkence kanıtı" olarak gösterdiler. (AİHA KORKMAZ)

DIYARBAKIR, MIL-HA

DIYARBAKIR'da bir yurttaşın işkence sonucu öldürüldüğü ilen sürülürken, savcılık, jandarma karakol komutanı ile görevli askerler hakkında yasal işlem başlandı.

Merkezte bağlı Piriñçlik köyünde oturan 63 yaşındaki Ema Bayram, Diyarbakır C. Savcılığı'na başvurarak, eşi Zulfikar Bayram'ın jandarma bazısına dayanarak öldürüldüğünü, diğer iddialarına da "iki saat önce" yapıldığını bildirdi. Savcılığa başvuran Ema Bayram, olayı şöyle anlattı:

"Piriñçlik jandarma karakol görevlileri 19 Şubat'ta evime baskı yaptılar. Evimde olan oğlum Hasan Bayram'ın arkadaşlarını söyleyerek, tüm aile fertlerine dayak attılar. Kocam Zulfikar ile Ali, Süleyman, Ayhan, Arhan, Selahattin, Basman, Ayhan, Ema, Hasan, Abdülvahap adı çocuklarını alarak jandarmaya şip karakola götürdüler. Karakolda da dövüldük diğçikle. Kocam, Zulfikar Bayram, benimsi birlikte ağır yaralı olarak

hastaneye tevk edildi. Hastaneye kaldırılan Zulfikar, becerki gün öldü. Diğer yakınlarıma baskı karakolda gazaltında bulunsayorlar. Hepsinin vücudunda darp izleri vardır. Başta karakol komutanı Mustafa Hacıoğlu olmak üzere ölmüş görevlilerden ilkbeyciyim. Kas süresince kocamın otopsiye yapılması taleplerinde ölmüş dedim işkence olduysa gördüklerim. Gazaltında tutulma yakınlarıma da muayeneden geçirilerek, işkence izlerini kayıtlara geçmesini istiyordum."

SHP Diyarbakır Merkez İlçe Başkanı Ahmet Gecey, olayın hukuki yönünü araştırılmasını kaydederek, şöyle dedi:

"Partimizden evraklardan, beşek komisyonumuzun, inaslık dışı bir olay araştırıyor. SHP olarak, halkımızın emrinde olduğu için de savcılıkta bilirhoca olması ve işkenceye karşı çıkması. Halkın işkenceye uğradığını bildirenlere karşı aydınlanma için çalışmalar yapıyoruz. Otopsi yapıldı. Bu rapora göre, Zulfikar Bayram, darp neticesinde ölmüş. Gazaltında tutulduğu iddia edilen kişilerle beraber buluşkan amacıyla savcılığa gerekli belgeleme yapıldı. Halkımızda yüksek baskın Piriñçlik Jandarma Karakol Komutanı Astsubay Mustafa Hacıoğlu ile diğer görevliler için de gerekli yasal işlemlerin hızla yapılacaktır."

• Zulfikar Bayram, nasıl öldü?

İşkence tartışması

- SHP'li Ataklı ve Narin: "Piriñçlik köyünde Zulfikar Bayram jandarma karakolunda ağır yaralanmış. Aranan Hasan Bayram'ın tüm yakınlıklarına işkence yapılmış."

• DIYARBAKIR

SH P Diyarbakır Milletvekili Kadir Narin ile Şanlıurfa Milletvekili Vecdî Ataklı, Diyarbakır'ın Piriñçlik köyünde işkence sonucu öldürülen Zulfikar Bayram'ın "jandarma kurbanı" olduğunu ilen sürerlerken, işleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "Karakolda işkence edilmedi. Darpeden Zulfikar Bayram değil, jandarmadır" dedi.

DIYARBAKIR'DA BASIN TOPLANTISI

Diyarbakır'da bir basın toplantısı düzenleyen SHP milletvekilleri, Narin ve Ataklı, sadece ölen Zulfikar Bayram da değil, Bayram'ın eşinde ve kucağında da darp izlerinin bulunduğu raporlarla belirttiklerini söylediler.

SHP milletvekilleri şunları söylediler:

"Darpeden emel Astsubay Başçavuş Mustafa Hacıoğlu tarafından verildi. Zulfikar Bayram, karakolda ağır yaralanmış ama, hastaneye götürülmedi. İda verilmedi. Otopsi raporunda ölmüş darp sonucu meydana geldiği bildirildi. Diğer yakınlara da darp maruz kaldığı yine rapordaki tabii."

"Yeni aramızda Hasan Bayram'ın yakınlıklarına topyekun işkence yapılmıştır. Bir kişinin etrafında oturanlar toplumun tümüne tehdit olmaktadır. İlin zulmü yasa, iktidarı ve onun işçileri Bakan'a bu gibi yasadışı eylemlere yer vermeye işkenceye bakış açılarıdır."

"Darp emri Astsubay Başçavuş Mustafa Hacıoğlu tarafından verildi. Zulfikar Bayram, karakolda ağır yaralanmış ama, hastaneye götürülmedi. İda verilmedi. Otopsi raporunda ölmüş darp sonucu meydana geldiği bildirildi. Diğer yakınlara da darp maruz kaldığı yine rapordaki tabii."

Piriñçlik'teki "işkence" iddiası

4 jandarma tutuklandı

Piriñçlik mezarında Zulfikar Bayram adlı kişinin evinden alındıktan sonra işkence edilerek öldürüldüğünü öne sürülmesi üzerine başlatılan ilk soruşturma tamamlandı. Diyarbakır Cumhuriyet Savcısı Çiftçi, karakol görevlilerinden 4 jandarmadan tutuklandığını bildirdi.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet)
— Piriñçlik mezarında geçen hafta sonunda evinden alındıktan sonra işkence edilerek öldürüldüğü öne sürülen Zulfikar Bayram ile ilgili olarak Piriñçlik karakol görevlilerinden 4 jandarma dün tutuklandı.

Zulfikar Bayram'ın eşi Ema Bayram'ın savcılığa yaptığı başvuruda, eşinin evinden alındıktan sonra karakolda işkence sonucu öldürüldüğü olduğunu öne sürmesinden sonra savcılığa soruşturması başlanmıştı. Diyarbakır Cumhuriyet Savcısı Veli Çiftçi, soruşturmanın ilk aşamasında suçun nitelik itibarıyla erba ve erler aleyhinde bir durum yaratılmıyordu. Çavuş Nuri Eroğlu, Onbaşlı Turğay Özkök ve er Aziz Danışman ile İbrahim Doğru'nun Sulh Ceza Mahkemesi'nce tutuklandıklarını söyledi. Savcı Çiftçi soruşturmanın geniş kapsamı bölümünün 3-4 gün içinde tamamlanarak dava

açılacağını bildirdikten sonra ifadeleri alınan karakol görevlilerinin sayıları konusunda bilgi verilmemi, "Soruşturmayı gizli yürütüyoruz. Bazı sanık, bazı sanık durumunda oldukları için isim açıklamama doğru olmaz, her an yeni kişilerle ifadeesine başvuruyoruz" dedi.

Olayın duyulmasından sonra SHP Diyarbakır'ı yöneticileri, Zulfikar Bayram'ın ailesiyse görüşerek olay hakkında bilgi aldılar. Bir çiftçi, 4'ü kadın olmak üzere önceki gün karakola götürülerek dövüldüklerini belirten Bayram ailesinin 9 bireyinin vücutlarında çurukler olduğu görüldü. Ölen Zulfikar Bayram'ın eşi Ema ile oğlu Abdülvahap Bayram (22), darbelerin karakol astsubay Mustafa Hacıoğlu tarafından yapıldığını öne sürdüler.

Abdülvahap Bayram olayı anlatırken, astsubayın sürekli ola-

"ÖLÜM HÜCRELERİ" İŞKENCE VE İNSAN HAKLARINDA ÇİFTE STANDART

Kırgat İSTANBULLU

Diyarbakır Cezaevi'nde tutuklular bugüne kadar neler yaşadığı ve hala neler yaşıyorlar?

Cezaevi'nde yaşamayı basarmış ve altı-yedi yıllık bir tutukluluk döemi yaşamak diyorsa sağ çıkarılmış, az sayıda insan var. Bunların anlatılmaları işken- ce demek değil; çünkö anlatılmaları -yas- anları işkençe sözcüğü karşılıyor. Be- ki "Vahşi" demek daha doğru, yasa- naları başta bir sözcükle anlatmak imkân- ız.

Bugün artık sokaktaki insan bile Di- yarbakır Cezaevi'nde yasanınlar karışın- da yaşamıyı gözlemliyor. Sradan bir kahvede Diyarbakır Cezaevi'nde yapılan işkençeri dinlemek mümkün. Anlatılan olaylar cezaevinin sınırlarını da geçiyor.

Diyarbakır Cezaevi'nde kadınlar ko- şuşundan sağ çıkmayı basarmış bir kişi; ismini açıklamamak için "Arkasay" diyor. Cezaevini anlatıyor. Yazmadığı, gözlerindeki ifade, uzun uzun yaşadıklarını anlatmasına gerek brakma- yacak kadar görüyor anlatıyor. Ama o lan- disin zorlanarak yaptıklarını anlatmak ist- emiyor. Bir vahşeti yaşamak, sonra benleri anlatmaya çalışmak, bunları dinlemek, okumak... Kolye değil, vahşeti yaşamak kadar olmasa bile işkençesine olmasın, ama bir hapiste gibi hissedildiği ayrı bir işkençe.

"Bırak kızı arkadaşının zorla zra- na geçirdi. İğfal edildi. Bir arkadaş iğfal eden bir albaymış. Arkadaşın yeni tutuk-

tu. Bu olaydan sonra hastalık kapı ve rah- minden ameliyat olmak zorunda kaldı. Benim bildiğim üç arkadaşım daha var."

Belki de daha birçok kişi aynı olayla karşılaşmış; ama onun bildiği doruğu. Bu sayı kim bilir kaçır? Şemdinli'de karako- lun önünde PKK'nı olduğu söylenen kol- ları ve bacakları kopmuş bir insan cesedi

"son yıllarda sözde fizik işkenceler durdu. Veysi Şimşek, nisan 1986'da atılan dayak sonucu hastaneye kaldırıldı ve beyin travmasından öldü. cezaevinde tutukluları zorla itirafa zorlama eylemleri devam ediyor."

Şu anda 12 Eylül sonrası olan bir ya- sayı göre Türkiye'de kimse istediği ismi seçtiğine koymaz. Eğer kavgadanız isim "Türk Öri, adeti ve milli duyguların" ya uyumuyorsa cezalandırılmıyız. Me- zela yeni doğan çocuğumuza Şvan ismi koymak istediniz. Nüfus memuru bu is- mi kabul etmeyeceği için bir de savcıya başvurup içeri tükümanız bile muhtun.

Türkiye'de yasayan Rum ve Ermeniler'in birçoğunun dükkânı veya evinin kapısın- da bu kişilerle esas isimlerini görmezsi- niz. Acaba kullandıkları isimleri çok so- diklerinden mi?

Bu soruya sözün "Arkasay'a" bî- rakıyorum: "Diyarbakır'da yanlış hatırl-

lamıyorsam 11 Ermeni arkadaşın sünneti edileceği açıkladı. Garabet Demirci isimli bir arkadaşım ben cezaevinden çıkten sünneti ediliğini duyuyum."

Cezaevinde erkekler kolye havalan- dırması çıkarılır ve hepsinin çirli çıplak soyunması istenir. Sozra sırtıyla kontrol beşler ve sünnetsiz olanlar ayrılır. Ceza- evi müdürlüğünce bir "işkençe listesi" bi- le hazırlanır. Listede kimin hangi gün sü- nnet olacağı ve tabii "Müşabaka" ve Türk "(1) olacağı bu listede yazılır.

11k olan Garabet Demirci sünnete alınır. Garabet'in adı da değiştirilir. Esas işkençe sozra başlar. Genlerce Garabet'e "Kilime-i Şahadet" getirilir. Koğuşlara yerleştirilen kooperlenden tutuklular her- gün birtaş kez Garabet'in "Kilime-i Şahadet" getiren cesadı dışlanır. Gara- bet'in arkık ismi de değiştirilir. Kooperl- den duyulmuş ses "Adnan Aİ, müslüman ol- duğun" is başlar. Fakat "müslüman" olanak ve sözün "Ali" olması da işkençeyi der- dendir. Bir de "Türk" olması gerektir. Bir gün Garabet'in koğuşlarında kooperliden ses duyulmuş: "Türk'tün, doğuyun..."

Yeni Garabet ismi bir "İlhan" sozuna el- leri "Türk olanak" (1) "Türk olanak" la- by değil" (1) Garabet Türk "ölmüş" so- zuna veya Türk "geçmiş" sozuna el- leri değiğ habertleri cesarete yazılır. Çünkö ölmüş İlhan ismi eller haberi olanak.

VİCİDANLIK ÇEÇEĞİ Diyarbakır'da görülen

Yüksek düzeyde bir işkençeye: So- zuna her şeyden önce cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır.

"Özer" gibi kişiler, cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır. Sozuna her şeyden önce cesarete yazılır.

Yeni Garabet'in adı da değiştirilir. Esas işkençe sozra başlar. Genlerce Garabet'e "Kilime-i Şahadet" getirilir. Koğuşlara yerleştirilen kooperlenden tutuklular her- gün birtaş kez Garabet'in "Kilime-i Şahadet" getiren cesadı dışlanır. Gara- bet'in arkık ismi de değiştirilir. Kooperl- den duyulmuş ses "Adnan Aİ, müslüman ol- duğun" is başlar. Fakat "müslüman" olanak ve sözün "Ali" olması da işkençeyi der- dendir. Bir de "Türk" olması gerektir. Bir gün Garabet'in koğuşlarında kooperliden ses duyulmuş: "Türk'tün, doğuyun..."

naf yok. Batınuyle Türkiye'de uygulanan "demokrasi"yi tanımlıyor.

Türkiye'deki demokrasiyi tanımla- mak oldukça kolay. Bunun için bir göz- alına alınır ve işkençe görürsünüz. Daha ko-

"işkençeyi mutlaka dayak olarak anlatmak da yanlış- bizim kadınlar koğuşuna uzun süre pamuk verilmedi, yatakların içindeki kirli pamukları kullanmak zorunda kaldık, birçoğumuzun rahmi iltihaplandı, tedavi olmak zorunda kaldık."

bu anlayabilirsiniz, tabii bu işkençe ölmüş. Önce işkençe görürsünüz, son- ra uzun uğraşlar sozuna size işkençe ya- rınlığını söylemeye başlar. Bu konu- da bir soruşturma açmasını çalışabilirsi- niz... Ve tabii bu uğraşlar uzar ve yılları edebilir. Yani Türkiye'de demokrasi hem kolay hem zordur.

işkençe yapmaya hem de "bana işkençe yapılıyor" demeye imkân sağlıyor.

Türkiye'nin bugün işkençesi, işken- cele ölmeleri ve kayıplar konusunda işke- niç, politika yok açık: "Bunlar söylenir, sozlenir bir süre sonra uslanır. Bu konu- ların üzerine geldiklerinde bir süre sonra bu- kar usunurlar. Onun için bu konularda ya- pian açıklamaları duymamak en iyisi"

ANAP kendi iktidarı döneminde işke- niç işkençe olayı olmadığı açıklarlar. SHP'nin bazı yöneticileri de Avrupa Kon- seyi Sosyalist Grup üyelerine yaptıkları açıklamalarda da aynı şekilde, 1984 yıl- ından itibaren Türkiye'nin demokrasi doğrutusunda önemli adımlar atıldığını ve iş- kençe olaylarının hükümet tarafından te- vik edildiğini iddia ederler. Bulunduk- lar. Bu iddialarda bulunan kişi Aydın Çe- ven Gurkan'dı. Erdal İncönü'nün de her ne kadar sonradan "yanlış anlaşıldı" lar- ın çıkar bir "Arkasay" açıklamasına yer vermişti.

Biz de Diyarbakır Cezaevi'nden ye- ni çıkan bir "Arkasay" açıklamasına yer vermiştik.



ÇÖZÜM (devam)

"Son yıllarda sözde fizik işkence durdu. Veyahut Şişnek Nisan 1986'da atılan da-
yak sonucu hastaneye kaldırıldı ve beyin
travmasından öldü. Cezaevinde tutuklu-
ları zorla itirafa zorlama eylemleri devam
ediyor. Yalnızca işkencenin şekli değişiyor.
Suhi Çevirci zorla yaptığı itirafı do-
layı intihar etmek zorunda kaldı. İşken-
ceyi mutlaka dayak olarak anlamak da
yanlış. Bizim kadınlar koğuşuna uzun süre
pamuk verilmedi. Yatakların içindeki kirli
pamukları kullanmak zorunda kaldık.
Birçoğumuzun rahmi iltihaplandığı, tedavi
olmak zorunda kaldık. Sonra birgün Ce-
zaevi İç Emniyet Amin koğuşumuzu ge-
lererek "Biz Türkler kadını namusumuz
olarak görürüz. Biz Türk askeriyle kadını
düşmanımız da olsa anamız, bacımız
gibi görürüz. Size pamuk aldıracağız. Bir
de çöp kutusu vereceğim. Pamuklarınızı
buraya atın, ben döktürürüm. Siz anamız,
bacamız sayılırsınız" dedi..... Bir süre son-
ra çöp kutusundaki pamukları alıp götür-
düler. Bu pamukları alarak erkekler ko-
ğuşuna götürmüşler. Orada birçoğumuzun
zararı, eşi, nisanlısı, arkadaşları kalı-
yor. Orada "Bak akşam kardeşine yaptım.
İşte kanlı pamukları. İşte senin kanına
yattım..." gibi iğrenç sözler etmişler. Hü-
crelerin önünde bu pamukları dökersek işte
kardeşimizin, kardeşlerimizin kanlı
pamukları" diye bağırıyorlar.

İki yıldır hücrede...

Türk "aydını" "nedense" eskiden
beri Türkiye'de yaşayan ve ülkemiz insa-
niyetinin bir gereği sayılmıştır. Gö-
ney Afrika'daki ırkçılığı gerektiğinde her-
gün protesto ederken, Kürtler konusunda
gözünü açmamayı bir politika olarak be-
nimsemiştir. Halbuki Türk hükümetleri
kendine zarar vermediği sürece Güney Af-
rika tarzı rejimleri dünyadaki genel eğili-
me uygun olarak protesto ediyor. Mesela
Güney Afrikadaki ırkçı rejimi Türk Hük-
ümeti neredeyse haftada bir protesto edi-
yor; ve Radyo ve TV'de sık sık Güney Af-
rika'daki ırkçı rejim aleyhine haberler yer
alıyor. Ehl Bir de bunlara Türk "aydını"
nın, ruhunu rahatsızlamak için protestosu
ekleniyor, Türk aydınlarının Kürtler'e ayrı-
lacak zamanları kalıyor (!)

Şu anda PKK ile ilgili bir davadan
dolayı mahkum olan birçok kişi "ölüm
hücreleri"nde ve bu hücrelerde bazı ki-
şiler iki seneyi aşkın bir süredir hayatta

kalma mücadelesi veriyor. Fakat bugüne
kadar bu kişilerle ilgili tek bir kelime edili-
şini görmek oldukça güç.

Bu kişilerin "ölüm hücreleri"ne atıl-
masına hiç ses çıkarmayan basın ve yayın
organları bu kişiler vakalandığında -ne gar-
rıpki yasalarından etkilenmeden- aleyhleri-
ne salvo atışlara başlıyor. Yasalar göre de-
vam eden bir dava hakkında lehte veya
aleyhte yayın yapmak yasak olduğu hal-
de, daha bu insanlar yakalandığı anda sul-
du ilan ediliyor ve bu kişiler aleyhindeki
yayımlar bitmeksizin devam ediyor. Bu ko-
nuda, yayınlannın hiçbir meşru yanı ol-
mayan ve yasaları surekli olarak ihlal eden
yayın organlarının başında TRT'nin geldi-
ğini söylemek hiçte yanlış olmaz.

Kişilerin farklı ırk, dil, din, kültür-
den olmaları onların işkence görmelerini

**"toplumda bazı örgütler birer suç makinası gibi
tanıtılıyor ve sonra bu örgütlere bağlı olduğu
iddia edilen kişiler daha baştan toplumun önünde
mahkum ediliyor. böyle bir şartlandırma sürecinde,
yasalar da bir kenara itilerek zaten zihinde
mahkum edilmiş insanlar rahatlıkla ölüm
hücrelerini"nde öldürülmeye çalışılıyor."**

haklı göstermez. Çünkü işkencenin ken-
disi başı başına bir insanlık suçudur ve
bugün bu suç PKK'lı olarak gözünü ki-
şilere karşı işleniyor.

Toplumda bazı örgütler birer suç ma-
kinası gibi tanıtılıyor ve sonra bu örgüt-
lere bağlı olduğu iddia edilen kişiler da-
ha baştan toplumun önünde mahkum edi-
liyor. Böyle bir şartlandırma sürecinde ya-
salar da bir kenara itilerek, zaten zihin-
lerde mahkum edilmiş insanlar rahatlık-
la ölüm gönderilmeye, "ölüm hücreleri"
nde öldürülmeye çalışılıyor.

Cumhurbaşkanlığına bağlı Devlet
Denetim Kurulu'nun cezaevleriyle ilgili
hazırladığı raporda insanın yaşamasının im-
kansız olduğunu belirtmek zorunda kal-
dıkları Diyarbakır ve Adana Cezaevi-
ndeki bu hücreler şu anda yine dolu.

Örümcek, akrep, yılan, fare ve lağım su-
larıyla dolu bu hücrelerde insanlarımız,
ölümüne terk edilmiş durumdadır.

Bu insanların PKK'lı veya başka bir
siyasal düşünce taşımaları asla onların
"ölüm hücreleri"ne konmasını haklı gör-
mezler. Hiç kimse bu hücrelerin insan
haklarıdır. insanların yaşama haklarıyla
bağdaştığını söyleyemez.

Cevdet Yıldırım, Şeyho Sağır, Haşım
Kılıç, Hasan Akdoğan, Ali Toprak, Rıza
Altun Adana Cezaevi'nde "ölüm hücre-
leri"nde bulunan yalnızca isimlerini tesbit
edebildiğimiz insanlar Bu insanların zi-
yaretçiler ile görüşmesi yasak, gazete ve ki-
taptan okuması yasak, temizlenmelere çıkar-
ılması imkansız, mektuplaşmaları yasak.
Ve bu insanların ve daha birçoğu hücre-
lerinde ölümü bekliyorlar.

Özal, Avrupa İnsan Hakları Komis-
yonu'na "Bireysel Başvurma Hakkı"nı
tanıyacaktır" diyor. Acaba bu insanlar bu
durumlarını nasıl kanıtlayacak? Bunların
şu anda bu hücrelerde olduklarını kanı-
tı var mı? Evet bir kanıt var. Şu anda hü-
crede; ama yarı bu kanıtlanmak müm-
kün mü? Bunun cevabını böylesi bir ola-
yaşayan "Arkadaş" şöyle anlatıyor:

"Diyarbakır Cezaevi'nde yabancı bir
heyet geleceği gün herkeşi hücrelerden çı-
kartıyorlardı. Sonra koğuşlara gelecek
Eğer ters bir şey söylermiş elimizden ge-
cekeceğiz var. Bunlar burada sizinle bir-
likte yatıyorlar. Gelip biraz sonra gide-
cekler sonra siz elimizdesiniz" diyorlar-
dı. Birgün Avrupa Konseyi'nden bir he-
yet geldi. C.Ş'adlı bir kız arkadaş hücre-
deydi. Hemen çıkardılar. Heyet gittikten
sonra tekrar onu hücreye koydular. Biz ko-
ğuşta gelen heyete yapılanları anlatmaya
başladığımızda onlarla birlikte koğuşa ge-
len subaylar neredeyse onlara yanında bi-
zi öldüreceklerdi..."

Askeri yetkilinin söylediği "doğru"
ydu. Geldiler gittiler ve C.Ş tek bir işik
huzmesinin bile girmediği "kör hücre"
olarak adlandırılan "ölüm hücreleri"ne
kondular.

Diyarbakır'daki çocuğun bakışının
yalnızca bir avuç işkenceciden hesap so-
duğuna inanıyorum. O bakış kan ve ateş-
le yoğunlaşmış bir tarihe karşı sorumsuz-
ca bakan Türk aydınından da hesap so-
ruyor

Cumhuriyet 28.2.1987

Tıvsiz için İnsan Hakları Komisyonu'na başvurulacak

Ceylanpınar'da ele geçirilen 147 silaha ilgili olarak gözaltına
alınanlardan ikisi daha serbest bırakıldı.

CEYLANPINAR (Cumhuriyet) — Bir hafta kadar önce silah kaçakçılığı ve sınır ihlali gerekçesiyle gözaltına alındıktan sonra, mayın tarlada kaçarken öldürüldüğü açık' nan Adnan Tıvsiz'in ailesi, Jandarma Genel Komutanlığı, Genelkurmay Başkanlığı, Adalet Bakanlığı ve gerekirse Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvuracıklarını açıkladı.

Öte yandan, tanım işlemlerine ait arazilerin, Akrepli kesiminde ele geçirilen 147 silah ve 282 şarjörle ilgili olarak sorumlu tutulan ve tutulmuş olan 8 kişi-
den sonra, gözaltında bulunulan Ahmet İnce ile Hacı Altınmaz da dün salıverildiler.
Tüm aramaları karşın bulunamayan ceset olayına açıklık getirilmesi konusunda ilgililerden yardım isteyen Adnan Tıvsiz'in annesi Yaşar ile eşi Suphan Tıvsiz, Ceylanpınar İlçe Jandarma Bölük Komutanı Yüzbaşı M. Kadir Aslan'ın, Adnan Tıvsiz ile

birlikte 8 kişiye daha gözlerinin önünde işkence ettiği iddiasını yöneltiler.
Öte yandan, yörede inceleme yapan Şanlıurfa SHP Milletvekili Vecihi Ataklı, Adnan Tıvsiz'in kardeşi Mahmut Tıvsiz'i Meclise götüreceğini ve ayrıca Şanlıurfa ile Diyarbakır Barosu'na kayıtlı 20 avukatın, gözaltındaki savhaneler ve halen tutulmuş bulunanların savunmasını üstlendiklerini söyledi.
Anne Yaşar Tıvsiz ise, "Hele şöyle bakın, hem oğlumuz gitmiş hem canımız. Çevre halkı zimmet konusuzmuş. Biz Türkiye Cumhuriyeti'nin huyvetini taşıyoruz. Eger yabancı uyruklu isek, Jutfen onu da açıklasınlar. Sayın İçişleri Bakanımız surekli olarak, Guneşoğlu'dan söz ediyor. Gelip de Ayınsaraç koyun-
de bizim halimiz gorsunler" biçiminde konuştu.
Tıvsiz ailesi, işkence edilerek öldürüldüğü Öne surdukları Adnan Tıvsiz'in ölü ya da sağ mutlaka bulunmasını istedi.

Cumhuriyet 26.2.1987



"Ağabeyim işkencede öldü" Gözaltında bulunduğu Ceylanpınar Jandarma Bölük Komutanlığı'na alınarak Suriye sınırında tabihata götürülürken vurulduğu öne sürülen ancak bugüne kadar cesedi bulunamayan Adnan Tıvsiz olayını araştırmak için bölgeye giden SHP'li milletvekilleri Tıvsiz'in yakınıyla görüştiler. Adnan Tıvsiz'in kardeşi Mahmut Tıvsiz, Jandarma Karakolu personeline suçlayarak ağabeyinin ağır şekilde işkence yapıldığını söylediğini öne sürdü. Mahmut Tıvsiz, bizzat şahit olduğu işkencenin sonra kendisinin de işkence gördüğünü anlattı. Gözaltına alınandan Sınır Kafkas da, karakolda sanıkların çirkinliklerinden sonra askıya alındıklarını ve erkeklik organlarına elektrik verildiğini, SHP'li milletvekillerinin ilçeye gelmelerinden sonra işkenceye son verildiğini öne sürdü. SHP'li Vecihi Ataklı ile Kadir Narin de Diyarbakır ve Ceylanpınar'da görüşmedikleri Nıvsiz'in den aldıkları haberlerin işkence konusunu aعلن çözüm bekleyen sorunların başında olduğunu gösterdiğini vurguladılar. SHP'li milletvekilleri, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'un hiçbir inceleme yapmadığını "işkence yapılmıyor" şeklinde demesini de "öldürmeye fetva" olarak niteliendirdiler. (Fotoğraf: RAİF TÜRK)

Cumhuriyet 27.2.1987

DİYARBAKIR SHP'li Narin: İşkence iddiaları doğru çıktı

Kadir Narin, Diyarbakır'ın ilçelerinde ve Nusaybin'de durumun son günlerde düzeldiğini belirterek, "Köylerini terk edip kaçanlar, rahatlıkla işlerine, yuvalarına dönebilirler" dedi.

DİYARBAKIR (Cumhuriyet) — SHP Diyarbakır Milletvekili Kadir Narin, işkence ve kötü muamele iddiaları ile ilgili incelemelerini Dicle ve Lice ilçelerinde sürdürdü. Narin, "İddiaları ilgililere ve TBMM'ye götüreceğim" dedi.
SHP Diyarbakır İl Başkanlığına bir süre önce basılan Dicle ilçesinin Kirkpınar köylüleri, köylerine yerleşen güvenlik görevlilerince kendilerine toplu işkence yapıldığını, köyde giriş çıkışların yasaklandığını ve bütün huzursuzlukların, halen koruculuk yapmakta olan bazı kişilerin iftialarından kaynaklandığını

öne sürmüştür.
Kadir Narin, konuya ilişkin incelemelerini tamamladıktan sonra Cumhuriyet muhbirine şu açıklamayı yaptı:
"Kirkpınar'da köylüleri okulda toplayarak kendileriyle götürdüm. Anlatıklarından ve Diyarbakır'daki temaslarından, işkence olaylarının gerçekten yaşanmış olduğunu anladım. Hala Diyarbakır Sosyal Sigortalar Hastanesi'nde 60 yaşlarında bir vatandaşı, işkenceden tedavi görmekte. Yine Sultan Kırç da ağır işkence görenlerdendir."
EKİP DEĞİŞTİRİLDİ
Narin konuşmasını şöyle

sürdürdü:
"Ancak konunun 7. Kolordu Komutanlığına tesliminden sonra işkence yapan ekip görevden alındı. Hala Kirkpınar'da bulunan ekibi köylülere karşı iyi davranışlarını saptadık. Köylülerini terk edip kaçan Kirkpınarlılar, rahatlıkla işlerinin başına, yuvalarına dönebilirler. Kendilerine karşı kötü muamelede bulunulmamasına inanıyorum."
Nusaybin'in Doğanlı köyü işkence olaylarını da araştırdıklarını belirten Narin, "Anlaşıldığı kadarıyla, bu köyedeki işkence olayları, korucuların teşviki ve bir astsubayın emriyle, utanç verici bir biçimde yapılmış. Ancak son günlerde bir sukûnet mevcuttur. Bunun devam edeceğini umuyorum. İşkence olaylarını ilgililere ve TBMM'ye götüreceğim" dedi.

● Diyarbakır eski belediye başkanı hakkındaki karar açıklandı..

Mehdi Zana'nın 15.5 yıllık cezası onandı

ANKARA, A.A. — DIYARBAKIR Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nin 24 yıl hapis cezasına çarptırılan Diyarbakır eski Belediye Başkanı M. Mehdi Zana'nın bu cezadan 15.5 yıl Askeri Yargıtay 4. Dairesi'nce onandı.

Avrupa Parlamentosu üyelerinden İnsan Hakları Federasyonu Başkanı Michael Blum, Avrupa Parlamentosu Başkan Yardımcısı Henry Saby, eski parlamenter Mme Dupuy ile eşi Dr. Dupuy'na da izledikleri duruşmada, Zana hakkında verilen karar şöyle açıklandı:

"Askeri Mahkeme'nin sanık

hakkında Türkiye Cumhuriyeti ve TBMM'ye hakaretten (TCK'nın 159. maddesi) verdiği haksız beraatini sonuna kadar ertelenen, örgüt üyesi olmaktan (TCK'nın 171/1 maddesi) 15 yıl ile sabit hapis cezasından verilen 6 ay hapis cezasından beraatından, silah taşıma suçundan (TCK'nın 6136. maddesi) 9 yıl hapis cezası kararına beraatından karar verilmiştir."

Mehdi Zana hakkında, daha önce silah taşıma suçundan 9 yıl hapis cezasına, Askeri Yargıtay'ca beraatından, silah taşıma suçundan beraatından karar verilmiştir.

Cumhuriyet 24.2.1987

Avrupalı 4 parlamenter Mehdi Zana davasını izleyecek

Avrupa Parlamentosu Sosyalist Grup Başkan Yardımcısı Henri Saby ve İnsan Hakları Federasyonu Başkanı Michel Blum, Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana davasını izlemek üzere Ankara'ya geldiler.

4 kişiden oluşan heyet, Türkiye'nin AET'ye tam üyelik başvurusu sırasında Mehdi Zana davasının da karar aşamasına gelmesinin önemli olduğunu belirttiler.

ANKARA (Cumhuriyet Bureau) — Avrupa Parlamentosu Sosyalist Grup Başkan Yardımcısı ve Fransız Sosyalist Grubu Başkanı Henri Saby başkanlığında atalarında İnsan Hakları Federasyonu Başkanı Michel Blum'un da bulunduğu 4 kişilik bir heyet, Diyarbakır eski Be-

lediye Başkanı Mehdi Zana davasını izlemek üzere Ankara'ya geldiler. 4 kişiden oluşan heyet, Türkiye'nin AET'ye tam üyelik başvurusu sırasında Zana hakkındaki davanın da karar aşamasına gelmesinin önemli olduğunu belirttiler ve "Türkiye'deki gelişmeleri dikkatle izliyoruz ve son

dönemdeki gelişmeler gerçekten memnuniyet vericidir" biçiminde konuştular.

Fransız heyetinin dün düzenlediği basın toplantısında, ilk sözü alan İnsan Hakları Federasyonu Başkanı Michel Blum, Mehdi Zana hakkında açılan davayı bir düşünce suçu davası olarak gördüklerini bildirdi. Blum, Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana için hazırlanan iddianamede 31 yıl istendiğini de belirterek, "Bu ceza izinsiz silah taşıma suçundan dolayı istiyorlar. Bu doğru olsa bile olay tam anlamıyla bir güvenlilik ortamında yani 12 Eylül'den önce olmuştur. Tüm bu nedenlerle 31 yıl bize çok fazladır" dedi. Blum, Za-

na'nın siyasi görüşünden dolayı yargılandığı kanısında olduğunu da kaydederek, şöyle konuştu: "Bizler görüşleri ne olursa olsun, yalnızca politik görüşlerinden dolayı insanlarını tutuklanmalarını ve yargılanmalarını kabul edemeyiz. Zana hakkında verilen kararın olumlu olmasında istiyoruz ama, bu şimdilik yalnızca bir arzudan ibarettir."

Avrupa Parlamentosu Sosyalist Grup Başkan Yardımcısı Henri Saby'de, AET'nin tam üyelik için demokrasi konusundaki bazı koşulları benimsediğini ve tam üye olma amacındaki ülkelerin bu koşulları minimum düzeyde yerine getirmesi gerektiğini söyledi. Saby, Türkiye'de

son 10 yıldır demokrasiyi olumlu bulduklarını da kaydederek, şöyle devam etti: "Geçtiğimiz hafta sosyalist grup, Zana ile ilgili olarak açılan bir karar almıştı ve bunu genel olarak görüşüldü. Ancak Mehdi Zana hakkındaki davanın karar aşamasında olması nedeniyle genel kararın gerçekleştirilmesi için bir karar bir görüş erdirdik. Geri çekilmesi amacımız da kararın etkilerden beraatından ibarettir. Türkiye'de gerçek demokrasi ve özgürlük ortamında olmalıdır. Ancak bu kararın olumlu olması istiyoruz ama, bu şimdilik yalnızca bir arzudan ibarettir."

le ve daha çok yaklaşıyoruz" dedi. Henri Saby bir gazetecinin, "Hollandalı parlamenter Van der Stoep'ten Türkiye'nin AET'ye tam üyelik başvurusu ne yönde etkilenmektedir" sorusuna "Türkiye'nin tam üyesi olması bizim için önemlidir. Ancak bizim amacımız, Türkiye'nin işlerine karışmak, Türkiye'yi yargılamak değildir. Zana olayı farklı bir şekilde kullanılmak istenirse biz bundan sorumlu olmayız."

Cumhuriyet

Mehdi Zana'nın cezasına yargıtay onayı

ANKARA (Cumhuriyet Bureau) — Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana hakkındaki "Özgürlük Yolu" davası ile ilgili olarak "örgüt üyeliği suçundan" verilen 15 yıllık mahkûmiyet kararı dün Askeri Yargıtay 4. Dairesi'nce onaylandı. Askeri Yargıtay, Zana için Diyarbakır'daki mahkemece silah taşımadan verilen 9 yıllık cezası ise "fazla bularak" bozarken, güvenlik güçlerine hakaretten verilen beraat kararını yerinde buldu, sahte kimlik bulundurmaktan verilen 6 aylık cezasının ise temyiz edilemeyeceğini kara bağladı. Zana'nın avukatları, Daireler Kurulu'na "tasihli karar" yoluna giderek "itiraz"

edeceklerini bildirirken, kararın okunmasında hazır bulunan Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu Genel Başkanı Michel Blum, "Biz tabii ki beraat etmelerini isterdik, ancak bundan sonra ne yapacağını gerçekçi bir biçimde izleyeceğiz" dedi. Kararın okunmasını Avrupa Parlamentosu Başkan Yardımcısı Henri Saby, İnsan Hakları Federasyonu Başkan Yardımcısı Mme Dupuy ile eşi Dr. Dupuy da izlediler.

Askeri Yargıtay 4. Dairesi dün Diyarbakır Özgürlük Yolu davasının 266 sanığı hakkındaki kararların bazılarını onadı, bazılarını bozdu. Eski Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın ise "örgüt üyeliği" suçunu onaylarken, kararın okunmasında sanıklar bulunmadılar. Askeri Yargıtay, TCK'nın 171/1. maddesi kapsamına giren "örgüt üyeliği" suçunda azami sınır olan 15 yıl yerinde buldu. Yargıtay, 6136 sayılı yasaya muhalefet olan silah taşıma suçundan verilen 9 yıl hapis cezasını ise "fazla olduğu" görüşüne varırken, TCK'nın 159. maddesine dayanılarak verilen "devlete ve manevi şahsiyetine, güvenlik güçlerine hakaret" suçundan beraatını onayladı. TCK'nın 353/1. maddesine dayanılarak verilen sahte kimlik taşı-

maktan 6 aylık cezasını ise temyiz edilemeyeceğini bildireceklerini belirtti. Bu durumda Mehdi Zana'nın daha önce bir başka davadan aldığı 8 yıllık ceza ile toplam 23 yıl 6 aylık cezası "tasihli karar" yolu açık olmak üzere onaylandı. Zana, ayrıca 6136 sayılı yasaya muhalefetten Diyarbakır'daki mahkemece verilen ceza gözden geçirilerek 3-9 yıl arasında cezasına çarptırılabilir.

Zana'nın avukatları bugün Askeri Yargıtay Daireleri Kurulu'na "tasihli karar" için başvuracaklarını bildirdiler. Kararı izleyen Avrupalı heyetten İnsan Hakları Federasyonu Başkanı Michel Blum, "Şu anda kararlar ilgili tüm ayrıntılar bilinmiyor. Karar üzerinde düşünülmez" derken, bir soru üzerine şöyle konuştu:

"Biz tabii ki beraat etmelerini isterdik. Burada bundan sonra ne yapacağını gerçekçi bir biçimde izleyip değerlendirecek düşüneceğiz. Bizim değerlendirmemiz, verilen kararın göre daha çok mu yatacak, yoksa daha az mı, bu yolda olacaktır." Zana'nın avukatları da "kararla ilgili yasal yollarını bitirdiğini" vurgularlarken, "Kararı iyimser olarak değerlendirmeye mümkün olmadığını" dile getirdiler.

Tercüman 22.2.1987

GAP'ta paraziter salgını

Ömer BÜYÜKTİMUR — DIYARBAKIR, (Tercüman) — Diyarbakır Dicle Üniversitesi'nde düzenlenen "Tıbbi ve Cerrahi Paraziter Hastalıklar" konulu panelde, paraziter hastalıklara, altyapının olmadığı Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki bazı yerleşim birimlerinde çok rastlandığı belirtildi. Dicle Üniversitesi'nde düzenlenen ve çok sayıda araştırmacıyla öğretim görevlisinin katıldığı panelde bir konuşma yapan doçent doktor Ömer Mete, özellikle GAP projesiyle birlikte paraziter hastalıkların çoğalmasına sebep olan "shistosoma" pa-

razit hücrelerinin dağılacakını belirterek, bu hastalığın öncelikle altyapının olmadığı yerlerde daha çok görüldüğünü ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde altyapıya sahip olmayan yerleşim birimlerinde paraziter hastalıklara çok rastlandığını kaydetti.

Doktor Mete, yapılan bir araştırma sonucu Diyarbakır'daki 15 köy ilkokulunda okuyan öğrencilerin yüzde yüzünde paraziter hastalığa rastlandığını, bunun da tek sebebinin buralarda temizlik önem verilmesine ve altyapının hiç olmamasından kaynaklandığını belirtti.

Hıristiyan Türkler Daniştay'a başvurdu

Süryanilere zorla din dersi

muçibince din ve ahlak dersinin zorunlu derslerden olduğu ve Hıristiyan çocuklarının da din derslerine girmek zorunluluğunda bulunduğları..."

Aziz Dimeç, Mardin'in Midyat ilçesinde oturan yaklaşık 50 bin Süryani vatandaşın biriydi. O da birçok Türk vatandaş gibi çocuklarını okumasını, üniversiteyi kazanarak iyi bir meslek sahibi olmasını istiyordu. Oğlu Aydın Dimeç Midyat Ortaokulu'na girildiğinde, "Bu çocuk okuyacak gibiba" diyordu.

Aydın, okumayı seven, zeki bir çocuktu, ama ortaokulda bir dersin, "Din Kültürü" dersinden bir türü başanlı olamıyordu. Baba Aziz Dimeç, Din Kültürü dersinin oğluna pek bir sorun çıkarmayacağını düşünmüştü. Ta ki küçük Aydın, okuldan sonra eve gelip "Din Kültürü" dersinin, "İslâm Dini Kültürü" şeklinde verildiğini anlatsın kadar...

Midyat Ortaokulu'nda okuyan yaklaşık 20 Süryani öğrenciyse "İslâmî esaslar, Kur'an-Kerim'den âyetler ve hatâ kelime-i şahadet" öğretilmekte, ezberletilmekteydi. Bu tür bir ders müfredatının, Hıristiyan dinine mensup Türkler için ne anlamı geldiği çok aklı... "İslâmî dinini kabul etmek!"

Gumuş ustası Aziz Dimeç, oğlu Aydın'ın Din Kültürü dersinden muaf tutulması için okul yönetimine başvurdu. Ancak verilen cevap olumsuzdu: "Biz müfredatı uygulamak zorundayız. Aziz Dimeç, yılmadı ve bir üst mercie, Milli Eğitim Bakanlığı Din Eğitimi Genel Müdürlüğü'ne başvurdu. Cevap aynıydı: "...Anayasa'nın 24. maddesi

Sorum, sadece Aziz Dimeç'i değil, Mardin'de yaşayan bütün Süryani cemaatını ilgilendiriyordu. Sadece ortaokulda okuyanlar değil, Midyat Lisesi'nde okuyan Süryani öğrenciler de aynı durumdaydı. Öğrenciler din derslerine girmeyi reddediyorlar, öğretmenler de Süryani öğrencileri "ikmale bırakıyorlardı". Süryani cemaati adına Midyat Süryani Kadim Kiliseleri Vakfı Muavelli Heyeti Başkan Melek Gundüz, Vakıf Yönetim Kurulu üyesi Aziz Dimeç'le birlikte Milli Eğitim Bakanlığın'a gönderdikleri dilekçede "uygulamanın milletlerarası anlaşmalara, Anayasa'nın 14/son, 15/ilk ve 24/2



Başka — Daniştay'a başvuran Aziz Dimeç, oğlu Aydın'la birlikte, Mardin'in Midyat ilçesi (sola).

fıkralarına aykırı olduğunu" belirterek şu görüşlere yer veriyorlardı: "Öğrencilere okutulan Kur'an-ı Kerim âyetlerinin bir kısmı ve genel ders içinde kelime-i şahadet Hıristiyan çocuklarına okutulmakta ve soyutlanmaktadır. Bu tasarruf, çocuğun iradesi dışı ve Hıristiyanlık-Müslümanlık anlayışı ve inancına göre çocuğu Müslüman yapmak..."

Aziz Dimeç ve Süryani Vakfı yönetiminin Ankara'ya gönderdiği bu dilekçeye de cevap almak mümkün olmadı. Geniş tek bir yol kalıyordu: Daniştay'a dava açmak.



Hıristiyan Türkler — "Kelime-i şahadet" getirmek Müslüman olmaktadır."

Süryani cemaati adına Aziz Dimeç'in Daniştay'a açtığı davanın dilekçesinde, daha önce sonuçsuz kalan başvurular tekrarlanıyor ve Hıristiyan inanışına göre, bir Süryani çocuğun kelime-i şahadet getirmesi durumunda Müslüman olacağı belirtiliyor. Dimeç, "bu haksız, din hürriyeti ihkalelerine ters düşen ve vassalara aykırı uygulamalar konusunda yürütmenin durdurulması kararının verilmesini" talep ediyordu.

Süryani cemaatinin daha önce yaptığı başvuruya cevap vermeyen Bakanlık, Daniştay'a dava açılması üzerine "savunma" yapıyor. savunmasının bir örneğini de Aziz Dimeç'e "cevap" olarak gönderiyordu.

Bakanlık, bazı sınıflarda "az sayıya da olsa Musevîlik, Hıristiyanlık ve diğer dinlere mensup öğrencilerin bulunabileceği hususu"nu dik kate aldıkları savunuyor ve programda "Millî kültür unsurlarını ve genel kültürü destekleyici nitelikte olmak üzere diğer dinler hakkında bilgileri de yer verilmiştir" diyor. Ancak Bakanlık, savunmasında hemen atkısından şunu eklemeyi de ihmal etmiyor: "Bu programda yüzde 99'u Müslüman olan ülkemizde İslâmî dine ait bilgilere daha fazla yer verilmiş olması, hem öğren-

şey istiyordu. Ya bu haliyle din derslerine Hıristiyan öğrencilerin girmemesinin sağlanması, ya da dersin içeriğinin değiştirilerek geçecek "Din Kültürü" dersi yapılması. Aziz Dimeç, şöyle diyor: "Bakanlık öğrenmeyecekler diyor, ama ders sırasında sınıfta olan bir çocuk nasıl öğrenmez? Kulaklarını mı tıkayacak?"

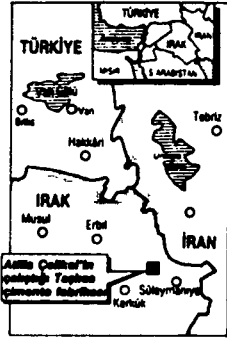
Bu arada Aydın Dimeç, ikinci sınıfı geldiğinde babasına okutulan ayrılmak istediğini söylüyordu. Baba Dimeç, "Mahcupiyet yüzünden öğlüm okuldan ayrıldı jimdi. Ben de bir şey diyemedim. Ses çıkarmadan okuldan kaydını aldım" diyor. Aziz Dimeç de aslında öğlümün okumasını, üniversitelere girmesini ve "büyük adam" olmasını istiyordu ama, karşısına "Din Kültürü" dersi çıkmıştı. Daha bundan birkaç ay öncesine kadar Almanya'da okuyan Türk öğrencilere Hıristiyan dini üzerine bilgiler öğretilmesini büyük bir tepkiyle karşılayan Milli Eğitim Bakanlığı, Mardin'deki uygulamaya karşısında sesini çıkarmamayı yeğliyordu. Türkî-sesini çıkarmamayı yeğliyordu. Türkî-meselelerin sadece birine ait bir örnekti bu... □

MEHMET ŞENOL-UMİT SEZGİN

'Kürt Yurtsever Birliği' üstlendi Irak'ta Türk mühendis kaçırıldı



Muhendis Atilla Çelikel



Kuzey Irak'ta ENKA İnşaat'a bağlı bir çimento fabrikasında çalışan Atilla Çelikel isimli bir Türk mühendis, Kürtler tarafından kaçırıldı. Olayı, Celâl Talabani'nin Kürt Yurtsever Birliği örgütü üstlendi. Örgüt, Türkiye'deki 200 tutuklunun salıverilmesini istiyor. Dışişleri Bakanlığı'ndan bir yetkili, "Pazarlığa girmeyiz," dedi.

Haber Merkezi — Irak'ın kuzeyinde faaliyet gösteren Kürdistan Yurtsever Birliği adı örgüt, bu ülkede kurulu bir Türk firmasının şantiyesine düzenlediği saldırıda bir Türk, biri Alman iki mühendisi kaçırdı. ENKA Holding'e bağlı ENKA Teknik'in Bağdat yakınındaki Taşlica Çimento Fabrikası'nın Bakım Müdürü Atilla Çelikel ile Federal Alman mühendisi Manfred Burn'u kaçıran Celâl Talabani'nin liderliğini yaptığı Kürt örgütü, Türkiye'deki 200 kadar siyasal tutuklunun serbest bırakılmasını talep ettiği bildiriyor. Ankara, kaçırılma olayının dikkatle izlendiğini belirtir, herhangi bir pazarlığın söz konusu olmayacağını açıkladı.

Türk ve Alman mühendislerin Kurtlerce kaçırıldığı ilk olarak dün Fransa Haber Ajansı (AFP) tarafından duyuruldu. Tahran'daki Kürt kaynaklarına dayanarak verdiği haberde, kaçırılan iki mühendisin sağlık durumlarının iyi olduğu bildirildi. Ancak Türk görevlinin adı ilk olarak Haluk Atalay olarak verildi. Daha sonra kaçırılan Turkün Atilla Çelikel olduğu anlaşıldı.

Dışişleri Bakanlığı'nın üst düzeyde bir yetkilisi, iki mühendisi kaçırılanların Türkiye'den herhangi bir talepte bulunmadıklarını belirterek şöyle dedi: "Türk hükümetine buna benzer olaylarda benimsediği tavır bellidir. Böyle durumlarda Türk hükümetinin pazarlık yapması hiçbir şekilde söz konusu değildir."

Dışişleri yetkilisi, kaçırılan mühendisin bağlı olduğu ENKA şirketinin de, aynı tutumu benimseyeceğinin tahmin edildiğini kaydetti ve Irak makamları nezdinde gerekli girişimlerin yapıldığını belirtti. Yetkili, olayın beş-altı gün önce meydana geldiğini söyledi. Dışişleri Bakanlığı'na yakın çevreler, Türk mühendisinin kaçırılmasının güvenlik nedeniyle geç açıklanmış olabileceğini belirtiyorlar. Süleymaniye kenti yakınında bulunan ENKA Teknik'in yaptığı çimento fabrikasında bakım müdürü olarak çalışan elektrik mühendisi Atilla Çelikel ile Alman mühendisin, fabrika çevresindeki telleri keserek lojmanlarının bulunduğu kesime giren kişilerce kaçırıldığı anlaşıldı. Çelikel'i kaçıranlar, Kuzey Irak'taki dağlarda yaşayan ve zaman zaman bölgede çalışan diğer yabancılar da kaçırılan Kürt savaşçılar "Peşmergeler" olduğu biliniyor.

ENKA Holding'in basın müaviri Mustafa Yolşan, elektrik mühendisi Atilla Çelikel'in geçen cuma gecesi saat 22.30 surlarında kaçırıldığını söyledi. ENKA Teknik Yönetim Kurulu Başkanı Uğur Şonda, önceki gün tesislerin önüne iki mektup bırakıldığını, bunlardan birinin Türk



CİMENTO FABRİKASI — ENKA Holding'e bağlı ENKA Teknik'in Bağdat yakınındaki Taşlica Çimento Fabrikası.

mühendis Atilla Çelikel'e, diğerinin de Alman mühendise ait olduğunu söyledi.

Bu arada, Irak tarafından desteklenen Kürdistan Yurtsever Birliği adlı örgüt, dün Tahran'da yaptığı açıklamada, Türk ve Alman mühendislerin kaçırılması olayını üstlendi. Örgüt yetkilileri, 41 yaşındaki Çelikel ile 31 yaşındaki Manfred Burn'un sağlık durumlarının iyi olduğunu bildirdiler. Örgüt adına yapılan açıklamada, rehinelere Irak'ın Kürt bölgesine kaçırıldığı belirtildi, ancak yer konusunda herhangi bir bilgi verilmedi.

ANKA'ya göre, örgüt yetkilileri, Atilla Çelikel'in serbest bırakılması karşılığında Türk hükümetinden Türkiye'de hapishanelerde bulunan 200 Kürt ve Türk siyasi tutuklunun serbest bırakılmasını istedi. Örgüt, Almanın serbest bırakılmasını karşılığında Federal Almanya'nın bu ülkenin Bağdat ya da Tahran'daki diplomatlarından birinin Irak Kürdistanındaki "kuruluşun bölgelemesi" ziyaret etmelerini istedi.

Kaçırılma olayı, ENKA Holding bünyesinde üzüntü yarattı. Holding yetkilileri, bir yandan Dışişleri'nden haber beklerken, Irak'taki şantiyeleriyle sık sık görüşerek gelişmeleri izliyorlar. ENKA Teknik Yönetim Kurulu Başkanı Uğur Şonda, Atilla Çelikel'in 1983'ten beri şirketlerinde çalıştığını, daha önce Kerbela işyerlerinde görev yaptığını söyledi. Şonda, "Gelmelerden katli bir biçimde yaktılar. Arkadaşımızın iyi olduğunu dair bir haber aldık. Bugün (dün) bazı taleplerle olduğunu da duyduk, başkaca bir malumatımız yoktur" dedi.

NE NEDİR?

'Kürt Yurtsever Birliği'nin lideri: Celâl Talabani

Kuzey Irak'ta Türk mühendisi Atilla Çelikel'in kaçırılmasını üstlenen Kürdistan Yurtsever Birliği adlı örgüt, Celâl Talabani'nin liderliğindedir. Celâl Talabani, yaklaşık 25 yıldır Irak Kürt hareketinin Barzani'den sonra başlıca ismi olarak tanınıyor. Marksist eğilimli Talabani, 1960'lu yıllarda Barzani ile ittifaka geçerek Irak Kürt hareketinin bir numaralı ismi ne karşı savaşmıştır. O tarihten sonra Barzani'nin başheca rekibi sayılır.

Barzani ile Talabani arasında 1970'li yılların başında sağlanan uzlaşma, Irak Kürtlerinin 1975'te Cezayir'in aracılığıyla gerçekleştirilen İran-İrak anlaşması sonucu yenik düşmeyle sona erdi. Talabani, Barzani'den koparak Suriye desteğinde ve kimi gözlemlere göre Sovyetler'in de onayını sağlayarak Kürdistan Yurtsever Birliği'ni kurdu.

Molla Mustafa Barzani'nin ölümünün ardından Irak Kürdistan Demokratik Partisi ve Kürt hareketinin önderliğini oğulları Mesut ve İdris Barzani devraldı. (İdris Barzani, kısa bir süre önce İran'da öldü.)

1970'li yılların ikinci yarısında, Barzani kardeşlerin yönetimindeki Irak Kürdistan Demokratik Partisi ile Celâl Talabani'nin Kürdistan Yurtsever Birliği arasında Kürt hareketinin önderliği için kuzeyde bir mücadele sürdü. 1979'da İran devriminden sonra Talabani, Tahran'daki yeni yönetime yanıştı. Ancak, İran'da yeni rejime karşı ayaklanan Kürtleri ve tutunca Humeyni rejimi ile arası açıldı.

İran-İrak savaşına politik verildiğinde, Barzani kardeşlerin yönetimindeki Kürtler, Tahran ile işbirliği yapmıyor. Talabani ise İran'daki Kürt hareketini destekledi. Bu gelişmeler üzerine Talabani ile Irak'taki Saddam rejimi arasında görüşmeler yapıldı. Görüşmelerde, Talabani'nin Kerkük petrol getirilmesini istediği pay ve özerklikin yanı sıra diğer konuların anlaşmaya varılmaması. Bunun üzerine, Talabani ve Kürdistan Yurtsever Birliği, Bağdat rejimine karşı da tavır aldı.

Bir süre önce, 1986 kasımında Celâl Talabani ile Barzani kardeşleri arasında bir kez daha uzlaşmaya varıldı ve taraflar, Bağdat hükümetine karşı işbirliği yapmak konusunda anlaşılır.

Celâl Talabani'nin önderliğindeki Kürdistan Yurtsever Birliği'ne bağlı Peşmergelerin daha ziyade Kuzey Irak'ta Süleymaniye, Erbil ve Kerkük bölgelerinde faaliyet gösteriyor.

Irak'ta kaçırılan mühendisten hâlâ haber yok

Şarik Tara: Pazarlık haberleri yalan

ENKA Holding Başkanı Şarik Tara, "Fidyeye çok yanlış bir şey. Pazarlık yaparsanız çok kişinin canı yanar. Ondan sonra her gün birini kaçırlar. Kendim kaçırsam, pazarlık yapılmasını istemem" dedi.

Haber Merkezi — ENKA Holding'in, Irak'ın Süleymaniye yakınlarında yaptığı çimento fabrikasında görevli elektrik mühendisi Atilla Çelikel ve Alman mühendisi Manfred Burn'un kaçırılmasının üzerinden 10 gün geçmesine rağmen, kendilerinin de dün bir haber alınmadı. ENKA Holding Başkanı Şarik Tara, kaçırılan personeli için bir pazarlığa oturma karşılığı söz konusu olmadığını belirtir, "Beni kaçırsalar da, benim için pazarlık yapılmasını istemem" dedi.

Türk mühendisi Atilla Çelikel'in durumunda dün de bir değişiklik olmadı. ENKA yetkilileri, Irak'taki bürolarına telexle yaptıkları görüşmelerde kendilerine yeni bir bilgi gelmediğini söylediler. ENKA İnşaat'ın Genel Müdürü Sinan Tara, fabrika çevresinde güvenlik tedbirlerini aldığını belirterek, "Biz arkadaşlarımızı bırakacağımıza ümitliyiz. Ümitte bekliyoruz. Bizim yapacağımız bir şey yok" dedi.

Geçen cuma günü özel uçayla Suudi Arabistan'ın başkenti Riyad'a giden Şarik Tara, "Kaçırma olayından sonra Suudi Arabistanlılardan arabulculuk istediği yolundaki haberleri" doğrulanmadı. Cumhuriyet muhabiriyle Riyad'dan telefonla konuşan Şarik Tara, "bazı işleri için Suudi Arabistan'da bulduğumuz" belirterek, şunları söyledi:

"Ben de gelişmeleri Türkiye'deki arkadaşlardan alıyorum. Hiçbir bilgi ve hareket yok. Bizim bildiğimiz, olayı cuma günü duyurana Ajans France Press'in haberinden başka bir gelişme olmadı. Bir de kaçırılan arkadaşımıza kartma yazılan mektup... Türkiye'ye dönüşüne ya yapacağımızı daha etraflı görüşeceğiz."

Gelişmeleri bir yerde "ümitte beklediğim" anlatan Şarik Tara, "Herkes stres içinde. Arkadaşımıza kötü bir şey olacağını sanmıyorum" dedi. Pazarlık ve fidye konusundaki bir soru üzerine Tara, şunları söyledi:

"Türk hükümetinin muhatap olacağı bir şey yok ortada. Fidyeye konuşma çok yanlış bir şey. Pazarlık yaparsanız çok kişinin canı yanar. Ne Türkiye'nin, ne bizim pazarlık yapmasını mümkün değildir. Benim kimseden istemeyiz. Kuyumet kopar o zaman, oğandan sonra her gün birini kaçırlar. Ben Türk vatandaşları olarak kendim kaçırsam, pazarlık yapılmasını istemem."

Kaçırılan mühendis Atilla Çelikel'in ağabeyi avukat Selçuk Çelikel, ne hükümetten ne de ENKA'dan kardeşiyeye ilgili bir haber alamadıklarını belirtir, kardeşinin durumunda endişe ile izlediklerini söyledi. Dışişleri Bakanlığı'nın sigortasıyla yakını Çelikel, Cumhuriyet muhabirine şunları söyledi:

"Irak'taki fabrikada bazı kimselerin kaçırma olayını üstlenen gruba sempati duyduğunu öğrendik. Kardeşimin, eşi ve çocuklarını Türkiye'ye gönderdikten hemen sonra lojmanından kaçırılması şüphelidir. Yeni gelişmeleri biliyoruz ve bu konuda, hükümet yetkililerine 'biri çiyayla pazarlığa oturmaz' diyoruz. Acaba ne yapılacak? Almanlar, Bağdat'taki üst düzey temsilcilerini devreye sokmuşlar. Bizimkilerin alınması zordur."

derdikten hemen sonra lojmanından kaçırılması şüphelidir. Yeni gelişmeleri biliyoruz ve bu konuda, hükümet yetkililerine 'biri çiyayla pazarlığa oturmaz' diyoruz. Acaba ne yapılacak? Almanlar, Bağdat'taki üst düzey temsilcilerini devreye sokmuşlar. Bizimkilerin alınması zordur."

TMMOB İnşaat Mühendisleri Odası Ankara Şubesi Başkanı Mehmet Akif Coşoglu, a.s. muhabirine yaptığı açıklamada, Günöğdülü Anadolu Projesi'nin bölgede refahı arttıracakları bildirerek, şunları söyledi:

"GAP Türkiye'nin kalkınmasında büyük katkı sağlayacak ve milli gelir yüzde 85 dolayında artıracaktır. Bu proje ne süper çözümler ne de kompleksimizin içine girer. Kaçırılma olayı, bu projenin gerçekleştirilmesi için çevreye gidecek mühendislere ve teknik adamlara gözdağı vermek için yapılmıştır."



Tedhişçilikte yeni boyut

IRAK'ta çalışan bir özel firmamızın teknik sorumlusu bir vatandaşımız, Marksist-Leninist Kurtuluşçu Yalabanki'nin serbest bırakılmasını talep eden bu vatandaşımız karşılığında hapishanelerimizde hükümlü veya tutuklu olarak bulunan bircu ekşeykadan 200 kişının salıverilmesini istemiş Türkiye'nin cevabı basit ve kesindir Türkiye, tedhişçilerle işbirliği yapmaza pazarlığa girmez.

Gerçekten, bu gibi olaylarda Türkiye'nin politikasından bir belirmemştir Tedhişçilerin hedefi olabileceği durumun da olan Türk görevlilerin ve vatandaşların, Türk Devleti'nin kendilerini kırtmak için dahi olsa, tedhişçilerle hazır pazarlığı girmeyeceğini hesaba katarak davranışlarını ayarlarlar. Bu son uzucu olayda da, böyle olacaktır.

Çünkü, tecrübe göstermiş ki, tedhişçilerle pazarlık onları sadece yeni boyutluk gösterilerine girmeye teşvik eder. Tedhişçiler, görevlilerin veya vatandaşların hedefi olarak vurdak istedikleri devletin, kendilerine hiçbir ödün veremeyeceğini önceden bilirlere, alacakları mukayeseli risko daha fazla olur.

zarlık yapmaya teklif ederken, diğer yan dala her tedhişçilik olayına karşı tereddüt "mukatehebbilmiş" hareketinde bulunmaz; asla hınal etmemesdir. Bu sultme tedhişçilikleri karşılıklı risko daha da arttırmaktadır.

Bu sıpaet, tedhişçiliğin tamamıyla son bulması sonucunu doğuramaz. Doğu ramaz Çunkü aklı ve ahlakın zemzeminde yoksun insanlık dışı yaratılmaları cın netni takdir etmek kimsenin elinde değildir. Fakat kuykuzdu bu politika, tedhişçiliğin boyutlarını kuçultur. Bu politika bir faullu daha vardır. O da, tedhişçilerle kefile olan ülke halokun durumuna muhafaza etmesini, başmı dik tutmaya devam etmesini sağlanmasdır. Bir yüzüne tekdi yünce, öteki yüzüne çevirmek, tarihi boyunca Türk milletine yabancısı bir felsefe olmuştur. Türk'e dokunan sililey yer. Bugün yer, yann yer! Ama, bir gün muhakkak yer.

Bu SON olayda da, eger kaçırılan vatandaşımız makul bir süre içerisinde saapasız serbest bırakılmazsa, Türk Devleti'nin gucu, bu komünist bozuntusu bolucu haydutların tepesinde parlamalıdır.

Bu gibi olaylarda hemen "Aman! Ortadoğuyu müdahale etmeyelim!" kompleksine kapılmayalım. Kalıcı müdahale başka, vurucu müdahale başkadır. Herhalde, Türkiye Cumhuriyeti'nin iç eşkiya karşısında da etkin kolunun bağı olmadığını tam bir açıklıkla kanıtlanmalıdır.

Almanlar temasta



Muhendis Celikel, kaçırıldığı fabrikanın önünde.

Aile tedirgin Kaçırılan mühendis Atilla Celikel'in ailesi, tedirgin bir bekleyişi sürdürüyor. Aile kendilerine düzenli bilgi verilmemesinden ve mektubun ellerine geçmesinden yakınıyor. ENKA yetkilileri mektubun ailesine verildiğini kaydedtiler.

Ankara savcısı Dışişleri yetkilileri, İran nezdinde herhangi bir girişim olmadığını belirtirken, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, olayın aslının anlaşılmasından sonra tavır konacağını belirterek, "Kaçırılanın yapacağı en doğru iş, serbest bırakmaktır" dedi.

İlişki kuruldu: Alman hükümeti sözcülerinden Alexander Nowak, Türk mühendisle birlikte kaçırılan Alman Manfred Burn'un durumuyla ilgili ilişki kurulduğunu söyledi.

Haber Merkezi — Irak'ın Süleymaniye kenti yakınlarında ENKA'nın kurup işlettiği çimento fabrikasındaki konutun 13 şubat cuma akşamı Alman mühendis Manfred Burn ile birlikte kaçırılan Türk mühendis Atilla Celikel'in durumu konusunda dön geç saatlere kadar herhangi bir gelişme sağlanamadı. Alman hükümeti ise, mühendis Manfred Burn ile ilgili olarak "temasalarına başladık" belirtti, ancak ayrıntılı bilgi vermedi.

Mühendisler kaçırılan Kürdistan Yurtsever Birliği'nin lideri Celal Talabani'nin son aylarda kurulan Irak'taki ilişkisi dikkate alınarak Türk hükümetinin İran nezdinde diplomatik bir girişimde bulunabileceği belirtiliyor. Ancak Türk yetkililer, bu aşamada Tahran nezdinde bir girişimde bulunmadığını ifade ettiler. ENKA Holding yöneticileri de Irak'taki Kürtlerin etkin olduğu Süleymaniye yöresinde daha önce başka kaçırma olaylarının olduğunu hatırlatarak, sorunun uzun vadede çözüldüğünü bildirdiler. Kaçırılan mühendisin İstanbul'daki ailesi, Atilla Celikel'in akıbeti konusunda da hüznünlü bir bekleyişi içine girenken Dışişleri Bakanlığı'nun kendilerine bilgi vermesinden yakınlar. Bu arada mühendisleri kaçırılan Türkiye'de tutulduğu bulunan yandaşların serbest bırakılmasını istediklerine ilişkin haberler doğruluk kazanmadı. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, bu konuda bir istişin Ankara'ya gelmediğini bildirdi.



ACILI BEKLEYİŞ — Irak'ta ENKA'nın işlettiği çimento fabrikasından, Alman mühendisle birlikte kaçırılan Atilla Celikel'in eşi Gulbun Celikel ile 10 yaşındaki kız ve 6 yaşındaki oğlu, çaresiz bir bekleyiş içinde. (Fotoğraf: CUMHURİYET)

ken, hiç kimsenin pazarlık yapmasının söz konusu olmadığını söyledi.

Cumhuriyet Ankara Bürosu'nun haberine göre Türkiye'nin Bağdat Büyükelçisi Sonmez Köksal, olaya ilişkin olarak Ankara'ya sürekli bilgi aktarıyor. ENKA Holding yöneticileri de Bağdat bürolarından son gelişmelere ilişkin bilgi almaya çalışıyorlar. Ancak gerek Dışişleri Bakanlığı'na, gerekse ENKA Holding'den akşam saatlerine kadar olaya ilişkin yeni bir gelişme aktarılmadı.

Olayın aslının anlaşılmasından sonra tavır konacağını belirten Yıldırım Akbulut, "Şimdi söyleyeceklerimiz yanlış olabilir. Ancak şu saate kadar herhangi bir kimseyle temas edilmiş ve kanunlara gereği yerinde getirilmiştir. Bunu söylemeye de kimsenin gücü yetmez" şeklinde konuştu. Akbulut, "Mühendisimizle kanunlar en uygun şekilde kullanılmakla en doğru iş yaparız. Akal takdirde bunun sona ermesinde bizi yönlendiren bir şey söz konusu değildir" dedi.

Atilla Celikel'in kaçırılardan bir süredir İran tarafından destekleniyor olması, sorunun çözülmesinde diplomatik seçeneğin de gündeme gelebileceği yolunda beklentilerin belirlemeye yol açtı. Türk hükümetinin Celikel'in serbest bırakılmasını sağlaması için Talabani'ye başlı Kürdistan Yurtsever Birliği üzerinde ağırlığını kullanması için İran nezdinde bir girişimde bulunabileceği belirtiliyor. Ancak Cumhuriyet muhabirinin bu konudaki sorularını yanıtlayan Türk yetkililer, bu aşamada İran nezdinde herhangi bir girişimin yapılmadığını belirttiler.

ENKA Holding Yönetim Kurulu Başkanı Şarik Tara'nın önceki gün Suudi Arabistan'a gitmeden önce Ankara'da hükümet nezdinde girişimlerde bulunduğu öğrenildi. Dışişleri Bakanı Vahit Hamitoğlu ile görüşen Tara'nın yakın bir gelecekte Irak'a gitmesinin söz konusu olmadığı belirtildi.

İstanbul'da bir açıklama yapan ENKA İnşaat'ın Genel Müdürü Sinan Tara, şirket olarak Irak'ta doğrudan bir girişimde bulunmadıklarını, iş çevreleri aracılığı ile ne yapılabileceğini soruşturduklarını söyledi. Sinan Tara, Irak makamlarına yalnızca çimento fabrikasındaki güvenlik önlemlerinin artırılması için bayırlıkların artırılması ve "Tehdit altında, ama sükunet içinde bekliyoruz" dedi. ENKA Holding'den üst düzeyde bir yetkili de çimento fabrikasının 700 kadar Kürtün çalıştığını, santiyede 50 kadar Kürtün bulunduğu söyledi. ENKA yöneticisi, Irak askerlerinin çevrede güvenlik önlemi almasına rağmen Türklerin bir arada bulunmalarının da istendiğini belirtti.

Çimento fabrikasının Süleymaniye kentünün 15 kilometre kuzeyinde olanın bulunduğu Taşlıca bölgesinde kaçırılan yamarcında kurulu olduğu ve çevresinde yerleşim olmadığı öğrenildi. Irak'ın kuzeydoğusunda İran sınırına çok ucuğu 60 kilometre, Türkiye sınırına 175 kilometre uzakta bulunan Süleymaniye, Irak'taki özerk Kürt bölgesinin önemli yerleşim birimlerinden. Kentte rejim yanlısı Kürtlerin yönetiminde olmasına karşılık rejime karşı olan Kürtler daha etkin. Kent çevresinin sarp dağlarla çevrili olması nedeniyle buralarda saklanan gerillalar üzerinde Irak yönetiminin etkili olmaları

ENKA İnşaat'ın Genel Müdürü Sinan Tara, 7 yıldır Süleymaniye bölgesinde çalıştıklarını ve bu bölgede daha önce Alman ve Yugoslav vatandaşlarının kaçırıldığını söyledi. Sinan Tara, daha önce kaçırılanların 6-7 ay sonra serbest bırakıldıklarını bildirdi, ancak ne karşılığında serbest bırakıldıklarını öğrenemediğini belirtti. Tara "Benim görüşüme göre, bu olay da kısa sürede çözümlenecektir" dedi.

AKBULUT: PAZARLIK YOK
Başurlu'na bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, gazetecilerin sorularına karşılık, Atilla Celikel'in kaçırılmasını pazarlık söz konusu olmadığını söyledi. Akbulut, bazı siyasi kuruluşların serbest bırakılması konusunda bir istişin gelmediğini de belirtti. "Bu olay da kısa sürede çözümlenecektir" dedi.

Siyasi parti: PAZARLIK YOK
Başurlu'na bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, gazetecilerin sorularına karşılık, Atilla Celikel'in kaçırılmasını pazarlık söz konusu olmadığını söyledi. Akbulut, bazı siyasi kuruluşların serbest bırakılması konusunda bir istişin gelmediğini de belirtti. "Bu olay da kısa sürede çözümlenecektir" dedi.

"Siyasi parti: PAZARLIK YOK"
Başurlu'na bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, gazetecilerin sorularına karşılık, Atilla Celikel'in kaçırılmasını pazarlık söz konusu olmadığını söyledi. Akbulut, bazı siyasi kuruluşların serbest bırakılması konusunda bir istişin gelmediğini de belirtti. "Bu olay da kısa sürede çözümlenecektir" dedi.

AİLE İŞKİYETÇİ
Irak'taki çimento fabrikasının bakım müdürü ve elektrik mühendisi Atilla Celikel'in İstanbul'daki evinde, ailesinin bekleyişi sürüyor.
İstanbul Haber Servisi'nin haberine göre Celikel ailesi, kendilerine gelişmelerle ilgili bilgi verilmemesinden yakındır. Kaçırılan mühendisin yakınlardan Ömer Yeşilseri, Dışişleri Bakanlığı'nun kendilerine hiçbir bilgi vermediğini, ENKA'dan verilen bilgilerden de eksik ve kuşku yaratacağını söyledi. Ömer Yeşilseri, "ENKA'dan, olaya fiyde ile ilgili olduğu söyleniyor. 'Biz gerekeni yapıyoruz' diyorlar" şeklinde konuştu. Mühendislerin eşi Gulbun Celikel, "Evlime kaçırıldığmdan başka, doğru dürüst bir haber almadık" dedi. Gulbun Celikel, olayı öğrendikten sonra bir haber alınıp alınmadığına geçici olarak meraklandırmış bir şekilde söyle konuştu.
"Biz de mektup yazmaya, bise bildirtmek üzere. Biz koca mektubunla 'iyiyim, karima ve çocuklarima durumuma ve iyi olduğumu' münsab bir dile anlatım' dediğini söyledi. Mektup Dışişleri Bakanlığına herhalde."
ENKA yetkilileri ise, mektubun Celikel ailesine verildiğini bildirdiler. **ALMANYA'DA GELİŞMELER**

Batı Berlin muhabirinin Güney Yüreklilik'in haberine göre Irak'taki ayrıntılı Kürtlerin bir hafta önce kaçırıldığı Türk ve Alman mühendisleri olayına Federal Alman basını da yer vererek, "Celal Talabani'ye baderliğinde Kürdistan Yurtsever Birliği, İran'daki kurulumu bölgeye bir Alman diplomatına göndermesini talep ediyor" dedi.

Federal Alman radyo ve televizyonları olayı önceki akşam haberlerinde yayımladıktan sonra, AP, AFP ve DPA kaynaklı haber dün de gazetelerde yer aldı. "Irak'taki Kürtler bir Almanı kaçırdı" başlığıyla, genellikle iç sayfalarda ve kısa bir şekilde verilen haberde, Krupp Polyalus ile ENKA firmasının Irak'ın kuzeydoğusunda Süleymaniye kenti yakınlarındaki inşaat yerinden 14 şubat gecesi bir Alman ve bir Türk montaj mühendisinin kaçırıldığı, ancak kaçırma olayının Bağdat'taki Batılı bir haber ajansı ile Tahran'daki Federal Alman Büyükelçiliğine geçen cuma günü bildirildiği açıklandı.

Başında dün yer alan haberlere göre, Federal Alman Dışişleri Dairesi'nden hükümet sözcüsü Jürgen Chrobog'un olayı doğruladığı ve kaçırılan 26 yaşındaki Manfred Burn'un kurularılması için uğraşıldığını belirtti. Krupp firmasının Essen'deki bir sözcüsü de Bonn'daki Dışişleri Dairesi ile Bağdat'taki Alman Elçiliği ile sürekli ilişki içinde olduklarını bildirdi.

Çıkan haberlerde, "Kürdistan Yurtsever Birliği" örgütünün İran tarafından desteklenildiği ve Türkiye'de tutulduğu Kürtlerin serbest bırakılmasını talep edildiği, Türkiye hükümetinin ise bu talebe uymak ve pazarlık yapmak istemediği açıklandı.

Ote yandan dün Federal Alman Dışişleri Dairesi'ne telefon ederek, olay hakkında bilgi almak istediğimizde, nöbetçi sözcü, Alexander Nowak, Cumhuriyet'e yaptığı açıklamada, olayın incelendiğini, ilişkilerin kurulduğunu, ancak meselelerin ayrıntıları üzerine "şimdilik herhangi bir bilgi veremeyiz" dedi. "Federal hükümeti, kendisine yöneltilen talebe uysak Irak'taki kurtarılmış bölgeye bir diplomat göndermeyi düşünmüyor mu?" şeklinde yönelttiğimiz soruya, Dışişleri Dairesi sözcüsü Nowak, "Bu konuda hükümet, tartışılmaz hafta boyunca sanayimur bir açıklama yapacak" diye cevap verdi.

Kaçırma olayı ile ilgili bu haberlerin yanı sıra, yine dünkü gazetelerde ayrıntılıca ilgili bir başka kısa haber de yer verdi ve Alman Haber Ajansı DPA'nın Cenevre kaynaklı haberinde Türk hükümetinin Tunceli ile Erzincan'daki toplam 486 Türk köyünü boşaltmak istediği öne sürüldü. "Türkiye Sosyalist Kürdistan Partisi" sözcüsü Selim Azad'ın Cenevre'deki BM İNO İnsan Hakları Komisyonu toplantısında yaptığı açıklamaya dayanarak verilen habere söz konusu köylerin topraklarına Türkiye hükümeti tarafından el konulduğu ve bu köylerde yaşayanların Mersin, Antalya, Muğla ve İzmir yörelerine sürüldüğü belirtildi.

Kaçırılan mühendis olayında sessizlik

Atilla Celikel'i kaçırılanların şu ana kadar gerek hükümetten, gerekse ENKA şirketinden bir talepte bulunmalarını, olayın niteliği ve amacı konusunda soru işaretlerini yoğunlaştırıyor.

Haber Merkezi — Irak'ta Kürtlerin çoğunlukta bulunduğu Süleymaniye kenti yakınlarında bulunan çimento fabrikası lojmanından kaçırılan ENKA teknik şirketinin görevlilerinden mühendis Atilla Celikel ile Alman görevli Manfred Burn'un durumları sessizliğe burundu. Kaçırılma eyleminin üzerinden 11 gün geçmesine karşın, kaçırılanların şimdiki kadar gerek Türk hükümetinden gerekse ENKA şirketinden bir talepte bulunulmaması olayın niteliği ve amacı konusunda soru işaretlerini artırdı. Nitelik gerek hükümet, gerekse Celikel'in mensubu bulunduğu ENKA şirketi olayla ilgili bir değerlendirme yapmıyorkan çukluk çekiyorlar.

Bazı çevrelerin kaçırma olayının siyasi amaçlı diye yorumlamasına eğiliminde olmalarına karşın, bazılarının fiyde yönelik basit bir kaçırma olayı gibi nitelendirme si olayın gerçek niteliğinin tah-

minlerin ötesine geçememesine yol açıyor.
İstanbul'daki ENKA Holding yetkilileri, Irak hükümetinden ve şantiyelerinin bulunduğu buradan yeni bir bilgi gelmediğini söylüyorlar.

ENKA Holding Yönetim Kurulu Başkanı Şarik Tara, önceki gece Suudi Arabistan'ın başkenti Riyad'dan İstanbul'a döndü Suudi Arabistan'a Cidde'deki ortak işleri için Nurettin Koçak'la görüşün bildiren Tara, "Yapacağımız bir şey yok, hükümetimiz ne derse onunla işbirliği ve anlaşılacağı içinde" dedi. Herhangi bir pazarlık için de olmadıklarını uyanırken, Tara, "Olayda hâlâ soru işaretleri bulunduğu" söylüyor. "Arka-dışı kaçırılanlar, kendilerinin gücünü göstermek için mi kaçırıldılar, yine de bilemiyorum" diye konuştu. Bölgede kendilerini her zaman "emniyette" hisset-

tiklerini ve hiçbir soruna karşılaşmadıklarını belirten Tara şunları söyledi:
"Bizim şahsen ENKA olarak bir şey yapmaya hakkımız yok. TC hükümeti olduktan sonra, bu yalnız ENKA'nın değil, Türkiye'nin problemdir. Başımızda kuvvelli, politikası muntazam bir hükümet var. Kuvvelli bir devlete mensubuz. Onlarla aynı anlayış içindeyiz. Bunun dışında biz ne yapabiliriz. Biz zaten bunu ENKA'ya karşı yapılmış bir durum olarak almıyoruz. Cumhuriyetimizin ilgilendiği bir konuda bizim kuvvetimiz ne olacak? Hükümetimiz ne derse, devletimiz ne derse o olur. Onlarla anlayış ve işbirliği içindeyiz."
Şarik Tara, mühendis Atilla Celikel'in ailesinin kaçırma olayını geç duymalarından yakınan beyanlarına karşılık olarak da, "Bilgi verilmemesi uzulmesinler diyor. Biz bırakılır diye bekliyorduk. Çünkü şimdiki kadar hiçbir Türk kaçırılmamıştı. Onun için gizli tutmaya çalıştık" dedi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Irak'ta geçirilmiş hafta içerisinde kaçırılan mühendis Atilla Celikel'in bulunması çalışmalarının sürdürüldüğünü belirterek, kaçırma olayının henüz tam anlamıyla açıklığa kavuşmadığını söyledi. Diyarbakır'da Cumhuriyet muhabiri Turan Yazuvuz'un görüştüğü Bakan Akbulut, Celikel'in ailesinin bu kaçırma olayında, hükümetin kayıtsız kaldığı şeklindeki iddialarını doğru bulmadığını belirterek, şunları söyledi:
"Bu olay hakkında detaylı bilgi yok. Hükümet olayı yakından takip etmektedir. Bu konudaki çalışmalar sürdürülüyor."
Olay kısa zamanda açıklığa kavuşacaktır. Önce olayın aydınlatılması gerekmektedir. Olayın mahiyeti aydınlanması ki ona göre değerlendirme ve yorum yapılabilir. Biz daha henüz olayın mahiyetini açıklığa çıkaramadık. Bu konudaki her türlü diplomatik temaslar ve çalışmalar devam etmektedir. Ümit ediyoruz ki, yakında yeni gelişmeler olacaktır."

PKK ajansı: "Biz kaçırmadık"

Güçlenen kanı: "PKK parmağı"

Emir Apo'dan mı?

Alman montör için Dışişleri Bakanlığı harekete geçti

• Mehmet CANBOLAT
• FRANKFURT

KUZEY Irak'ta Türk mühendis Atilla Çelikel ile birlikte kaçırılan Alman montör Manfred Brenus'un kurtarılması için Dışişleri Bakanlığı harekete geçti.

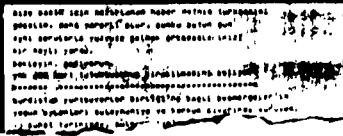
Konuya ilişkin olarak dün bir açıklama yapan Alman Dışişleri sözcüsü, 26 yaşındaki montörün serbest bırakılması için Bağdat'taki Alman Büyükelçiliği'nin temaslarının sürdüğünü ve rehinesidire yatan çevrelerle bazı görüşmelerin yapıldığını söyledi.



PKK kamptı Bu fotoğraf, PKK militanlarının bir kampinde kendileri tarafından çekildi. Ele geçirilen bir teröristin cebinden çıktı. Son 45 günde 19 kişiyi öldüren teröristlerin açlık çektikleri belirtiliyor. Abdullah Öcalan ise, "moral" derdinde

PKK Ajansı'nın Milliyet'e talaklı Mühendis Çelikel'in rehine alınması konusunda İsveç teki Ajans, Rehinele-tutanlar Talabaları grubu Bu Irak'a karşı bir eylem 200 tutuklunun salınmasını istenmesi dünyanın dikkatini çekmeye yönelik iddiasında bulundu

Güneydoğu'daki yetkililerin kanısı Kuzey Irak'ta görev yaptığı fabrikadan kaçırılan Atilla Çelikel olayı PKK'nın başı Abdullah Öcalan'ın, militanlarına moral aşılama eylemi olabilir



PKK'nın "Heber ajansı"nin gazetemize çektiği talaklı

MILLİYET HABER MERKEZİ
PKK'nın İsveç'in başkenti Stockholm'deki haber merkezi, Stockholm'deki haber merkezi ve İsveç'teki Kuzey Irak'ta Enka'nın kazdığı çimento fabrikasında görevli Türk mühendis Atilla Çelikel ile Alman mühendis Manfred Brenus'un kaçırılmasında PKK'nın rolü bulunmadığını iddia ettiler. Tekeyle bağlantı kurup görüntülerini ajans sorulmuş. Talabaları ve big. Kurdistan Yurtseverler Birliği Peşmergele, "Irak istihbarat faaliyetlerine karşı yürüttükleri bir askeri operasyon sırasında" Çelikel ile Brenus'u sürgün götürdükleri, yakında bırakmalarını mühtemel olduğunu belirttiler.

Ajans yetkililerinin "Ölümde PKK'nın rolü yoktur" çekimdeki bu ajansın yerine Karpık, Milliyet Haber Ajansı Diyarbakır muhabiri İhsan Dörtkardeş, kaçırma eyleminin peşide arkasında PKK'nın düzenlenmiş olduğunu güncellediği güvenlik yetkililerinin önce Stockholm'de, sonra

STOCKHOLM'DE BAĞLANTI İsveç'te Kurdistan Haber Ajansı adına faaliyet bulmaya merkezi Mülha tarafından tekeyle konuşmasında, ajansın "yetkilisi" olduğunu bildiren bir temsilisi "Mühendis Atilla Çelikel'i kim kaçırdı?" çekimdeki sorularına şu karşılığı verdi:

"Bize ulaştan haberlere göre, bir adam kaçırma eylemi söz konusu değil. Bölgede sürdüren askeri faaliyetlerin birinde, stratejik bölgede rehine alınan bir grup içinde bir de Türk mühendis bulunuyor. Ancak bu basına verildi. Ayrıca yetkilisi Mithman Kurdistani-Kurdistan Yurtseverler Birliği'nin (YNK-KYB) rahodusunda da açıklama yapıldı."

BATI BASININA VERİLEN METİN

Mühendis kaçırılması olayında soru edilen "askeri faaliyet" isminin düzenlendiğine ilişkin bir başka soru üzerine, Kurdistan Haber Ajansı, Batı basını için hazırladığı duyuruyu şu haber metniyle yayınladı:

"Kurdistan Yurtseverler Birliği ve bağlı Peşmergelelerin yoğun eylemleri Süleymaniyeye ve Kerük civarında sürüyor. 13 Şubat tarihinde, Süleymaniyeye'nin 20 km. batısında bulunan Pasuce dolaylarında yapılan Peşmergele operasyonları sırasında, ilçesinde bir Türk mühendis de bulunduğu bir grup tekele eleman rehine alındı."

"Kurdistan Yurtseverler Birliği (KYB), Atilla Çelikel'e karşılık, Türk cezaevlerinde bulunan 200 tutuklunun serbest bırakılmasını istiyor."

"KYB konuya ilişkin resmi bir açıklama yapmasının birlikte, olayın geçtiği bölgedeki eylemleri rahodusundan duyurdu ve rehinesidire ilişkin bilgi verdi."

"KYB'nin 13 Şubat'ta gerçekleştirdiği eylemin hedefi olan Pasuce bölgesi stratejik açıdan büyük önem taşıyor. Pasuce'nin kontrol altına alınması ile Kerük-Süleymaniyeye ilişkisi kesilmiş olacaktır."

"KYB, rehinesidire askeri nitelikli görevlerde çalıştırdıkları militanların sorunu sonuna çıkarılabilecek ve diğer askeri görevlerde bulduklarını

kecinlepire idarelerinin problemleri yatacaklarını belirtiyor."

PKK BAĞLANTISI

Ajansın bu metni geçmesi üzerine, olayla PKK'nın bağlantısı olup olmadığını sorduk. Yanıt "Yok. Neşir olsun ki"ydi. Ajans yetkilileri, bu açıklama arkasından hemen şunu eklediler:

"Siz (Milliyet) sık sık, konu ile ilgili yayınlar yapıyorsunuz. PKK ile bölgedeki Kurt hareketinin ilişkisi olmadığını, sığır sultan bile biliyoruz..."

TELEFON GÖRÜŞMESİ

Kurdistan Haber Ajansı yetkilisi, daha sonraki bir telefon görüşmesinde de, Talabaları'ye bağlı Kurdistan Yurtseverler Birliği'nin söz konusu eylemdeki amaçlarını "askeri" olduğunu, "Irak istihbarat faaliyetlerine karşı" düzenlendiğini, Çelikel ile Brenus'un "kaçırılmadığını, misafir olduklarını", rehinesidire Süleymaniyeye yakınlarında Irak toprakları içinde bulunduğunu, ayrıca Türk yetkililerle temas kurulduğunu belirtti.

Ajansın "Heber ajansı"na geçtiği haber metninde de "Çelikel'e karşılık Türkiye'de 200 tutuklunun serbest bırakılması" talebiyle ilgili olarak da Ajans yetkilisi, şöyle dedi:

"Bu talep enteresandır. Ancak, Türkiye cezaevlerinde bulunan tutukluların dünyaya dikkatli çekilmesidir. Bununla birlikte bu talepte de amaç yerine getirilmştir."

Ajans yetkilisi ayrıca, Irak içinde "kurtarılacak bölgeler" bulunduğunu, bu tür olaylarda Irak Hukümeti'nin müdahale edemediğini söyledi.

GÜNEYDOĞU'DAN BAKIŞ

Stockholm'deki Kurdistan Haber Ajansı adına yapılan bir açıklamalara karşılık, Milliyet Haber Ajansı Diyarbakır muhabiri İhsan Dörtkardeş, Güneydoğu'daki Türk güvenlik yetkililerinin PKK olasılığı üzerinde durduklarını belirtiyor.

Güvenlik yetkililerine göre, eylemde PKK parmağı olduğu inancını kuvvetlendiren nedenler şunlar:

1. Kuzey Irak'taki kamplarda yetkililerle ve Türkiye'ye gönderilen PKK teröristleri şu aralarda çok güç ve sıkışık durumdalar. Moralileri düşür. Türk mühendis Çelikel'i kaçırarak PKK, Türkiye'de gizelemler yapılabilecek moral vermeye çalışıyor olabilir.

2. PKK lideri Abdullah Öcalan, kısa süre önce kurulmuş ve kısa adı

ARCK olan Kurdistan Kurtuluş Ordusu'nun adı geçirdi, kendisi başkanlık yapacak, bir etkinlik yaratmak amacıyla Çelikel'i kaçırması olabilir.

Güvenlik yetkilileri, kaçırma işini, PKK'ya maskeler olarak Talabaları'ye bağlı Peşmergelelerin yapmasıyla, PKK'nın sınırsız bir askeri hareketlerinden yitmişliğin duyduğunu, o nedenle eylemin sorumluluğunu ajaktan yüklenmekten çekinmiş olabileceğini belirtiyorlar.

MORAL ÇÖKÜNTÜ

Abdullah Öcalan'ın Türkiye'ye sızdırıldığı PKK teröristlerinin ağır

yasam koşulları nedeniyle içine düştüğü moral çöküntü, güvenlik yetkililerinin bu tahminlerinde isabet olduğu inancını kuvvetlendiriyor. PKK teröristlerinin güneydoğuda saklandıkları sığınaklarda yokluk ve sefalet içinde bulduklarını gösteren gizli istihbarat raporları alınıyor, belgeler ele geçiriliyor. Ölü ya da sağ yakalanan PKK'nın teröristleri üzerinde bulunan mini fotoğraf makinelerindeki filmde, eylemin sefaletli gözler önüne seriliyor. Buldukları boş konserveler kutularını temizleyerek, baş-cırpıyla atış yapıp yemek pişirmeye çalışan eli silahlı teröristlerin, çamaşırlarını da kendilerinin yıkadığı bulunan filmelerden, ortaya çıktı Genelikle mağara oyuklarında yer almadığı sığınaklarda saklanan teröristlerin yemek yemek bile silahlı elleri bırakmadan anlatılıyor. Fotoğraf makinesindeki teröristlerin kışkırtıcı tekele bildirildi. Açlık çekmiş militanların ölmek için zaman zaman köyler saldırarak etmek ve yiyecek istediklerini öğrenildi. Son olarak Sirt in Erub ilçesine bağlı Çimenek köyünden çekmek almadıkları için 2 kişiyi öldüren teröristlerin son 45 günündeki cinayetlerinin 19' u bulunduğuna bildirildi. Hakkân, Mardin ve Sirt in işlenen insanlık dışı cinayetlerde, kurbanlarını büyük bölümünü çocukları oluşturuyor

—HRK YERİNE ARGK—

PKK'nın 23-30 Ekim 1986 tarihinde yapılan 3'üncü kongresinden sonra teşkilatlı Kurdistan Kurtuluş Cephesi (HRK)'nin yerine Kurdistan Kurtuluş Ordusu (ARGK) kurulmuştu.

Kesin yeni belli olmamakla birlikte Suriye'nin başkanı Şam'da yapıldığı sanılan kongrede PKK lideri Abdullah Öcalan'ın "Partizanlar, cepheci kurdukları, şimdi sıra orduda" dediği öğrenilmişti. Kurdistan Kurtuluş Ordusu'nun kurulmasıyla "büyük bir eylem" beklenmesi bağlandı. 15 Ağustos 1984 tarihinde kurulduğu açıklanan ve Sirt in Erub, Hakkân'ın Şemdinli ilçelerini basarak sınıra duyan HRK'den sonra ARGK'nın de şimdiki, "savaşçı eylemlere hazırlandığı" sanılıyor.

SINIR OPERASYONU

Öte yandan, Milliyet Ankara Bureosu'nun bildirdiğine göre, Kuzey Irak'ta çalışan Türk mühendis kaçırılması eylemde PKK parmağı olabileceği ihtimali artırınca, gözler yeni sınır operasyonu olabileceğine çevrildi.

Mali Savunma Bakanlığı'nun bir üst düzey yetkilisi Milliyet'in sorusuna karşılık olarak "Şaartlarımızla ilgili olarak herhangi bir eylemimiz hakkında bir açıklama yapacak bir açıklama yapılmıştır" dedi.

Rehine mühendisin ailesi, ilgisizlikten yakınıyor "Devletin tavır ne, bilmiyoruz"

İrak'ta rehine alınan mühendis Atilla Çelikel'in ağabeyi avukat Selçuk Çelikel, "Çelikel'merden bize haber veren yok devletin ne yapmayı düşündüğünü bilmiyoruz. Başbakan Özal, Amerikalı gazeteciyi kurtarmıştı. Kardeşim için neden aynı hassasiyeti göstermiyor?" dedi



Selçuk Çelikel "Endişeliyiz"



Ağlayan fotoğraf Mühendis Atilla Çelikel'in eşi Gülbin Çelikel, evlilik fotoğraflarına baktığında hemen gözleri doluyor.

Mühendis Çelikel'in kardeşi Selçuk Çelikel, "Özal İran'da tutuklanan Amerikalı gazeteciyi açıkladığı için gösterdiği gayret kendi vatandaşları için neden göstermiyor?" diye soruyor.

Yük. Dışişleri sadece gazetelerden öğreniyoruz. İçişleri Bakanı 'Devlet pazarlık yapmaz' diyor. Devlet'in ne yapmayı düşündüğünü bilemiyoruz. Eker bir çözümler yolu bulamıyorlarsa ne olacak? Kardeşimin hayatı söz konusu. TRT'de artık haberlerde bu olaya yer vermez oldu. Bildikleri bir şey mi var? Başbakan Özal, Amerikalı gazeteciyi kurtardı. Şu anda sağlık durumunun bozuk olduğunu biliyoruz. Ama en azından bir şeyler konuşmasını istedik. Ağzından tek kelime çıkmıyor. Amerikalı gazeteciyi gösterdiği hassasiyeti neden kendi vatandaşına göstermiyor?"

Bu arada Atilla Çelikel'in eşi yazdığı ve Irak'taki çimento fabrikasının kapısına bırakılan mektubun 17 Şubat tarihinde taşıdığı öğrenildi. Çelikel'in mektubunda, "10 gün içinde buralarımızı tahmin ederseniz" diye yazdığı bildirildi.

İRAK'ta 13 Şubat akşamı kaçırılan Türk mühendis Atilla Çelikel'den bu haber, İstanbul'daki yakınları, arkadaşları ve arkadaşlarıyla ilgili olarak, önceki hafta levise sürdürüyor. Kendileriyle ilgilenen kimse olmadığını belirten Atilla Çelikel'in ağabeyi avukat Selçuk Çelikel, hükümetin konuya yaklaşımından vazı kesildi. "Başbakan Özal, İran'da tutuklu Amerikalı gazeteciyi kurtarmak için gösterdiği gayret kendi vatandaşları için neden göstermiyor?" diye sordu.

Fında telefon başında eşinden gelecek havırlı haber merakla bekleyen Gülbin Çelikel ve yakınları "akıl serme" telefonlarından kaçıyor ediyorlar. Bazi kişiler telefonunda, "Biz de kaçırmışları 20 bin lira verdik kurtulduk. Siz de neyle yapın?" dediklerini öğrenildi. Bazılarının da telefonda kahkahayla güldüklerini ifade eden Atilla Çelikel'in yakınları ne yapabileceklerini şaşkınlıklarını söylüyor.

Devletin konuya kavırsı kıldığını onuncu karantın mühendisin ağabeyi avukat Selçuk Çelikel şöyle diyor:

"Bize gelişmelerde haber veren yok ilgilenen

Genelkurmay'da ne görüldü?



Hasan Değer

Org.Ürüg, Türk mühendisi rehin alan Kürtlerin lideri Talabani'yi tanıdığı öne sürülen Hasan Değer'i kabul etti...

"Kimseyle pazarlık etmeyiz"

Olayın son derece üzücü olduğunu söyleyen Bakan Akbulut, "Şu ana kadar bize herhangi bir tutuklunun serbest bırakılması için talep gelmedi. Yapacakları en akıllı iş, onu hemen salıvermek olacak" dedi.

●Diyarbakır eski CHP Milletvekili Hasan Değer'in dün Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürüg tarafından kabul edilmesi, Başkent kulislerinde hâkim olan konuydu.

- Türk mühendisi Çelikel'i kaçıran ayrılıkçı Talabani'yi tanıdığı öne sürülen Hasan Değer ile Ürüg 38 dakika süren bir görüşme yaptı
- Hasan Değer görüşme böyle bir konunun ele alınmadığını özel bir görüşme olduğunu belirtti ancak içeriğini açıklamayamadı

ANKARA (Hürriyet) - Kuzey Irak'taki Süleymaniye'deki vakıfçı Taşlıca Çimento Fabrikası'nda kaçırılan mühendis Atilla Çelikel'in Diyabakır'da bulunan eski CHP Milletvekili Hasan Değer'in Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürüg'e ziyareti emsalsiz bir randevu oldu.

Kurtuluş Tarihi müberrri Çelikel'i kurtarılması konusunda da varlığını bildireceği ve bu nedenle de Ankara'ya çağırıldığı bildirildi. Ankara'da görüşmeler ortama atıldı. Ancak Genelkurmay Başkanı Ürüg'ün bu konuda bir sorusu vardı. "Siz bu konu ile neden bu kadar ilgisizsiniz?" dedi. Çelikel'in yanı sıra "Bu ziyaretin Hasan Değer'in yakıştığı bir soru olduğunu da belirttik" dedi. Ürüg'ün bu sorusuna cevap olarak "Bu soruyu neden soruyorsunuz?" dedi. Bunun üzerine Hürriyet muhabiri Hasan Değer'in Genelkurmay Başkanlığına çağırıldığını öğrendi. Bu nedenle de Irak'ta kaçırılan mühendis olayı ile ilgili olduğunu duyulduğunu söyledi. Ancak savar kendisinin bu konuda bilgisi olmadığını söylemek istedi.

Daha sonra Hürriyet muhabiri Hasan Değer'in Ankara'ya başladılar. Değer'in kızının anılatığına göre, Ankara'da bir hastaneye yatırıldığı da bu arada bir soruşturmanın olduğu da belirtildi. Ancak Ankara'daki özel ve resmi hastane

lerik Değer'in kızının kayıtları rastlanmadı. Bunun üzerine Hürriyet muhabiri Ankara'da dün toplanan SHP Yerel Yönetimler Kurultayına katılarak Değer'in eski CHP arkadaşları vasıtasıyla soruşturmanın sonuna kadar sürdüğünü bildirdi.

Hasan Değer'in Diyabakır'da kaçırılması üzerine Hürriyet muhabiri Talabani'ye "Siz bu konuda ne düşünüyorsunuz?" diye soruldu. Talabani'nin "Bu konuda bilgisi olmadığını söyledi" dedi. Talabani'nin "Bu konuda bilgisi olmadığını söyledi" dedi.

Hasan Değer, 1979'da Diyabakır'da çalışırken AP'nin kurucusu olan Süleymaniye'de kaçırıldı. Hürriyet muhabiri Talabani'ye "Siz bu konuda ne düşünüyorsunuz?" diye soruldu. Talabani'nin "Bu konuda bilgisi olmadığını söyledi" dedi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Yalın Eralp mühendis Çelikel'in kaçırılması konusunda Hürriyet muhabiri Talabani'ye "Siz bu konuda ne düşünüyorsunuz?" diye soruldu. Talabani'nin "Bu konuda bilgisi olmadığını söyledi" dedi.

"Halen olayı süzlenen bir örgüt ortaya çıkmadı. Bağdat ile sürekli olarak temas halindeyiz. Ancak, şu ana kadar kaçırılanların kimliği veya örgütü konusunda çeşitli tahminlerin dışında elimizde bilgi yok."



Gulbin Çelikel, kızları Nilay, oğlu Alpuz ve kaysınılıdesi Habibe Çelikel'le birlikte

Kahreden bekleyiş

● Irak'ta kaçırılan Mühendis Atilla Çelikel'in Kadıköy Ziverbey'deki evinde goz yazısı var. İki yavrusu ve yakınlarıyla radyo başında umitle esinden haber bekleyen Gulbin Çelikel "Fabrikada çalışanların çoğunluğu Kürt kökenlidir. Eşim onlara bir baba muamelesi yapardı" diye goz yazısı dokuyor

IRAK'ta kaçırılan Türk Mühendisi Atilla Çelikel'in Kadıköy Ziverbey'deki evinde akrabalarının akınına uğradı. Mühendis Atilla Çelikel'in eşi iki çocuğu ve yakınları radyo başında umitle haber beklerken, 10 yaşındaki oğlu Alpuz, amnesiye şifirlerak "Babamı öldürecekler mi?" diye sordu.

Elektrik mühendisi eşinin yanında sonu tatilini geçirdikten sonra Türkiye'den dönen Gulbin Çelikel şunları söyledi: "Ben ayrıldıktan sonra eşimi kaçırmışlar. Benim gidişimi beklemedikleri

hakkında bilgiler geldi. Onu neden kaçırdıklarını anlayamadım. Bulduğunda çimento fabrikasında çalışanların büyük çoğunluğu Kürt kökenli idi. Eşim onlara bir baba muamelesi yapardı ve çok sevirdi. Birlikte kaldığımız süre içinde, onların aileleri ile birlikte lojmanın yemekhanesinde mutlu günler geçirdik. Bugüne kadar bir haber alamadığım eşimin sağlık durumundan endişe ediyorum. Türk Hükümeti'nin eşimin kurtarılması için gerekli girişimleri yapacağına inanıyorum."

Tercüman 25.2.1987 Talabani'den habersiz eylem yapılmaz

Hilmi BENGİ
ANKARA (Tercüman)-Mardin eski valisi Ergun A Gökdeniz, mühendis Atilla Çelikel'in kaçırılması olayında Barzani'den bilgisi olmadığını söyledi. "Bölgede Celil Talabani'den habersiz bir eylem yapmak mümkün değil" dedi. Gökdeniz, bölgede bu tür eylemlerin Bağdat'a bağlı BAAS Kürt müslimleri tarafından yapılabileceğine işaret ederek "Hadi Türk mühendisi Atilla Çelikel, PKK sanıklarının salıverilmesini sağlamak için kaçırıldı diyelim, ya Alman niye kaçırıldı? Kaçıranların sadece fidye istemek için kaçırmadıkları anlaşılıyor" şeklinde konuştu.

Gökdeniz'in ENKA'da görevli mühendis Atilla Çelikel ve Alman Manfred Bunn'un kaçırılması olayı ile ilgili olarak sorulara verdiği cevap şöyle:

FIDYE İÇİN DEĞİL

—SORU: Bu kaçırma olayının ardında kimler var? Amaç nedir?

—GÖRKENİZ: Süleymaniye bölgesinde daha önce de Alman ve Yugoslav teknisyenler kaçırıldı. Fidyeye karşılığında serbest bırakıldılar. Bu defa da biri Türk diğeri Alman iki teknik eleman kaçırılıyor. Ortadoğu'da pek geçerli olan adam kaçırma yöntemi bize karşı da uygulanıyor. Adam kaçırmanın en belirgin yöntemi pazarlık konusu yapmak... Kaçıranların neler istedikleri hakkında sağlıklı bilgiler şimdilik yok... Süleymaniye bölgesinde Celil Talabani'den habersiz bir eylem yapmak mümkün değil... Otonom Kürt bölgesinde böyle bir eylemi ancak Bağdat'a bağlı BAAS müslimi olarak üstü astık keskiği Kürt müslimler yapabilir. Hadi Türk mühendisi Atilla Çelikel, PKK sanıklarının salıverilmesini sağlamak için kaçırıldı diyelim, ya Alman niye kaçırıldı? Kaçıranların sadece fidye istemek için kaçırmadıkları anlaşılıyor. Yakında Alman Bild ve Der Spiegel dergilerinde Almanya'daki Kürt örgütlerinin açıklamalarını göreceğiz sanırım...

Hürriyet 26.2.1987 Operasyondan korkan bölücüler sürekli olarak yer değiştiriyor Mühendis Çelikel Peşmerge bölgesinde

● Irak'ta Süleymaniye bölgesindeki Taşlıca Çimento Fabrikası'ndan kaçırılan Atilla Çelikel'in Kurt Peşmerge'lerin denetimine alındığı "Sorani" yöresinde olduğu sanılıyor

Ekrem SUNAR
VAN (hha) - Irak'ın Süleymaniye bölgesinde Taşlıca Çimento Fabrikası'nda Bakan Müdahale yaptığı sırada kaçırılan Türk mühendisi Atilla Çelikel'in halen Irak'ın Türk sınırına yakın Kürt Peşmerge'lerin denetiminde bulunduğu "Sorani" yöresinde olduğu belirtildi. Alınan haberlere göre, operasyondan korkan bölücüler, sürekli yer değiştiriyor.

Mühendis Atilla Çelikel'e Alman teknisyeni 13 Şubat günü kaçırıldıktan sonra, Irak'ın denetimi dışında kalan bu yöreye gelen bölücülerin İran makamları kanıyla

Türkiye ile pazarlık girişme yolları aradıkları öne sürüldü.

Haberlerin yayıldığı çevreler Türk mühendisi Atilla Çelikel'in kaçırılmasındaki amaçları keskiner bölgede unutulmaz caka durum gelen ve etkileri kaybolan Celil Talabani'nin liderliğini yaptığı "Kürdistan Yurtsever Birliği"ne operasyon perillilerin varlıklarını kanıtlanmak üzere olduğu bildiriliyor.

Bu grubun, kaçırma eyleminin sonucunu alabildiği takdirde Barzani yanlısı grupları etkilemeye çalıştığı ifade edildi.

26.2.1987

Kaçırılan mühendis olayı

Bağdat: "Çelikel'in güvenliğinden biz sorumluyuz"

Büyükelçinin sözlere Irak'ta Ankara Büyükelçisi, "Elden gelen tüm gayretleri gösteriyoruz" dedi. Büyükelçi, kaçırılanlar ile ilgili ellerinde kesin bilgi olmadığını söyledi.

ANKARA, (A.A.) - Irak'ta Ankara Büyükelçisi Tark Abdülcabbar Cevat, bölücü gerillalar tarafından kaçırılan mühendis Atilla Çelikel'in can güvenliğinden Irak'ın sorumlu olduğunu söyledi.

Büyükelçi Cevat, düzenlediği basın toplantısında, Atilla Çelikel'in durumuna ilişkin sorular cevaplarken, Çelikel'in can güvenliğinden Irak hükümeti için önemli olduğunu dört defa vurguladı.

Tark Cevat, Irak hükümetinin, ülkenin kuşağındaki "otosem bölge"ye savaş öncesi daha hakim durumda olduğunu bildiren Atilla Çelikel'in can güvenliğinin sağlanması için elden gelen bütün çabalarını gösterdiğini bildirdi.

Olayla ilgili olarak Türkiye Dışişleri Bakanlığı'yla sürekli irtibat halinde olduklarını bildiren Abdülcabbar Cevat, Atilla Çelikel'in kurtarılmasına için Türk tarafından bir ortak girişim teklifi gelmediğini, yalnızca bilgi sağlamak amacıyla Türk hö-

kümetinin beyurunda bulunduğuna belirtti.

Büyükelçi, olaydan sonra ENKA yetkililerinin Bağdat'a gittiğini "başka şeyler" biçiminde nitelendi. Cevat, Atilla Çelikel'in kurtarılması için gerillalarla pazarlık edilmediği konusundaki bir soruyu cevaplarken, "Ba hasebe yorum yapmak için zaman çok erken" dedi.

Zamanın neden erken olduğu konusundaki soruyu cevaplamak isteyen Abdülcabbar Cevat, "Kaçırılan can güvenliğinden biz sorumluyuz. Olayla ilgili bilgilerimiz biz aktararak" şeklinde konuştu.

Irak Büyükelçisi Atilla Çelikel'in hangi grup tarafından kaçırıldığı, olayın sıyrıldı olduğu bulunup bulunmadığı konusunda, Irak hükümetinin "kendi bir bakışından elimizde" bildirdi.

Başbakanın sözleri

Öze yandan, Dışişleri Bakanlığı yetkilileri, Irak'ta kaçırılan mühendis Atilla Çelikel'in durumu hakkında kendilerine herhangi bir bilgi gelmediğini bildirdiler.

Yetkililer, bir pastede çıkan ve mühendis kaçıran kişiler ile telefon görüşmesi yapıldığı yolundaki haberin de hükümet tarafından incelenmediğini belirttikten, ENKA gerilla saldırısından önce Türkiye'nin "Türk hükümetine tutunmasa tersi doğrudur" bir davranışta bulunmadığını açıkladıkları hatırlattılar.

Yetkililer, Çelikel'in silahlı ile temas halinde bulunacakları, mühendis silahlı olduğu, mektubu gelmediğini söylediler.

tehlükeli... Ortaklaşa, iki mühendis kurtarmak için temaslarda bulunuyoruz" dediler.

NASIL KAÇIRILDI?

Türk Mühendis Atilla Çelikel'in nasıl kaçırdığı konusunda ise telefonla aradığımız Tasluca Çimento Fabrikası yetkilileri, şu bilgiyi verdiler:

"Atilla Çelikel, yaklaşık iki hafta yarıda kalan işi Güllün Çelikel ve çocuklarını Türkiye'ye yolu etmek üzere Bağdat Havalimanı'na gitti. Dönüşte ise yorgundu. Odasına çekildi. Tam bu sırada kapı çalındı. İki kişi, ellerinde silahlarla ona, 'Birmis geleceğin demisler. Atilla Çelikel ise üzerine gıyoeek bir şey alarak, iltiraz etmeden onlarla birlikte gitmiş... Gelenlerin bir cipi olduğu söylendi. Daha sonra, lojmanın kapısında, kaçırılmaya ilişkin bir mesaj bulduk. Bunu, soğurturmayı yürüten yetkililere verdik."

Hürriyet

24.2.1987

Genelkurmay Başkanı ile görüşen Hasan Değer'den, yeni boyut: "Mühendisleri kaçıranlar, Barzani'nin adamlarıdır"

"Mühendisleri kaçıranlar, Barzani'nin adamlarıdır"

● Genelkurmay Başkanı Org Üzüm ile yaptığı görüşmeden sonra Ankara'dan ayrılan eski milletvekili Hasan Değer, Hürriyet'e, bu buluşmanın 30 dakika sürdüğünü açıkladı. Arabuluculuk yapacağı öne sürülen Değer, "Mühendisleri kaçıranlar önce Barzani kuvvetleridir. Talabani'nin kaçırdığına inanmıyorum" dedi.

ANKARA, (Hürriyet) - Irak'tan kaçırılan Türk mühendis Atilla Çelikel'den bir haber alınmazken, Kürt Lideri Celal Talabani'yi tanıdığı on sürülen ve mühendis serbest bırakılması için "arabuluculuk" yapacağı iddia edilen Dışişleri eski milletvekili Hasan Değer'in, önceki akşam Ankara'dan ayrıldığı öğrenildi.

Hasan Değer'in Genelkurmay Başkanı Org Üzüm ile görüşmesinden önce, istihbarat yetkilileri ile bir görüşme yaptığı öne sürüldü. Ancak Değer, bu istihbarat bilgilerini öngörme niyetinde olduğunu söyledi.

"İKİ KEZ BENİ ARADILAR"

Eski milletvekili Hasan Değer, Genelkurmay Başkanı Org Üzüm ile görüşmeden önce, istihbarat yetkilileri ile bir görüşme yaptığı öne sürüldü. Ancak Değer, bu istihbarat bilgilerini öngörme niyetinde olduğunu söyledi.

"10 15 gün önce Paşama mektup yazmıştım. Perşembe ve cuma günü, iki kez telefonla beni aradılar. Ancak ben görmedim. Dışişleri'den aldığım Genelkurmay Başkanı'nın isimli soruşuk istediği haberi üzerine, bunun doğru olup olmadığını öğrenmek için Genelkurmay Başkanı'nun Özel Kalemi Müdürlüğüne telefon ettim. Aynı gün, görüşme yapıldı. Özel Kalemi Müdürü, görüşmemin 30 dakika olduğunu belirtti. 38 dakika sürdü."

"Hürriyet" muhabirinin "Savim Genelkurmay Başkanı'nın sözden herhangi bir tabii oldu mu?" sorusuna Değer "Yorum yok... Görüşmemizin konusunu açıklamak zorunda değilim. Bazı şeyler güruştük" diye nak cevap verdi.

"Irak'ta tanıdıkları olup olmadığını yolundaki soruya, "Var" karşılığını veren ve mektuplaştığı kişiler bulunduğunu belirtti Değer, mühendis serbest bırakılması için arabuluculuk önermesine gıyoeek telofone ilişkin soruya ise "Boyle bir şey şu konuya değil" cevabını verdi.

Mühendis, Celal Talabani'nin adamlarının kaçırdığına inanmadığını söyleyen eski milletvekili Hasan Değer, "Benim tahminime göre, mühendisleri kaçıranlar, Barzani'nin adamlarıdır. Talabani'nin adamları olduğunu sanmıyorum" dedi.

banı'nın adamları olduğunu sanmıyorum" dedi.

Genelkurmay Başkanı Org Üzüm ile görüşmeden önce, istihbarat yetkilileri ile bir görüşme yaptığı öne sürüldü. Ancak Değer, bu istihbarat bilgilerini öngörme niyetinde olduğunu söyledi.

Hasan Değer'in Genelkurmay Başkanı Org Üzüm ile görüşmesinden önce, istihbarat yetkilileri ile bir görüşme yaptığı öne sürüldü. Ancak Değer, bu istihbarat bilgilerini öngörme niyetinde olduğunu söyledi.

SORULAR, SORULAR...

Kuzey Irak'ta kaçırılan mühendis ile ilgili gelişmeler, bölgeyi iyi tanıdığı bilinen Hasan Değer'in önceki gün Genelkurmay Başkanı tarafından kabulü ile yeni bir boyut kazanırken, olayın perde arkasını ilgilili bazı sorular da ortaya atılmaya başlandı. Bu arada, olay avin 13'ünde meydana geldiğini, "Dışişleri Bakanlığı'na neden geç intikal ettirildiği" sorusu, dan de aydınlatılmaya çalışıldı. Olayın, inşaatı yapan ENKA Şirketi tarafından Türkiye'nin Bağdat Büyükelçiliğine hem men bildirilmediği öne sürüldü. Hükümetin önce gelen uyarılarının bir, bu konuda Hürriyet'e şunları söyledi: "Olayın bize neden geç intikal ettirildiğini araştırıyoruz. Bize gelen bilgilerden, ENKA şirketinin olayı Büyükelçiliğimize geç bildirmediği sonucu çıkarılmaktadır. Şirket yetkilileri, bunu basit bir eksiyye olayı sınıp, pazarlık girişimi olabilir."

Buna karşılık bir Dışişleri yetkilisi de olaydan iki günden beri haberler okuduklarını, ancak kaçırılan Türk ve Alman mühendis serbest bırakılabileceğini düşünerek, açıklamadıklarını söyledi.

ENKA şirketi tarafından yapılan inşaatın tamamı, İran Irak savaşı bakımından önemli bir stratejik mevkide bulunuyor. Şantiyenin çevresinde orduyerleri çevrili. Bu arada, inşaatın çalışanları önemli bir bölümunün "Kürt kökenli işçiler" olduğunu deñiren bir kaynak, "Burun, doğul bir güvence sağladığını" belirtti. Ancak bölgeye çeşitli Kürt orduyerlerini bir etkinlik sağlama muadelesi verdiğini anlatılan bu kaynak, "Hareketleri

kontrol etmenin kolay olmadığını" da sözlerine ekledi.

DISISLERI-ENKA ANLAŞMAZLIĞI MI?

Bu arada, ENKA şirketinin, kaçırılan mühendisleri kurtarmak için bazı tekliflerle pazarlık girişiminde bulunmuş olması, Dışişleri Bakanlığınca "vahim sonuçlar doğurabilecek bir girişim" olarak değerlendiriliyor. Bölgeyi iyi tanıyan bir Dışişleri yetkilisi, Ortadoğuda son iki üç yıldır bir politika aracı olarak kullanılan "adam kaçırarak rehine alma ve buna pazarlık aracı haline getirme" yöntemine, Türkiye'nin de başvurulmuş tehlikesini hatırlattı. Örneğin hükümetin, ilk günün bu konuda "kararlı bir tavır" koymayı yarıları görüldüğünü ve Dışişleri'nin yapılmış açıklamasında "herhangi bir pazarlık adı konusuna alınmayacak"nın bildirildiğini işaret etti.

Konuyu yakından ilgilili bir kaynak da, bu konuda Hürriyet'e şunları söyledi: "Boyle bir pazarlıkta, yol açır endişesi taşınır. Ortada bir hayat var... Ancak Türkiye'nin Ortadoğuda ki rehine pazarlıklarına karşılık, bu işlemi, vahim sonuçlar doğurur."

Dışişleri çevreleri ise mühendisleri kaçıran ordu tarafından sadece kadar herhangi bir açıklama yapılmamasına ve bir talepte bulunulmasına dikkat çekerek, "Bunun oldukça düğündürücü olduğunu" söylediler. Bu arada, Dışişleri'nde konuşuya karanar aşulan hakimiyetler ise 1963 yılında yanlışlıkla Irak topraklarına geçtikten sonra geçen bir Türk uçağının pilotunun, daha sonra serbest bırakıldığına işaret ediyorlar.

İRAN DEVREYE GIRER MI?

Bu arada, Dışişleri'nin hazırlanan cepilli tekliflerinde, İran'ın bir tür "arabuluculuk" olarak devreye girme niyetinde olup olmadığını da tartışılıyor. İran son zamanlarda bölgedeki bütün Kürt orduyerleri ile iyi ilişkilerde bulunduğunu belirten bir Dışişleri yetkilisi, "Neden böyle bir talepte bulunulmuştu?" dedi. Ancak her durumda, Türkiye'nin bölgedeki "rehine kargaşası" içine sürülmesini ihtimalli, Dışişleri'nin ciddi biçimde du-

ğunduruyor.

MEKTUPLAR

Bu arada, Irak'ta kaçırılan elektrik mühendisi Atilla Çelikel'in kurtulması için İstanbul'daki ailesi gıyoeek bir mektup gönderirken, ENKA yetkililerine yazılanlar tarafından ulaştırıldığı ileri sürülen iki çağırma mektup, sorun oldu. Kaçırılan mühendisin ağabeyi Selçuk Çelikel, Hürriyet'e iltihbarat servisine, "Atilla'nın gönderdiği mektup, bize sadece okundu... Ve neşir durumunun iyi olduğunu, meşuk etmememiz gerektiği" anladık. Ancak bir mektubu görmedik. Kimisi 'ENKA'de derken, kimisi ise mektubun Dışişleri Bakanlığında olduğunu söylüyor. Bizim bilmediğimiz bir şeyler dönlüyor. Kimi inanacağımızı şaşırdık..." dedi.

Öte yandan, kaçırılan mühendisin eşi Güllün Çelikel, ömür tatilini birlikte geçireceklerini emniyet ne kadarladığını bildirmişlerini belirttikten, şunları söyledi: "Bize gelen bilgiler göre, esimi lojmandan kaçırmışlar. Daha sonra fabrika kapısında bir mektup bulunmuş. Mektupta, Türkiye'de tutuklu bazı kişilerle tanışma ve fideye istendiği yer alıyormuş. Daha sonra ise, ENKA'ya gönderildiği bildirilen ikinci bir mektubun varından bahsedildi. İki mektubu da biz görmedik. Sadccc duyduk. Çocuklarla birlikte Irak'ta, Tasluca'dayken, esim fabrikadaki işçilere iyi davranıyordu. Kaçırıldığını inanmıyordum. Ortada gizlenen bazı şeyler olduğunu düşünürüm."

ENKA CEPHESİ...

Bu arada ENKA yetkilileri, Şarik Tarz'ın, Südi Arabistan'da bulunan yetkililerini yardımlarıyla kaçırılan mühendis olayını çözüme ulaştırma çabalarını belirttikten, açıklama yapmaktan kaçınarak ENKA yetkilileri, yaklaşık 7 yıldır Süleymaniye Bölgesinde çalıştıklarını ve bu süre içerisinde bazı Alman ve Yugoslav mühendislerin kaçırdığını belirttikten, "8-7 ay sonra, serbest bırakıldılar. Zor bir bölgede görev yapıyoruz. Kaçırılan Krupp Polysium adı Alman firmasının mühendisi Manfred Bur'ün de durumu

Şarik Tara: "Fideye ödemedik"

25.2.1987

● Kaçırılan Türk mühendisin ağabeyi Fenerbahçelilere kutlama telgrafi çeken Başbakanımızın karşısında için de aynı ilghti göstermesini bekliyoruz dedi.

İRAN'da kaçırılan Türk mühendisi Atilla Çelikel'in İstanbul'daki ailesi için "Kahretçiler bekleyiş" diye bir telefon açtığını, "Şarik Çelikel, 'Devlet olamazsınız ka-

Daha önce ENKA'nın Irak'ta kaçırılan mühendisleri kurtarmak için ENKA'nın "Fideye" ödemediği ile ilgili olarak Selçuk Çelikel'in bu konuda karşılık önceki gün yazmış olduğunu, ancak telefonla görüşmemiz ENKA'nın herhangi bir teklifini kabul etmediğini, ancak Şarik Tara, "Yalancılar, hem şarik fideye istiyorlar da biz ödemiyoruz. Karşımızda muha-

tap bile bulamıyoruz" diye konuştu. Kuzey Irak'ta kaçırılan 41 vandaçlı Türk mühendisi Atilla Çelikel'in 43 vandaçlı ağabeyi Selçuk Çelikel, Başbakan Turgut Özal'ın İran'da kaçırılan bir Amerikalı zayıfını kurtarılmasına için yardım bulduğuna da hatırlı olarak "Fenerbahçelilere kutlama telgrafi çeken Sayın Başbakanımız, karşısında için de aynı ilghti göstermesini bekliyoruz" dedi.

Subay ve er giysili teröristler 9'u kadın ve çocuk

14 kişiyi öldürdüler

PKK'nın köy katliamı



Irak sınırına 3 kilometre mesafedeki Hakkâri'nin Taşdelen köyüne önceki gece otomatik silahlar ve bombalarla baskın düzenleyen PKK militanları 6 kişiyi de yaraladılar.

Subay ve er giysileriyle köye gelen militanlar tüm köy halkının okulda toplanmasını istediler. Korucuların şüphelenmesi üzerine saldırıya geçen bölücüler evleri kurşunlayıp bombaladılar. Saldırıdan sonra kaçan militanların Irak sınırını geçmemeleri için bölgede geniş çaplı operasyon başlatıldı.

CENGİZ MUMAY

ULUDERE — Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen Köyü'ne, önceki gece silahlı ve bombalı saldırı düzenleyen yasadışı PKK Örgütü militanları, 9'u kadın ve çocuk 14 kişiyi öldürdü, 6 kişiyi de yaraladı.

Irak sınırına 3 kilometre mesafedeki köye düzenledikleri saldırıdan sonra kaçan militanların yakalanması için bölgede geniş çaplı bir operasyon başlatıldı.

Dağlık yöredeki orman köyü Taşdelen'de, katliamdan kurtulanların anlatıklarına göre, olay önceki gece saat 19.00-21.30 sıralarında meydana geldi.

Bir yüzbaşı, bir astsubay ve er üniforması giymiş bir munga "asker" görünümünde köye giren bölücü militanlar, önce köyün ilkökul öğretmenini evinde buldular. Öğretmene, "Atatürk İlkeleri"ni de soran militanlar, köy muhtarı Sabri Çetin'i de eve çağırtilar. Köyde bir toplantı yapıp asker giysileriyle bölücü militanlar, muhtardan toplantıya imamı ve

köy korucularını da çağırmasını istediler. Muhtarın, durumdun şüphelenmesi ve korucuların köyde olmadığını söylemesi üzerine bölücü militanlar, köy korucularından Abuzer Cengiz ve Kasım Özer'in evlerine, daha sonra da Kasım Özer'in akrabası Ömer Özer ile bir başka köyün korucusunun akrabası Mahmut Aykut'un evine otomatik silahlarla baskın düzenlediler, yaylim ateşinin ardından evlere el bombaları attılar.

Baskın sırasında evde bulunmayan köy korucusu Abuzer Cengiz'in eşi, çocukları, yeğenleri ve akrabalarından Zulfu Cengiz (49), Gurgun Cengiz (12),

Masit Cengiz (7), Gullu Cengiz (6), Halit Cengiz (44), Sadık Apaydın (43), Hohe Apaydın (40), Hikmet Apaydın (10), Ayşe Apaydın (8), Leyla Apaydın (4) ve Adile Apaydın (35) oldu. Ömer Özer'in evine yapılan baskında Hakkime Özer (30) ve Elişe Özer (45), Mahmut Aykut'un evine yapılan baskında da Halide Aykut (25) yaşamını yitirken, Özer ailesinin evinde bulu-

nan 6 kişi de yaralandı. Yaralılar, Gullu Özer, Kıymet Özer, Azad Özer, Leyla Özer, Serdar Özer ve Harbiye Özer, Cizre ve Mardin Devlet Hastanelerine kaldırıldı.

Evlere baskına uğrayanların daha önce PKK militanlarına tehdit edildiği öğrenildi. Baskından kurtulanlar, saldırıdan sonra militanların megafonla köy meydanında yeni tehditlerde bulduklarını ve "Kimse köy korucusu olmasın" dediklerini söylediler.

Baskından sonra karanlıklar yararlanarak kaçan militanların Irak sınırını geçmeden yakalanmaları için bölgede geniş çaplı bir operasyon başlatıldı.

Başbakan Vekili Kayı Erdem de Ankara'da yaptığı açıklamada, militanların subay ve er giysileri içinde köye geldiklerini ve başta korucular olmak üzere köy halkını okulda toplamak istediklerini, ancak durumlarından şüphelenilmesi üzerine evlere saldırdıklarını söyledi. Erdem, ilk alınan bilgilere göre 9 kişiyi yaralandığını açıklarken, köyden gelen haberlerde yaralı sayısının 6 olduğu anlaşıldı.



TAŞDELEN KATLIAMI — Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı sınır köyü Taşdelen'e bölücü militanların yaptığı silahlı ve bombalı baskın, bir katliama dönüştü ve olayda 9'u kadın ve çocuk 14 kişi yaşamını yitirdi, 6 kişiyi de yaraladığı köyde insanlar yas içinde... (Fotoğraf: a a)

242 BÖLÜCÜ MILITAN ÖLÜ ELE GEÇİRİLDİ

Üç yılda 344 kişi öldü

Haber Merkezi — Güneydoğudaki 433 bölücü eylemde bugüne kadar 133 güvenlik görevlisi ile çoğu kadın ve çocuk 211 kişi can verdi. Bölücü teröristlerden de 242'si ölü olarak ele geçirildi. Kamuoyunda "Apocular" olarak bilinen yasadışı PKK (Partiya Karakeren Kürdistan) örgütü "Kürdistan İçki Partisi" adıyla 1978 yılında Siyasal Bilgiler Fakültesi öğrencisi Abdullah Öcalan tarafından kuruldu. Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde silahlı mücadele yoluyla Marksist-Leninist bağımsız Kürdistan devleti kur-

mayı amaçlayan örgüt, 12 Eylül öncesi birçok şiddet eylemine karıştı.

12 Eylül dönemi-ndeki operasyonlar sırasında bazı örgüt üyeleri yakalanırken, yönetici kadro da yurtdışına kaçtı. Avrupa'nın çeşitli kentlerinde bulunan örgütlenmiş militanlar daha sonra Suriye ve Irak'ın Türkiye sınırı yakınındaki bölgelere yerleştiler ve Türkiye'ye yönelik ilk eylemlerini 14 Ağustos 1984'te Erzurum ve Şemdinli ilçelerinde düzenledikleri baskınlarla yaptılar. Bu ilk eylemleri sırasında bir erimizi şehit eden bölücü militanlar, 1984 yılı sonuna kadar saldırılarını askeri konularına ve jandarma karakollarına yönelttiler. Bölücü militanlara karşı 1985 yılında düzenlenen Anadolul'unun dağlık yörelerinde "Güneş Harekati" başlatıldı. Çatışmalar sırasında bazı militanlar ölü olarak ele geçirildi. Bölücü militanlar, dağlık arazide sıkışık yaşayacak ihtiyacı için köyleri terk etmeye başladılar ve kendilerine yardım edecek meyan köylerle de karşı saldırılar başlatıldılar. Bu arada hükümet, köy ko-

ruculugunu olusturdu ve koruculara silah dağıttı. Köylere baskın düzenlemeye başlayan ve giderek toplu katliamlar yapan bölücülerin, sınıri geçerek Irak'ta saklandıklarını belirlemesi üzerine Irak yönetimi ile varılan müabakat sonucu 1985'te karadan, 1986'da da havadan Irak topraklarında gizlenen bölücülere karşı askeri operasyonlar düzenlendi.

1984 yılından bugüne kadar

433 olayda 133 güvenlik görevlisini şehit eden, çoğu kadın ve çocuk 211 yurttaşımızı öldüren, bölücü militanlardan 242'si ölü olarak ele geçirildi, 531'i yakalandı.

Bölücüler, bu yıl ilk eylemlerini 17 Ocakta yaptılar ve köy korucularının evlerini bastılar. Bu yıl meydana gelen beş ayrı saldırıda toplu katliama yönelik bölücüler bastıkları evleri yakarak, bomba atarak ve otomatik silahlarla tarayarak 34 kişiyi öldürdüler, 29 kişiyi yaraladılar.

OPERASYON TARTIŞILDI

Köşk'te dörtlül zirve

Çankaya Köşk'nde Genelkurmay Başkanı Org. Ürüg, Başbakan Vekilli Erdem ve Dışişleri Bakanı Halefoğlu ile PKK katliamını gören Cumhurbaşkanı Evren, "Bu bir vahşettir" dedi. Ankara'da bir operasyon eğiliminin bulunduğu, ancak bir karara varılmadığı belirtiliyor.

Yüksek düzeyde bir yetkili, "Gece o bölgede bir hareketin zorluğu vardır" dedi. Hassas bölgelere askeri birlikler kaydırılıyor.

ANKARA, (Cumhuriyet Büro) — Ayrılıkçıların önceki gece Hakkâri'nin Uludere ilçesinde Irak sınırına 5 kilometre uzaklıktaki Taşdelen Köyü'ne basarak 14 kişiyi öldürmeleri, 6'nı ağır olmak üzere 9 kişiyi yaralamaları dün Ankara'da "infial" yarattı ve Çankaya Köşk'ünde düzenlenen "görüşme" bir toplantıya konu oldu. Çankaya toplantısında ayrılıkçı unsurları karşı Irak toprakları için de bir operasyon düzenlenmesi seçeneği gözden geçirildi. Ancak, bu aşamada bir karar alınmadı. Ankara operasyon konusunda nihai kararın gelecek bilgilere göre verecek. Olay ameliyat nedeniyle Houston'da bulunan Başbakan Turgut Özal'ın beraberindeki danışmanlarına da itildi. Ancak moralini etkilemesi olasılığı karşısında haberi Başbakan'a aktarılıp aktarılmadığı açıklik kazanmadı.

Çankaya Köşk'ünde Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in başkanlığında yapılan toplantıda Başbakan Vekili Kaya Erdem, Dışişleri Bakanı Vahit Halefoğlu ve Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürüg katıldılar. Operasyon olasılığının ele alındığı toplantıda, ayrılıkçı grupların faaliyetlerine karşı önlem olarak ilk aşamada hassas bölgelere diğer yörelerden askeri birlik kaydırılması, ayrıca köy korucuları uygulamasının güçlendirilerek geliştirilmesi benimsendi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, olay yerinde incelemelerde bulunmak üzere dün akşam Diyarbakır'a gidenken, Başbakan Yardımcısı Kaya Erdem de yaptığı açıklamada, "bölgede çok geniş çaplı operasyonlar sürdürüldüğü" bildirdi.

Ayrılıkçı unsurların önceki gece gerçekleştirdikleri kanlı saldırı dün Ankara'da gerilimli bir gün yaşatmasına yol açarken, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in isteği üzerine düzenlenen "dörtlül toplantı", başkentte tüm dikkatlerin Çankaya'ya çevrilmesine yol açtı. Saldırıya ilişkin gelişmelerin ayrıntılı bir şekilde değerlendirildiği toplantıdan sonra herhangi bir açıklama yapılmadı. Buna karşılık, bir saat süren toplantıda, "infial" havasının ağır bastığı ve Çankaya Köşk'ünde bir "vahşettir" edildiği öğrenildi.

Güvenlik kaynaklarından alınan bilgilere göre, Cumhurbaşkanı'nın bir araya geldiği Çankaya toplantısında, ayrılıkçı unsurların son haftalarda eylemlerini küçük köyler üzerinde yoğunlaştırdıkları değerlendirildi. Gözlenenin vakarı bir kaynak, dün Cumhuriyet'te "İnplandıla eylem konularını teshis ayrılıkçı eylemler bu eylemlerini boyge halkına gözdäy vermek ve köy korucularını yıldırmaq amacıyla yaptıkları öldürme" şeklinde konuşturu OPERASYON ŞEŞİNEĞİ

Üludederde saldırmını duyulması birlikte, dün başkentteki sivasi cevalerede Türkiye'm Irak'ta yeni bir sınır ötesi harekâta girişileceğiy yolunda söylentiler dolmaya başladı. Bu arada, Çankaya Köşk'ündeki toplantıda bu seçeneğin de ele alındığı güvenilir bir kaynak tarafından doğrulandı. Bu yetkili, Cumhuriyet'te "Irak'ta aramızda bu tür operasyonlara izin veren esnek bir anlaşma var. Anlaşma, olayın sınıra yakın bir bölgede cereyan etmesi halinde Türkiye'nin Irak toprakları için operasyon yapmasına izin verir" dedi. Aynı yetkili, "toplantıda, olayın sınırdan 5 kilometre kadar ileride meydana geldiği dik-



14 KOYLÜ TOPRAĞA VERİLDİ — Bölücü militanlar tarafından katledilen 14 kişi, köylüler tarafından açılan uzun çukurlarda yan yana toprağa verildiler. (Fotoğraf: CENGİZ MUMAY)

kate alınarak operasyon ihtimali üzerinde de duruldu ve oradan gelecek bilgilere göre bir tavır alınması kararlaştırıldı" diye ekledi.

Ote yandan, Başbakan Vekili Kaya Erdem de, dün gazetecilerle "Operasyon düşünülüyor mu?" şeklindeki soruları karşısında ne "evet" ne de "hayır" diye yerik bilgi vermekten kaçındı. İsmi açıklanmasın istemeyen bir başka hükümet kaynağı da, "Operasyon deyince sadece dışı donuk operasyon anlaşılmasıdır. Gereken tedbirler alınmaktadır" şeklinde konuştu. Ankara'da operasyon eğiliminin bulunduğu, ancak bir karara varılmadığı anlaşılırken, eylemi gerçekleştirilen saldırıların faydalen Köy'üne hangi merkezden geldikleri henüz tam olarak anlaşılmadı.

ZORLU OPERASYON

Gece saat 21.00'de yüksek düzeyde bir yetkili simi ötesi sıkı takip yapıp yapılmayacağı sorusuna yanıtlarken "Silahlı kuvvetler bu konuda çok dikkatli. Yaşın sonunda kurunuda tanımasını istemiyor" dedi. Aynı yetkili sınırları söyledi.

"Ayrıntılarını bilmemesi gerek. Olay henüz taze. Üzerinde çalışılıyor. Bu aşakların Irak'tan geçmiş olması, PKK'li olmaları, hatta Türk nüfus kâğıdı taşıyan olmaları gibi üç ihtimal var ortada."

Bu sabah böyle bir hareket olup olmayacağı sorusuna, yanıtı bırakarak aynı yetkili, "bu gece, böyle bir hareket beklenip beklenmeyeceği sorusuna su yanıtı verdi."

"Gece o bölgede bir hareketin zorluğu vardır."

İLK AŞAMADA İKİ ÖNLEM — Alınan bilgilere göre, Çankaya Köşk'ündeki toplantıda ope-

rasyon seçeneğinin gözden geçirilmesinin yanı sıra son haftalarda eylemlerini yoğunlaştıran ayrılıkçı gruplara karşı ilk aşamada hemen uygulamaya konulmak üzere iki önlem gündeme geldi ve toplantıya katılanların onayını gördü. Buna göre,

1) Köy korucularını uygulamasına bugüne kadar ekildi olduğu ve belirgin bir caydırıcılık yarattığı göz önüne alınarak, uygulamanın genişletilmesi ve güçlendirilmesi benimsendi. Köy korucularına daha çok silah dağıtılması ilk önlem olarak benimsendi.

2) Buna paralel olarak saldırıların meydana geldiği hassas bölgelere diğer yörelerden askeri birliklerin kaydırılması da dün gece toplantıda karara bağlandı. **KACIRILAN MÜHENDİSİN DURUMU**

Ote yandan, bundan 10 gün kadar önce Irak'ın Süleymaniye kenarı yakınlarında ENKA Holding adına çalışan çimento fabrikasında kaçırılan Türk mühendisi Atilla Çelikel'in durumu da Çankaya'daki toplantıda ele alındı. Bir yetkili, toplantıda Atilla Çelikel'in kaçırılması olayı ile ayrılıkçı unsurların önceki gece Uludere'de giriştikleri saldırı arasında bağlantı olup olmadığını da arastırıldığını belirtti. Bu arada, Çelikel'in akıbeti hakkında da dün de herhangi bir bilgi alınmadı. Çankaya toplantısında ayrıca Çelikel'in serbest bırakılmasını sağlamak amacıyla mümkün olan kanalların kullanılmasına görüşü açıldı. Ancak, eylemi gerçekleştirdikleri sanılan Talabani grubuyla ilişkiyi bulunan İran nezdinde bir girişim tasarlanıyor. Başbakan Vekili Kaya Erdem de Çelikel ve Uludere saldırısı arasında henüz bir ilişki kurulmadığını, bunun için edinilen bilgilerin şimdilik yeterli olduğunu söyledi.

ERDEM'İN AÇIKLAMASI

Başbakan Vekili Kaya Erdem'in daha önceden planlanan TÜSIAD Başkan ve Başkan Vekilliği kabulü de olay üzerine emlendi. Erdem'le saat 11.00'de görüşülen TOSIAD heyetinin ziyareti Çankaya toplantısı nedeniyle 3 saat gecikmeli olarak gerçekleştirildi. Erdem, Devlet Yatırım Bankası'nda Ömer Diğçök başkanlığındaki TÜSIAD heyetini kabul etmeden önce, bir süre İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut ile görüştü. Erdem, daha sonra gazetecilere yaptığı açıklamada, Taşdelen Köyü'ne yönelik saldırı hakkında bilgi verdi. Erdem, "Hükümetimiz ve milletimiz eşkiyanın bu alıcakça ve halince saldırmını en şiddetli bir şekilde kınamakta ve lanetlemektedir" dedi. Başbakan Vekili Erdem, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Kendi meşum emelleri için ülkemizin barış ve istikrarını bozmaya çalışan ve bu maksatla savunmasız masum insanları kıldan kırdandıran öldürerek derceder gözü dönmüş bu teröristlerin amaçlarına ulaşmasını kesinlikle mümkün olmayacağı aklıkdır."

Ea ufak bir insanlık duygusundan yoksun bu canlıları süratle yakalanıp kendilerine laik oldukları cezaları verilmesi için güvenlik güçlerimiz seferber edilmişlerdir. Hales-çok geniş çaplı operasyonlar sürdürülmektedir."

AKBULUT: KORKAKLAR

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, dün sabah Sivas'tan Yozgat'a geldiği sırada köy baskını öğrenerek yurt gezisini yarıda kesip Ankara'ya döndü. Akbulut, Ankara'daki temaslardan sonra Taşdelen köyünde incelemelerde bulunmak üzere öğle saatlerinde uçakla Diyarbakır'a hareket etti. Akbulut, bu sabah Diyarbakır'dan Hakkâri'nin Taşdelen Köyüne gidecek.

Yıldırım Akbulut'ta birlikte Güneydoğu Anadolu bölgesine giden arkadaşımız Turan Yılmaz'ın Diyarbakır'dan bildirdiğine göre Akbulut, saldırının çocukları ve kadınları hedef almamasının eşkiyanın korkaklığı ve adilğinden kaynaklandığını söyledi. İçişleri Bakanı Akbulut, bölgenin tamamıyla emniyet güçlerinin kontrolü altında olduğunu belirterek, "Olayların hem sınıra yakın bir bölgede cereyan etmesi hem bu bölgenin coğrafi yapısının engelbeli oluşu, eşkiyanın vur-kaç yöntemi uygulamasına bu tür olayları meydana getiriyor. Bu saldırıların nereden, ne zaman ve kime karşı meydana geleceği bilinmiyor. Bu eşkiyanın yöreyi iyi bilmeleri, yöre halkı gibi giyinip konuşabilmeleri, bu yöreden bir nişancı gibi olmaları işlerini kolaylaştırıyor" şeklinde konuştu. Bakan Akbulut, İran ve Irak sınırlarında da değünerek, bu ülkelerin aralarındaki savaş nedeniyle sınırdaki bölücü çete üyelerini kontrol altında tutamadıklarını, bunun sıkıntıya yol açtığını kaydederek, Dışişleri Bakanlığı kaptıkça bu ülkelerin daha dikkatli olmaları konusunda diplomatik temaslara sürdüğü olduğunu bildirdi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, gazetecilerin konuya ilişkin sorularını su şekilde yanıtladı,

"— Hakkâri'deki son meydana gelen olayı nasıl değerlendirdiğiniz sorusuna?

AKBULUT — Olaylar aynı bölgede bir birime benzer şekilde devam ediyor. Bölücü eşkiya tarafından aynı şekilde kille karşı, ne zaman, nereden yapılabileceği belli olmayan bir şekilde gerçekleştiriliyor. Burada asıl uzulduğumuz nokta, bu olayların giderek kadın ve çocuklara yönelmeye başlaması. Bunun bölücü eşkiyanın korkaklığına, adilğince bağlanıyor. Bölgede emniyet yönünden gerekli tedbirler alınmıştır. Yeteri kadar polis ve jan darımız vardır. Emniyet

kuvvetlerimiz bölücü eşkiyaya mücadele edecek şekilde eğitilmişlerdir. Teröristlerin yöreyi iyi bilmeleri, yöre halkı gibi giyinip konuşmaları, olaylarda kendilerine yardımcı oluyor. Bunlar yalnız,

niz, görülüyor ki, kadın ve çocuklara saldırmıyorlar. İnsanlık alacakları yok. Bu hareketleri hiçbir şekilde insanlık bağdaşdırıyoruz. Emniyet kuvvetlerimiz tarafından hadisenin failleri, bölücü eşkiyalar yakalanarak en şiddetli şekilde cezalandırılacaktır.

— Bu olay Başbakan Turgut Özal'ı itliledi mi?

AKBULUT — Başbakan Yardımcısı Kaya Erdem olayla yakından ilgilidir. Münaşip bir şekilde, Sayın Başbakanımıza olayı intikal ettirecektir.

— Bu saldırılarda bulunan bölücü çete üyelerini dış güçlerle bağlantıları gündeme getiriyor sürüyor. Bu olayda dış güç bağlantısı var mı?

AKBULUT — Biz dış ülkelerle diplomatik temaslarmızı sürdürüyoruz. Dış komşu ülkelerin bize zarar verecek bir davranışta bulunan kişilere yardımcı olmamaları konusunda çalışmaktayız, diplomatik temaslarmızı sürmekteyiz. Biz daha ziyade ilgilendiren sınırlarımız içindeki vatandaşlarımızı yönlene bu saldırıları önleyici tedbirler almaktayız. Biz şunu da söylüyoruz. Bölgedeki emniyet güçlerinin hâkimiyeti devam etmektedir.

— Son saldırı köy korucularının ailelerini hedef aldı. Yöre halkı köy korucularının yanlış tutumundan söz ediyor. Bu saldırı olayı korucularına bu tutumundan kaynaklanmış olabilir mi?

AKBULUT — Köy korucularının yanlış hareketleri yoktur. Köy koruculuğu müessesesi isabetlidir. Kanunla vazifelenilmiş kişilerdir. Köylerini en iyi şekilde korudukları için de bölücü hareketlere engel oluyorlar. Köy korucularıyla bile başa çıkamayacak kadar zayıf, hem de insanı güçleri açısından da zayıf olan bu eşkiyalar sivil halka karşı saldırılarına bulunuyorlar. Bu saldırılar arasında köy korucularının aileleri de bulunuyor.

— Bu bölücü saldırıları önlemek amacıyla bölgede yerleşim birimlerini boşaltma, başka bir yere taşınma ya da belli merkezlerde toplulaştırma gibi önlemler düşünülmüyor mu?

AKBULUT — Hayır, katiyen böyle bir şey yok. Biz bölgede hâkimiz. Bundan rahatsız olan bölücü eşkiyadır. Bu rahatsızlık nedeniyle ki hedef olarak kadın ve çocukları seçmişlerdir. Başka yere taşınma, boşaltma gibi bir düşünceye yok. Aksine oraları yatırımlarla, alt yapılarını kuvvetlendirmeye suretyle rahat bir ortam sağlamak istiyoruz.

— Bu olaylardan sonra bölgeye yeni takviye kuvvetleri sevk edilmiş, sınırlarımız ötesinde yeni bir operasyon gündeme gelebilir mi?

AKBULUT — Hayır, hayır. Söylediğim gibi böylece biz bu işin uzmanlarını verdiğimiz bilgilere göre kontrol altında tutuyoruz. Bunu da, bu tür olayların meydana geleceği düşüncesiyle yapıyoruz. Bunlar ilk defa bastırılma gelmiyor.

BEDÜK'ÜN AÇIKLAMASI

Emniyet Genel Müdürü Saffet Arıkan Bedük de, "Eşkiyanın Irak'tan gelenleri belli" dedi. Kayseri'de bulunana Bedük'a "ya yapılacak açıklama uyus turumunda kullanılmayan teröristlerin kendi teradeleri dışında hareket ettiklerini bildirdi ve olayı canıyane ve vahşiyane şekilde de metledi.

CİNDORUK: KORUCULAR BAŞARISIZ

DYP Genel Başkanı Husamettin Cindoruk, köy baskını olayını Bağra'da öğrendikten sonra basın mensuplarına yaptığı açıklamada bölgede güvenlik sağlanmasını için gerekli önlemlerin bir an önce alınmasını istedi ve bu konuda hükümetin her türlü desteğe hazır olduğunu açıkladı. Cindoruk, devam eden olayları üzücü ve düşündürücü olarak nitelerken, "Köy korucularının başarısız kaldığı

aktı. Devletimizin, hukuk kullarları içinde, bu bölgede güvenliği sağlanması için gerekli tedbirler alınmasını diliyoruz" dedi.

İNÖNÜ: YANLIŞ YAPILYOR

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, köy baskını büyük bir üzüntü ile öğrendiğini belirterek güneydoğudaki olaylar karşısında hükümetin tutumunun yanlış olduğunu söyledi. İnönü, basın mensuplarının sorusu üzerine şöyle dedi:

"Olaylar terennanarak sürüyor. Önlemlerin hem doğrusunu hem de tam olarak almak gerek. Hükümetimiz aldıkları önlemleri tam yapmaması üzülmüyoruz. Çünkü gördük ki, bugüne kadar yaptıkları hep yanlış."

Köy korucuları kendilerini bile savunmıyor. Devlet güvenlik kuvvetleri şimdiki bir de köy korucularını korumak durumunda kalıyor. Ülkenin öteki yerlerinde olduğu gibi güneydoğuda da güvenliği sağlama görevini devletin güvenlik güçleri yapmalı. Ama devlet güçleridir, bir çaresi bulunur."

KARADUMAN'IN MESAJI

TBMM Başkanı Necmettin Karaduman, İçişleri Bakanı Akbulut'a bir mesaj göndererek, TBMM üyeleri adına olaydan duyduğu üzüntüyü dile getirdi. Akbulut, mesajında bölücülerin kısa sürede yakalanarak adalete teslim edilecekleri inandığını duyduğunu bildirdi.

RIZGARI DAVASI
2 saniğe
ömür boyu
hapis

İSTANBUL (a.Ş.) — 82 sanıklı yasadışı Rizgari Davası'nda, 2 sanık ömür boyu hapis cezasına çarptırıldı. 27 sanık 2-24 yıl arasında değişen ağır hapis cezalarına mahkûm olurken 3 sanık hakkında dosyanın ayrılması, bir sanık için ceza tayini-ne yer olmadı, 49 sanık için de beraat kararı verildi.

Tutuklu 9 sanığın katıldığı dunkü duruşmada, karar açıklayan İstanbul Askeri Mahkemesi sanıkları, devlet hakimiyetini altındaki topraklardan bir kısmını devlet idaresinden koparmaya yönelik eylemlerde bulunmak ve bu amaçla silahlı cete oluşturmaktan yargılandı. Mahkeme sanıkların halkı silahlanmaya zorladıklarını, çok sayıda banka soyduklarını, sahte kimlik taşıdıklarını ve pankart astıklarını açıkladı.

Askeri mahkeme, yargılama sonunda, sanıklar Necmettin Alp, Gürsel Çapanoğlu, Oya Fidan, Nadir Kalkan, Muzaffer Köksal, İzzettin Bektaş, Sedat Güneçtekin ve Abdurrahim Güneçtekin'e ömür boyu ceza verdi. Bazı hafifletici nedenleri göz önüne alan mahkeme, Sedat Güneçtekin ile Abdurrahim Güneçtekin'in cezalarını ömür boyu hapse çevirdi. Mahkeme hayati, Nadir Kalkan'a 24 yıl, Necmettin Alp, Gürsel Çapanoğlu, Muzaffer Köksal, İzzettin Bektaş'a 20'er yıl, Oya Fidan'a da 15 yıl ağır hapis cezası verdi.

Yapılan yargılama sonunda, 3 sanığın dosyasının ayrılmamasına, bir sanık için ceza tayinini yer olmadığınca karar verildi. 49 sanık da beraat etti.

● Irak'tan kaçan Musullu, Kerküklü Türkler, vize bekliyor

Türklerle zulüm

● Kuzey Irak yöresinde, devletten zulüm gördüklerini öne süren ve can güvenliği kalmadığı için İran'a sığınan Türkler, kendilerine vize verileceği günü bekliyor. Vize bekleyecek kadar parası kalmayanlar ise, son paralarını şebekelere vererek Türkiye'ye kaçıyor

Yılmaz ÇETİNER

İRAN'dan yıllar önce Türkiye'ye gelip yerleşmiş, Türk vatandaşlığını kazanmış, Kerkük ve Musullu Türklerin ağırlarını, ay-yıldız buçak açıyor...

Genellikle aydın kişiler Irak Türkleri... Ünlü profesörler, doktorlar, hukukçular, polis şefleri, valiler, mühendisler yetmişli orada ve bunlar Türkiye'ye hizmet vermişler... Otumayana pek az...

Bakınız şu son durum hakkında neler anlatıyorlar... Genelikle aydın kişiler Irak Türkleri... Ünlü profesörler, doktorlar, hukukçular, polis şefleri, valiler, mühendisler yetmişli orada ve bunlar Türkiye'ye hizmet vermişler... Otumayana pek az...

Bugün başı hafif dertte olan komşumuz Irak'ın, savaş içinde bulunmasına ve orduasında Türk asıllı askerlerin dövülmeye rağmen, Kerkük Türklerine yapılan zulmü nasıl dile getiriyorlar?

TÜRKLERE ZULÜM

"Daha savaş başlamadan önce 1970'lerden sonra Bası Partisi, Türkler ve Kürtler için asimilasyon (eritme) hareketine girişmişti. Hele iki-dünya İkinci savaşlarında katkım bile yaptılar... Sonra da Türklerle ilişkence başladı..."

"Ahmet Hasan el-Bekir, Abdüsselam Arif, İttihale hangi cumburbaşkanı geldiyse, hepiz Türkleri entime istemiyştir."

"Peki ne yapıyorlar, ne gibi bas-kı?"

"Bağdat, Basra ve Musul'dan sonra Kerkük 4'ünce büyük şehir. Yıllar önce bir üniversite istedik, gittiler Süleymaniy'e de kurdular."

"Türkiye mi öğretim yapısını istiyorunuz?"

"Nerede... İlkokula bile izin vermiyorlar... Türkmen Cemiyeti'nde Türkçe öğretimi bile önlediler... Arapça öğretilir... Üniversite de... Sonra efendim, radyoda bizim seslerimil iyice azaltılar. TV'de kendili propagandalarını yapıp Türkiye yastı-ları da bunu tahala ettiler... Devlet daireslerinde her davranışın Türklere... Memur olsalarınız az uzak yerlere sürüyorlar. Tam bir polis rejimi içinde, alıp götürüyorlar insan-larımızı, eziyet ediyor veya öldürüyorlar. Sorgusuz sualsiz..."

"Savaş sırasında bile Türklerle bas-

lı yapıyorlar mı?"
"İKİ SAHİTE ASIYORLAR"
"Eskilendes de fazla... En ufak bir şüphle, iki şahit, cesarı diye asker-i mahkemeye veriyorlar, birkaç sa-сі içinde 20 yıl, 30 yıl mahkûm ediliyor... Amıyorlar..."

"Bizim bildiğimiz, duyduğumuz Irak ve Arap ülkelerinde eski ve büyük ailelerin kökünü Türkler..."

"Öyleler ama beslenme çoğu korudun suşuyor... Mesela, Cumburbaşkanı Saddam Hüseyin, Tirküldür. Tirkü'teki adını Türk soyundan der... Sultan IV. Murat ile Bağdat serferi sırasında oraya gelip yerleştileri soykani... Ama ne fayda! Devlet politikası, Bası Partisi'ne de bağlan-ya istediği..."

"Kerkük'te jimdi Türklerin herhang-i bir derneği veya kulübü var mı?"

"Bir 'Kardaklı Derneği' mi var. Başkan emekli Albay Abdullah Abdurrahman'ın... Türkiye'ye bağlı, Irak'a ihanet ediyor" diye Doğan Dr. Necmedin Hoşak, Dr. Bura Demirci, Adil Şenil ve bir daha 5 arkadaş be-raber idam edild. Şimdi guys bir ke-lep var ama o biz temsil etmiyor... Kutlu dernek..."

"Türkleri daha başka ne gibi bas-kılar yapıyorlar?"

"Bizim adımızı öğrenince, 'Aa, şiz Türk'ünüz' derler ve 3'ünce mu-af vatandaş muamelesi yaparlar. Türkiye adı süflusu çirkezmizdir... Çiçek, Ahilla, Yılmaz, Erol, Tuğç-Bürsen. Ayten gibi isimler kullanmak yapıyorlar... Hatta bir Türk bir diğ-er Türk'le evlenmesinde bile güçlük çe-kiriyorlar... Ama bir Arap'la Türk evlenirse, yardım bile ediyorlar..."

"Türk memurlar az uzak yerlere su-rülüyorlar... Bir Türk, bahkalk dükka-sı açmak için zorlanı alıyor. Bütün işyerli zorlanıyor ki, Türk esnaf yad-ırılmıyor..."

"Peki ama onlar da Müslüman, bir de Müslümanların İslamiyette din kardeşlerinin böyle birbirlerine eziyet etmederine cezas yoktur ki... Başka di-ğer mensesularına bile zulmü mediyor..."

"Doğru... Bulgarlar hadi diyetim Bulgar'dır. Orsodoktur... Müslü-

manlana isimleri zorla değiştiriyor-lar... İnsanlık dışı davranışlarda bu-lunuyorlar... Ve bunlara ne diyetim? Ahında İslamiyetin kuralatına pek riayet etmezler bunlar..."

"Irak'taki Hırsiyenlere kary ne-siller?"

"Fevkâlde lıf... Mesela Irak'ta Hırsiyenler öldükleri an, öldükleri ilkeğe giderler... Bunlar de-jardan kolay vize de alırlar... Türki-ye'ye bile rahatça gelip oradan baş-ka bir ilkeğe ülce edebilirler..."

"Irak'tan çok kaçan var mı? Ve niçin kaçıyorlar?"

"İran-Irak savaşında sadece ka-çanlar çok... Hırsiyenler ve bazı Araplar korkudan başka ilkelere ül-ce ediyorlar... Türkler ise yıllardır kendilerine yapılan baskılardan ötürü... Çiçek'te yerden yönetim onlara can güvenliği vermiyor... Yönetim bizzat eziyet ediyor. Sorgusuz, su-alsiz alıp götürüyor, hapse atıyor, idam ediyor... Özellikle Kerkük'te ve Mus-ullu Türk asıllı mallarına, malikler-iyel bırakıp casusları kurtarmak için İran'a taşıyorlar... Orada 8-9 ay kamplarda kalıyorlar... İnsanlar iy-i mesnele ediyor Türkleri... Kaçan-larına emidi Türkiye'ye giderilmek... Kamplarda bunlara parılan, mücer-berleri sonunda den edilmek üzere ellerinden alıyor, ama bu olayın gerçekleşmede, alınlarımız ki suç! Ka-çanlara hepiz Türkiye'de vize bek-liyor... Ama vize vermiyor Türkiye... Bu nedenle bir kısm Kerkük Türkl-eri Danimarka'ya, Almanya'ya mü-tecil olarak kabul ediliyor... Gerize kalan hanelere kiş ve kampaında bek-liyor... Kaçak olarak şebekelere pa-re verip Türkiye'ye geçirecek..."

"Ne kadar Irak'taki Türk var İran'a kaçan?"

"Bin aileden fazla, yasal 4-5 bin kişli. Coşğuşa mit veren anaclar, memurlar, heklar, aydın kişiler var oradan... Irak'ta öldürülmek kor-kusuyla kaçanlar İran'a..."

"İran hiçbir baskı yapmıyor mu?"

"GÖNÜL ANAVATANDA"
"Hayır... Bilkül yardım etmek istiyorlar... Nersey vizens varsa, ilet oraya gönderilir, interneti kalın ediyorlar... Fakat Kerkük'te, Musul-



Liderler Türk liderlerden emekli Albay Abdullab Abdurrahman (solda), vatane İhanet suçunda askerî mahkemede savunma hakkı tanınmadan dön arkedığı ile birlikte idama mahkûm edıldı. Yanında bulunan yine Türk liderlerinden emekli General Ömer Ali İsmail, nedeni belirlenmeyen garip bir trafik kazasında öldü.

lu, Erbil Türklerin gönlünde yatan savatları Türkiye... İpe bir an-pa-sı de pe: Mesela Irak'ta bir Türk, İsta-nbul'a veya bir başka şehre gelid dıyım... İş yapma izni alamıyor, on-lar da bazı paralarını öteletiyorlar... Basa da bir çare bulmak lazım..."

SEMDİNLI'YE KAÇANLAR

"Şemdinli'ye kaçanlar ne durum-da?"

"Bunlara arasında doktor ve mübendi Türklere de var... Hepiz 5 kişli... Casan patanası kaçmışlar... Eger bunlar Irak'a lade edilerler, alıbetleri İdemar... Çiçek'te de-berden ördeklar var... İnsan haklan-ya aykır bir olayta, soykaranlık ka-ınyayız... Irak'tan kaçan Türklere başımıza basmamız gerekir..."

"Bir de Tahran'da bekleyen ayrı bir grup 68 Türk'ten bahsediliyor... Kerkük'te tanınmış kişiler mi bunlar?"

"Olanları da telefona konuşuyor-luz... Mübendiler, doktorlar var oradan, öğretmenler var... İran'a kaçmışlar, bunlar Müslümlerler... Hıfızlarında Türkiye'de vize bekliyorlar... Bazı onlar 'Eğer ilti haf-taya kadar konuşmamasak, başını-



Doğubeyazıt'a bağlı köylerde içme suyu temini büyük problem oluyor. Köylüler, kilometrelerce uzaklardan eşeklerle su taşıyorlar. Muhammet İSPIRLİ

"Kaçakçılığı önlemenin yolu su getirmektir"

DOĞUBEYAZIT (Tercüman)- Doğubeyazıt ilçesinden Dyurttaşlar "Biz kaçakçılığa iten en büyük sebep, arazimiziz susuz kalmasıdır" diye ilginç bir iddia ortaya atarak, kılabilir arazileri suya kavuşturulduğu takdirde, işsizliğin sona ereceğini bildirdiler.
Doğubeyazıt'ın Gürbulak köyü muhtarı Hasan Gultekin, köylüleri adına açıklama yaparken "Son 10 yıl içerisinde kaçakçılık uğruna koymuşumuz 4 kişiyi kaybettik. Biz bunu istemiyoruz, mecbur kaldığımız için bu işi yapıyoruz. Tek istediğimiz arazimize su getirilmesidir. Gördüğümüz gibi kiş ortasındayız, Ağrı Dağı'ndan başka hiçbir yerde kar yok. Eğer ilçemiz genelinde 350 bin dönüm eklebilir araziye su getirilirse, topraklarımız rahatlıkla işleyebiliriz. Bu şekilde işsizlik de ortadan kalkar" dedi.
Köylerindeki kuruma yüz tutmuş kayısı ağaçlarını gösteren muhtar Hasan Gultekin "Topraklarımızı değerini pamuk ve tutun yetiştirmekle ispatlamayız hazırlı. Yıllardır düşünülen projelere bir başlanca, komşu köylerin içgücü olsun, maddi-manevi bütün yardımlarını esirgemeyeceklerimize inanıyoruz" şeklinde konuştu

Edibali: "Hükümet İran ve Irak'taki Türk katliamına seyirci kalıyor"

ANKARA, (Tercüman)- Günüdoğu Anadolu'da son günlerde meydana gelen gelişmeler ve sınır ötesi olaylar, Çankaya zirvesinde değerlendirildi. Cumhurbaşkanı Kenan Evren, dön Başbakanvekili Kaye Erdem, Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürüg ve Dışişleri Bakanı Vahit Halefoğlu'nu kabul ederek son olaylar hakkında bilgi aldı.
Cumhurbaşkanı Evren, Erdem, Orgeneral Ürüg ve Halefoğlu'nu bugün saat 11.00'de Çankaya Koşku'nda kabul etti. Yaklaşık bir saat süren "Çankaya Zirvesi"nin gündemindeki iki konu ENKA'nın mühendisi Atilla Çelikel'in Kuzey Irak'ta kaçınılması ve bölücü eşkiyanın Hakkari'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyünde 14 vatandaşımızı katlettiğini oldu.
Görüşmede, iki olayla ilgili gelişmeler ve sağlanan istihbarat bilgileri konusunda Cumhurbaşkanı Evren'e bilgi sunuldu ve alınan tedbirlerin bir değerlendirilmesi yapıldı.

Ankara: Operasyon yok

Ayrılkçı teröristlerin Uludere ilçesi Taşdelen köyünde giriştikleri katliamın ardından, Ankara'da askeri operasyonların Irak sınırları içine taşığı yolundaki haberler, hükümet tarafından doğrulanmadı ve bu aşamada "sınır ötesi bir hareketin" düşünülmediği açıklandı.

Dışişleri sözcüsü Eralp, operasyon havası olmadığını vurgularken, Irak nezdinde bir girişimde bulunulmadığını belirtti. Eralp, bu arada "Operasyon yapılmadan önce bunun davul zurna ile ilan edilmesi herhalde beklenemez" şeklinde konuştu.

ANKARA (Cumhuriyet B... — Ayrılkçı grupların hafta başında Hakkâri'nin Uludere ilçesi Taşdelen köyüne düzenledikleri ve 14 kişinin ölümüne sonuçlanan kanlı saldırıların ardından girişilen askeri operasyonlarda Türk birliklerinin Irak sınırları içine taşığı yolundaki haberlerin yaygınlık kazanması karşılık, hükümet çevreleri sınır ötesi bir hareketin bu aşamada düşünülmediğini belirtti.

da sınır ötesi operasyon seçeneğinin gözden geçirilmesiyle birlikte, baskentteki sisatı çevrelerde beliren operasyon havası, dün bu konuda çeşitli kaynaklardan alınan çeşitli haberlerin ışığında tam olarak açıklık kazanmadı. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut Irak toprakları içinde bir operasyonun düşünülmediğini belirtirken, Dışişleri Bakanlığında dün aynı doğrultuda bir hava vardı. Dışişleri Sözcüsü Yalın Eralp, dün gazetecilerin konuyla ilgili sorularını yanıtlarken, "Operasyon havası yok"

dedi. Sözcü, ayrıca hareket konusunda Irak nezdinde bir girişim yapıldığını duyurdu. Türkiye ile Irak arasında sınır ötesi operasyonlar konusunda yapılmış olan anlaşma, harekâtın makul bir süre önce Irak hükümetinin karardan haberdar edilmesini koruyor. Bu arada sözcünün "Operasyon yapılmadan önce bunun davul zurna ile ilan edilmesi de herhalde beklenmez" diye konuşması dikkat çekti. Bununla birlikte Ankara dün gün boyunca operasyon konusundaki haberleri çalıştırdı.

Taşdelen Köyü Katliamı...

Ülkemizin güneydoğu ucunda, Uludere'nin Taşdelen köyünde meydana gelen ve 14 kişinin ölümlüyle sonuçlanan katliam, topluma ortak bir acı yaratmıştır. Ayrılkçı teröristlerin açıkliğini tanımlayabilecek uygun bir sıfat bulmak gerçekten kolay değildir. Böylesine bir toplu kıyımı gerçekleştirenlerin kamu vicdanında nefretle karşılandıktan açığır.

Ayrılkçı teröristlerin saldırıları, 1984 yılı ağustos ayında Şemdinli ve Eruh baskınlarıyla başlayarak günümüze ulaşmıştır. İnanlırık savaşının sınırlarımıza bitişik bölgelerde yarattığı otomatik boşluğunun da katkısıyla "vur-kaç" eylemlerini kolaylaştırılan bir ortam oluşmuştur. Sadece bu yılın ilk iki ayında meydana gelen beş saldırıda 34 yurttaşımız ölmüş, 29 kişi de yaralanmıştır.

Son iki buçuk yılın can kayıplarının çizdiği sayasal grafiğe şöyle bir göz atmak bile sorunun boyutlarını sergilemek için yeterlidir.

Her zamanı gibi bir hususun altı, kalınca çizilmelidir. Lozan Antlaşması'nı rafa kaldırma ve Milli Meclis sınırlarını değiştirerek (bize bütünüyle) parçalamaya kimsenin gözü yetmez ve yetmeyecektir. Bunu biliyoruz. Ancak bunun bilincinde olmamız, bizi, karşı tarafın bulaşmış olmasının ne denli nazik ve çok boyutlu olduğunu görmemizi akıllandırmaz. Bu çerçevede, sızır başlarken de değerlendirilecek bazı noktalar şunlar olabilir:

- 1) Güvenlik önlemlerinin her açıdan geliştirilmesinin gereği açıktır. Bu arada dikkat çekmek istediğimiz bir konu, "köy koruculuğu" ile ilgilidir. Son beş yıldır söz konusu köy korucularıyla işbirlikleri yapılmıştır. Ancak bu saldırıların ardından bu sistemin yerinde ve saydam olduğunu gösteren işaretler tartışılmalıdır. Akında, koruculuk görevinin sadece devlet görevlilerine ait olması bize daha doğru bir yol olarak gözüküyor.

2) Güvenlik güçleriyle, devlette yöre insanının arasında sağlam ve derin ilişkilerin bir başka hedefidir. Bu tuzakla dövülmek, yöre halkını karşıya almakla öznel bir amaç değildir.

3) Türkiye'nin içini sürekli istikrarsızlaştırarak, ülkemizi güçsüz kılmak amacını güden dış odaklar hiç kuşkusuz vardır. Güneydoğu'da bir bakıma öleden beri oyun içinde oyun oynamaktadır.

Bu oyunun etkisiz kalmasını bir yolu ekonomik açıdan güçlendirmek ve Doğu insanını refaha ve insanca yaşam koşullarına bir an önce kavuşturmaktan geçmektedir.

İkinci, dış politikadaki, özellikle bölgeye dönük bakışımızdaki duyarlı dengeleri, çok yönlü ve mutlakla değiştirilmelidir; çelişkiler yumağı halindeki Ortadoğu'da maceracılar uzak duran ve dış politikada ağırlığını koruyan bir Türkiye, bütünüyle eylemlerle daha kolay baş edebilecektir.

4) Ülkemizin bütününe ve ulusal birliğine demokratik bir potada daha kolay gerçekleştireceği unutulmamalıdır. Demokrasinin çok eseli özelliğine, insan hakları ve hukukun üstünlüğü gibi kavramlarına özen gösterildiğinde tuzakların boşa çıkacağına, askeri önlemlerin daha etkili olacağına inanıyoruz.

Sorunun ötesinden kısa zamanda gelinmeyebilir; fakat olayın askeri boyutunun yanı sıra ekonomik, siyasal ve kültürel boyutlarına da ağırlık verilirse hedefe daha hızlı, daha tutarlı biçimde yürünebilecektir.

En başta parlamentoya olmak üzere değişik forumlarda özgür bir tartışma ortamını yaratmak ise, gerek bu sorunla mücadelede, gerekse iç barışta ulaşmakta büyük önem taşımaktadır.

Serinkanlı düşünüp, sakin katıyla durum muhakemesi yapılması temennisiyle...

HASAN CEMAL

Cumhuriyet

PKK'NIN YAPTIĞI KATLIAMA ZARFI TEPKİLER

DSP: Koruculuk kalsın

- SHP: Hükümet, her seferinde "önlem aldı" diyor, ama olay çıktığında çaresiz kalıyor.
DSP: Köy korucuları değil köyü kendilerini koruyuyorlar. Köyleri devlet korusun.
DYP: Köy korucularının basurisi, kaldığı açık. Devlet, birlikleri göndererek, köyleri korusun.
MHP: Birlik mesdamlarında devleti vaktiyle korusun.
ANAP: Eskiyannı koku mutlaka kazınacak.

ni korumak durumunda. Güvenliği sağlayacak olan, devlet güçleridir. Ama oradaki zorluklar karşısında hükümetin çaresiz kaldığı izlenimi yaygın. Hükümet bir de daha bu konu üzerinde sorumluluğunu yüklenerek durmaya ve yeterli önlemleri almaya çağırıyoruz."

Olaylara dışarıdan gelen tahriklerden kaynaklandığını ve sürekli olarak saldırıların beliren. İnanca, "Hacem nereden geliyor sa onun üzerine gidilmelidir, dedi."

ÜÇ MİLLETİN ÖNERİLERİ

DSP Genel Başkanı Rahşan Ersoy, "Uludere katliamına karşı Güneydoğu'daki olaylara karşı bu yönde bulundu. Rahşan Ecevit, öncelikle sınır bölgesindeki yerleşim birimlerine yeterli devlet gücünün kaydırılması istedi. Bu önlemlerde halkın hazırlanma özen gösterilmesi de, dediğim Ecevit, köy koruculuğu sisteminin kaldırılması gerektiğini söyledi. Ecevit, koruculuk sisteminin yarar değil zarar verdiğini belirttierek, "Birakınız köyleri koruması, kendilerini ve ailelerini bile koruyamıyorlar," dedi.

Güneydoğu'dan kırsal yörelerindeki yerleşim birimlerinin bir an önce köyleri, İzzetne geçirdirmesini de öneren Rahşan Ecevit, son bir hafta karşındaki bir kaygısının da şöyle açıkladı. "Son zamanlarda Güneydoğu bölgesindeki saldırılar, bazı sınırcı güçlerin

Türkiye'yi Irak'ta askeri harekâta karşı koruyabilecek bir parçası olabilir. Böylece, Türkiye'nin Ortadoğu'da tehlikeli maceralara sürüklenmesini isteyenler bulunabilir. Otun için alınacak önlemler, kendi sınırlarımızın ve sınır bölgesindeki köylerimizle kasabalarımızın etkili olarak korunmasını özveriyle yoğunlaştırılmadığıdır."

KARAKAŞ: NE YAPILACAKSA YAPILSIN

DSP Meclis Grubu Başkanı Cahit Karakaş da, parti grubunun dün toplantısında yaptığı konuşmada, olaylar karşısında başsağlığı dilemenem yetmeyeceğini belirterek, "Nefretle kınadığımız bu gelişmeler için ne yapılacaksa yapılın artık. Vatandaşların mal ve can güvenliğini sağlansın. Suriye'de beslenen bu cete mensuplarına karşı sorumlu çözüm bulunmalıdır" dedi. CİNDÖRÜK: KORUCULAR BASARINIZ

DYP Genel Başkanı Hüsamettin Cindörük, köy baskını olayını Bağrada öğrendikten sonra basın mensuplarına yaptığı açıklamada bölgede güvenliğini sağlanmasında gerekli önlemlerin bir an önce alınmasını istedi ve bu konuda hükümetin her türlü desteğe hazır olduklarını açıkladı. Cindörük, devam eden olayları üzücü ve düşündürücü olarak nitelendirirken, "Köy korucularının basurisi kaldığı açıktır. Devletin, hukuk kuralları içinde, bu bölgede güvenliğin sağlanmasını için tesirli tedbirler almaması ditiyoruz" dedi.

DYP Meclis Grubu'nun dün toplantısında Güneydoğu olayları değerlendirilirken, Grup Başkanı Vehit Ahmet Sarp basın mensuplarına açıklamada, "Hukuk devleti ilkesine uygun olarak bu bölgede güvenliğin sağlanmasında hukukun emrine uyulmasını istiyoruz" dedi.

KOÇ: ÇELİŞKİLİ POLİTİKA

MHP Genel Başkanı Ali Koç Güneydoğu'da dün yaptığı konuşmada, "Hukuk devleti ilkesine uygun olarak bu bölgede güvenliğin sağlanmasında hukukun emrine uyulmasını istiyoruz" dedi.

devleti yıkamak isteyen hainlere karşı güçsüze sipir edecek milîyetçiler kalmasın" dedi. ANAP'IN TEPKİSİ ANAP Genel Başkan Yardımcısı Şükrü Yürür, bölücülerin ve bölücülerden medet uman dış güçlerin yakında hüsrana uğrayacaklarını bildirdi. "Yaptığı yazılı açıklamada, masum insanlara saldırıyı manifi suyan eşkiyaya, devletin gücünü hafife almanın belinin çok ağır ödülüne karşılık verdiğini belirtti. "Eşkiyaların koku mutlaka kazınacaktır" dedi. Türkiye Cumhuriyeti'nin eşkiyaya ödün vermesinin söz konusu olmadığını da bildiren Şükrü Yürür, şöyle devam etti: "Bunlardan medet uman dış güçlere de şunu hatırlatmak isteriz. Güvencikleri dağıları pek yakında kar yağdığını görüp hüsrana uğrayacaklardır. Bayrağı bir, milîyeti bir, inancı bir olan yuce Türk milletini bölmeye ve parçalamaya bugüne kadar kimseyin gücü yetmemiştir ve de yetmeyecektir."

TBMM İçişleri Komisyonu Başkanı ve ANAP Şanlıurfa Milletvekili Osman Doğan da İçişleri bakanı toplantısında, "sıtkilerin Türkiye'nin coğrafyasını ve askerî gücünü tahkir etmelerine karşın, özellikle sorumlu kişilerin bu konuda aynı duyarlılığı göstermediklerini söyledi. Doğan, "Dost ülkelerin sıvası konularında yarattığı boşluğu terör odakları doldurmakta" dedi.

Cumhuriyet 25.2.1987

İzlenimler

Taşdelen'de 14 ölüye ortak mezar

CENGİZ MUMAY

ULUDERE.—PKK teröristlerinin baskınına uğrayan Taşdelen köyü, Uludere'ye 14 kilometre uzakta, 14 kilometrelik dağ yoluyla ulaşılıyor. Koye girmeden yolun iki yanına dizi mis askerler karşılıyor bizi. Çevre asker araçlarla dolu.

Önce kimlik kontrolü yapıyor. Köylülerin nerede olduğunu sorguluyoruz. Erişenden birisi eyleye karşı tepeli gösteriyor.

Taşdelen, yuksek bir tepenin üzerinde kurulum. 210 hane. 1500 nüfus yaşıyor. Yanmış, kurşunlanmış evlerin arasında geçiyoruz. Genç ihtiyar, çocuk çocuk butun Taşdelenliher köyün biraz dışımda toplanmışlar. Burası mezarlık. Uzun bir cukur kazar, 14 kişiyi alacak kadar. Yaşlı gözlerle ağır yakarak çocuklarını, analarını, babalarını bu uzun cukura gömüyorlardı. Erkekler cukura toprak atarken, kadınlar dövünüyorlardı.

14 köy korucusunun bulunduğu köyde, çokluk çocuk 14 kişiyi öldüren PKK militanlarının asil hedefi köy korucularıyla. Ailesinden 11 kişiyi yitiren köy korucusu Abuzer Cengiz de doğruladı bunu.

"Daha önce, birkaç defa kurvetlere kâğıt göndermişlerdi. Tevidit etmişlerdi, 'İslahım teslim etmezsen seni kökten siliceğiz' demişlerdi." Muhtar Sabri Çetin'e de başsağlığı diledik. Muhtar, PKK'lıların köyde asker uniformaları ile geldiklerini söyledi. Şüphelenip, şüphelenmediklerini sorduk, "Tıpkı bir asker gibi giymişlerdi, tıraş olmuşlardı. Sert ifadelerle emir yağdırıyorlardı. Şüphelenmek bir yana dedikleri yapıyama çalıyordu" dedi.

Korucuları bulması istenince muhtar görevi çıktıklarını söylemiş. Bu arada "asker"lerden bir kısmı köy okulunda öğretmenlere, çocuklara Atatürk ilkelerini öğretilmiş olduklarını söylemişler.

Militanlar köyde 1,5 saat kalmışlar. Hatta muhtar, "Yüzbaşı"ya "komutanım siz hangi bölüktensiniz?" diye sormuş. Sormuş, ama pıymdan da olmuş. Çünkü, "Sen sıkıyonetim komutanı mısın olan? Korucuların nerede olduğunu bilmeyen muhtar, bana neden geldiğimizi nasıl sorar?" diye azar istemiş.

Teröristler, korucuları bulaşmayacaklarını anlaşıncaya, köylüler onların kim olduğunu anlamadığın dort köydün köyün içine dağıtmışlar.

Silah sesseli ve patlamalar

İşte Apo'nun son görüntüsü

Ölüm emrini kasetle verdi

PKK'nın başı Abdullah Öcalan'ın yaptığı konuşmaların video kasetleri çoğaltılarak Türkiye'deki yandaşlarına gönderiliyor. Son olarak ele geçirilen bir kasette, Apo'nun geçen yıl ölü emre geçen PKK celladı Mahsun Korkmaz'ın resmi önünde ölüm emirleri verdiği bildirildi.



Yine kan kustu PKK lideri Abdullah Öcalan, Sam'deki karargâhında video çekimlerini yaptıran çevresindeledilerivearkasında celladı Mahsun Korkmaz'ın büyük boy fotoğrafı bulunuyordu

Atilla KORKMAZ

HAKKARI (MIL-HA)
ÖLÜCÜ PKK örgütünün lideri Abdullah Öcalan'ın propaganda amacıyla Türkiye'de kasetlediği sesli ve yazılı konuşmalarını geçen yıl önceki yazda bir kasette yayınladı. Bu kasette, Abdullah Öcalan'ın beyanına göre yandaşlarına sürüklediği "kan dokun" eylemsizlik pasif

liği dogurur" dediği öğrenildi. Geçen Ekim ayında yapılan PKK kongresinde alınan kararlar ışığında Kürdistan Kurultuş Cephesi'nin (HKK) yerine kurulduğu açıklanan Kürdistan Ulusal Kurtuluş Örgütü'nün (ARGK) büyük bir olasılıkla bu eylemi yaptığı sanılıyor. Büyük bir eylemle dünya kamuoyuna sesini duyurması beklenen örgütünün bu amaçla kan dokunma olasılığı üzerinde duruluyor.

Büyük örgüt liderinin yapılan ara nelerde ele geçirilen kasetlerinde konuşmaları propaganda amacıyla çoğaltıldığı öğrenildi. Düz bir alanda masa başında oturan ve arkasında PKK'nın geçen yıl öldürdüğü Mahsun Korkmaz'ın portresinin önünde konuşan Apo'nun militanlarına "Mucahedemiz yeni bir boyut kazandı. Sizin daha etkili davranmalısınız" dediği ifade edildi.

Tercüman

Uzman görüşüyle

Güneydoğu'da terör olayları

Hikmet Oğuz
(Em Kur Alb.)
Milli Güvenlik Kurulu
Genel Sekreterliği
Sivil Olaganustu
Hal ve Savaş Hazırlıkları
Dairesi eski başkanı



Milli Güvenlik Kurulu Genel Sekreterliği Sivil Olaganustu Hal ve Savaş Hazırlıkları eski daire başkanı emekli kurmay albay Hikmet Oğuz, Güneydoğu'da yoğunlaşan terör olayları konusunda bir durum değerlendirmesi yaparak mevcut ve yapılabilecek konularını anlattı.

Hikmet Oğuz'un değerlendirmesi şöyle: Terör ve anarşik olaylar ve bunların taktiğini oluşturan gerilla hareketi, GAYRI NIZAMI HARP'in örneği oluşturmaktadır. Ana hedef, meşru hükümeti devirerek, yerine kendi görüşleri doğrultusunda faaliyet gösterecek bir hükümet kurmaktır. Bu savaş türünün taktiğini oluşturan gerilla hareketi konusunda uzman olarak kabul edilen eski Çin generalinden Lin Piao: "İstesen düzensiz bir silasye dışardan sonra kabul ettirmek yerine, gayri nizami savaşa ve içerdeki unsurlarla bunu gerçekleştirmek daha doğrudur. Bunun için önce kuvveti hareketi bastıracağız, büyük pehliler ve önemli bölgeler çevresinde hüküm olacağız, sonra pehliler gerilla hareketi bastırarak büyük pehliler ve önemli bölgeler algunsuzlaştıracağız, çevresinde merhuse kuzna hareketi geçirerek hüküm olacağız ve istesen düzen kuracağız" diyerek düşüncelerini özetlemiştir. Biz bunları safha safha yaşadık; 12 Eylül hareketi ile büyük ölçüde bedireyi atlattık.

TÜRKİYE'NİN DURUMU

Yüzyü Türkiye, Yakın ve Ortadoğu'da istikrarlı ve bölgede istikrar unsuru olabilecek tek ülkedir. Bu durumu ile, millî gücünün çok üstünde, dünya çapında, özellikle yakın çevresinde söz sahibi olabilir ve etkili rol oynayabilir; bu görüldü, şüphesiz, savaş halinde olan komşu ülkelerle, savaşa yazmamış ve isteyerek veya istemeyerek, askerî gücünün önemli bir kısmını, Türkiye sınırları dışına angaje etmiş devletlerin korkulu rüyası olmaktadır. Bu sebeple, Türkiye'nin yönelik "Gayri Nizami Harp" unsurlarının üs ve eği-tim kampları, rahatlıkla bu ülkelere yerleşmiş ve onlara da kapalı veya açık desteklenir hale gelmişlerdir. Bölgede esasen İsrail'in yol açtığı yeterli gerilim varken, İran-İrak savaşının başlatılması ve bunun ardında yatan asil sebepler ve bunların yakın bir gelecekte çözümlenemeyeceği gerçeği, Türkiye'yi, bunların getirdiği problemlerle, daha çok uzun bir süre, yakından ilgilendirecek mecburiyeti ile karşı karşıya getirmiştir.

Milattan çok önce yaşamış bir Çin generalinin söylediği gibi "Zafır, kendisi ve düşmanını çok iyi değerlendirmesine bağlı olacaktır". Bu sebeple, Türkiye'nin bu bulundumuz çağ şartlarında, "istihsar" bir devletlerin var oluşunun temel ihtiyacını oluşturmaktadır. İç ve dış istihbarat konusunda elde edileceklerin derecesini, sağlanacak başarının derecesini gösterecektir. OLAGANUSTU HAL'in dünya ülkelerince kabul edilen tanımı şudur: "Toplumun sosyal, ekonomik ve politik bağlarındaki birleşme, iliklenme veya iktisadi veya sosyal yönelilen bir tehdit vardır. OLAGANUSTU HAL VARDIR". Olaganustu hal, olaganustu hal yönetimi ve olaganustu hal konularının yürütülme konusunu gerektirir; bu durum devletin var oluş hakkı ile ilgili olarak adlandırılır.

(tutuklu), Yahya Vefat, Kasım Ali Zade (tutuklu), Aslan (tutuklu), Akın, Tuksuz), Ali Korkut, İbrahim Soomez (tutuklu), İnanç Kara (tutuklu) hakkındaki istihbaratlı ŞİLERİ Elibistan'da bu mek ve buradaki işleri ve çalışmalarına sekreterliklerinden DGM'de dava yapıldı.

Elibistan'da İran yanlısı bir toplum oluşturulması amaçlanıyor

Doğu'da korkunç oyun

İslami Cihad Örgütü'nün Kars ve Iğdır yöresindeki Azeri'leri ve ŞİLERİ Elibistan bölgesine getirerek İran yanlısı bir toplum oluşturmak amacıyla Afşin-Elibistan Linyitleri işletmesi Müessesesi Müdür Yardımcısı Diğer Kara'ya 3 milyon lira verdiği ifade edildi

ANKARA ÖZEL
İSLAMİ Cihad örgütü'nün Kars ve Iğdır yöresindeki ŞİLERİ Elibistan bölgesine getirerek İran yanlısı bir toplum oluşturmak amacıyla Afşin-Elibistan Linyitleri işletmesi Müessesesi Müdür Yardımcısı Diğer Kara'ya 3 milyon lira verdiği ifade edildi. Örgütün üyeleri olarak Diğer Kara ve beyi Kars'ta bulunan Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde dava açıldı.

DGM Savci Yardımcısı Utku Coşkun'un hazırladığı iddianameye göre, Ankara'daki İran Kültür Evi görevlilerinden Yahya Vefat, Türkiye'de İran yanlısı bir yönetim kurulmasını amaçlayan çalışmalarına başladı ve hazırladığı planı, Ali Kent'e anlattı.

Hazırlanan plana göre, ŞİLERİ ile Aleviler bir bölgede toplanarak örgütlenecek ve İran yönetimi yanlısı bir bölge oluşturulacaktı. Plan uyarınca, Ali Kent, Afşin-Elibistan Müessesesi Müdür Yardımcısı Diğer Kara'nı bulurak kendisine üç milyon lira verdi ve planı kabul etmesini sağladı.

Diğer Kara, DGM Savci Yardımcısı Utku Coşkun'a verdiği ifadede, kendisine parayı veren kişilerin Iğdır yöresindeki köylerini Elibistan'daki müesseseye alınmalarını isteğini söyledi.

Diğer Kara, işçi alımı için kurulan komisyonun üyelerinden Ali Korkut'a 400 bin lira verdiğini de sözlerine ekledi.

Kara'nın verdiği ifadede, olay

la ilgili olarak adlandırılan kişi (tutuklu), Yahya Vefat, Kasım Ali Zade (tutuklu), Aslan (tutuklu), Akın, Tuksuz), Ali Korkut, İbrahim Soomez (tutuklu), İnanç Kara (tutuklu) hakkındaki istihbaratlı ŞİLERİ Elibistan'da bu mek ve buradaki işleri ve çalışmalarına sekreterliklerinden DGM'de dava yapıldı.

DGM yetkilileri, sanıkların müzede günlerde mahkum edilerek ceza infazı ile cezalarını tamamlayacaklarını söylediler.

NE YAPILANILIR

T.C'nin bütünlük ve egemenliğine yönelik tehdit üs ve eğiim merkezleri, ilgili devletçe veya müştereken, en uygun ve tesirli tarzda ortadan kaldırılabilmektedir. Bunun politik ortamını hazırlamak, stratejik ve taktik istihbaratını yapmak, harekât planlarını hazırlamak, millî güvenliğini sağlanmasında ve korunmasında sorumlu olması sebebi ile, Bakanlar Kuruluna düşünce arzı görülmüştür.

Öncelikle dağılık ve dağılık yerleşim merkezleri olan bölgelerde, dağılıktan en kısa sürede kurtulacak tedbirler alınarak, her türlü hizmetin vatandaşlara yeterince ulaştırılması sağlanmalıdır. Tehdide tabii veya maruz bölgelerde iş istihbarat ve istihbarata karşı koyma bülün önem taşır. Mahallî güvenlik kuvvetleri yanında, çevik güvenlik kuvvetlerinin 24 saat harekete ve görev almaya hazır bulunması çekilde teşkil edilmesi önem taşır. Her türlü arazi ve iklim şartlarında aksaklık ve yerli bir İKTİBAT, hareket kabiliyeti esastır. Bölgeyi çok iyi bilen, bölgesel hejve ve dili mükemmel bilen, özel eğitilmiş, özel yetenekli personel, hafif, seri ve etkili silahlar, araç gereçler, personel ve teçhizatın ana öncelikleri olmalıdır. Nizami birlikler, nizamî savaşa elverişlidir; gayri nizami savaş, bu tip savaşın gerektirdiği kendine has kuruluşta, ünilerden oluşan güçler ister. Olaganustu hal bölgesinde tek elden yönetilen, basit, hızlı çalışan, hızlı sonuca ulaşan karakterde olaganustu hal yönetimi esastır. Mevcut teşkilattan ana öncelikler yararlanılarak, merkez olmayan yönetim esas alınır, yetkiler alt kademeleme, ek yetkilerle de takviye edilirler aktarılır, personel bu esasa göre seçilir ve atanır. Prensipler merkeze belirlenir, etkin bir denetim ve kontrol mekanizması işletilerek yönetimin mevrutiyetinin devamı ve merkez otoritesinin etkinliği korunur.

SONUÇ OLARAK

Olaganustu hal yaşanıyor hücde yakın bölgelerde daha çok yetkilerle donatılmış kendine has bir yönetim biçimi ve özel güvenlik güçleri oluşturulması, iç ve dış istihbarat ve istihbarata karşı koyma faaliyetlerine büyük ölçüde ağırlık verilmesi uygun ve gerekli görülmektedir.

UZMANIN HAL TERÇÜMESİ

1927 Diyarbakır doğumlu, evli ve üç çocuk babasıdır. 1947'de Kara Harp Okulu'nu, 1949'da Muhabere Okulu'nu, 1961'de Kara Harp Akademisi'ni, 1963'de Yüksek Komuta Akademisi'ni bitirmiştir. Takım, Bölük, Grup, Tab ve Alay komutanlığı, Tümen, Kolordu, K.K.K.lığı karargâhlarında kurmay subaylık ve Tüm Kur. Bşk.lığı Millî Güvenlik Kurulu Genel Sekreterliği'nde OLAGANUSTU HAL VE SAVAŞ HAZIRLIK İKLARİ Planlama Daire Başkanlığı yapmıştır. 1973 sonunda isteği ile emekliye ayrılmış olup, o tarihten itibaren (sivil) özel sektörde çalışmaktadır. Ayrıca iki yıllık Yahanca Diller Okulu İngilizce bölümünü bitirmiştir; İngilizce bilir.

Bir korucu: Eşkiyayı sınır ötesinde de takip ettik

Sınırdan keşif uçuşu

Bir askeri yetkili:

Helikopterlerin desteğindeki komandolarımız sarp araziye operasyonlarını sürdürüyor. Hava kuvvetlerine bağlı uçaklar sınıır üzerinde keşif uçuşu yaptılar. Irak sınırını aşılması söz konusu değil. Sınıır ötesine kaçan teröristlerin saklandığı yerler belirlendi. Yapılacak şeyler önceki gün yapıldı.

İçişleri Bakanı:

Koy korucularının sayısını arttıracak silah istevenlere silah dağıtılacak



AĞITILAR YAKILIYOR — Hakkâri'nin Taşdelen köyünde önceki gün baskın düzenleyen ve 9'u kadın ve çocuk 14 kişiyi öldüren teröristlerin aranmasına devam ediliyor. Bu arada Taşdelen köyünde cenazeler kaldırıldı. (Fotoğraf: CENGİZ MUMAY)



BAKAN İNCELEME YAPIYOR — İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Hakkâri'nin Taşdelen köyüne giderek bölücülerin katliamında yakınları ölen vatandaşlara başsağlığı diledi. (Fotoğraf: a a)

TURAN YILMAZ

ULUDERE — Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyünde 14 kişiyi öldürdükten sonra kaçan teröristlerin yakalanması amacıyla bölgeye basılan sınıır polisi operasyonu devam ediyor.

Helikopterlerin desteğindeki komandolarımız sarp araziye operasyonlarını sürdürüyor. Hava kuvvetlerine bağlı uçaklar da Irak sınırını aşarak keşif uçuşu yaptılar. Bölgedeki koy korucularının tedbirlerine göre sınır üzerinde keşif uçuşu

Arif Akbulut ve 1. Minnet Genel Müdür Yardımcısı Hamdi Ardali da etti.

Köyde yakınlarını yitiren köylüleri başsağlığı dileyen Akbulut, daha sonra köylüleri ziyaret ederek bilgi aldı.

Köy meydanında toplanan köylüleri konuşan Bakan, eşkiyanın artık sınıırını aşmadığını, kadın ve çocukları öldürmeye çalıştığını belirterek "Acınızı paylaşmaya geldim. Vatandaş için çok şeyler yaptık, sizin yakınlarınız da bu merhebeyle ulaştı, sınıır dışı olan eşkiya emellerine ulaşamıyor. Türk milleti her zaman bu tür baskınlara saldıranlara uğramıyor, ancak hükümetten geliyor. Acınızı dindirecek yollarımızı arayabilmek için devlet her türlü yardımı yapacaktır. Etiler sakalanarak cezalandırılacaktır" dedi.

Kırsıya geçerken ve 7 kilometre öteden bir noktaya kadar köyü Akbulut, "Acınızı hafifletmeye, ama acınızı yeniden yapmaz" dedi. Cengiz ise Bakan'dan tüm yakınlara kaybetmelerini, ölmekle kalan bir kız kaçırmaya olmanın ölümlerine karşılık bulanın ana bir kardeşi Ömer Apaydın'ın serbest bırakılmasını istedi. Cengiz, "Hiç kimsenin kalmadı. Ne çocuk ne karı, hiç kimsesiz. O da gelmezse, benim de kendimi öldürmem lazım. Sızden rica ederim" dedi. Akbulut, "Sen merak etme geçerim yaparız" diye konuştuktan sonra Akbulut'a 11 kişinin ölümüne ilişkin olarak bilgi verirken, tayın yapıldığı vatanın ölümlerinin 8-9 vatandaşın serbest olduğu bir duvar dibine göserecek. "İste 11 kişi bu duvarın dibine önmekle öldürüldükleri ve sonra da ev yakılmış" demdi.

Olasıla ilgili olarak köylüler sunulan anlattılar.

"O gün elektrikli sabahın itibaren sürekli kesildi durdu, sonra akşam 7 saatlarında bir daha kesildi. Saat 17.00'de de eşkiyalar geldiler, köyde 3 ölüme karakol kurdular, muhtarın evini vurarak korucuları istedikler. Toprak asker gibiydiler. Ayaklarındaki topaklarına, kıyafetlerine, tiraslarına ellerinde taşıdıkları seyyar dipçikli 6-3 pıvade tüflege kadar her şeyleri asker gibiydi.

Okulda, öğretmen çağırarak kendisine, Vatanköy ilkesinin öğretilip öğretilmediğini sorular. Sonra köy meydanında gelerek ellerindeki megafonla konuştu.

Köyde yaklaşık 2 saat kadar kaldılar. Olduğu yaktılar ve Irak topraklarına doğru gittiler."

AKBULUT İNCELEMELERİ ANLATTI

Cumhuriyet muhabiriyle söyleşen bir üst düzey askeri yetkili köyün hemen üzerinde yükselen karpık dağına gittiklerini, "İste obur tarafı toptan oluyor. Gelişip vuruyorlar, ancak gerekli zorunlu yolları arıyorlar. Bunlar arasında koy korucularının

ve karakolların sayısının artırılmasını öneriyor" dedi.

Yerdeki operasyonların sürdüğünü, ancak her şeyin kamuoyuna aktarılmasının mümkün olmadığını söyleyen yetkili, operasyonların kendine hissi bir şekilde sürdürüldüğünü belirtti. Yetkili, bölgeye emniyet güçlerinin tamamen egemen olduğunu söyleyerek, sınır ötesine Türk uçaklarının girişini engellediklerini sorusuna üzzerine, "Giriş engellediklerini söyleyemem" dedi. Yetkili, "Yapılacak şeyler önceki gün yapıldı. Ama eşkiya çok uyanık, evinde durmaz surekili olarak" şeklinde konuştu. Yetkili, "Bu konuda oluşturulmuş bir sınıır polisi bir şekilde çalışarak anlaşılabilir hale geldi" dedi. "Eminim keşif uçuşlarının başarılı olduğunu, her yerde karakol kurulmasını mümkün olamayacağına inanıyorum. Teröristlerin askeri güçleri nerelerde, bulmuş olabilecekleri ne biskin sorusuna "Her yerde bulabilirler" diye yanıtlayan yetkili, teröristlerin 6-3 pıvade tüflege kullandıklarını söyledi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut ise, Cumhuriyet'in sorularını yanıtlarken, korucuların ve karakolların sayılarının artırılacağını belirtti. Taşdelen'de karakol kurma çalışmalarının sürdüğünü söyledi. Bakan Akbulut, "Teröristlerin sınıırda nerede olduklarını tam olarak belirlemek mümkün değil. Ama sınır geçtikleri kesin" dedi. Akbulut, "Aksin takip var mı?" sorusuna ise, "Sınıır dışında ne kadar takip edilirse o kadar" yanıtını verdi. Akbulut, sınıırda, takibin uçaklarla yapıldığını ve böyle bir şey olmadığını, günün geçmesiyle sınıırlarımızın genişlediğini de belirtti.

SINIR ÖTESİ TAKİP

Taşdelen köyünden bir korucu, "Arakdaşlarımızın da katıldığı sınıır ötesine keşif uçuşu yapıldı. Keşif uçuşu yapılırken, "Her uçakla sınır ötesinde birkaç kilometre gittiklerini ve bulucuları takip ettiklerini" söyledi.

Oncu vandan bir köylüler, 4-5 Türk jetinin sınıır ötesine gidip geldiğini gördüklerini de söyledi.

Bu arada Hava Cetin adlı bir yaşlı koy kadını da Bakan Akbulut'un yanında gördük, 15 yaşındaki kız Hatice Cetin'i katarlarını bulduğunu, Köyün yeniden kendisine teslim ettiğini de belirtti.

zimin hâlâ bulunamadığını söyleyince, Akbulut Hakkâri Valisi Arif Akbulut'a dönerek konuyla ilgili emniyetini istedi.

BAKAN İLE KOYLÜLER

Taşdelen köyünden ayrılan köylülerle "güvenlik konusunda" tartış-

tır. Köylüler ile Akbulut arasında şu konuşma geçti.

— Bizim başımıza ne geldiye bu 14 silahtan geldi. Korucular biz koruyamıyor. Biz hepimize silah istiyoruz. Yoksa bu silahları da geri alın.

AKBULUT — Bizim istediğimiz silahları hazır olana bizden isteyeceğiz. Ama bunun için korucu olarak başvurmanız gerekir. — Buruda 500 erkek var. En az 100 silah verilebilir.

AKBULUT — Başvuranlara silah verilecek. Hem köyünüzde karakol da kuruluyor.

— Biz jandarma da koruyamaz, biz kendimizi koruyamazsak. Karakol da koruyamaz.

AKBULUT — O zaman koruyun ne duruyorsunuz.

— Silahımız yok ki.

AKBULUT — İsteyin verelim.

— İsteriz. Bu olay ödenen çıkış öğretiler istiyor. Bir evden 12 kişi gomoduk. Sebepimiz istiyor. Ne çıkışta bu silahlardan çıktı. Korucular 20 kişi de olsa güvenmiyor. Eşkiyanın da korucuya da güvenmiyor.

AKBULUT — Tamam, tamam, hepimize silah vereceğiz.

— Geçen sene bir olay meydana geldi. Karakol vardı, kimse gelmedi. Tek el atay etmediler. Komutan banna silah korumak için dedi. Belki biz korumak için...

— Hainler bizim. Biz silah verin. Biz silah vermezseniz isterseniz karakol kurun. Hiçbir şey olmaz. Kururuzun bakmayın.

— Bir subay gelmiş, emimizi yakmış gitmiş. Bu botu, bu elbiseyi, bu G-3'ü kim verdi. Bu gücü nereden alınıyor.

AKBULUT — Biz bunun kaynağını bilmiyoruz.

— Biz devletimize hain değiliz. Topraklarımız biz tutmuşuz.

AKBULUT — Hain onlar, sizler vatandaşa, millete bağlı insanlarız. Biz bu eşkiyanı sizin yardımınızla yok edeceğiz. Onlar haine hareket ediyor. Sınıırda hareket ediyor. Durmuş, merce insanca hareket etmiyor. Bunun için bunların üstesinden hep beraber geleceğiz. Biz bu toprakları çok şeyler verdik. Cengiz'inde hepimiz de canımızı verdiğimiz. Bu hainlere pabuç kapırmayacağız.

Sınırayeni mayın kuşağı

Uludere'nin Taşdelen Köyü'nde 14 yurttaşımızı katleden canlilerin yakalanması için bölgede operasyonlar sürerken, sırada bazı muhtemel geçiş noktaları-na mayın döşendi.

Uçak ve helikopterler bölgeyi havadan tarıyor. Sınırlar boyunca adeta "canlı duvar" ve "komando ağ" var.

Ekrem SUNAR, Ramazan PAMUK, Gaffar ERTUŞ, Cafer BALIK ve Mustafa PAMUK bildiriyor

ULUDERE, SİRNAK (Hakkâri), (ha)- Uludere'nin Taşdelen Köyü'nde 9'u kadın ve çocuk, savunmasız 14 yurttaşımızı katleden canlilerin ele geçirilmesi ve yeni eylemlerinin önlenmesi amacıyla, önceki gün bölgede sınırlar, Sınırda ve Çukurca kenarlarında uç koldan başlatılan operasyonlar, dün de genişletilerek sürdürüldü. Operasyonlarda sınırda kapalı sığınaklar 30 kişinin gözaltına alındığı öğrenildi. Bu arada, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "Eğriyaya ağır dersi vereceğiz" dedi. Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Yalım Erşalp ise Irak sınırında bir operasyonun söz konusu olmadığını bildirdi.

"Çocuk korucularının evini basan asker saygılı canlilerin yakalanması için başlatılan operasyonlarda dün güvenlik güçleri, sınır boyunca "Kaliteli" ve "Nirve" mevkiileri arasındaki "Celhe" ve "Herifita" tepelerini kuşattı. Kuşatmayı gerçekleştirilen komandalardan, "ağır noktaya kadar" her yer arandı öğrenildi.

Öte yandan, Sırt, Sanburfa ve Diyarbakır'dan bölgeye yeni komando birlikleri sevki edildi. Telazile donatılan sınır boyunca adeta "canlı duvar" oluşturulacak. "Komando ağ" kuruldu. Diyarbakır'dan gönderilen uç "özel vurucu" tim'in de Uludere, Sırnak, Çukurca'da harekete hazır bekletildiği öğrenildi.

MAYIN DÖŞENDİ

Canlıların yakalanması için uçak ve helikopterlerle havadan taranıyor. Sınırda ve Çukurca'da sürülen operasyonlarla sığınaklar 30 kişinin gözaltına alındığı belirtildi. Irak sınırına 3 kilometre uzaklıktaki Taşdelen Köyü'nde mevdana giden odayan sonra bölgeyi terk eden ve sığınakların 30-35 kadar olduğu belirtildi. Bolucu çete mensuplarının 3'er 3'er küçük gruplar halinde dağılarak Irak topraklarına doğru kaçmaya çalıştıkları da görüldü. Tamirleri yapıldı.

"SINAHİT" KESİMİNDEN SIZDILAR

Uludere bölgesinde uç koldan operasyonlarda bazıları sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları, sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları, sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları...

Uludere bölgesinde uç koldan operasyonlarda bazıları sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları, sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları...

Uludere bölgesinde uç koldan operasyonlarda bazıları sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları, sınırların dışına çıkmak üzere sığınaklarında bulunan bazıları...

merkezi olmayan ormanlık ve dağlık alanlar oluşan "Sinaht" kesiminde yüzlerce mağara bulunuyor. teröristlerin bu bölgede kolayca bulunmaları sağlıyor. İran desteğinde Irak sınırlarına karşı mücadele veren Mesut Barzani yanlısı Peşmergelerin toplama merkezi olarak kullanılan bu bölgede, 12 Eylül Harekati'nden sonra Türkiye'den kaçan çok sayıda terörist de Peşmergelerle iş birliği yapıyor.

AKBULUT, BÖLGEDE

Öte yandan, bolucu çete mensuplarının 14 kişiyi öldürdüğü Uludere'nin Taşdelen Köyü'nde incelemede bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, eğriyaya kısa sürede hak ettikleri dersi verebileceğini belirterek, "Acımız büyüktür. Ama şu da bilinsin ki, bu sınıra hareketler peşinde koşan eğriyaya, kötü emellerine kesinlikle ulaşamazsınız" dedi. Bu arada, koy korucuları ise bakana, ellerindeki silahların yeterliliğinden yakınarak, "Ya hepimizi silahlandırın ya da bu 6-10 silahı da alın" şeklinde konuştu.

Eğriyanın katliamın yapılma köyde meşafona, "Silahları fasjot orduya karp kullanın, yoksa z'nunus gelir" diye tehdit ettiği köylüleri tarafından ifade edildi. Beraberinde 2. Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı, Jandarma Genel Komutanı Yardımcısı Korgeneral Hulussı Sayın, 7. Kolordu Komutanı Korgeneral Aşır Özözler ile Emniyet Genel Müdür Yardımcısı Hamdi Ardalı olduğu halde, helikopterle Taşdelen Köyü'ne giden İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, koy ikokolununu önünde toplanan köylülere hitap etti.

Açıkların büyük olduğunu söyleyen İçişleri Bakanı Akbulut, sınıra hareket edip Türk milletini ezen eğriyaya kısa sürede "en ağır cezayı vereceğimizi" söyledi. Akbulut, şöyle dedi: "Tarih boyunca Türk millet, eğriyanın bu tip hareketleriyle karşılaşmıştır. Ancak her defasında hak ettikleri cezayı görmüşlerdir. Devlet buyuktur, güçlüdür. Bunların yaptıklarını insanlık dışı hareketlerdir. Eğriyanın hedefi artık çocuk çocuk ve savunmasız kadınlar olmuştur. Bu durum da onların korkaklığından kaynaklanmaktadır."

BİRER MİLYON YARDIM VE EV.

Olayda hayatlarını kaybedenlerin yakınlarına başsağlığı, yaralılarına da geçmiş olsun dileklerini ileten İçişleri Bakanı Akbulut, hayatlarını kaybedenlerin mensup olduğu 4 aileye birer milyon lira para verileceğini, kendilerine ev yaptırılacağını ve çocuklarının da devlet güvencesi altında bu tutulacağını bildirdi. Bakan, "Maddi yardımların acısını dindirmeyeceğini biliyoruz. Ama şunu da bilinsin ki, devlet her zaman, her konuda yanınızdadır" dedi.

"YÜREKLERİ VARSA BİZİ VURUNLAR"

Bakan Akbulut, daha sonra sınırlarda görev yapan askerlere hitap ederken, "Yüreklere varsa bizi vururlar" dedi. "Bakan Akbulut, daha sonra sınırlarda görev yapan askerlere hitap ederken, "Yüreklere varsa bizi vururlar" dedi.

Daha sonra olayda 3 yakını kaybeden koy korucusu Kasım Özer ile Mahmut Aykut'un evlerine de giden Akbulut, başsağlığı ve geçmiş olsun dileklerini bunların yakınlarına da bildirdi. Akbulut, genele konuyu sayıları artırmak niyetinde olduklarını, bavuru halinde uygun olanlara silah dağıtılacağını ve Taşdelen Köyü'nde bir jandarma karakolu kurulacağını bildirdi.

Bu arada gazetecilerle görüşen bir grup köylü, olayı şöyle anlatıyor: "Akşam saat 18.00 sularındaydı. Köyde, asker üniforması bir grup geldi. Aralarında subay rütbeli olanlar da vardı... Bize, asker olduklarını ve buraya seyyah bir birlik olarak geldiklerini söylediler. Köy korucularına, "Öğretmene, muhtarla haber vermeyin" dediler. Köy öğretmenini ve muhtarı da yakaladılar. Köy korucuları yoktu, pusudaydılar. Onlara da haber verdik, ama gelmediler. Caniler, köyü dağıtıyorlardı. Sonunda sığınaklara kaçtık. Burada bekliyoruz."

"Silahları bize karp kullanmayın, fasjot Türk subaylarına karp kullanın silah tayınlar, bizim için vatan haindir. Biz, başımızda bir Kurt devleti işi yapıyoruz. Bizim savaşlarımız katilin Akas kadredir, sonunuz kolu olur."

Bundan sonra, ortadan kayboldular.

Bu arada Hayat Çetin adındaki kadın, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'a bir dilekçe uzatarak, 2 ay önce kaçırılan 15 yaşındaki Hamim isimli kızının bulunması talebinde bulundu. Akbulut da, Vali Arif Akbulut'a dilekçeyi vererek gereken yapılmasını istedi.

DIŞİŞLERİ AÇIKLAMASI

Bu arada, Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Yalım Erşalp, Irak sınırında bir operasyonun söz konusu olmadığını söyledi.

Uludere'de 14 kişinin ölümüne sonucunan katliamdan sonra, öne sürülen "Türk Ordusu'nun Irak'a kaçan birimlere destek vermesi" iddialarına karşı Erşalp, "Bu iddiaların hiçbirine yer yoktur. Türk Ordusu'nun Irak'a kaçan birimlere destek vermesi iddialarının hiçbirine yer yoktur."

"Bu iddiaların hiçbirine yer yoktur. Türk Ordusu'nun Irak'a kaçan birimlere destek vermesi iddialarının hiçbirine yer yoktur."

"Bu iddiaların hiçbirine yer yoktur. Türk Ordusu'nun Irak'a kaçan birimlere destek vermesi iddialarının hiçbirine yer yoktur."

"Bu iddiaların hiçbirine yer yoktur. Türk Ordusu'nun Irak'a kaçan birimlere destek vermesi iddialarının hiçbirine yer yoktur."

Hükümete acizlik suçlaması

ANKARA, (Hürriyet) - Hakkâri'de bölücü çete tarafından 14 masum insanın öldürülmesi olayına muhalefet partilerinden dün büyük tepki geldi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, "Hükümetin davranışında eskiklik var, ancak parçası hayırsever işler mi yapar" derken, DSP Genel Başkanı Rağnan Ecevit, "Önemli yetersiz" dedi. DSP Grup Başkanı Cahit Karakaş da, katliamı "nefretle" kınadıklarını belirtti. "Bu bölgede ne yapılacaksa, bir an önce yapılmalıdır. Vatandaşların ve mal güvenliğinin sağlanması, Özgür ve devlete güven de demektir" diye konuştu. DYP Grup Başkanı Vehit Ahmet Sarp ise olaylara devletin tam hakim olmasını istedi. Bu arada, ANAP da bir kınama bildirisini yayınladı.

SHP Lideri İnönü, 14 kişinin öldürülmesini "vahşet" olarak nitelendirdi ve bolucu çetenin çocuk, yaşlı, genç, erkek, kadın demeden masum insanları öldürdüğünü belirterek şunları söyledi: "Özellikle rahmet, yakınlarına başsağlığı dileyorum. Hükümetin Onlem almadığı demedi yetmiyor, soruna çözüm getiriyor. Önemli, olaylar olmadan alınmalıdır. Masum insanların vahşice katledildikten sonra bu sözlerin anlamı kalmıyor."

"Özellikle rahmet, yakınlarına başsağlığı dileyorum. Hükümetin Onlem almadığı demedi yetmiyor, soruna çözüm getiriyor. Önemli, olaylar olmadan alınmalıdır. Masum insanların vahşice katledildikten sonra bu sözlerin anlamı kalmıyor."

Demokratik Sol Parti Genel Başkanı Rağnan Ecevit, Hakkâri'de meydana gelen olayla ilgili olarak dün yaptığı açıklamada, "Güneydoğu sınır bölgemizde güvenlik önlemlerinin çok yetersiz olduğu" açıkladı.

Saldırıda canlarını yitiren yurttaşlara Allah'tan rahmet, yakınlarına başsağlığı dileyen DSP Genel Başkanı Rağnan Ecevit, danış ve onerilerini şöyle sıraladı: "Güneydoğu sınır bölgemizde güvenlik önlemleri...

rinin yetersiz olduğu açıklıyor. Oyuna, olaylar belirli yörelerde yer almasına göre devletin güçlüğü bunları önlemeye yetmez. Fakat, nedense, bu yöredeki köylere ve kasabalara yeterli güç yetmesi yapılmadığı anlaşılıyor. Sayın İçişleri Bakanı, artan saldırıların nedeni olarak, eylemlerle karışık, Irak'ın kendi sınırlarına yakın yerlerde yeterli güvenlik önlemlerini alamadığına şüpheleniyor. Bu, Türkiye'nin de yörelerdeki güvenliğini tehdit eden yetersiz baskınlarına mazur göstermez."

DSP Grup Başkanı Cahit Karakaş da, dün grup toplantısında, bu konuya değinerek, "Bu olaylara süratle çözüm bulunmalıdır" dedi.

DYP grubunda da grup başkan vekili Ahmet Sarp, bolucu eğriyaya "siddet ve nefretle" kınadıklarını söyledi. Sarp, şöyle konuştu: "Bizim köylü korucularımızın önemli bir bölümü bugün bu bölgede görev yapıyor. Masum insanların vahşice katledildikten sonra bu sözlerin anlamı kalmıyor."

Hayat milletvekili Murat Sökmenoğlu da gündem dışı söz alarak, bu olayın beklenti meden Meclis'e getirilmesini istedi.

ANAP'ın katliamı kınama bildirisinde, dün Sanburfa Milletvekili ve TBMM İçişleri Komisyonu Başkanı Osman Doğan'ın düzenlediği basın toplantısında okundu. Doğan bildiriyi genel başkan yardımcısı Şükrü Yürür adına açıkladı. Osman Doğan, katliamı nefretle karşıladıklarını, er geç salımlı eğriyanın kokuşumuna izin verilmemesi için devletin gücünü ka zınacağı, devletin gücünü ka zınacağı, devletin gücünü ka zınacağı, devletin gücünü ka zınacağı...

Tercüman

"Vahşi katliâm'a tepkiler 'Suriye sınırı kapatılmalı'"

HABER MERKEZİ

Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyünde 14 vatandaşımızın teröristlerce öldürülmesi olayı, iktidar ve muhalefet partileri tarafından büyük tepkiyle karşılandı. ANAP Genel Başkan Yardımcısı Şükrü Yürür, "Arkalarında kim olsun olsun büyük Türk milletleri er geç bir avuç salımlı eğriyanın köksünü kazıyacaktır" derken, DYP Genel Başkanı Hüsamettin Cindoruk, Suriye hududunun kapatılmasını istedi.

yağdığını görüp, husrana uğrayacaktır. Bayrağı bir, milleti bir, inancı bir olan Türk milletini bölme ve parçalamaya bugüne kadar kimse güç yetmemiştir. Yetmeyecektir."

SURİYE HUDUDU KAPATILMALI

DYP Genel Başkanı Hüsamettin Cindoruk ise, öldürülen 14 vatandaşımıza karşı yapılan saldırının düş kırıklığı olduğunu belirterek, "Bu durum uzun zamandır devam ediyor. İçteki tedbirler yeterli olmamaktadır. Suriye hududu kapatılmalı, eğriyanın yolu kesilmelidir. Zoraki tedbirler alınmazdan önce bu iş kolaylaşmaz" dedi.

BATININ GÜVENİ SARSILYOR

Taşdelen köyü katliamı konusunda sert bir dile ekleştiren DSP Grup Başkanı Cahit Karakaş, "Özellikle rahmet dilemek yetiyor. Akas kanları yerde kalmayacak demek de yetmiyor. Bu olaylar, devlete olan güveni Batı'da sarıyor" dedi.

MİLLETİN SABRİ TAŞIYOR

ANAP Genel Başkan Yardımcısı Şükrü Yürür, masum insanlara saldıran marifet sayan eğriyanın, devletin gücünü hafife almadığını belirterek şunları söyledi: "Artık Türk milletinin sabrı taşımaktadır. Katliamları müthişse son verecektir. Türk devleti tarih boyunca uç buçuk eğriyaya taviz vermemiştir. Başlarında medet uman düş gücüne de güven bürtenlerdir. Güvenlikleri dışarı pek yakında kar...

Operasyonlar, Türkiye ve Irak'ta şimdilik ayrı ayrı sürüyor

Özel tim hazır

- PKK'nın Taşdelen köyü katliamı ve mühendis Atilla Çelikel'in kaçırılması olayıyla ilgili operasyonlarda kullanılmak üzere özel vurucu timin hazır bekletildiği kaydediliyor
- Türk güvenlik güçleri Türkiye sınırları içinde yoğun operasyonlarını sürdürürken, Irak kuvvetlerinin de Kuzey Irak'ta mühendis Çelikel'i kaçırılana karşı harekete geçtiği açıklandı. Irak Büyükelçisi Tarık Cevat, "Mühendislin kurtarılması için her çabayı harcıyoruz" dedi
- Dışişleri Sözcüsü Yalın Eralp ve Irak Büyükelçisi, "Şimdilik Türkiye ve Irak'ta ortak operasyon yapmasının söz konusu olmadığını belirttiler. Ancak Türkiye, Irak kuvvetlerinin hareketini dikkatle izliyor



İçişleri Bakanı Akbulut, Taşdelen köyüne gelerek, bölücülerin katliamında yakınlarını kaybeden vatandaşlara, "Geçmiş olsun" dileğinde bulundu.

MİLLİYET HABER MERKEZİ

TAŞDELEN köyü katliamını yapan PKK militanlarının yakalanması için bölgede başlatılan operasyon yoğunlaştırılarak sürdürülüyor.

7'nci Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanı Korgeneral Aşır Özerer'in yönettiği operasyonu 2'nci Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı da yakından izliyor ve denetliyor.

Bu arada bir özel vurucu timin de bölgede her an operasyona hazır şekilde bekletildiği öğrenildi. Edimilen bilgiye göre, bu özel tim gerek PKK ekseninin yakalanması gerekse Türk mühendis Atilla Çelikel'in Irak'ta kaçırılması olayıyla ilgili operasyonlar için Genelkurmay Başkanlığı'ndan gelecek emir üzerine derhal harekete geçebilecek.

Ancak Irak hükümet kuvvetlerinin mühendis Çelikel'in kurtarılması için Kuzey Irak'ta bir dizi operasyon başlatıldıkça ve sorunu kendi olanaklarıyla çözmeye çalışıldıkları öğrenildi.

- TÜRKİYE PKK militanlarının yakalanması amacıyla başlatılan operasyon Çukurca - Uludere hattında yoğunlaştırıldı. Ortabağ, Yekmal ve Taşdelen köyleri yöresine kısıtlanıyor
- İRAK: Hükümet kuvvetleri Türk mühendis Çelikel'in kurtarılması için Duhok, Erbil ve Süleymaniyeye deki PKK kamplarının bulunduğu noktalarda operasyonlara başladı

Masum 14 yurttaşın ölümlü sonuçlanan katliamın sorumlusu PKK militanlarının yakalanması amacıyla başlatılan operasyon Çukurca-Uludere hattında yoğunlaştırılıyor. Güvenlik kuvvetleri, Ortabağ, Yekmal ve Taşdelen köyleri yönünde eşkiyayı kısıtlanıyor. Operasyonun kısa adı İDKP olan İlerici Demokrat Kürdistan Partisi'nin önemli merkezlerinden Kison Kampı'na 10 kilometre mesafede sürdürdü behtirildi.

2'nci Ordu Komutanı Orgeneral Burhanettin Bigalı, dün bölgede yapılan incelemeler sırasında köylülere "Devlet, eşkiyayı çökecektir" dedi.

İRAK'IN ÇABALARI

Bu arada Irak hükümet kuvvet-

lerinin kaçırılan Türk mühendis Atilla Çelikel'in kurtarılması için Kuzey Irak'taki Duhok, Erbil ve Süleymaniyeye de nokta operasyonları başlatıldığı öğrenildi. Irak'ta girilen operasyonların Türk yetkililer tarafından sürekli izlendiği ve sonuçlarının aynı ölçüde değerlendirileceği belirtiliyor.

ANKARA DOĞRULADI

Öte yandan, Dışişleri Bakanlığı'ndan üst düzeyde bir yetkili Milliyet Ankara Bülrosu'ndan Nilüfer Yalçın'a bilgi verirken Irak'taki operasyonları doğruladı. Irak Hükümeti'nin PKK kamplarının bulunduğu bölgeye asker birlikleri sevk ettiğini belirten yetkili, bu gelişmeye bu kez Irak Devleti'nin bir yandan İran ile savarken bir yandan kendü topraklarında disiplini sağlayabildiğini kanıtlayacağı olarak değerlendirildi. Irak'ta operasyonuyla Türkiye'deki sıkı önlemler birleşince eşkiyanın içine girildiği kısıtlanarak ve ele geçirilmesinin kolaylaşacağı belirtiliyor. ERALP: "OPERASYON PLANI YOK"

Bazı gözlemler, Ankara-Bağdat arasındaki egüdümlü önlemlerin sonucu alınmaya kadar Türkiye'nin Irak topraklarında askeri bir harekete girişmeyeceği görüşünü savunuyorlar. Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Yalın Eralp da dün bu konudaki soruları cevaplarırken "Türk toprakları dışında operasyon planı yok. Bu konuda bize bilgi gelmedi. Ayrıca Çelikel'i kaçıranların ve köyde katliam yapanların kimlikleri üzerinde de kesin bilgi ve kanıt yok" dedi.

Eralp, kaçırılan mühendisin çalıştığı Enka Şirketi'nin Türk Hükümeti'ni müşkül duruma düşürecek hiçbir davranışta bulunmadığını,

Çelikel ailesiyle sürekli temasta bulunduğunu, Dışişleri'ne ulaştırılmış bir fidye, talep ya da mektubun mevcut olmadığını da belirtti.

Eralp, kaçırılan Alman mühendisle ilgili olarak Alman makamlarından ayrıntılı bilgi gelmediğini de sözlerine ekledi.

İKİ OLAY ARASINDA İLİŞKİ

İki olay arasında ilişki üzerinde de çeşitli tahminler yapıyor. Yetkililerin elinde bu konuda somut kanıtlar bulunmuyor. Ancak bazı çevreler Taşdelen köyü katliamının Türkiye'yi Irak topraklarında sıcak takibe zorlamak için bir tahrir niteliği taşıyabileceğini öne sürüyorlar.

İRAK BÜYÜKELÇİSİ: "ORTAK OPERASYON YAPILMAYACAK"

Irak'ın Ankara Büyükelçisi Tarık Cevat, Irak'ta dün düzenlenen basın toplantısında "Türkiye ile Irak'ta bölgede ortak operasyon yapmaları söz konusu değil" dedi. Çelikel'in kaçırılması olayında sorumluluğunu Irak Hükümeti'ne ait olduğunu söyleyen Büyükelçi, "Biz bu konuda her türlü çabayı harcıyoruz. Önemli olan mühendislin can güvenliğidir" şeklinde konuştu.

Çelikel'i kaçırılanın kimliği üzerinde bir bilgi edinemediklerini söyleyen Büyükelçi, şöyle dedi: "Bölgede faaliyet gösteren Barzani ve Talabani önderliğinde bazı gruplar İran'da üsleniyor. Bu husus da dikkatlerden kaçırılmamalıdır. Bunlar savaş ortamında yararlanarak, bazı eylemler gerçekleştirmektedirler."

Büyükelçi, Irak Hükümeti'nin topografik zorluklara rağmen dağılık Kuzey Irak bölgesinde duruma savaş öncesinde olduğu kadar hâkim bulunduğunu öne sürdü.

● 100 kişilik askeri karakol kuruluyor Koruculara takviye

● Hakkâri'nin Uludere ilçesindeki kanlı baskında hayatlarını kaybedenlere, "Başınız sağ olsun" diyen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "yeni güvenlik önlemleri alınacağını" söyledi

● Köy korucuları ise, İçişleri Bakanları'na, en az 100 silah verilmediği takdirde ellerindeki silahları da tade edeceklerini bildirdiler

• Adnan GERGER • İhsan DÖRTKARDES

• ULUDERE (MİL-HA)

BOLUCU PKK örgütüne mensup teröristlerin 14 yurttaş katliamını Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Ortabağ bucağının Taşdelen köyüne gelen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Cumhurbaşkanlığı Keleş Evren'in direktifleri doğrultusunda köy korucuları savını artıracağını açıkladı.

Köy korucularının sayısının 6 bin civarında olduğunu kaydeden Akbulut, "Koruculuk müessesesi basettir, yanlış hareketleri yoktur" dedi ve yeni güvenlik önlemlerinin alınacağını söyledi.

Keleş Evren'in direktifleri doğrultusunda köy korucularına, en az 100 silah verilmediği takdirde, ellenden fazla silahları geri vereceklerini söylediler.

Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyünde 14 kişinin öldürülmesi sonuçlanan katliamı yerinde görmek üzere askeri helikopterle Diyarbakır'dan hareket eden bakan ve beraberindekiler, yurttaşlara "baş sağlığı" ve "geçmiş olsun" dileklerini ilettiler.

FAK-FUK FON'DAN 3 MİLYON

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, PKK'nın son katliamında yakınılarını kaybedenlere 3 milyon liralık yardımın Fak Fuk Fon'dan verileceğini, evlenen onanacağını açıkladı.

EVREN'İN DİREKTİFİ

Önceki gün Ankara'da Cumhurbaşkanı Keleş Evren'in başkan-

lığında toplanan Bakanlar Kurulu'ndan sonra bölgeye gelen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, köy korucuları sayısının artırılıp, artırılmayacağı sorusunu şöyle yanıtladı:

"Elbette ki gereken yapılacaktır. Korucu olmak isteyenleri derin incelemek, gereken silahları dağıtılabılır. Halen Hakkâri'de bile 100 korucu var. Bölgedeki korucu sayısı 6 bine yakındır. Gerek görülürse bu sayı 2 katına bile çıkarılabilir. Başvurular, inceleniyor."

"KORUCULUK KALKSIN"

SHP İstanbul Milletvekili İbrahim Ural, koruculuk müessesesinin kaldırılarak yerine sivil polisten oluşacak anti-terör timlerinin kurulmasını istedi. Ural, dün partisinin Meclis grubunda yaptığı konuşmada PKK'nın arkasında Suriye ve İran'ın olduğunu bildirdi.

BEDÜK NE DİYOR?

Emniyet Genel Müdürü Saffet Arkan Bedük, ise köy koruculuğu müessesesinin devam ettirilmesinden yana olduklarını söyledi. ECEVİT: "ÜZÜCÜ"

DSP Genel Başkanı Raşvan Ecevit, saldırıdan derin üzüntü duyduğunu bildirerek, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde huzla "köy kesit" düzenine geçilmesi gerektiğini söyledi.

Raşvan Ecevit, saldırıların yabancı güçlerin Türkiye'yi Irak'ta askeri bir harekete çıkartma tertiplerinin bir parçası olabileceğini de kaydetti. Raşvan Ecevit köy korucuların sistemini yararlı değil zararlı olduğunu da söyledi.



BAŞLIK PARASI — Taşdelen köyünün az sayıda Türkçe konuşanları birli olan Ali Çetin, 2 yıl önce evlenmiş. Ama hâlâ başlık parasının taksitlerini ödüyor. (Fotoğraf: CENGİZ MUMAY)

Evren baskınla ilgili bilgi aldı Operasyon sürüyor

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Cumhurbaşkanı Kenen Evren'e olaylar hakkında bilgi verdi. Teröristlerin geride bıraktıkları izlerden yararlanılarak bölgeye giriş çıkış yerleri de saptandı. Bakanlar Kurulu'nun 3 saat süren toplantısında alınacak önlemler görüşüldü.

Haber Merkezi — Ayrılık teröristlerin Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyüne düzenledikleri baskından sonra sınır bölgesinde başlatılan operasyonlar devam ediyor. Cumhurbaşkanı Kenen Evren de, Taşdelen köyünde incelemeler yapan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'u dün sabah kabul ederek olaylar hakkında bilgi aldı. Bakanlar Kurulu da dün Uludere olayı ile bu ve benzeri eylemlere karşı alınabilecek ek önlemleri görüştü.

Başbakan Yardımcısı Kaya Erdem'in başkanlığında yaklaşık 3 saat süren toplantıda ele alınan konularla ilgili açıklamaları bugün yapacağı bildirildi. Erdem bir gazetecinin "Bölgedeki yerleşim alanları boşaltılacak mı?" sorusuna "Yarım (bugün) Cumhurbaşkanı Kenen Evren ile görüşüldü, sonra konuşuruz" yanıtını verdi.

İçişleri Bakanı Akbulut ile birlikte Irak sınırındaki Taşdelen köyüne giden Jandarma Genel Komutan Yardımcısı Korjenal Hulusi Sayın, önceki gün Bakanla beraber Ankara'ya dönmeli ve bölgedeki incelemelerini dün de sürdürdü.

Berhanettin Biğalı'nın komutasında sürdürülen operasyonlara Emniyet Genel Müdürlüğü'ne bağlı özel timlerin de katıldığı belirtildi.

a.a. muhabirinin bölgedeki yetkililerden edindiği bilgilere göre, baskından sonra Irak'taki tampon bölgeye kaçtıktan belirlenen teröristlerin geride bıraktıkları izlerden yararlanılarak yöreye giriş ve çıkış noktaları saptandı.

Bu arada Taşdelen köyünde 14 kişinin ölümü ile sonuçlanan baskın sırasında yakınlarını kaybedenlere Uludere Sosyal Yardım Kurumu ve Dayanışma Vakfı tarafından maddi yardım yapıldı. Ailesinden 11 kişiyi kaybeden köy korucusu Abuzer Çengiz'e 2 milyon, ailesinden 2 kişiyi kaybeden ve 6 yakını yaralanan köy korucusu Kasım Özer'e 1 milyon, Mahmut Aykut ile Ömer Özer'e de 500'er bin lira verildi.

PKK Taşdelen'i bastı, köylü valiyi gördü

TURAN YILMAZ

ULUDERE/TAŞDELEN — PKK'nın iki kez vurup hemen ötedeki Irak sınırında "sıra kadem baskın" Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen Köyü'nü, "devlet bebe" da unuttuğu, ta ki PKK'nın arkaında 14 ölü, 9 yaralı bırakarak eylemine kadar. "Devlet babasına varmaz" yalnızca köylere gelen jandarmadan hissedilen, öğretmen ve imamdan başka devlet memuru görmüş insanlar için yarı anlamlı yurttur. Bir yandan ne zaman, nereden gelecek kestirilemeyen ölüm korkusu, bir yandan yoksulluk, bir yandan unutulmuşluk, değişmez yazgı olmuştur 210 hanesinde 1700 nüfusu barındıran sınır köyü Taşdelen'in.

İŞLİLİK DİZ BOYU — Sofralarının tek aşu bulguru, ancak yetiştirilecek kadar sınırlı topraklara sahip Taşdelencilerin en önemli sorununu işliliktir. Köyünün de oter bazen" diye sürdürüyor sözlerini. "Başka?", "Başka o kadar işte" diyor Ali Çetin.

Taşdelen Köyü'nün belirgin özelliklerinden biri de Türkçe konuşulmayan insan sayısının azlığı. Türkçe konuşabilen Ali Çetin ile söyleşiyi sürdürüyor.

— PKK köyünüzü bence bakan, komutanlar, vali, kaymakam geldi. Daha önce hiç vali ya da kaymakam görmüş müydünüz? Köyünüzde gelişmeler miydi?

Çetin — "Yok" diyor. Bu arada bir köylü sözler giriyor. "Daha önce hiç gelmediler"

zi nedeniyle rahat görmediği Taşdelen Köyü'nde tarlasızlık ve hayvansızlık yüzünden yoksulluk hüküm sürüyor.

İşsizliğin cemesi "gurbetçilik". Taşdeleni genç erkekler Çukurova'ya, Diyarbakır'a göçüyorlar iş için. Yöresel gıysı turgulu köy yollarını açılmayış 25 yasında Ali Çetin de başlık parasından yakıyor. 2 yıl önce evlenmesine karşın başlık parasının "takatlerini" ödüyor hâlâ.

"Başlık parasını vermeden evlenmenin bir başka yolu yok mu?" diye soruyoruz. "Yok" diye söz giriyor Ali Çetin, "Eki yolu var bir işin, ya başlık parasını kurşun kurşuna ödeyeceksin, ya da aldağın gibi kuzı kapacak. Ama kuz kapırmamı cezası kurşuna düşmektir."

Taşdelen köylüleri, sofralarında et ancak "yolda belki bir kez" bir hayvan hasalanır ve kendisinden umut kesilene yiyebiliyorlar. Hayvan otlamaya elverişli alanların bulunmaması, köyün çiptek dağlarla kaplı olması büyük ve küçük bahçayla yetiştirilmesine engel oluşturuyor.

"Peki iş ne yapıldı?" sorusunu yanıtlıyor Ali Çetin, "Sebah kahvaltıya değişmez, peynir ve çay" diye başlıyor yanıtlamaya. "Öğle ve akşamdan bir biraz değil. Büyük bir çoğunlukla yedigimiz savadı" diye ekliyor. "Sava nedir?" sorumuzun karşılığında, "bulgur" çıkıyor Ali Çetin, "Sonra fasulye de olur bazen" diye sürdürüyor sözlerini. "Başka?", "Başka o kadar işte" diyor Ali Çetin.

Taşdelen Köyü'nün belirgin özelliklerinden biri de Türkçe konuşulmayan insan sayısının azlığı. Türkçe konuşabilen Ali Çetin ile söyleşiyi sürdürüyor.

Güneydoğu'da sessiz bekleyiş sürüyor

SINIRDA 'BÖLÜCÜ' AVI

- Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde 15 Ağustos 1984 tarihinden bu yana 300 ü aşkın yurttaş ve görevlinin canını dökerek bölücü PKK örgütüne mensup militanların yakalanması amacıyla yoğun operasyonlar yapıyor.
- Yurttaşlar kendilerine yeterli kadar silah verilmemiş takdirde köy koruculuğunu bırakarak sığınmaları teslim edebilecekleri açıkladı. Bunun üzerine İçişleri Bakanı'nin yaptığı çağrıya uyan binlerce yurttaş, koruculuk için silah istedi.

İnsan DÖRTKARDESİ

ULUDERE (ML) HA

DÖĞÜ Güneydoğu Anadolu bölgesinde hane katliamlara girişen yasa dışı örgüt PKK örgütüne mensup militanların da görülebileceği amacıyla bölgeye Irak sınırında nöbetçi bir başlıkatıldı.

Özellikle Hakkâri'nin Uludere ilçesi Taşdelen köyünde köy korucuları aratılan basarıyla bölgeye Irak sınırında nöbetçi bir başlıkatıldı.

Son olarak Hakkâri'nin Uludere ilçesinde köy korucuları aratılan basarıyla bölgeye Irak sınırında nöbetçi bir başlıkatıldı.

Son olarak Hakkâri'nin Uludere ilçesinde köy korucuları aratılan basarıyla bölgeye Irak sınırında nöbetçi bir başlıkatıldı.

AĞIZLARINI BİÇAK AÇMAYOR — Bölücü ekinin 30 aya yakını süreden bu yana 350 doları (daj) yurttaşımızı ve görevlini

kelecekteki teslimatı bölgede sessiz bekleyiş başladı. Yurttaşlar ekinin yeterince kurtarılmamış olmasından dolayı İÇİŞLERİ Bakanı Yıldırım Akbulut'un yaptığı "koruculuk yapmak isteyenler bize başvursun" çağrısına ardından bölgede bekleyiş başladı. Hakkâri'nin Uludere ilçesinde köy korucuları aratılan basarıyla bölgeye Irak sınırında nöbetçi bir başlıkatıldı.

Akbulut'un yaptığı çağrıya karşılık bölgede bekleyiş başladı. Yurttaşlar ekinin yeterince kurtarılmamış olmasından dolayı İÇİŞLERİ Bakanı Yıldırım Akbulut'un yaptığı "koruculuk yapmak isteyenler bize başvursun" çağrısına ardından bölgede bekleyiş başladı.

Yünde bölücü ekinin silah ve bombalı saldırısında yakılanları kaydeden Abuzer Çengiz'e iki Kasım Özer'e bir milyon, Mahmut Aykut ve Ömer Özer adlı köy korucularına da 500'er bin lira yardım yapıldı. Uludere Sosyal Yardım Kurumu ve Dayanışma Vakfı da tarafından Taşdelen'e ayrıca 150 bin liralık yardım da madden görüldü.

Öte yandan, olayın bütün detaylarıyla geçen gün öğretilenler de 15'er gün süre verildi.

KARAKOL HAZİNE İKLARI — Uludere ilçesinden 35 kilometre uzaklıktaki 210 haneli Taşdelen köyünde jandarma karakolu kurma hazırlıkları devam ediyor. 14 köy korucusunun görev yaptığı ve Irak sınırına beş kilometre uzaklığı Taşdelen'de hâlâ bir jandarma birlikleri olacak yöre yapıyor.

İran'ı diplomatik olarak uyardık, Irak'taki terör kampları üzerinde "ihtar uçuşu" yaptık

Metin AKKOÇ

İranda uyarı, bölücüye ihtar
Bir İran uçağı Habur üzerinden uçarak, Irak'a alt Zaho ilçesini bombaladı. "Hava ihlal" için İran'ı derhal uyardık. Diyarbakır'dan kalkan 5 jetimiz Irak'taki "Sinah Lak-1", "Lak-2" ve "Lejna" adlı bölücü kampları üzerinde ihtar uçuşu yaptı

Neak silah istedi: Taşdere köylüleri İçişleri Bakanı Akbulut'tan eşkıyaya karşı herkese silah verme sini istediler. Bakan, "Yeteri kadar silah vereceğiz, karakol kuracağız. Bu eşkıyayı hep birlikte yok edeceğiz" dedi. Güvenlik tedbirleri artırıldı

Jetlerimiz bölücülerin tepesinde

Metin AKKOÇ

ULUDERE-DIYARBAKIR, (Tercüman) İran uçağının Habur'da sınır ihlaline kalkışması üzerine resmen uyarıda bulunduk. Diyarbakır'dan havalanan beş adet jetimiz Irak'taki bölücülerin üslendiği "Sinah Lak-1", "Lak-2" ve "Lejna" kampları üzerinde ihtar uçuşu yaptı. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da, katil bölücülerin saldırısına uğrayan Taşdelen köyüne geldi. Köy halkı, bölücü eşkıyaya karşı savaşmak için bakandan "çokluk çocuk herkese" silah verilmesini istediler. Bakan, bütün tedbirlerin alınacağını bildirdi.

SİLAH VERECEĞİZ

14 kişinin öldüğü, 9 kişinin yaralandığı Taşdelen köyüne gelen İçişleri Bakanı Akbulut, saldırıya uğrayan evleri tek tek gezerek incelemelerde bulundu. Akbulut, kendisinden silah isteyen köylülere hitaben, "Yeterli silahları vereceğiz. Karakol da kuracağız. Bu hainlere karşı hep birlikte mücadele edip, onla-

ra gereken dersi vereceğiz" şeklinde konuştu

500 SİLAH İSTEDİLER

Taşdelen köyü muhtarı Sabri Çetin, ellerinde silah olmadığı için saldırganlara karşı koyamadıklarını belirterek, Bakan Yıldırım Akbulut'tan, köyde yaşayan 500 kişinin hepsine silah verilmesini istedi. Muhtar Sabri Çetin, "Elimizde sadece 6 adet silah var. Kendimize güveniyoruz. Silahımız olursa karşı koyarız. Biz, korucular dahil kimseye güvenmiyoruz. Kendi isimizi, kendi ellerimizle görmek istiyoruz" dedi.

Olenlerin ailelerine başsağlığı dileyen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, daha sonra sunları söyledi:

"Elbette ki, vatanımıza, milletimize bağlı insanlarıdır. Bu eşkıyayı, hep birlikte siziz gücünüzle, sizin birlik ve beraberliğinizle yok edeceğiz. Siz, biz, asker, sivil yok. Biz tüm olarak bir milletiz. Dördümüz hep beraber gideceğiz, çareyi hep beraber bulacağız. Haince hareket ediyorlar. Köylü ve asker kılına girip geliyorlar. Sinsi hareket ediyorlar. Durustçe hareket etmiyorlar, insanca hareket etmiyorlar. Bunlara üstesinden biz geleceğiz."

Akbulut, Taşdelen köylülerinin silah istekleri üzerinde de sunları söyledi:

"Bu topraklar ve bu vatan için çok sebili verdik. Gerektiğinde yine bu topraklar için canımızı feda etmeye hazırız. Türk milletinin büyüklüğü ve yüceliği burdadır. Bunları en kısa zamanda yakalayıp, gereken cezayı vereceğiz. Hepimize silah verli diyorsunuz. Gereğini yapacağız."

OLAY NASIL GERÇEKLEŞTİ

22 Şubat Pazar günü Hakkari'nin Uludere ilçesi Taşdelen köyüne gece karanlığında gelerek, köy korucularının evlerine bombalı saldırı düzenleyen bölücü eşkıya, bir yüzbaşı, bir üstteğmen ve bir başçavuş uniformasıyla önce Taşdelen köyü ilkokuluna gelerek, köy muhtarı Sabri Çetin ile imam Nasrettin Yaman'ın evlerinden çağırıp, "Gidim köy korucularına haber verin gelsinler, operasyonu çıkacağız" dediler. Bu arada dağ kesiminden megafonlarla başka bir terörist grubu konuşarak, "Hepiniz öldüreceğiz" dedikten sonra başka bir grup tarafından köy korucularının evi bombalamp, otomatik silahlarla tarandı.

JETLERİMİZİN İHTAR UÇUŞU

Bölücü eşkıyanın hain saldırısından sonra, bölgede başlatılan geniş çaplı operasyonlar da devam ediyor. Özel hareket ümlerinin Irak sınırından 3 kilometre içeri girecek operasyon düzenledikleri belirtildi. Bu arada İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, sınır ötesi bir hareketin olmadığını belirterek, dün sabah beş jet uçağımızın "Sinah Lak-1", "Lak-2" ile "Lejna" kampları üzerinde ihtar uçuşu yaptığı bildirdi.

BÖLÜCÜ EŞKIYA İŞİK MORSU KULLANMIŞ

Olayı gerçekleştiren bölücü eşkıyanın olaydan sonra gece karanlığında sınırı geçerek, birbirleriyle iletişime ve haberleşmede el fenerleri kullandıkları ve bunu "ışık morse" alfabesiyle gerçekleştirdikleri bildirildi.

TÜRKİYE DIŞINDA OPERASYON YOK

Dışişleri Bakanlığı sözcüsü Yahya Eratp, bölücü çete-

lerin Taşdelen köyünde gerçekleştirdiği son saldırıdan sonra, Türkiye'nin kendi toprakları dışında bir askerî operasyon düzenlemesinin söz konusu olmadığını, ilgili çevrelerde "böyle bir hava bulunmadığını" söyledi.

Sözcü Eratp, kişi şartları dolayısıyla saldırının meydana geldiği bölgedeki yerleri değiştirilmiş olan askerî birliklerin, yeniden eski yerlerine kaydırılıp, kaydırılmadığı yolundaki bir soruya, "Benim bu konuda bir bilgim yok" karşılığını verirken, herhangi bir operasyon ihtimali ile ilgili olarak da sunları söyledi:

"Türkiye toprakları dışında herhangi bir hareket izlenimi yok. Ayrıca İçişleri Bakanlığının da açıklamasına sızınur yeterli açıklığı getirmiştir. Sıcak takip imkânı tabii her zaman var. Makul bir süre önceden Irak'a haber vermek yeterli bunun için. Ancak, şu anda böyle bir bildirimde bulunulmuş değil. Aslında Irak hükümeti de

bu konularda çok hassas. Ama bölgede harp şartlarının yaratıldığı bir durum var. Bundan kaynaklanıyor. Yoksa Irak bizimle her zaman işbirliği yapıyor. Irak o bölgeyi kontrol edebilsen, başka bir durum ortaya çıkardı."

İRAN'I UYARDIK

Bu arada, İran hava kuvvetlerine bağlı savaş uçaklarının hava sahasını ihlal etmeleri üzerine, Türkiye İran'ı uyardı.

İran uçaklarının Türk hava sahasını ihlal suretiyle Habur üzerinden uçarak, Irak'ın Zaho şehri bombaladıklarının öğrenilmesi üzerine, Dışişleri "Türk hava sahasını ihlal edilmemesi" için İran'a derhal resmi uyarıda bulundu.

İran uçaklarının Mardin iline bağlı Habur sınır kapısı üzerinde alçak uçuş yaparak geçmelerinden hemen sonra Habur'a iki kilometre mesafede bulunan Irak tarafındaki Zaho ilçesinin bombalandığı öğrenildi.

"Suriye ve Libya, haine destek"

BÖLÜCÜ hainin 14 vuruşunu, öldürdüğü katliamları sonra başlatılan operasyon genişletirken, Diyarbakır Sıkıyönetim Komutanlığı 1 Numaralı Askerî Mahkeme'de devam eden vasa-dışı Kürdistan Demokrat Partisi ile ilgili isim Irak uyruklu, 5 sanikli davada okunan Emniyet Genel Müdürlüğü vasa-sında bölgede faaliyet gösteren vasa-dışı örgütler PKK, Kürdistan Demokrat Partisi ile Yurtsever Birliğine (YBK) Suriye ile Libya'nın hem silah hem de lojistik destek sağladığı KDP'nin Kerkük'te petrol bölgesi ile boru hattını ele geçirmek için faaliyetlerine ağırlık verdiği belirtildi.

Mahkeme de dün saat 10.00'da başlayan duruşmada, Irak uyruklu sanıklar Zeydan Nasrettin, Hasan İsmail ile Hüseyin Gundüz, Ömer Mungan ve Salih Yahm hazır bulundu.

Bölgedeki hain mahkemeleri dünkü gelişmeleri ilgili sa-bilgileri verdi. Bolu u eşkıyanın

olu veya diri ele geçirilmesi vasa-larının dağıtılması ve bölge kabil bir burun sağlan ması için güvenlik güçlerimizin dört gün önce başlattığı operasyon Türkiye - Irak sınır boyunca başarıyla devam ediyor. Her olanak ve her araç kullanıldığı geniş kapsamlı operasyondan panjere kapalı bölücü eşkıyanın üslendiği Irak in Türk sınırına yakın kesimdeki kampları terk ederek ülke içinde daha emin bulduğı yerlere doğru kaçmaya başladığı bildiriliyor.

Operasyonlarda önceki gün Hakkari'nin Şemdinli ilçesinde şüpheli 3 kişi yakalandı. Öte yandan Cumhurbaşkanı Kenan Evren, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut u dün saat 11.00'de Çankaya Köşkü'nde kabul ederek son olaylarla ilgili bilgi aldı.

İran İslam Cumhuriyeti'nin Ses Radyosu, Türk o-dusunun Kuzey Irak'ta PKK vasa-larına yönelik vasa-bir hava harekâtı yapacağını önce sunu

• Doğu'daki son katliama ilgili operasyon genişletirken Emniyet Genel Müdürlüğü'nden Diyarbakır'daki bölücülük davası na gönderilen yazıda Suriye ile Libya'nın boluculere silah ve lojistik destek verdiği belirtildi

• Cumhurbaşkanı Evren, İçişleri Bakanı Akbulut'tan, son gelişmelerle ilgili bilgi aldı. Tahrir Radyosu, "Türkler, Irak'taki PKK yuvalarını yine bombalayacak" iddiasında bulundu. Şüpheli 3 kişi yakalandı



İSTEĞİ ANKARA'YI, BİR DE DENİZİ GÖREBİLMEK — 10 yaşındaki Derviş Aydın, koyundan ancak birkaç kilometre geçiş yapmaya çalışmış. En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek. Hakkârinin 1700 nüfuslu sınır köyü Taşdelen'in çocukları, bugüne dek hiç Türk televizyonunu izlememişler. Irak televizyonundan sürekli Korfez savaşını izlediklerini, bir de Cin Ali okuduklarını anlatıyorlar. PKK baskınının ardından köylerine uğrayan "devlet baba" keşifini çıkarıp hep bir ağızdan "Sağ olun", "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Güneydoğu olayları MGK'de

Başbakan Özal, Genelkurmay Başkanı Ürug'u arayarak bilgi aldı.

Fatsa'daki görevi sona eren 9. Jandarma Komando Taburu Siirt'e kaydırıldı.

İçişleri Bakanı Akbulut, "300-500 kadar eşkiya bölgede faaliyet gösteriyor."

Haber Merkezi — Irak sınırında, Taşdelen köyü baskınından sonra başlatılan askeri operasyon devam ediyor. Bakanlar Kurulu'nun önceki gece yapılan toplantısında güneydoğu bölgesindeki olaylar değerlendirilirken, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in başkanlığında bugün toplanacak Milli Güvenlik Kurulu'nda da aynı konunun ele alınması bekleniyor. Devlet Bakanı

ve Hükümet Sözcüsü Hasan Celal Güzel, sınır ötesinde bir operasyon yapılmadığını tekrarladi. Başbakan Turgut Özal'ın da Houston'dan telefonla Ankara'ya arayarak sınır bölgesindeki duruma ilişkin Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürug'la görüştüğü öğrenildi. Güneydoğuda gelen haberlerde sınır üzerinde keşif uçuşlarının devam ettiği

belirtilirdi. Fatsa'daki görevi sona eren 9. Jandarma Komando Taburu, Siirt'e nakledildi. Ankara Cumhuriyet Burosunun haberi göre, Bakanlar Kurulunun önceki gece yapılan ve yaklaşık 3 saat süren toplantısında Güneydoğu'daki olaylar değerlendirildi. Devlet Bakanı ve Hükümet Sözcüsü Hasan Celal Güzel, toplantı hakkında dün yaptığı açıklamada, bölgede incelemelerde bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'un kuruluyelerine bilgi verdiğini söyledi. Güzel, "En müessir biçimde talimatlerini yapıyoruz. Devlet olarak bir avuç eşkiyanın hakkından gelecek gücümüz vardır" dedi.

Bölgedeki bazı olayların aşiret kavgasından kaynaklandığı şeklindeki görüşlerin hatırlanması üzerine, Taşdelen köyü baskınına bir "böbürcü eylem" olduğunu bildiren Hasan Celal Güzel, "Bölgedeki olaylara arkasından teröristlerle faaliyetleri vardır. Tall biçimde de vatandaşların kendi problemleri vardır" şeklinde konuştu.

KÖY KORUCULARI

DSP Genel Başkanı Raşdan Ecemiş'in, köy korucularının hedef haline geldiği eleştirilerinin anımsatılması üzerine Güzel, Ecemiş'e yanıt niteliği taşımadığını vurgulayarak şöyle dedi: "Devlet olarak aldığımız en etkili tedbirlerden birisi köy korucularını sistemdir. Geçen zaman içerisinde faydasız oluştuğu ki, eşkiya tamamen köy korucularını hedef almıştır."

Köy korucuları sistemi, devletin güvenlik sisteminin alternatifi olarak düşünmediklerini belirten Hasan Celal Güzel, koruculuğun bir "tek tedbir" olduğunu söyledi. Köy korucuları sisteminin giderek yaygınlaştırıldığına dikkati çeken Güzel, köylülerin silahlandırılmamak üzere eğitileceğini bildirdi.

ALINAN ÖNLEMLER

Son olaylar üzerine başlatılan operasyonlar üzerine sınırın geçilmediğini tekrarlayan Devlet Bakanı ve Hükümet Sözcüsü Hasan Celal Güzel, bölgenin güvenliğini için alınan kalıcı önlemler

şöyle anlattı: "2,5 sene önce başlattığımız sınırlardaki fiziki engel projelerini yürütüyoruz. Emniyet kuvvetleri içinde bölgenin coğrafi şartlarına uygun çıkabilecek özel ümler oluşturuldu. Biz sadece günlük olaylarda değerlendirilmeyi yapıyoruz. Devlet olarak halkımızın güvenliğini sağlamak bütün tedbirleri ilgili kurullarla gözden geçirecek tedbirleri alıyoruz."

OZAL'IN İTİFAKLARI

Hasan Celal Güzel, Bakanlar Kurulu toplantısı sırasında Başbakan Turgut Özal'ın Houston'dan telefonla aradığını ve bazı bakanlarla görüşerek çalışmaları konusunda bilgi aldığını bildirdi.

Edinilen bilgilere göre Özal, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut ile toplantı sırasında telefon görüşmesi yaptı. Özal'ın güneydoğudaki olaylar konusunda Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Ürug'la telefon görüşmesi yaptığı öğrenildi.

MGK TOPLANILYOR

Milli Güvenlik Kurulu, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in başkanlığında ayık olağan toplantısını bugün yapacak ANKA'nın haberi göre güneydoğudaki olayların da ele alınacağı toplantıda bölücü hareketlere karşı ek önlemler, dağıtım yerleşim birimlerinin bir araya getirilmesi, bazı bölgelerin insandan arındırılması gibi konular görüşülecek. OPERASYONLAR SÜRÜYOR

Hakkârinin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyünde çoğu kadın ve çocuk 14 kişiyi öldürdüğü üzerine bölgede başlatılan geniş çaplı operasyonlar devam

ediyor. Cengiz Mumay'ın Siirt'ten verdiği habere göre keşif uçuşları ile de desteklenen operasyonlar nedeniyle bölgedeki güvenlik kuvvetlerinde izleniler kaldırıldı. Ayrıllık teröristlerin sınırları geçtikten sonra, sınır yakınındaki kamplarda değil, dağlık bölgelerdeki Irak köylerinde saklandıkları sanılıyor.

KOMANDO TABURU

Fatsa'dan Ahmet Yen'in bildirdiğine göre, bir süredir Fatsa'da görev yapan ve bölgedeki "nokta operasyonu"na da katılan 9. Jandarma Komando Taburu, görevinin sona ermesi üzerine Siirt'e nakledildi. Komando taburu, Güneydoğu'da görev yapmak üzere dün sabaha karşı Siirt'e hareket etti.

AKBULUT: EŞKİYANIN SAYISI 300-500

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "Sayılarımız 300-500 kadar olduğuna tahmin ettiğimiz eşkiya, güneydoğu bölgesinde faaliyet göstermektedir" dedi.

Cumhuriyet Ege Burosunun İzmir'den verdiği habere göre, basın mensuplarının güneydoğudaki olaylarla ilgili soruları üzerine İçişleri Bakanı, korucularının artırılacağını tekrarladı ve Irak topraklarında bir operasyonun düşünülmeyeceğini söyledi.

Alınan önlemlere karşın saldırıların devam ettiğinin hatırlatılıp, "Kesin sonuç alınmamasını neye bağlıyorsunuz?" sorusuna Akbulut'un yanıtı şöyle oldu: "Bence, olayı 'sonuç alınmamıştır' biçiminde değerlendirmek doğru değildir. Sonuç alınmıştır. Emniyet güçlerimiz bölgeye hakimdir. Ancak saldırı sınırsız. Nereden gelecek belli olmayan eşkiya, güvenlik güçlerinin müdahale etmeyeceği bir ortamı seçmek suretiyle bu olayları gerçekleştiriyor. Daha doğrusu, güneydoğu çukurluğuna bakıldığında muhtemel esastır. Bu uzucu olaylar böyle gerçekleştiriliyor."

BEDUK: EŞKİYANIN NAMUSSLUSU

Emniyet Genel Müdürü Saifet Arkan Beduk, "Eski eşkiya, bu hainlerden daha namuslu-ydu. Zira çocuk, kadın ve silahsız kimseleri katletmezlerdi" dedi.

SHP: HÜKÜMET İSTİFA ETMELİ

SHP Grup Başkan Vekili Seyfi Oktay, dün Mecliste bir basın toplantısı düzenleyerek, güneydoğudaki olaylar karşısında aciz kalan hükümeti istifaya çağırdı. Oktay, ayrıllık unsurlarla mücadele için hükümetin meclisten yetki aldığını hatırlatarak, "Görevlerini ki, her türlü devlet yetkisine, sağlanan her türlü olanağa karşın hukuket sorununu çözmemiş, çaresiz kalmıştır" dedi.

Başbakan'ın Houston'dan telefon etmesini, İçişleri Bakanının özünürlüğünü bildirmesinin sorunu çözmeye yetmediğini bildiren Seyfi Oktay, kaldırılması istedikleri köy koruculuğu konusunda uyarılarının dikkate alınmadığını da söyledi.

DENKTAŞTAN MESAJ

Bu arada KTC Cumhurbaşkanı Rauf Denktaş, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'e Taşdelen köyü katliamından duyulan üzüntüyü dile getiren bir mesaj gönderdi. Denktaş mesajında, "Türkiye Cumhuriyeti'nin ve ulusumuzun buyukluğundan bu gafilleri kahredeceğine olan sarımsak insanımızın acısını paylaşırken, KTC halkı ve şahsım adına kalbi desteğimizi ve kaygılarımızı arz ederim" dedi.

Ankara'da operasyon heyecanı

Güneydoğu sınırında sürdürülen geniş çaplı operasyonun Irak topraklarına kaydı olduğu haberleri, Ankara'da heyecanlı saatler yaşatırken, Başbakan Vekili Kaya Erdem, düzenlediği basın toplantısında sözleriyle kesin bir dille yalanladı.

Başbakan Turgut Özal da Houston'da harekâti ilgili olarak, "Yanlış duymuşsunuz, böyle bir şey yok" dedi.

Haber Merkezi — Güneydoğu sınırında sürdürülen geniş çaplı askeri operasyonun Irak topraklarına doğru kaydığı söylentileri dün baskın kulislerinde geniş yayılarak uyandırdı. Başbakan Vekili Kaya Erdem, geç saatlerde düzenlenen basın toplantısında "İrak'ta harekât" söylentileri kesin bir dille yalanladı. Başbakan Turgut Özal da, Houston'da gazetecilerin bu konuda ki sorularını yanıtlarken, "Yanlış

duymuşsunuz. ODK bir şey yoktur."

Ankara Cumhuriyet Burosunun bildirdiğine göre, Türk-Siyoncu Kesin, Amerika'nın Irak'ta bir İskeç grubuna karşı savaşta başarıları nedeniyle ödüllendirildi. "En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek" ifadesiyle, "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.

Buna karşılık Devlet Bakanı Hasan Celal Güzel, "İrak'ta harekât" söylentileri kesin bir dille yalanladı. Başbakan Turgut Özal da, Houston'da gazetecilerin bu konuda ki sorularını yanıtlarken, "Yanlış

duymuşsunuz. ODK bir şey yoktur."

Ankara Cumhuriyet Burosunun bildirdiğine göre, Türk-Siyoncu Kesin, Amerika'nın Irak'ta bir İskeç grubuna karşı savaşta başarıları nedeniyle ödüllendirildi. "En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek" ifadesiyle, "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.

Buna karşılık Devlet Bakanı Hasan Celal Güzel, "İrak'ta harekât" söylentileri kesin bir dille yalanladı. Başbakan Turgut Özal da, Houston'da gazetecilerin bu konuda ki sorularını yanıtlarken, "Yanlış

duymuşsunuz. ODK bir şey yoktur."

Ankara Cumhuriyet Burosunun bildirdiğine göre, Türk-Siyoncu Kesin, Amerika'nın Irak'ta bir İskeç grubuna karşı savaşta başarıları nedeniyle ödüllendirildi. "En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek" ifadesiyle, "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.

duymuşsunuz. ODK bir şey yoktur."

Ankara Cumhuriyet Burosunun bildirdiğine göre, Türk-Siyoncu Kesin, Amerika'nın Irak'ta bir İskeç grubuna karşı savaşta başarıları nedeniyle ödüllendirildi. "En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek" ifadesiyle, "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.

Buna karşılık Devlet Bakanı Hasan Celal Güzel, "İrak'ta harekât" söylentileri kesin bir dille yalanladı. Başbakan Turgut Özal da, Houston'da gazetecilerin bu konuda ki sorularını yanıtlarken, "Yanlış

duymuşsunuz. ODK bir şey yoktur."

Ankara Cumhuriyet Burosunun bildirdiğine göre, Türk-Siyoncu Kesin, Amerika'nın Irak'ta bir İskeç grubuna karşı savaşta başarıları nedeniyle ödüllendirildi. "En büyük isteği, İstanbul'u, Ankara'yı, bir de denizi görmek" ifadesiyle, "Allah başımızdan eksik etmesin" diye söylenerek giden büyüklere aksine Taşdelen'in çocuk sayısı, birkaç kat. (Fotoğraf CENGİZ MUMAY)

Konukları olarak düzenlenen toplantıda basın bülteninde gündeme geldi. Gazetecilerin bu konuda ki sorularına Kaya Erdem'in yanı sıra, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut da katıldı.